

LA FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE

Analyse politique et essai littéraire et philosophique

par Charles Olivier

À partir de notes prises essentiellement en 2016

puis retravaillées en 2022

DÉDICACE

C'est d'abord à ma mère ainsi qu'à mon père que je souhaiterais dédier ce livre, qui représente au départ l'aboutissement de leur héritage politique, même si l'on parle ici de la combinaison de deux perspectives qui, à plusieurs niveau, pourraient pourtant paraître des plus opposées... Comme quoi la dualité qui caractérise ce monde n'en fait que confirmer son caractère fondamentalement illusoire!!!...

Je souhaiterais enfin le dédier également à mon fils bien aimé, en espérant de toute mon âme que ce livre puisse à tout le moins contribuer à lui laisser à lui, pour héritage, un monde qui soit à tout le moins un peu moins pire que celui que nous avons en ce moment.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE UN : LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE EN TANT QUE SYSTÈME IDÉAL -----	p. 4
CHAPITRE DEUX : DISCUSSION GÉNÉRALE AUTOUR DES RÉGIMES DE PLATON -----	p.13
CHAPITRE QUATRE : DISCUSSION AUTOUR DE LA NOTION DE TIMOCRATIE (notamment en rapport au contexte actuel) -----	p.24
CHAPITRE CINQ : À LA RECHERCHE DU SYSTÈME IDÉAL -----	p.35
CHAPITRE SIX : PEUPLE VS PHILOSOPHE -----	p.46
CHAPITRE SEPT : À PETITE ÉCHELLE, C'EST DÉJÀ UNE TOUTE AUTRE HISTOIRE ! -----	p.49
CHAPITRE HUIT : NOTES DIVERSES ET ÉPARSES !... -----	p.53

«Il y eut toujours une foule de malades parmi ceux qui rêvent et désirent Dieu; ivres de colères il haïssent celui qui accède à la connaissance, ils haïssent avec fureur a plus jeune de toutes les vertus, qui se nomme: probité».
- NIETZSCHE, Ainsi parlait Zarathustra

«La dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours.»
- COLUCHE

CHAPITRE UN: LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE EN TANT QUE SYSTÈME IDÉAL

En guise d'introduction, d'entrée en matière, je vous inviterais tout d'abord à visionner le vidéo suivant.

[Cliodynamique : les cycles de l'histoire](#)

Précisons par ailleurs que ce livre se voit essentiellement basé sur la République de Platon, et plus précisément, sur les extraits que l'on peut en retrouver dans les Annexes. Il est d'ailleurs fortement recommandé de commencer par lire celles-ci, ou à tout le moins les deux suivantes, avant de s'attaquer au contenu qui ici-bas : « La République : description des régimes politiques » puis « La République résumée ».

La faillite de la démocratie : si nous commençons par tout simplement l'OBSERVER!!!!...

N'est-il pas intéressant, en effet, de constater que les démocraties elles-mêmes tendent à passer d'un état initial élevé vers une décadence inexorable, comme ne saurait sans doute mieux le démontrer le cas de nos propres régimes parlementaires, dont les élus eux-mêmes, après avoir d'abord joué un rôle réel, ne représentent plus que des pions au service de partis eux-mêmes dévolus à ne servir les intérêts que d'une minorité, tandis que le pouvoir s'avère détenu en bonne partie par le chef du gouvernement, de telle sorte que l'on se trouve à surtout aboutir, au bout du compte, à un régime tenant essentiellement de l'oligarchie et de la dictature ?...

Il semble que cette décadence dépende essentiellement d'un processus d'habituation du peuple à une aliénation toujours plus grande de son pouvoir, son propre désintérêt représentant à ce niveau le principal vecteur d'un cercle vicieux, jusqu'au point où le chef de gouvernement peut retrouver suffisamment de pouvoir entre ses mains pour décider de mettre tout bonnement fin à la démocratie, comme a pu notoirement le faire Hitler.

Bien sûr, ce processus peut également se voir hâté, assez facilement d'ailleurs (!), si le peuple désire des changements réels ou rapides, s'il se sent menacé, ou s'il lui prend des aspirations de conquêtes ou de ségrégation ethnique ou sociale, comme cela a pu se voir de par le passé, et comme cela s'est répété d'une façon plus splendide que jamais avec la crise du Covid.

Autrement dit, du moment où le peuple se met à réellement vouloir quelque chose de plus ou moins extraordinaire, comme de se sentir protégé d'un danger réel, perçu ou fabriqué, à moins qu'il ne s'agisse de vouloir un changement rapide ou majeur, ou de moralement non avouable, par exemple de nature

raciste, expansionniste ou belligérante (de telle sorte que les institutions traditionnelles seraient peu susceptibles de les permettre, tant pour des raisons morales que de par le principe même de collégialité, ou autrement dit du partage du pouvoir entre plusieurs personnes), il peut tendre de lui-même à remettre une partie significative, voire même la totalité de son pouvoir entre les mains d'un seul homme, ou en tout cas d'un groupe d'hommes très restreint.

En résumé, du moment où l'on accroît la taille de la société, celle-ci ne peut faire autrement que de s'éloigner de la démocratie pour se rapprocher d'une timocratie ou oligarchie, (dépendamment de son niveau d'évolution morale), et ultimement d'une dictature, de telle sorte que le pouvoir se retrouve progressivement entre les mains d'un nombre toujours plus restreint de personnes. Alors si l'on souhaite vivre dans un État à grande échelle, le seul choix dont on dispose vraiment soit celui de l'équipe que l'on aura à sa tête (comme dans nos démocraties actuelles), et la question devient donc celle-ci : tant qu'à ne devoir être dirigé que par quelques uns, aussi bien veiller à ce qu'ils portent quand même quelques valeurs (timocratie plutôt qu'oligarchie), et idéalement à ce qu'ils soient carrément les meilleurs (aristocratie, au sens platonicien du terme) !...

Précisons cependant que la dictature, comme Platon le mentionne donc on ne peut plus clairement, ne serait réellement pas souhaitable en elle-même, puisque rien ne garantirait alors que le pouvoir soit réellement dévolu au meilleur. On peut cependant s'attendre à ce qu'une personne exerce une sorte de pouvoir suprême, que ce soit au sein d'un système que l'on pourrait désigner à la base comme une timocratie ou une démocratie, et comme cela se produit souvent dans les deux cas, ce qui est d'ailleurs sans doute souhaitable, voire même nécessaire.

Il faut avouer qu'un tel système serait sans doute véritablement le meilleur, car son niveau de sagesse ne serait alors pas contrebalancé par sa petite taille ; mais pour que la population en vienne à vraiment démontrer suffisamment de sagesse pour non seulement accepter de n'être vraiment dirigée que par un petit groupe, mais pour que celui-ci soit vraiment constitué des meilleurs, avec tout ce que cela pourrait impliquer de changements difficiles et d'exigences élevées, il faudrait réellement un changement majeur dans les mentalités, pour le moins qu'on puisse dire !...

Cela reviendrait, et revient en fait à admettre quelque chose de plutôt fondamental, soit que la gouvernance n'est pas faite pour tous et surtout pas pour n'importe qui, du moins du moment où l'on rentre dans des exigences plus poussées, ne serait-ce qu'au niveau technique, de sorte qu'un certain niveau de qualification ne peut que s'avérer incontournable, si du moins l'on veut rendre possible un réel avancement de la société.

Même la sociocratie semble d'ailleurs reconnaître ce principe, de par la création de comités spécifiques pour différents secteurs d'activités.

Or cela ne serait pas sensé empêcher la consultation de la population, bien au contraire, ni même le fait de carrément lui demander son avis, sauf que là encore reviendrait à la question de son niveau d'évolution, qui au départ devrait s'avérer assez élevé pour lui permettre de faire confiance à ses dirigeants, qui de leur côté devraient donc au départ se montrer assez qualifiés pour être justement dignes de confiance.

Ainsi, il faut reconnaître que si le niveau d'évolution du peuple était véritablement assez élevé pour qu'il puisse souhaiter mettre au pouvoir une aristocratie/méritocratie digne de ce nom, il deviendrait alors inutile de maintenir celle-ci par la force, ou même d'empêcher les référendums populaires, puisque de toute façon la classe dirigeant serait en phase avec sa population, de sorte que la "détention"

du pouvoir par une minorité, ou même idéalement par des minorités (dans la mesure où les décisions seraient prises par ceux dont cela représente le champ d'expertise), ne serait alors considérée que comme une question d'expertise technique.

Il faut d'ailleurs dire que c'était un peu ce qui se passait déjà au sein de la démocratie athénienne (où il était de notoriété publique que, lors d'un débat à l'Ekklesia sur la construction navale, par exemple, si quelqu'un prenait publiquement la parole à ce sujet sans avoir d'expertise spécifique à ce niveau, il s'exposait surtout au ridicule), sauf que dans le cas de l'aristocratie, ce principe serait étendu à l'exercice du pouvoir de façon globale, qui ne serait donc pas laissé à la portée de n'importe qui, mais se verrait plutôt réservé, à plus forte raison, à ceux qui seraient le plus dignes de l'exercer.

Ce qui est le plus important, dans la mesure où devrait être envisagé un passage de la démocratie vers l'aristocratie, c'est que cela impliquerait pour le peuple de devoir faire au moins trois sacrifices aussi difficiles que nécessaires : premièrement, d'accepter de réellement remettre son pouvoir entre les mains d'une élite, deuxièmement, d'accepter que les décisions de celle-ci s'avèrent aussi difficiles que courageuses, et troisièmement, d'accepter de ne même pas comprendre la raison d'être de celles-ci, du moins dans le court terme (et au niveau plus émotif de l'acceptation), en faisant confiance au fait que celles-ci seraient prises dans le meilleur intérêt de la population, et donc de façon réellement éclairée.

De toute façon, il n'y a pas d'autre choix, et en n'acceptant pas de justement faire ce choix, la population se retrouve dans cette situation malgré elle, sauf qu'elle n'a alors que le pire de la notion d'élite, soit l'oligarchie, et le pire de celle de souverain, soit la dictature, et si ce n'est pas encore clairement le cas à un niveau ou l'autre, c'est que c'est en train de se faire.

Ainsi, la population moderne se croit libre, mais n'étant réellement que l'esclave de ses propres désirs, ou plus précisément ses désirs de bas niveau (à commencer par celui de ne pas avoir à s'occuper de la politique), elle remet en bout de ligne son pouvoir à ceux qu'elle croit les mieux placés pour les assouvir (en commençant par les affranchir de presque toute obligation politique), et se retrouve en bout de ligne à être gouvernée par une poignée de gens représentant les aspirations d'une minorité, tandis que le pouvoir suprême se trouve à être détenu par un seul homme dont la définition de tâche pourrait se résumer à celle de gardien du status quo, tout en se préoccupant principalement, bien entendu, de satisfaire les désirs spécifiques de la frange électorale qui l'aura portée au pouvoir.

Même à Athènes, est-ce vraiment au peuple qu'il revient de PENSER la société ?...

Il faut dire que même en démocratie directe, que ce soit celle d'Athènes, de Rome ou même de Spartes, il n'a jamais été le travail du peuple de vraiment penser la société, ou encore d'appliquer les décisions qui ont été prises, ce qui dans tous les cas s'est vu effectué par des magistrats, que ceux-ci se trouvent donc à oeuvrer davantage au niveau législatif ou exécutif. Le seul rôle qui a jamais vraiment été donné au peuple, c'est celui de décider, typiquement de par un vote, ce qui, remarquons le, n'est pourtant pas rien non plus.

Mais d'où vient donc le mythe de la démocratie, en tant que régime idéal ?

A-t-on adopté la démocratie athénienne comme idéal parce que cela mérite vraiment d'en être un, ou parce que cela nous convenait, puisque représentant un modèle pour le genre de régime politique correspondant à cette phase de notre développement historique ?

Que la démocratie soit « moins pire » que les autres systèmes politiques (ce qui est encore à voir, puisque cela dépend beaucoup des contextes), c'est une chose, mais c'en est une autre d'affirmer que ce soit le meilleur qui puisse exister... Et surtout, s'il est moins pire, tant mieux, mais pourquoi devrait-on

donc s'en arrêter là ?...

L'histoire se répète... mais ce, PRÉCISÉMENT comme l'avait prédit Platon

Nos systèmes modernes sont-ils vraiment des démocraties ? Une chose est sûre, et c'est qu'ils le sont suffisamment pour que l'on puisse avoir à subir et assumer les conséquences négatives qui sont manifestement intrinsèques à la démocratie, à en juger non seulement par les dires de Platon (voir les premières annexes, encore là, pour retrouver les critiques qu'il en fait), mais d'après l'histoire elle-même. En effet, le modèle platonicien de succession des régimes prédit l'ultime dérive de toute démocratie vers la dictature comme étant essentiellement inexorable ; or s'il n'était pas suffisant de constater que c'est effectivement le sort qu'aura connu la démocratie athénienne (conquise par Sparte, puis par la Macédoine du père d'Alexandre le Grand), puis qu'a momentanément connu la Révolution française de par l'avènement de Napoléon puis le retour en force de la royauté, et s'il n'était pas suffisant de constater, plus récemment, à quel point il aura pu s'avérer aussi facile que naturel pour Hitler et Mussolini de littéralement "fermer" leurs parlements respectifs, il n'y aura qu'à regarder comment, en ce moment même, toutes les démocraties du monde s'asujettissent aisément au pouvoir mondialiste, pour constater à quel point la théorie de Platon était non seulement visionnaire, mais éminemment exacte.

Si on ajoute au cas mentionnés ici-haut celui du remplacement, en catastrophe, de la démocratie en Russie par la dictature de Putin, après une seule élection (soit bien sûr celle de Yestine), il en émerge que pour que le peuple éprouve le besoin d'effectuer une telle transition, il n'a même pas besoin que se fasse, progressivement et au fil des décennies ou des siècles, le genre d'évolution (ou plutôt de dévolution) prévue par Platon : il suffit que, pour une raison ou une autre, et notamment en raison d'un contexte historique particulier, le degré de chaos et de misère, sur le plan économique, soit suffisamment élevé pour que le peuple lui-même, tout dépendamment bien sûr des mentalités et de la conscience historique qui est la sienne, finisse par décréter qu'il en a assez, et donc qu'il en a assez d'être géré par lui-même (!), avec le lot de conséquences ultimement désastreuses que cela peut justement entraîner.

Lorsque se refait la boucle de remplacement d'oligarchie par une démocratie

Remarquons que les démocraties "radicales", et notamment "radicalement directes", du moins à grande échelle (l'exemple le plus notable étant bien sûr celui de l'Islande), tendent à n'apparaître qu'en réaction à des régimes exagérément injustes et inégaux, dans lesquels les composantes oligarchique et monarchique en sont venues à s'accaparer la totalité ou presque totalité du pouvoir, tandis que la composante démocratique n'a jamais eu tout au mieux qu'une forme de pouvoir excessivement réduite ou superficielle, de sorte qu'elle se trouvait en bout de ligne à ne pas en avoir du tout. Ce qui revient donc, au bout du compte, à refaire la transition typique, selon la théorie des régimes de Platon, de l'oligarchie à la démocratie.

Les germes fondamentalement élitistes de la démocratie

D'une façon quelque peu paradoxale ou ironique, il y a quelque chose de fondamentalement élitiste dans le fait de favoriser la démocratie, dans la mesure où l'on sait à quel point les gens, notamment lorsqu'ils se retrouvent en foules ou même simplement en grands groupes, sont facilement manipulables... ce qui d'ailleurs n'aurait sans doute pas mieux pu se voir prouvé que par la crise de la Covid. Autrement dit, dès le moment de l'apparition d'une démocratie, la population n'a d'autre fois que de se voir manipulée par une élite, celle-ci ne cherchant bien sûr ainsi qu'à accroître son propre pouvoir, tandis que le processus ne peut que se voir accentué à travers le temps, jusqu'à culminer de par l'avènement d'une dictature.

La démocratie : là où chacun est le roi, et chacun est le "sage" et le "penseur"...

Les gens sont devenus fiers, et surtout, ils croient désormais ne plus à voir voir besoin de personne pour les guider dans leur pensée ou leur action, de sorte qu'il devient de plus en plus rare d'en voir qui soient réellement prêts à suivre quelqu'un, du moins d'une façon plus substantielle qu'en achetant quelque chose ou en inscrivant un x sur un bulletin de vote...

Les leçons à tirer de l'échec de la démocratie athénienne

L'histoire nous démontre qu'avec sa durée de tout de même pas plus de 200 ans, elle n'aura pas su passer le test du temps, et ce en raison de problématiques qui étaient absolument inhérentes à son fonctionnement, dans ce qu'il pouvait avoir de plus fondamental... Qu'il suffise en effet, pour le constater, de consulter, dans les annexes, la section portant sur la démocratie athénienne (à partir de la page 8), et plus précisément, sur le cas d'Acybiade et de la guerre du Péloponèse...

Et surtout, n'est-il pas aussi révélateur que percutant de constater que Socrate, souvent considéré comme le père et le plus grand des philosophes, et qui n'avait d'ailleurs pas le moindre mal à vaincre, sur le plan argumentaire, l'un ou l'autre des innombrables démagogues athéniens, était justement le premier à critiquer la démocratie, notamment celle d'Athènes, alors qu'il vivait en plein cœur du siècle de Périclès, et donc de l'âge d'or de celle-ci !!!... Et n'est-il pas tout aussi significatif de constater qu'il était le premier à plutôt faire l'éloge de la timocratie spartiate, tandis que sa hiérarchie des régimes plaçait celle-ci en seconde position, alors que la démocratie devait se contenter de la quatrième, et donc l'avant-dernière !!!...

Il est pourtant tout aussi clair qu'à l'époque, justement, de Socrate et Platon, Sparte n'aurait sans doute pas mieux pu exposer les côtés négatifs de son mode de gouvernance qu'à travers le Régime des Trente (voir les annexes), qui d'ailleurs aura même beaucoup contribué à les éloigner de la politique... Mais à cela, ne faudrait-il pas surtout répondre qu'envers une contrée, nation ou ville vaincue, surtout au terme d'une guerre aussi longue que celle du Péloponèse, et à l'issue d'une telle rivalité que celle qui pouvait opposer Athènes à Sparte, une cité-état antique ne pouvait vraiment faire autrement que de justifier son pire côté, assez exactement, au final, comme cela a pu se voir chez à peu près tous les autres peuples, et notamment chez les Amérindiens !...

Notre lot actuel : le pire de tous les mondes

La crise du Covid n'aurait pas mieux pu démontrer, avec la conspiration mondialiste qui l'a suscitée, à quel point nous sommes rendus prêts du point où la démocratie, après une décadence de plusieurs siècles où le pouvoir n'a fait que toujours plus se concentrer entre les mains de quelques uns, de basculer enfin vers une dictature pure et simple, avec cela de nouveau que, cette fois, elle serait établie à l'ensemble de la planète... Au final, on se retrouve donc, et ce plus clairement que jamais, avec un régime qui présente à la fois le pire de la démocratie, de l'oligarchie, et même de la dictature !...

La démocratie peut en fait très bien fonctionner... à condition que le peuple soit rendu très, très mal pris !!!...

Que l'on considère le cas des révolutions du siècle des Révolutions, ou celui de la petite "révolution" locale que j'aurai pu accompagner à l'Anse-St-Jean, et où j'aurai d'ailleurs joué un rôle disons plutôt significatif (dans la mesure où, après avoir rejoint un groupuscule d'opposants, j'aurai lancé le Blogue du Pont couvert, puis parcouru tout le village en porte à porte pour réaliser un "sondage" consistant à demander directement aux gens quelles seraient leurs priorités électorales, sondage dont les résultats auront constitué l'essentiel des propositions du maire qui aura su ainsi remplacer le petit dictateur qui régnait alors d'une main de fer sur notre village, où il avait imposé son petit régime de terreur), il semble que la force de la démocratie ne puisse être observée de façon plus éclatante que lorsqu'il s'agit

de s'affranchir de la tyrannie, pour ainsi justement permettre l'établissement ou le rétablissement d'une démocratie...

La foule et la populace peuvent bien s'indigner... mais seulement à certaines conditions, tout de même!!!...

L'être humain réagit à l'injustice et à l'absurdité, certes, mais à travers l'action des foules, et plus précisément à travers l'indignation de ces dernières. Et comme il est dit qu'une foule n'est à peu près pas plus intelligente qu'un enfant de quatre ans, on peut comprendre déjà un peu mieux que pour qu'un enjeu se voit susceptibles de mobiliser les foules, et donc d'éventuellement susciter un quelconque avancement social, il faut d'une part qu'il s'avère ou soit présenté d'une façon qui soit tout ce qui est de plus facile à comprendre, même par les plus niais, et d'autre part assez pressant pour que les foules se mettent à réagir non pas sur une base temporaire et isolée, mais plutôt sur une base assez généralisée et étendue dans le temps pour en venir éventuellement à faire avancer les choses ne serait-ce qu'un petit pas à la fois!! Il faut avouer que c'est quand même beaucoup demander, n'est-ce pas?...

Pas étonnant, en constatant cela, que les choses n'avancent peut-être pas aussi rapidement qu'on pourrait le souhaiter, du moins selon une perspective individuelle et sur nul autre horizon que l'immédiat !

...

Donner du pouvoir au peuple ? D'accord, mais de là à lui donner... tout le pouvoir ?...

C'est beau d'avoir tout le pouvoir, mais il faudrait alors qu'on soit prêt aussi à prendre tout son temps, ou du moins un maximum de temps pour l'exercer en gouvernant réellement, au moyen donc d'une réelle démocratie directe, plutôt que représentative... Or comme très peu de gens sont prêts à cela, on ne peut justement faire autrement que d'ultimement laisser de toute façon le pouvoir réel entre les mains de quelques uns, et d'autre part à gouverner en fonction de la facilité et du maintien du status quo...

Le système uninominal à un tour ("first by the post") : meilleure preuve de la domination d'une minorité

On parle donc ici d'un système ne consistant qu'à déterminer quel parti s'accaparrera la totalité du pouvoir, aussi minime puisse être le pourcentage de la population qui l'aura réellement appuyé de par ses votes. Il ne s'agit donc, réellement, que de choisir sa faction, et déterminer quelle sera la frange de la population qui se retrouvera avec le droit de décider, ne serait-ce que dans une infime mesure.

Un système qui conduit ces fameux partis à ne faire leurs campagnes électorales, puis ne diriger, qu'en fonction des intérêts de leurs niches électorales respectives, et en d'autres termes de leurs "clientèles-cible", au niveau électoral. Les partis ne basent donc leurs campagnes et leurs politiques que sur leurs propres intérêts à eux, à commencer par l'intérêt de se faire élire et d'accéder ainsi au pouvoir, de telle sorte que si l'on ne parle que d'intérêts d'ordre partisans et politiques, plutôt que personnel et économique, le résultat et la réalité de la chose n'en sont pas moins les mêmes.

Georges Bush fils et la guerre en Iraq

Quels excellents et éloquentes exemples d'à quel point que nos "démocraties" modernes, non contentes d'avoir une si forte composante oligarchique, peuvent aisément, rapidement et soudainement basculer vers un régime qui ressemble surtout à une dictature, et de surcroît belliqueuse et impérialiste.

Bush en Irak : un exemple éloquent du fait que nos "démocraties" modernes ne sont pas seulement des oligarchies, mais carrément de potentiel dictature...

Tant qu'il n'est question que de "maintenance"...

Lors du scandale des compteurs d'eau à Montréal, le maire Gérald Tremblay s'était fait dire, par le biais d'un article d'une journaliste (je crois que c'était Marie-Claude Lortie), quelque chose comme : "tout ce qu'on vous demande, c'est de faire la maintenance... or il semble que même là, ce soit trop vous demander".

Or son point avait justement le mérite de faire ressortir le fait que typiquement, en démocratie, le plus et le mieux auxquels on soit en droit de s'attendre, c'est une bonne maintenance... et encore là !! Qu'il suffise en effet de prendre en compte l'état des routes, de façon générale et donc à peu près partout dans les pays démocratiques, pour en avoir la preuve !!

Mais de façon globale, tant qu'il n'est justement question que de maintenance, la démocratie peut relativement bien faire l'affaire... Le hic, c'est que c'est d'ailleurs pas mal à cela que semble s'arrêter les limites de ses capacités !...

Un "signe" de plus, et parmi d'autres...

S'il est un "signe", ou plus exactement une raison et une preuve ultime permettant d'affirmer que notre système de gouvernance n'est pas réellement très démocratique, et peut même, fort aisément, prendre une teinte dictatoriale, le tout d'une façon s'avérant loin d'être particulièrement saine, réside en le fait qu'en réalité, la reddition de compte devant l'électorat s'avère plus que passablement limitée...

Du pain et des jeux...

En un sens, c'est surtout cela qui aura tenu lieu de démocratie à Rome... et cela démontre en fait que le peuple n'en demande pas nécessairement davantage pour se dire content...

La dictature du prolétariat, du peuple, de la plèbe, et en d'autres termes, de la majorité...

N'est-ce pas assez exactement ce que l'on vit en ce moment, au bout du compte ?...

Natural decay, decadence, or in other words, erosion...

Just as the economy, governed by capitalism (and more precisely by capitalism alone...), has made its own collapse, notably through the depletion of resources, the democratic regimes, after going through their natural decays, will slide back to dictatorship, as they always do...

Representative democracy : How do the elected ones take advantage of their holding of power ?

Fundamentally by maintaining the status quo, so as to be ensured to keep their offices. They are thus encouraged not to seek to modify it any more than they should, or more precisely than they should in the eyes of the population.

So no wonder if the politicians appear to fear change so much, considering they are absolutely unlikely, at least in a democracy, to benefit from it, even in the least. Indeed, any modification of the status quo, or in other words any change, is rather likely to cause a reaction or an opposition from at least a part of the population, while that part might prove substantial.

In that spirit, they are also incited not to consult the people more than they really have to, or pay too much attention to their ideas or demands, notably as they would or could do through popular-incited referenda, since that would be likely to induce more change, to which at least a good part of the population might prove refractory, in the end.

On top of it, that would entail giving more power to the people, which means they would have less ; and again, why would they want to do that if that is not necessary, or in other words if the people itself does not even care about it all that much ?

But most of all, they are not incited to consider, let alone apply, any idea coming from the experts themselves, since such ideas are the most likely to provoke the most change.

From there, why not to simply uphold the status quo and benefit from it, by gaining and maintaining one's power, if there is no real electoral price to pay for doing so ?

These basic conditions thus explain why the elected ones end up simply proving to be wardens of the status quo...

After all, if people do not really care about having more change, or more power, why to give it to them ?

How do modern democracies represent oligarchies more than anything else, or at least in many respects ?

To be elected you need money, be it only so as to cover your advertisement. For that reason, and more globally to guarantee mediatic visibility by ensuring to seem relevant, at least in the eyes of the media, you have to become affiliated to a major party, which in itself will have to represent the interests of a given social class, usually the richest or the second richest, now called the "middle-class", while the power typically moves back and forth between these two classes, from one election to the other, through a constant and somewhat perpetual power struggle...

Whether we consider the power to be exerted by the handful of elected ones or by a social class having its interests preserved through a party orientation, this system involves the ruling of the whole society in accordance to the interests of a few.

Mon expérience personnelle au niveau du Parti Utopiste

Le fait que je n'aie moi-même pu récolter plus de 0,66 % des votes, lorsque je me suis moi-même présenté comme candidat indépendant dans Dubuc aux élections provinciales de 2012, et ce en représentant alors le parti et le programme suivants, qui consistaient donc, pour une fois, à proposer un changement qui soit réellement substantiel, et des mesures qui visent au réel mieux-être de la population, plutôt qu'aux intérêts électoralistes des politiciens, ne saurait sans doute mieux prouver le propos que je vise donc à tenir de par ce livre : manifestement, le peuple n'a pas la capacité de reconnaître la vraie sagesse ni dans un candidat ni dans une plate-forme, lorsqu'il la voit passer, et n'est en tout cas aucunement en mesure de l'apprécier à sa juste valeur, soit notamment en leur accordant sa confiance.

Parti Utopiste du Québec

Enfin, en guise de résumé et de conclusion de ce chapitre d'introduction, voici un petit texte que j'avais écrit en 2021.

Un concours de popularité

Sur un plan théorique, pour ne pas dire utopique (ce qui ne rend pourtant pas cela insensé ou inutile, loin de là !), il est vrai que l'État ou le gouvernement (en autant que je suis concerné, il importe peu que

l'on utilise l'un ou l'autre de ces termes) pourrait être une chose bonne en soi et qui, dans ses intentions comme dans la réalité, se trouve à servir les meilleurs intérêts de la population. Mais cela, se serait à une condition aussi significative que difficile (voire impossible ?) à appliquer, soit que l'action de gouverner soit effectuée par ceux qui sont réellement le mieux qualifiés pour le faire, ce qui revient donc au concept de « roi-philosophe » développé par Platon (l'élève de Socrate, par lequel on connaît ce dernier), et qui était lui-même on ne peut mieux placé pour connaître les limites de la démocratie, même athénienne, puisqu'il vivait en plein coeur de celle-ci, à l'apogée de sa « gloire »...

Après tout, est-ce réellement si absurde de penser ainsi ? Ne trouve-t-on pas aussi banal que naturel que l'art, la mécanique automobile et ingénierie, pour ne nommer que ces exemples (car la liste pourrait évidemment s'étirer à l'infini...), soient accomplis pour ceux qui ont au départ un réel talent et intérêt pour ces choses, et qui en plus ont (typiquement ou idéalement) été formés pour le faire ? Pourquoi devrait-il donc en être différemment pour la politique ? Les standards de qualification, pour exercer une telle activité, ne devraient-ils pas plutôt être au moins aussi élevés que pour les autres activités mentionnées plus haut ?

Mais au lieu de cela, qu'est-ce qu'on a ? Une sorte de grosse partie de bras de fer collective, au terme de laquelle s'est donc tout simplement le plus fort qui l'emporte, selon le bon vieux principe de la loi de la jungle, la « force » en question s'avérant tout simplement la capacité à séduire le peuple, de sorte que l'on devrait en fait parler de charisme plus que d'autre chose. Or, en quoi les meilleurs intérêts de la collectivité peuvent-ils possiblement être servis de par un exercice qui, au final, revient à rien de plus, et rien de moins qu'un concours de popularité ?

On entend tout le monde se plaindre de la démagogie ; ce que je dis, moi, c'est que cela représente en fait le problème intrinsèque de la démocratie, comme le remarquait d'ailleurs Démosthène (un autre grand philosophe grec qui, comme par hasard, se sera avéré l'un des critiques les plus cinglants de ce système de gouvernance, ce qui est encore là peut-être relié au fait qu'il a vécu la démocratie athénienne, et plus précisément la fin de celle-ci, et qui a donc été à même de voir comment son inévitable décadence a tout simplement eu pour effet de remettre, comme sur un plateau, la gouvernance de la célèbre cité-état entre les mains d'un simple dictateur, soit Philippe de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, ce qui confirme d'ailleurs on ne peut mieux la prédiction fondamentale de Platon, soit que la démocratie ne peut faire autrement que de « dévoluer » à travers un retour vers la dictature).

Il semble donc qu'il ne puisse y avoir de démocratie sans démagogie, et après tout, cela fait tellement de sens que c'en est évident : si ce qui est en jeu est en fait de gagner la confiance du peuple, comment peut-on s'étonner que ceux qui remportent la palme soient tout bonnement ceux qui sont, par talent naturel, par expérience ou par intention, devenus les meilleurs à ce jeu ?

Et comment alors s'étonner, comme Nietzsche le remarquait, que l'État en vienne tout naturellement à être composé d'êtres qui, une fois que la réalité du quotidien aura permis de dévoiler leur vraie nature et donc de faire abstraction du vernis de respectabilité et de crédibilité qu'ils se sont tant appliqués à s'appliquer, ne s'avèrent ultimement, ou du moins le plus souvent que des opportunistes ne recherchant en fait que leur propre intérêt, sous une forme ou une autre ?

Car après tout, si l'on ne demande qu'à se faire conquérir, même s'il ne s'agit au final que de « gagner » notre coeur, ou du moins notre confiance, est-il vraiment si surprenant que l'on se retrouve à ne

favoriser que des conquérants, et au final à remettre le pouvoir entre les mains de ceux-ci ?

Et est-ce vraiment si surprenant que la démocratie ne puisse faire autrement que de carrément évoluer vers la dictature, comme Platon l'avait prédit, comme cela n'aura pris que quelques semaines à Hitler et Mussolini pour le démontrer, comme les États-Unis semblent en bonne voie de le prouver une fois de plus, et comme cela, à un degré ou un autre, semble déjà être en voie de se faire partout dans le monde, y compris chez nous ?

CHAPITRE DEUX: DISCUSSION GÉNÉRALE AUTOUR DES RÉGIMES DE PLATON

Les régimes de Platon ne seraient-ils, en un sens, que les différentes facettes de n'importe quel système politique, quoique certaines tendent naturellement à s'avérer plus significatives que d'autres, cela dépendant justement du système en question?...

Au fond, la politique moderne est aussi beaucoup une timocratie, puisque représentant essentiellement le théâtre de luttes et de jeux de pouvoir entre différentes factions politiques, et ultimement entre différentes classes ou catégories sociales.

Ainsi on ne s'en sort pas : quand bien même on voudrait vivre sous le lustre d'une démocratie, les dynamiques réelles n'en tiennent pas moins de la timocratie, de l'oligarchie et de la dictature et ce, plus souvent qu'autrement, sous leurs formes les moins recommandables, tandis que la décadence inexorable de ce régime ne peut que le mener à céder la place en bout de ligne à une dictature en "bonne et due forme", du moins si l'on en croit les prédictions de Platon.

Ces trois régimes sont donc incontournables et souvent en partie simultanés.

Les deux classes apparemment éternelles

S'avèrent tout aussi incontournables les deux classes sociales fondamentales qui se trouvent à leur base, et qui tendront donc toujours à se manifester et à se distinguer l'une de l'autre, soit celles de l'élite politique (à la base guerrière) et du peuple. Et à ce titre, le mieux que l'on puisse faire à ce niveau, et qui représente d'ailleurs l'une des caractéristiques les plus importantes d'un régime sain, c'est de veiller à ce que ces deux classes de base puissent interagir entre elles de façon équilibrée et harmonieuse, plutôt que l'inverse...

The council of the advisers

Veillez excuser mon recours à l'anglais (!) : "Both in the roman and german cases, it was originally done well enough to be maintained as an institution, but eventually grew corrupt, as its composition changes and ends up reflecting power rather than wisdom. For exemple, the Curia Regis replacing the original witan (see the annexes), whereas the example of the Roman Senate is pretty blatant : from the "assembly of kings" described in the early days of the Republic, it eventually became so corrupt, as well as the Republic as a whole, that it prompted the advent of a dictatorship, namely that of Caesar, in perfect accordance with the predictions that can be derive from the Platonician model".

La démocratie directe : une panacée ?...

Les instruments de démocratie directe, comme ceux pouvant exister en Suisse, rendent certainement une démocratie meilleure, puisque moins oligarchique... mais ils n'entraînent pas moins, avec eux, les inconvénients intrinsèques à la démocratie, bien au contraire. Par exemple, quelle "démocratie directe" de l'époque moderne, que ce soit celle de la Suisse ou de l'Islande, aura produit des politiques réellement visionnaires et significativement novatrices ? En outre, l'exemple suisse aura démontré qu'à plus de 4 référendums par année, on a tôt fait d'étirer jusqu'au bout d'élastique de la volonté et de la capacité populaire, ce qui se traduit par un "turnout" électoral souvent très bas, soit notamment autour de 60 %.

Or en Suisse, remarquons que l'élément de démocratie directe (soit celui de procéder par quelques référendums par année) ne fait justement que COMPLÉTER la démocratie indirecte, qui même là s'avère donc le modèle de base !!!...

La véritable condition gagnante d'un régime démocratique...

Au fond, que le gouvernement soit démocratique ou autoritaire, l'important est qu'il soit bien mené, et que ceux qui sont à sa tête soient capables de sagesse et de vision... Ainsi, qu'un gouvernement démocratique soit de nature représentative, comme ici au temps de René Lévesque, qu'il soit de nature tribale, comme les anciens things germaniques, ou qu'il s'agisse du modèle athénien à son âge d'or, soit bien sûr le siècle de Périclès, on peut constater qu'un tel mode de gouvernance peut très bien fonctionner, à la condition, peu banale (!), de pratiquement avoir à sa tête des hommes méritant réellement d'être désigné comme "sages", de sorte que leur action concernée puisse réellement mériter d'être qualifiée de "conseil des sages".

D'ailleurs, si l'on reconsidère les trois exemples mentionnés ici-haut (pour ne citer que ceux-ci), à quoi peut-on attribuer le fait que des démocraties aient alors bel et bien pu se retrouver avec, à leur tête, des "dirigeants éclairés" (pour ne pas dire des monarques !) ? Comment a-t-on pu ainsi éviter le piège si typique des démocraties, soit bien sûr de tomber dans le populisme, l'électoratisme, le populisme et la manipulation psychologique à n'en plus finir ?.. Remarquons donc que, dans le cas du Québec de Lévesque (ou du Canada de Mulroney, pendant qu'on y est !) ou de l'Athènes de Périclès, on pourrait facilement répondre qu'il est surtout question d'un contexte historique particulier... Mais pour ce qui est des sociétés tribales, on pourrait plus simplement et fondamentalement attribuer ce succès à la petitesse de leur mode d'organisation (voir d'ailleurs la section à cet effet, au sein du présent ouvrage).

La technocratie

On pourrait commencer par reconnaître que nos démocraties modernes constituent déjà à toutes fins pratiques des technocraties, dans la mesure où la plupart des décisions, sans parler de l'administration courante, sont en réalité effectuées par une fonction publique non-élue, ce qui est justement sensé garantir sa compétence... le seul réel problème étant qu'elle se voit encore trop limitée dans son pouvoir et sa capacité d'action, ces limites elles-mêmes provenant essentiellement des élus, et donc ultimement de la démocratie !!!...

Et pourtant, on voit le caractère technocratique de nos sociétés ne fait en réalité que se renforcer toujours plus, à mesure que se concrétise la dévolution de celles-ci vers des dictatures (elles-mêmes en voie de coalescer en une tyrannie mondialiste), et que pour ce faire, les instances dictatoriales se trouvent justement à s'appuyer lourdement sur celles-ci, qui en deviennent ainsi l'un des bras et des outils les plus puissants et fondamentaux.

Et comme ça n'est définitivement pas la première fois qu'on voit technocratie et dictature faire si bon ménage, il apparaît que la première soit à toutes fins pratiques, une nécessité de la seconde, et ce que le despote soit éclairé ou non, de telle sorte qu'autant elle peut s'avérer "bonne", autant elle peut s'avérer "mauvaise", dépendamment de comment elle se voit employée. Une chose est sûre en tout cas, c'est que sur le plan historique, là où sont les dictateurs et autocrates, là finit invariablement par apparaître une forme ou une autre du bureaucratie, qui plutôt ironiquement s'avère le plus souvent la forme première, plus brute et primitive, d'une technocratie digne de ce nom, où l'on donne aux gens du pouvoir en fonction de leur expertise, plutôt qu'autre chose. Qu'il suffise en effet de citer ces deux exemples notables que sont la France de Louis XII (ou plus globalement à partir du XIII^{ème} siècle environ), ou les débuts de la Chine impériale (voir la section sur la technocratie, dans les annexes).

Ce serait d'ailleurs sans doute un bon moment pour rappeler en quoi, toujours selon Platon, le "dictateur", ou pour reprendre ses propres termes, le tyran, se trouve à différer du monarque ou dictateur éclairé. Tandis que, dans le second cas, l'expression devient pratiquement synonyme de celle de "roi-philosophe", au sujet du premier, Platon a dit : "La tyrannie, c'est ce qui se produit lorsqu'on met un idiot au pouvoir". Ainsi, quoiqu'en apparence, le régime d'un tyran et celui d'un dictateur éclairé peuvent sembler similaire dans plusieurs aspects de leur fonctionnement (soit notamment l'application, par la force au besoin, des directives émanant des technocrates), en essence et au départ, ils ne pourraient être situés à des polarités plus opposées, en ce sens que d'un côté, il s'agit de mettre au pouvoir un sage, et de l'autre, un idiot.

Or comme le propre d'un idiot est de chercher à faire appliquer sa volonté même si ses idées sont mauvaises ou même simplement médiocres, surtout que typiquement, il le fait d'une façon qui est à la fois intéressée (donc dans l'intérêt du souverain lui-même plutôt que celui du peuple), et tout bonnement aussi brutale et arbitraire, la technocratie, sous le joug d'un tyran, finira invariablement par ne représenter qu'un outil parmi d'autres pour faire asseoir son pouvoir et sa volonté, quoique assurément l'un des plus puissants. Inversement, on peut évidemment s'attendre, de la part d'un roi-philosophe ou plus globalement d'un "gouvernement par les sages", qu'aux experts il soit laissé suffisamment de liberté de penser et d'agir pour qu'ils puissent réellement faire leur travail, et plus précisément faire un bon travail. Et bien entendu, on pourra tout aussi bien s'attendre à ce qu'un maximum de conditions soient alors réunies pour favoriser le fait que les connaissances et avis des expertes puissent réellement servir le bien commun, et plus précisément le meilleur intérêt du peuple, plutôt que celui des seules "élites".

Il appert donc qu'il ne soit ni utile ni pertinent de tenter de juger des mérites ou défauts intrinsèques d'une technocratie, celle-ci pouvant aussi bien s'avérer l'un des visages de la tyrannie que d'une dictature éclairée ou un gouvernement par les sages. Une fois de plus, il semble surtout que l'on ne puisse vraiment faire l'économie du travail d'analyse permettant de différencier les idiots des sages (!), puisque, que ce soit à ce niveau ou à d'autres, c'est justement du résultat d'une telle analyse que découlera tout le reste !!!...

Plus globalement, précisons qu'une technocratie, ou plus précisément une "technocratie tyrannique", peut très bien commencer à voir le jour dans une oligarchie, notamment s'il s'agit en fait d'une dictature en préparation et en formation, comme c'est justement le cas avec notre système actuel, que l'on pourrait donc décrire comme une démocratie en phase de décrépitude avancée, tandis que la composante oligarchique y a pris une place si croissante, au fil des années et des siècles, qu'elle se trouve, presque paradoxalement, à favoriser l'émergence d'un monarque, et ce principalement parce que dans un tel contexte, les élites gagnent à ce qu'il y ait une concentration toujours plus grande du pouvoir, dont elles peuvent alors bénéficier en se rangeant tout bonnement du côté du plus fort, ayant naturellement vu et senti le vent tourner.

Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'une certaine forme de technocratie, ou même carrément de gouvernement par les sages, puisse se faire à partir de la timocratie : en un sens, c'est même assez exactement ce qui semblait se faire à Sparte, de par cette institution du nom de gérousie.

La démocratie : une phase typiquement aussi superficielle que temporaire

Constatons en effet que la phase démocratique, dans l'évolution des régimes, tend à se faire de façon superficielle, voire même à ne se faire qu'en apparence.

« L'exemple » romain : celui d'un retour à la case départ!...

Le passage à la phase démocratie (une démocratie fort relative et particulièrement superficielle, il faut bien l'avouer, notamment compte tenu que seuls les patriciens étaient admissibles au Sénat, tandis que même au niveau des Assemblées, les groupes les plus riches se trouvaient à être avantagés), qui aura tout de même connu son propre âge d'or de par l'institution des tribuns de la plèbe, ainsi que la rédaction des Douze tables qui auront elles-mêmes représenté la création du concept même de l'État de droit, se sera soldé, en parfaite accordance avec le modèle platonicien, par un basculement vers une dictature, soit bien sûr celle de l'Empire, et de ce fait, par un retour à ce qui représentait, pour elle la case départ, elle qui avait d'abord été une monarchie !!!...

Comme Platon se trouve à le prédire, on y aura donc passé de l'oligarchie à la monarchie/dictature, en passant, relativement brièvement, par la démocratie !!!...

Le cas du Moyen-Âge occidental

Bien entendu, le système seigneurial médiéval ne saurait sans doute représenter plus clairement un exemple de timocratie ayant tout naturellement évolué, ou plutôt dévolué, vers l'oligarchie.

Or tandis que se consolidait le pouvoir des oligarques, dans ce cas celui des plus grands seigneurs et prélats (puis ultimement des plus riches bourgeois), il en était naturellement de même du pouvoir royal, qui pendant plusieurs siècles n'était d'ailleurs guère plus qu'un seigneur simplement plus puissant que les autres... Tout naturellement, la concentration croissante du pouvoir n'aura pu faire autrement que de tendre vers l'absolutisme, et ainsi d'une tyrannie dans toute sa splendeur... Sauf que c'était un peu comme de tenter de bâtir l'édifice du totalitarisme sur une base des plus chambranlantes, soit justement celle d'un régime seigneurial, donc oligarchique... Car les seigneurs n'ont-ils pas toujours représenté la principale limitation et le principal contrepoids de telles velléités autocratiques, qu'il s'agisse de celles des derniers rois français (la Fronde en étant bien sûr le meilleur exemple), d'Ivan le Terrible ou de Vlad l'Empaleur, pour ne citer que ces derniers ?... Le pouvoir seigneurial, aura toujours ainsi représenté l'épée de Damoclès planant au-dessus du pouvoir royal, de ses tous débuts jusqu'à sa toute fin. Et justement, qu'est-ce qui aura réellement mis un terme non seulement au pouvoir royal médiéval, mais au système seigneurial lui-même, de par les excès des seigneurs eux-mêmes ? Car pour ne citer que cet exemple notable, s'il est une chose qui aura su embraser le peuple lors de la Révolution française, n'est-ce pas d'abord le fait qu'il en aura eu assez des privilèges de la noblesse ?

Bien sûr, les velléités totalitaires des monarques, et notamment l'arrogance que cela les aura emmené à démontrer, aura alors fait office de goutte qui fait déborder le vase, mais si justement il ne s'était pas monté un vase de rancune à travers des siècles d'oppression et d'exploitation d'une classe sociale par une autre, il y a fort à parier que ces révolutions n'auraient simplement pas eu lieu, notamment compte tenu que, dans une dictature réellement fonctionnelle, qu'elle soit d'ailleurs éclairée ou non, le peuple ne tend typiquement pas à se rebeller, tant qu'il a son pain et ses jeux (!), et donc tant qu'il ne se voit pas exagérément opprimé et exploité, ce qui tend à être plus le propre, du moins sur le long terme, d'une classe sociale supérieure que d'un seul individu. En outre, tel qu'expliqué ici-haut, dans une dictature véritablement "bien" établie, où l'autocrate n'a pas à composer avec une multitude d'autres "petits rois" avec lesquels il lui faut partager le pouvoir, la capacité de soulèvement du peuple s'avère ainsi d'autant plus limitée.

Ce que fait ressortir le cas de la Chine (pour ne citer que celui-ci)

Il est, du moins en dehors de l'Occident, un certain nombre d'exemples de ce type, où il n'y aura évidemment jamais, ou du moins pas encore (!), eu de démocratie, ce qui n'aura pas empêché un régime fondamentalement oligarchique de passer directement à la dictature, et même à la dictature

totalitaire, sans pour autant qu'il y ait donc eu passage par la démocratie, ce qui démontre qu'au fond, une telle transition reste essentiellement accessoire. On pourrait d'ailleurs arguer que si ce n'avait été de la culture spécifique de l'Occident, et notamment de l'héritage antique, il aurait pu ne pas y avoir de Siècle des Révolutions, dans les mesures où les rois auraient pu parvenir, sans trop d'embûches, à poursuivre leur progression naturelle en quête du pouvoir absolu.

On peut ainsi dire que la théorie des "stades" de Platon (entendons par ici ces passages d'un régime à un autre, selon l'ordre qu'il décrit) fonctionnent bel et bien, excepté que la passage à la démocratie est souvent omis, et que les types de régimes plus autoritaires que sont l'oligarchie et la tyrannie peuvent ainsi simplement se succéder directement de l'un à l'autre.

Mais pour en revenir plus spécifiquement à la Chine en tant que telle, on peut cependant arguer, du moins à plusieurs niveaux, que le régime demeure en fait une timocratie, d'une part parce qu'il continue d'être dirigé en fonction d'idéaux et de principes guerriers (comme le travail acharné et continu, le dépassement de soi, la notion de se contenter de (très) peu, l'abnégation ou même le sacrifice), et d'autre part parce que le peuple lui-même supporte de tels principes tacitement quand ce n'est pas ouvertement, mais les met lui-même en pratique, tant sur un plan collectif qu'individuel. Notons d'ailleurs que, là encore, de tels constats pourraient se voir appliqués à de nombreux autres pays, notamment en Asie de l'Est, justement.

De la démocratie à la dictature... ou directement à la timocratie ?...

Le passage d'une phase à une autre peut être très long ou au contraire très rapide : par exemple, le passage de la démocratie à la dictature peut se faire de façon presque automatique, comme on a donc pu le voir en Allemagne nazie ainsi qu'en Italie fasciste, tandis qu'une transition similaire peut également se voir observée, plus globalement et à dans une moindre mesure, de par l'établissement, dans un État auparavant démocratique, d'une loi martiale.

Remarquons dans tous ces cas que, comme l'expression "loi martiale" le révèle justement elle-même, cela implique un retour à des principes, valeurs et modes de fonctionnements qui sont propres aux guerriers (faut-il en effet rappeler que "martial" vient de Mars, dieu de la guerre ?), et ainsi caractéristique d'une timocratie. Si l'on se rapporte toujours à Platon, ça n'est d'ailleurs que le côté typiquement "idiot" (et donc "anti-philosophique") du tyran qui force une distinction entre son régime et une timocratie en bonne et due forme. Or comme l'idiotie est bien entendue une chose relative (!) qu'on pourrait même à la limite mesurer par un pourcentage (!), et comme il existe par ailleurs une telle chose que des monarques éclairés, il n'est théoriquement pas impossible que le nécessaire passage de la démocratie à la dictature aboutisse plutôt à un régime tenant davantage de la timocratie que de la dictature, à moins qu'on ne puisse pratiquement parler du sage gouvernement d'un roi-philosophe, du moins pour le temps où vivre ce dernier, et où ce dernier sera en pleine possession de ses fonctions, et pas encore corrompu par l'exercice du pouvoir.

Dans le meilleur des cas, on pourrait même assister alors à un partage du pouvoir qui puisse s'avérer durable, de telle sorte qu'une telle timocratie, sinon un authentique gouvernement par les sages, puisse par la suite réellement perdurer dans le temps. Or je ne crois pas qu'il existe jusqu'ici de précédents historiques en ce sens, de telle sorte que l'on ne serait ici que dans l'ordre théorique... À moins que l'on ne puisse envisager, ou même rêver, que ce soit de cette façon que puisse aboutir l'actuelle crise du Covid ?...

État policier, dictature militaire et junte

Comment et où situer ces trois concepts plus modernes dans la théorie antique de Platon ?

Commençons donc par remarquer qu'on ne saurait sans doute plus facilement faire l'adéquation entre la dictature militaire et la tyrannie, quoique toutes les tyrannies ne soient pas pour autant caractérisées par une composante militaire particulièrement apparente, voire "ostentatoire", de telle sorte qu'il s'agit donc d'une dimension pouvant varier d'une tyrannie à l'autre.

Le cas de l'État policier est cependant plus complexe, et nous commencerions d'ailleurs par inviter le lecteur à consulter l'article à ce sujet, dans les annexes.

Dans l'article complet, on peut remarquer que les exemples historiques qui sont cités vont de la dictature totalitaire, et donc de la tyrannie pure et simple (Mussolini, Hitler, Staline) à des cas comme ceux de Cromwell, qui en mon humble avis avait tout du monarque éclairé et du roi-philosophe, en passant par le régime absolutiste de Louis XIV, que nous classifions ici comme s'inscrivant néanmoins dans une oligarchie (voir la section : le cas du Moyen-Âge occidental).

Remarquons cependant que, dans tous les exemples ci-haut, et on peut d'ailleurs arguer que cela tendra toujours à être le cas avec un État policier, ledit régime tend à se voir dirigé par un seul homme, de telle sorte que l'on pourrait essentiellement faire l'équivalence avec la tyrannie, à moins que le monarque se montre suffisamment éclairé pour mériter un tel épithète. Comme dans le cas de la dictature militaire, un chat demeure donc un chat (!), à part que dans le cas présent, plutôt que de se pavaner dans des habits militaires, le chat revêt plutôt des habits policiers !...

Mais surtout, l'article en annexe fait ressortir, comme caractéristique de base de tels régimes, que l'administration civile, ou d'autres termes la fonction publique, devient à toutes fins pratiques le gouvernement lui-même, de telle sorte qu'il serait fort aisé de faire ici un rapprochement avec la technocratie, notamment dans la mesure où, dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit ici que de moyens spécifiques que peut prendre une tyrannie pour asseoir son pouvoir, tandis que le choix de ces moyens aura simplement pour effet de donner à telle tyrannie une couleur particulière, par laquelle il sera d'autant plus facile de la distinguer des autres.

Quant à la notion de junte (voir, encore là, l'article à ce sujet dans les annexes), elle a ceci de particulier qu'elle est sensée constituée à la base une assemblée de militaires ; une telle notion de partage de pouvoir tend donc à nous éloigner de la dictature/tyrannie en tant que telle, pour se rapprocher plutôt de celle de timocratie. Sauf qu'à cela, nous pourrions faire les deux objections suivantes : si dans les faits, une telle assemblée devait ultimement s'avérer sous le contrôle d'un seul homme, reconnaissons que l'on ne parlerait alors que d'une autre tyrannie déguisée. Enfin, le concept de timocratie, au sens où Platon pouvait l'entendre et où nous l'entendons ici, est sensé impliqué, tel que décrit plus haut dans le cas de la Chine, que l'État soit officiellement dirigé en fonction de principes et valeurs de guerriers, et que celles-ci soient bel et bien partagées et supportées par la population elle-même. Si l'on ne parle que de l'imposition, par la force brute, du pouvoir d'une caste sociale sur une autre, qu'elle fut militaire, sociale, etc., il serait évidemment plus approprié de simplement parler simplement d'oligarchie.

Oligarchie contre dictature

Voilà deux régimes qui, à travers les siècles, n'auront pas exactement tendu à faire bon ménage...

Examinons d'ailleurs, au moyen d'exemples historiques, trois types de contextes pouvant expliquer de telles dissensions.

1) La France de l'Ancien Régime, et notamment au temps de la Fronde : dans cette période où la noblesse vivait les derniers moments où elles pouvaient encore manifester son pouvoir de façon franche

et conséquente, avant l'avènement de la démocratie, on peut constater que le bras de fer avec la royauté était également à son paroxysme, tous deux tentant, comme deux dragons entrelacés dans une étreinte mortelle, de s'exterminer l'un l'autre, dans un combat qui ni l'un ni l'autre ne pouvaient réellement gagner au final.

2) La Russie d'Ivan le Terrible et la Valachie (et Transylvanie) de Vlad l'Empaleur. Notons tout d'abord qu'il ne s'agit que de deux exemples parmi tant d'autres, mais que dans un cas comme dans l'autre, en plein coeur de la période oligarchique du Moyen-Âge occidental, ces deux monarques, pratiquement éclairés à leurs heures (!), ou du moins à certains niveaux, auront démontré de telles capacités dictatoriales qu'ils auraient assurément réussi à instaurer, de façon plus durable, un régime à leur image, s'ils n'avaient donc eu à composer, ou plus exactement lutter, tout au long de leurs règnes, contre les seigneurs de la guerre dont ils pouvaient se voir entourés.

3) La fin de la République romaine : dans la mesure où on la considère comme ayant été une démocratie, il n'est que logique, selon les schèmes de Platon, que celle-ci ait fini par aboutir à la dictature de César (et avant lui de Sylla et Marius), précédant elle-même l'avènement de l'Empire, et donc de la tyrannie sous sa forme finalement consolidée. Mais dans la mesure où la République avait évidemment une très forte composante oligarchique, cette transition ne s'est pas exactement fait sans heurts, là encore entre élite et autocrate, comme n'aurait sans doute pas mieux pu le réaliser César lui-même, assassiné par son propre fils d'un coup de couteau dans le dos. Notons enfin une autre originalité du cas de Rome : on peut constater que même sous l'Empire, celle-ci aura pu conserver une importante dimension populiste, manifestement héritée de son passé "démocratique" sous la République, les empereurs ayant manifestement compris, et ce dès César, qu'ils avaient intérêt à garder leur peuple heureux et globalement bien nourri, ce qui aura notamment culminé par la fameuse philosophie du pain et des jeux, mais qui aura donc eu surtout l'avantage, de par l'alliance ainsi garantie entre le peuple et son monarque, de pouvoir d'autant mieux tenir à l'écart les velléités oligarchiques. Il faut croire qu'une telle capacité de vision et de stratégie politique, précédant les totalitarismes modernes, émanait notamment de la longue expérience de la célèbre cité-état, ainsi que de tout ce qu'elle aura pu apprendre de la Grèce et du reste du monde antique... mais surtout, remarquons que la tyrannie qu'elle sera devenue sous l'Empire n'aurait sans doute pas pu s'offrir le luxe d'aussi bien prendre soin de son peuple, si ce n'avait été de son caractère impérialiste, justement (!), qui lui aura donc permis de bénéficier à la fois du travail gratuit des esclaves, ainsi que du tribut fourni par l'ensemble des États conquis.

De Jules César au maire Tremblay (!) : "le citoyen d'abord !"...

Si le maire Tremblay, qui aura passé à l'histoire comme étant même de loin le "dictateur démocratique" ayant démontré le plus de longévité, ainsi que de popularité (avec des suffrages de plus de 90 % d'appui), aura su laissé un héritage réellement utile et intéressant (!), c'est sans doute son slogan électoral originel, celui du "citoyen d'abord", par lequel il prétendait vouloir rendre les services plus facilement et directement accessibles, notamment en réduisant ou éliminant des obstacles bureaucratiques, en plus bien sûr de baisses d'impôt et autres politiques populistes, typiques de la "droite"...

La stratégie ne date cependant pas d'hier, César ayant donc lui aussi fondé l'essentiel de son pouvoir sur le contentement du peuple, jusque là laissé pour compte par les élites oligarchiques de la République, et auquel il aura tout particulièrement veillé à trouver de l'emploi.

Dans un cas comme dans l'autre, on veille donc à simplifier la vie du peuple, ainsi qu'à accroître son aisance financière... Voilà donc des dictateurs au moins assez éclairés pour savoir asseoir leur propre pouvoir d'une façon réellement solide, stable et durable, en témoignant donc au peuple une

considération qui n'est pas sans rappeler celle d'une démocratie... à cette exception près qu'ils auront cependant pris grand soin de garder pour eux la totalité du pouvoir !!!...

Le dictateur : protecteur du peuple, notamment contre les oligarques...

Que ce soit dans le cas de l'Empire romain, ou des présentes "démocraties", dont le processus de transformation en dictatures est déjà passablement "avancé", on peut remarquer que l'une des bases sur laquelle peut s'appuyer le monarque ou futur monarque, afin de pouvoir continuer à asseoir, développer et étendre son pouvoir, c'est en donnant au peuple la perception (à tort ou à raison) de le protéger de l'oppression qu'il pouvait auparavant avoir des élites oligarchiques, que ce soit avant ou pendant la période démocratique, où les forces de ces dernières ne peuvent faire autrement, de toute façon, que de se remettre à croître continuellement, du moment où elles auront pu commencer à se remettre du choc temporaire qu'aura pu représenter pour eux la révolution qui aura au départ produit la démocratie en question.

Pourquoi les oligarques semblent présentement s'assujettir eux-mêmes à la tyrannie mondiale en formation ?

Dans l'actuelle période où la transformation des démocraties occidentales (ou plutôt terriennes!) en une tyrannie qui a cela d'original qu'elle s'étend désormais à l'échelle mondiale, on peut constater que l'oligarchie elle aussi prend constamment plus de place et de pouvoir, comme elle avait évidemment recommencé à le faire dès l'avènement des dites démocraties, or comme nous sommes présentement on ne peut mieux à même de le constater, le chaos devient tel qu'il ne peut que commander un leader fort auquel sera bel et bien confié la totalité du pouvoir, de sorte que même les oligarques considéreront préférable de finalement se joindre et s'assujettir à lui, puisque cela devient la seule réelle façon de tirer leur épingle du jeu, tout en leur garantissant de pouvoir retrouver autour d'eux un monde suffisamment stable et sûr pour que ce soit d'abord cela qui puisse représenter la meilleure garantie pour eux de pouvoir continuer à faire avancer leurs propres intérêts !!!...

En outre, le cas présent démontre que les oligarques semblent avoir si bien compris la théorie des régimes de Platon, ainsi que les mécanismes assurant la transition d'un régime à l'autre, qu'ils auront eux-mêmes orchestré et ainsi facilité et accéléré, de par la crise du Covid, le basculement vers la tyrannie, ce qui ne saurait mieux démontrer à quel point ils semblent avoir compris que c'est encore cela qui est le plus dans leur propre intérêt !!!...

Le plus grand avantage de la démocratie (sur la dictature) ?

Il serait naturellement intéressant d'en dresser une liste, mais s'il est à coup sûr un avantage de principes telles que la liberté et l'égalité, c'est bien la protection que ceux-ci sont sensés conférer face à l'arbitraire, représentant sans doute l'essence des régimes dictatoriaux, ainsi que leur aspect le plus dangereux, à en juger que la première demande sur laquelle ce seront concentrés les philosophes et révolutionnaires du siècle des Lumières, ce fut justement d'à tout le moins limiter et juguler l'arbitraire du pouvoir royal.

L'interdiction romaine de franchir le Rubicon

Voilà le symbole parfait, et typique d'une démocratie (aussi limitée et superficielle pouvait s'avérer celle de la République), de contrepoids (checks and balances), en guise de limitation de la potentielle et éventuelle manifestation d'une dictature... assez exactement comme si toute démocratie "savait" en elle-même ce qui l'attendait, de par le fait qu'elle portait en elle-même les germes de sa propre destruction, soit bien sûr son ultime remplacement par une tyrannie, et faisait ainsi des pieds et des mains pour éviter son propre destin, un peu comme les rois des contes de fées, espérant prévenir, souvent de façon extravagante et même grotesque, l'accomplissement d'une prophétie qui les guette.

La dictature du prolétariat

Voilà une expression si paradoxale qu'elle devrait suffire à faire rire quiconque comprend réellement la nature des stades de Platon, ainsi que leur ordre de succession. Comme si, en effet, une dictature pouvait se voir réellement mener dans l'intérêt du peuple plutôt que celui du monarque, et comme s'il existait un moyen connu de s'assurer qu'un éventuel monarque éclairé le demeure à travers le temps (malgré le fait que le pouvoir corrompt), et surtout que son éventuel successeur soit lui aussi éclairé, comme par hasard ou par magie !!!...

Et comme si le prolétariat, ou autrement dit le peuple, avait ce qu'il faut en lui-même pour s'auto-gouverner de façon satisfaisante, ne fut-ce qu'en "élisant son dictateur"... à moins bien sûr qu'on ait veillé à développer en lui suffisamment de qualités morales, ou pour reprendre une expression plus moderne, qu'on ait suffisamment élevé son niveau de conscience pour lui permettre de savoir reconnaître un sage quand il en voit un, et de lui conférer le pouvoir à lui, plutôt qu'à un démagogue, sophiste et manipulateur... Assez exactement comme cela représente à peu près notre seul espoir dans la situation actuelle, finalement !!!...

Comment distinguer une oligarchie d'un gouvernement par les sages ?

Du moment où l'on postule que le pouvoir devrait, ultimement, revenir à une communauté de sages ou de philosophes (peu importe le terme, rendu là!), ne faut-il pas reconnaître que cela revient donc à le remettre entre les mains d'une certaine classe sociale en particulier, ou même plus précisément d'un petit groupe de personnes? En quoi peut-on donc prétendre qu'il ne s'agit alors pas, tout bonnement, d'une oligarchie?

La réponse, en fait, est pourtant simple : dans le second cas, « l'élite » ne cherchera réellement à gouverner qu'en fonction de ses propres intérêts, alors que dans le premier, c'est véritablement l'intérêt du peuple qui est recherché, et surtout son ultime mieux-être.

Évidemment, des cas d'oligarchies corrompues, et toutes plus inégalitaires les unes que les autres, ça n'est pas exactement ce dont il est le plus difficile de retrouver des exemples, tout au long de l'histoire, de celle de Rome à l'élite mondialiste se trouvant présentement aux commandes de l'humanité. Inversement, de véritables exemples de gouvernements par les sages, c'est quelque chose qui aura été passablement rare, au point où l'on peut même se demander s'il y en a déjà eu (!), ce qui démontre que rendu là, on se retrouve en fait aux prises avec un problème de définition et de critères par lequel on pourrait plus proprement et assurément désigner un tel régime.

Mais si l'on tente donc de garder les choses aussi simples que fondamentales, remarquons en tout cas qu'au premier critère mentionné ici-haut, en fonction duquel il suffit ainsi de se poser la question : « dans l'intérêt de qui se trouve-t-on à gouverner? », il faudrait à tout le moins ajouter cette autre façon de laquelle le gouvernement par les sages se distingue de l'oligarchie : dans le premier cas, l'accession au pouvoir est sensé se voir fondé sur le mérite, la compétence, la connaissance, la vision, l'intelligence, la sagesse et vertu, plutôt que, comme dans le second cas, sur la richesse (dans lequel cas spécifique on parle d'ailleurs de ploutocratie), le pouvoir ou la naissance.

Pour résumer les choses plus simplement : alors que dans une oligarchie, la gouvernance est donc exercée par les plus puissants, dans le cas d'un gouvernement par les sages, elle se voit plutôt confiée à ceux qui représentent ni plus ni moins que les « meilleurs » éléments de la société, d'où le nom qui lui

a été originellement attribué par Platon, soit celui d'aristocratie, ou « gouvernement par les meilleurs ».

Pourquoi la timocratie vaut mieux que l'oligarchie, et le gouvernement par les sages vaut mieux que la timocratie

Dans une timocratie comme celle de Sparte, tout relève naturellement de la vocation militaire... et c'est donc en fonction de celle-ci que sont définis des critères, comme l'expérience et la compétence, en fonction desquels seront ultimement choisis et désignés ne serait-ce que certains des administrateurs (en l'occurrence les gérantes, pour reprendre le cas de Sparte).

Tout part donc de la **vocation** de la communauté, à supposer qu'il y en ait une... Et tout devrait justement partir de là, plutôt que de la seule application de la force (tyrannie), la classe sociale (oligarchie) ou simplement le niveau de revenu (ploutocratie, ne représentant de toute façon qu'une forme d'oligarchie).

Et tant qu'à tout baser sur la vocation, aussi bien faire en sorte qu'elle soit aussi bonne que possible, et en d'autres termes idéale... et qu'elle puisse donc tout au moins aller un peu plus loin que la simple notion de faire la guerre, tandis que l'on pourrait affirmer que le but ultime soit qu'elle s'approche autant que possible de la philosophie!

L'oligarchie ne représente qu'une corruption de la timocratie

En fait, le caractère intrinsèquement malsain d'un tel régime ne pourrait sans doute être mieux révélé que de par le fait qu'il tend de lui-même à entraîner un soulèvement populaire et ultimement un passage à la démocratie, considérée, du moins par Platon, comme étant plutôt loin d'être la plus souhaitable, et comme étant même potentiellement encore pire que l'oligarchie elle-même !!!...

CHAPITRE QUATRE: DISCUSSION AUTOUR DE LA NOTION DE TIMOCRATIE (notamment en rapport au contexte actuel)

Les différents visages de la timocratie

On pourrait arguer que celle-ci peut effectivement prendre différentes formes, de certaines qui sont plus oligarchiques à d'autres qui sont plus dictatoriales, tandis qu'en son sein peuvent même se mettre à germer et à croître certaines structures ou composantes réellement démocratiques... Car au bout du compte, peu importe ces différentes modalités ou compléments, car pour qu'un régime puisse se voir désigné et considéré comme une timocratie, ce qui compte réellement est ce que ce soient réellement des guerriers qui soient au pouvoir, et que celui-ci soit exercé en fonction de valeurs et de principe éminemment guerriers.

L'imposition par la force : typiquement considérée comme la façon la plus simple de s'assurer que le peuple soit réellement gouverné dans son propre meilleur intérêt !

Ce n'est peut-être pas un hasard si la seule forme de gouvernement s'approchant réellement plus de l'aristocratie souhaitée par Platon, soit la timocratie ou le gouvernement des guerriers, repose en fait sur la force plutôt que sur la volonté populaire, car de quelle autre façon pourrait-on convaincre le peuple d'accepter une loi ou un changement qu'il ne désire pas, et dont on ne peut s'attendre à ce qu'il ait possiblement pu lui-même le mettre en vigueur ?

Des rois-philosophes aux dictateurs timocratiques

Parallèlement, il semble que la dictature, malgré l'évaluation très négative que peut en faire Platon, puisse en fait s'avérer très positive, comme le démontrent les exemples subséquents de Cincinnatus, de César et des autres dictateurs éclairés... Dans tous cas, la supériorité des valeurs permet en fait un parallèle direct avec la timocratie (d'autant plus que dans les deux premiers cas, le dirigeant est réellement d'origine militaire), voire l'aristocratie qu'il souhaitait tant.

Ainsi, au même titre qu'en raison de certains contextes particuliers, on ait pu, à différents points dans l'histoire, "tomber" pour ainsi dire sur d'authentiques "rois-philosophes", on pourrait tout aussi bien s'amuser à dénombrer certains chefs, aux allures et même au fonctionnement essentiellement dictatoriaux (pour ne pas dire tyranniques), et qui pourtant n'en agissait pas moins en fonction de principes et de valeurs guerrières, de telle sorte qu'on pourrait dans leur cas parler de "*dictateurs (ou tyrans) timocratiques*" !... On pourrait même aisément arguer que ceux-ci seraient en toute logique plus nombreux que les véritables rois-philosophes, puisqu'il a toujours été plus difficile d'être un vrai philosophe qu'un vrai guerrier, quoique dans les faits, les distinctions entre ces deux types de monarques risquent de souvent s'avérer plutôt embêtante à effectuer !!!

Remarquons donc que, du moins selon la perspective timocratique, ainsi que celle du monarque éclairé :

- 1) L'avancement de la société se trouve ultimement à reposer sur la force.
- 2) Que le gouvernement soit celui des guerriers ou celui d'un seul homme, il semble donc qu'il puisse être très bon, à supposer qu'il soit fait de façon éclairée, ne serait-ce que par des principes et valeurs guerrières, et notamment par un code d'honneur réellement respecté.

L'inexorable décadence, malgré la gloire et la noblesse des débuts

Cependant, tant du côté de la timocratie que de celui de la dictature, il semble inexorable que vienne à s'observer une déchéance vers une forme inférieure, et ultimement abjecte du régime en question, qu'il s'agisse donc de l'oligarchie, dans le premier cas, ou de la tyrannie, dans le second. Il faut même reconnaître, que le passage d'une dictature saine vers une dictature malsaine peut typiquement s'avérer très rapide, puisqu'il peut s'observer dès le premier changement de souverain, voire même à un certain point du règne d'un même souverain, tandis qu'il lui est possible de relever tantôt de l'un, tantôt de l'autre.

Ainsi, contrairement à la dictature, où rien ne garantit que soit maintenue une certaine sagesse, la timocratie permet à un régime éclairé de se maintenir plus longtemps dans le temps, dans la mesure où le pouvoir s'avère partagé entre plusieurs personnes, et surtout dans la mesure où sont prévues des institutions qui demeurent alors même que passent les hommes, comme ce pouvait notamment être le cas à Spartes.

Mais même dans le cas d'une timocratie comme celles de Spartes, on peut difficilement voir comment pourrait se faire le passage à une véritable aristocratie (au sens platonicien de "gouvernement par les meilleurs"), sans qu'il y ait un changement majeur au niveau des valeurs, du genre de celui qui avait d'ailleurs pu prendre place lorsque Lycurgue a mis en place les institutions spartiates classiques, et donc au moment de l'instauration de cette fameuse timocratie.

C'est d'ailleurs un cas typique de ce qui peut se voir en général dans les timocraties (comme la féodalité au Moyen-Âge) ou les dictatures (comme celle de Céar) : ce n'est habituellement qu'au commencement de ces régimes, voire même au moment de leur création, que se situe le plus au point, voire même le seul haut point au niveau moral, tandis qu'à partir de là, il ne peut sans doute qu'y avoir une inexorable décadence, qu'elle se fasse lentement mais sûrement dans le premier cas, ou de façon potentiellement très rapide dans le second.

En fait, on peut très bien arguer que ce n'est pas tant la force, ou certainement pas la force seule qui permet de maintenir au pouvoir une élite supérieure ou un dictateur éclairé, puisque cela suppose à la base que le peuple démontre un niveau moral suffisamment élevé, d'une part pour accepter de subordonner sa volonté à celle d'un autre ou d'un groupe, et d'autre part pour accepter que cette personne ou ce groupe prenne des décisions qui lui paraissent difficiles, mais qui sont en fait dans son meilleur intérêt. Or comme le pouvoir corrompt, par extension, les succès militaires et/ou économiques d'un quelconque régime, qu'il soit ou non de nature timocratique, ne peut faire autrement que d'éroder, progressivement mais continuellement, le niveau d'élévation des valeurs et de la conscience populaire, ainsi que celui de chacun de ses membres, sur un plan individuel, ce qui revient donc à saper, peu à peu, la base même de l'établissement d'un régime même moins intéressant, comme la timocratie, ou à plus forte raison, celle d'un gouvernement par les sages.

L'emploi de la force : justifiée, et même nécessaire ?

La force représente-t-elle donc une bonne façon d'assurer le maintien d'un gouvernement et le respect de ses décisions ? Sans doute, à condition qu'il s'agisse de maintenir au pouvoir un bon gouvernement, qui soit donc à tout le moins fondé sur le droit, et de faire appliquer des politiques qui soient réellement saines. Mais de toute façon, il ne faut pas oublier que c'est déjà comme cela que ça fonctionne, puisque les démocraties elles-mêmes, qu'elles soient d'hier ou d'aujourd'hui, ont toujours été supportées par la force et ne se sont d'ailleurs pas privées pour l'utiliser, que ce soit à bon ou à moins bon escient.

En fait, quel serait au final la seule alternative, sinon que l'élévation morale, spirituelle, intellectuelle (entre autres choses) du peuple soit telle qu'elle puisse non seulement permettre l'établissement initial mais la continuation d'une timocratie ou d'un gouvernement par les sages, puis qu'elle aille jusqu'à faire en sorte que les citoyens soient bel et bien prêts à OBÉIR (!), ou du moins à s'abstenir de critiquer ou s'opposer, sous réserve qu'ils soient bel et bien conscients du bien-fondé des politiques en question, ce qui implique d'ailleurs d'être tout aussi bien capables, face à la situation inverse, d'en être tout aussi conscients ? On peut donc voir que l'atteinte d'un niveau maximal de capacité de discernement, de sens critique, et en d'autres termes, de jugement et, oui, de sagesse (!), représente en lui-même l'ultime critère, sans lequel il ne sera jamais possible d'établir de tels régimes, sinon par la force.

Une chose est sûre : la reconcentration du pouvoir, ainsi que son imposition par la force, sont désormais incontournables

À une époque et dans un contexte tels que les nôtres, reconnaissons que l'on risque surtout, ou du moins en bonne partie, de s'exposer au ridicule, en faisant la promotion d'une forme plus autoritaire de gouvernement, que celui-ci tienne plus de la dictature ou de la timocratie (et que le pouvoir ne soit donc détenu que par une personne, ou une élite), tout comme il peut paraître idéaliste de croire que le pouvoir sera détenu un jour par les meilleurs, ou ne serait-ce que par ceux qui sont le mieux qualifiés pour l'exercer au niveau technique. Sauf que de toute façon, il faudrait tout aussi bien reconnaître c'est ce qui est en train de se produire, qu'on le veuille ou non, de par la transition progressive de nos démocraties vers des technocraties, où ce sont ultimement les experts qui sont appelés à prendre les décisions, tandis que celles-ci seront de plus en plus imposées plutôt que de résulter d'une impulsion populaire, puisqu'elles se trouveront tout bonnement à résulter des nécessités internes d'auto-perpétuation des systèmes actuels, plutôt que d'une forme ou une autre de volonté ou velléité populaire.

Alors au même titre qu'en démocratie, on a le privilège de "choisir son tyran" (!), en assumant alors qu'on soit capable de "voter pour le moins pire" (!), on se retrouve présentement dans une situation où le choix qui est le nôtre est surtout celui du type d'élite ou de dirigeant avec lequel on veut se retrouver, et dont on veut voir les politiques nous être imposées... Car dans l'état de détérioration avancée de nos démocraties, une chose est sûre, du moins si l'on se fie au modèle de Platon, validé jusqu'ici par l'histoire (comme j'estime le démontrer dans ce livre), le retour à la dictature/tyrannie est incontournable. Alors tant qu'à devoir nous retrouver avec un chef ou une bande à notre tête, pourquoi ne pas tenter, à tout le moins, de faire en sorte que ce soit le bon (!), ou qu'il soit aussi bon que possible (!), en commençant bien sûr par savoir le reconnaître, et par nous remettre à exercer, plus que jamais et même si le peuple part présentement de très loin en ce sens, le muscle de notre discernement ?...

Autrement dit, tant que devoir baser, jusqu'à preuve du contraire, nos sociétés sur la force, pourquoi ne pas commencer par l'assumer (!), et que la force puisse elle-même dire son nom, plutôt que de s'appliquer de façon couverte, détournée, insidieuse et à grand renfort de contrôle mental et ingénierie sociale comme c'est présentement le cas, tout en se camouflant derrière un paravent de technocratie qui n'est en fait que le bras le plus dangereux de la dictature (par ailleurs mondialiste !) en formation ? Et tant qu'à baser notre société sur la force, pourquoi ne pas le faire proprement, et de la façon la plus belle, noble et surtout authentique qui soit, en passant donc à une timocratie en bonne et due forme, ne serait-ce qu'en attendant de pouvoir passer à l'ultime mode de gouvernance que serait donc le gouvernement par les sages ?...

En résumé...

Pour pouvoir se doter d'un régime comme celui de Sparte, ou de tout autre régime dans lequel on peut constater qu'une majorité de personnes consent, à un degré ou un autre, à un mode de vie plus exigeant

et davantage centré sur la vertu, il faut surtout qu'il règne dans la population assez d'élévation morale, ou du moins assez d'aspiration pour un certain type de mieux-être ou d'idéal, pour que celle-ci puisse justement consentir au départ à vivre d'une telle façon, et c'est donc surtout cette élévation et cette aspiration qu'il faut saluer, encourager, cultiver, ou du moins chercher à faire naître.

Car de toute façon, il ne faut pas beaucoup de temps à quelqu'un qui souhaite vraiment avancer dans la vie pour constater que le fait d'avoir trop de liberté est loin de représenter un réel avantage, de sorte que cette personne fera tôt de s'imposer elle-même certaines limites de base afin d'être justement être en mesure de mieux avancer.

Sparte : un régime particulièrement louangé par Socrate et Platon... mais représente-t-il pour autant un réel et ultime idéal ultime, en soi ?..

Les régimes guerriers, et celui de Sparte en particulier, paraissaient constituer, aux yeux de Socrate, Platon et Aristote, à peu près le meilleur de ce qui pouvait se faire à l'époque... Faudrait-il pour autant affirmer que cela soit dans l'ultime ordre et nature des choses ?

Il faut d'abord sans doute rappeler qu'il s'agissait justement d'une époque de combats, et qu'il ne s'agissait donc que d'aller aussi loin et de se montrer aussi efficace que possible en rapport aux habiletés qui s'avéraient les plus essentielles à ce moment. Il y a d'ailleurs fort à parier que si Socrate et Platon revenait constamment à la charge pour ce qui est de faire la promotion du modèle spartiate, c'est peut-être surtout parce que celui-ci, au moins, avait le mérite d'être déjà existant (!), contrairement à celui de gouvernement par les sages (aristocratie platonicienne), et qu'en outre il était déjà bien connu et généralement estimé. Il était donc sans doute plus simple pour eux de commencer par attirer les gens vers la timocratie plutôt que la démocratie, ne serait-ce qu'en guise de premier pas, dans le but ultime de les guider plutôt vers le gouvernement par les sages !...

Notons enfin que, Socrate et Platon, si la timocratie tendait ainsi à représenter un régime idéal, ou à tout le moins préférable à la démocratie, c'est peut-être aussi parce qu'il en représentait alors l'avant tout comme l'après, considérant que la tyrannie devant nécessairement succéder à la démocratie ne peut faire autrement que d'intégrer un mode de fonctionnement très similaire à celui de la timocratie, tandis que l'on peut en dire tout autant, du moins dans une certaine mesure, des schèmes de pensée employés pour la justifier.

Rappelons enfin que Sparte avait elle-même un fort élément démocratique, quoique de démocratie indirecte... ce qui laisserait donc la porte ouverte à ce que, après qu'on se soit basé sur un tel modèle (faut d'un réel gouvernement par les sages, notamment !), on puisse compléter celui-ci d'un élément de démocratie directe, comme en Suisse, finalement.

Un régime ne peut que se voir basé sur son peuple, et plus précisément sur la valeurs et principes qu'on aura su lui inculquer

Si l'on peut assumer qu'il faut, pour adopter une constitution telle que celle de Lycurgues, mythique fondateur de Sparte, un peuple qui, dans ce cas précis, a toujours tenu le combat en la plus haute estime, on peut donc tout aussi bien avancer que, pour fonder un régime basé sur quelque valeur ou principe que ce soit, il faut surtout, à la base, un peuple ou une communauté qui, pour une raison ou une autre, tient de tels principes et valeurs en la plus haute estime, et se voit ainsi prêt, pour en favoriser l'avancement, à s'imposer telle ou telle privation, et ce dans une mesure aussi significative que possible. Cela fera notamment en sorte qu'au niveau de l'éducation de la jeunesse, un tel peuple sera prêt à ce que l'on fasse progresser autant que possible l'apprentissage relatif aux habiletés, qualités et compétences commandées par les principes et valeurs en question.

La Chine en tant que timocratie

Tel que mentionné plus haut, la Chine représente en mon humble avis un excellent exemple de timocratie (quoique également de dictature totalitaire, bien entendu !), et plus précisément d'une timocratie particulièrement adaptée au contexte actuel où toute tentative d'émancipation nationale, ou toute velléité impérialiste, ne peut à la base que passer par la puissance économique. Or force est de constater à quel point, comme la Sparte antique, pratiquement tous les moyens y auront été employés pour faire de son système d'éducation une machine à former une main d'oeuvre qualifiée, ou plus exactement qualifiée à travailler d'une façon qui soit aussi productive que pertinente aux besoins de l'État, tandis que plus globalement, on s'y appuie sur une culture, bâtie à travers les siècles, et où des valeurs tels que le travail acharné, l'abnégation et le fait de faire passer la communauté avant l'individu, et qu'il n'aura s'agi que de diriger une telle capacité d'action vers la dimension économique, quoique la vénération du travail, là encore, était encore là déjà ancrée dans les valeurs et les moeurs de chacun, depuis des siècles.

Tempérament du guerrier et passions du coeur

Il serait ainsi plutôt difficile, ou plus exactement impensable, d'instaurer une timocratie sans pouvoir compter sur le fait que le peuple en question ait pu développer un tempérament de guerrier, ce qui notamment implique les "passions du coeur" dont parlait Platon, et qui s'avèrent donc indispensables pour que l'on puisse souhaiter s'imposer le genre de privations et d'austérité prescrites par Lycurgues.

Et remarquons qu'en se dotant même simplement d'un tempérament du guerrier, on commence déjà à s'approcher de la recherche de la droiture, de la vertu, et même ultimement de la vérité et de l'idéal, qui sont donc caractéristiques d'un gouvernement par les sages... Tandis qu'on pourrait tout aussi bien relever le fait qu'un tel "tempérament de guerrier" peut se voir appliqué à un combat ou idéal de quelque nature que ce soit, même qu'il sera en fait indispensable à la poursuite de quelque mission que ce soit...

Ce qu'il faut en fait : les qualités guerrières dans leur ensemble !...

La condition première de l'établissement d'une timocratie, c'est donc la valeur et la force des guerriers, mais aussi la confiance et, oui, la soumission (!) et la capacité d'obéissance du genre que l'on peut naturellement retrouver dans toute armée digne de ce nom, afin d'être capable, plus globalement, de se voir astreint à un niveau de rigueur et de capacité d'implication qui, lui aussi, est justement typique de celui qu'on peut également retrouver dans une armée digne de ce nom.

Dur d'être un vrai sage sans savoir d'abord être un guerrier

Il faut d'ailleurs reconnaître que l'ultime idéal de Platon, celui du roi-philosophe (ou du gouvernement par les sages), ne peut que se superposer à celui du vrai guerrier, premièrement parce qu'il se trouve à l'inclure au départ : en effet, le philosophe doit se montrer capable de poursuivre son ou ses but(s) avec au moins autant d'assiduité, de persévérance et d'abnégation que le guerrier, tout en étant prêt pour cela à se soumettre à au moins autant d'austérité et de privations... Sauf que dans son cas, tout ce qui était plus négatif ou grossier dans le cas du guerrier devient inversé, la quête du philosophe s'avérant par définition caractérisée par une vocation pacifique plutôt que belliqueuse, et tournée vers la conquête de connaissances plutôt que de terres ou de pouvoir.

Être un sage... dans un contexte timocratique ?

Bien entendu, la définition et surtout la forme ou manifestation d'un sage se trouvera à varier d'un régime à l'autre : dans une tyrannie, elle prendra ainsi la forme du révolutionnaire, tandis que le tyran prendra soin de s'entourer de « sages corrompus » (!), soit plus précisément de conseillers ou technocrates qui ne serviront en fait qu'à asseoir son pouvoir. Dans une démocratie, le sage tendra par ailleurs

à passer pour le fou (!), ou sera en tout cas celui que tous prennent le plus de plaisir à ignorer. On pourrait même alléguer que le véritable sage, du moins dans toute sa force et conséquemment sa splendeur, ne pourra réellement être vu, du moins au grand jour, que dans un authentique gouvernement par les sages ; autrement, il tendra plus typiquement à choisir la voie de l'ermite, et ainsi à se retirer d'une société où il ne trouve naturellement pas sa place, à moins bien sûr qu'il ne joigne tout bonnement une congrégation religieuse ou notamment monastique.

Toutefois pour en revenir au contexte timocratique et conséquemment guerrier, il est certain que le sage ne pourra faire autrement que de manifester sa sagesse d'une façon qui, non sans rappeler justement celle des conseillers d'un tyran, se rapporte à la guerre, et notamment aux meilleures façons de la gagner et de garantir ainsi le plus de puissance possible à sa nation ou cité-état.

Une fois de plus, c'est sans doute dans le monde antique qu'il serait le plus intéressant (du moins en mon humble avis!) d'en tirer des exemples.

A) Lycurgues : quel meilleur exemple pourrions-nous en effet trouver en ce sens que l'illustre fondateur de Sparte lui-même, donc il serait aussi simple qu'évident de constater et reconnaître que le personnage tenait à la fois du sage et du guerrier (voir la section sur Sparte, dans les annexes).

B) La Gêrousie : toujours à Sparte, cet organe formé des plus vieux, mais surtout des plus expérimentés et sagaces de tous les Spartiates, avait ainsi toutes les apparences d'un « conseil de sages »... à part que les discours ainsi que la tonalité de ceux-ci devait typiquement tourner disons un peu beaucoup autour de la guerre !!!...

C) Le Sénat romain : il ne serait que naturel de constater les ressemblances qu'on pourrait observer entre cette institution et celle de la gêrousie spartiate, et conséquemment, d'établir des rapprochements entre les deux, à cette exception près que, comme pour tout le reste du système politique romain, celui-ci s'avérerait tout autrement plus oligarchique, et conséquemment tout autrement plus corrompu (!), que celui de Sparte !! Et pourtant, au temps les plus épiques de la République romaine (soit au plus fort des guerres contre Carthage), un émissaire ennemi, convoqué au Sénat romain, était revenu chez lui en décrivant celui-ci comme une « assemblée de rois » (!), alors qu'il se voyait ébahi de constater non seulement la verve et la vigueur avec lesquels pouvaient s'y affronter verbalement les sénateurs, mais fort probablement la puissance de leur rhétorique ainsi que de leur argumentation... toutes qualités qui, on en conviendra, commencent drôlement à se rapprocher de celles d'un sage !!!..

L'inverse pur et simple de la timocratie : la démocratie !!!...

Une chose semble pas mal sûre, en tout cas, et c'est que si, comme en démocratie typique et habituelle, on n'est même pas capable de montrer l'étoffe, le caractère, et l'élévation morale d'un véritable guerrier, on se trouve alors à être bel et bien moins avancé que dans un régime propre à ce dernier, soit bien sûr la timocratie (ne serait-ce que dans sa version idéale), et ce notamment sur le plan technique, ainsi que sur celui de l'efficacité.

Il faut dire que les régimes autoritaires, par rapport à la démocratie, seront toujours supérieurs au niveau purement technique et pratique, de toute façon. Et pour en témoigner, qu'il suffise, là encore, de prendre l'exemple de la Chine, et plus précisément de la comparaison qu'on peut dresser entre celle-ci et les démocraties, occidentales en particulier.

Le niveau d'évolution du régime spartiate : un cas unique et particulier ?...

Il faut reconnaître en effet que ce dernier aura pratiquement réussi, du moins au niveau purement

structurel, de ce qu'on pourrait désigner comme un régime idéal... mais ce n'est sans doute pas un hasard si cette évolution fut justement due à l'intervention d'un philosophe !!!...

Il faut dire qu'avec des guerriers, en partant...

1) Le pouvoir, quelque peu étonnamment, finit par être partagé, ne serait-ce qu'au fil du temps, le meilleur exemple étant celui des armées modernes où, bien qu'il n'y ait typiquement qu'un seul homme à leur tête, il est ordinairement impératif pour ce dernier de savoir composer de façon constructive au moins avec les autres membres les plus éminents du reste de la hiérarchie qui, pourtant, est techniquement située "en-dessous" de lui... Ça n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si, lorsqu'on reconsidère la théorie du succession des régimes de Platon, la dictature, en tant que fin du cycle, est en principe sensée reconduire à la case départ, ou plus exactement à la deuxième étape qui est donc celle de la timocratie, quoiqu'il est plus que possible qu'entretemps, dans le cadre de la dynastie que la tyrannie aura vraisemblablement installée, il ait bel et bien pu se manifester un authentique monarque éclairé (et donc roi-philosophe), ne serait-ce que dans une certaine mesure, de telle sorte que l'on aura bel et bien pu ainsi transiger, ne serait-ce que brièvement, par l'étape #1, et donc par celle du régime idéal...

2) On tend typiquement à établir de hauts idéaux, ainsi qu'un code d'honneur, en plus bien sûr d'encourager ce que l'on pourrait décrire comme l'ensemble des "qualités du cœur" : courage, dévouement, endurance, persévérance, abnégation, sacrifice, etc.

3) Il tendra naturellement à y avoir de l'ordre et de la discipline.

À titre d'exemples, pour chacun de ces trois points, qu'il suffise par ailleurs de globalement prendre en compte les célèbres cas suivants : le Moyen-Âge chevaleresque, le Japon des Samouraïs, et, bien sûr... Sparte !!!...

Autres pays présentant des aspects de timocratie ailleurs dans le monde, et plus précisément dans des traditions non-démocratiques

A) Le monde arabe

On s'y rapproche déjà de quelque chose d'intéressant, du moins sur le plan moral et spirituel... Certains des gouvernements qu'on y retrouve présentent d'ailleurs souvent des allures de théocratie, un régime dont il est d'ailleurs intéressant qu'il n'est, après tout, pas si différent de celui du gouvernement par les sages et les philosophes ! Hormis le fait que, le plus souvent, la religion représente assez exactement l'inverse de la philosophie, et souvent aussi de la sagesse elle-même, de telle sorte qu'en représentant alors un travestissement et un détournement du concept de gouvernement par les sages, elle risque surtout de représenter une forme détournée de tyrannie, assez exactement comme ce peut être le cas pour la technocratie, tel que décrit plus haut, qui elle aussi devient donc simplement un mirage et un moyen pour le tyran d'asseoir son pouvoir...

Reconnaissons cependant qu'en principe, rien ne force réellement de telles disciplines de se voir si opposées l'une à l'autre. Qu'il suffise, en guise d'exemples, de citer le cas des druides celtiques, pouvant à la fois aisément qualifier comme prêtres et comme sages, ou celui des philosophes de la Grèce, qui ne répugnaient pas à parler des dieux ou d'autres considérations mythologiques, tandis que certains d'entre eux, comme notamment Pythagore, auront constitué des communautés et des philosophies fort similaires à celles d'une religion...

Quant aux illustrations que l'on pourrait retrouver, dans le monde arabe, du modèle timocratique,

remarquons que la notion même de jihad ne pourrait sans doute davantage se qualifier en ce sens... Bien sûr, le plus souvent elle ne se manifeste réellement et concrètement que dans les régimes ou regroupements les plus fondamentalistes, mais en même temps, elle sous-tend la mentalité et l'idéologie d'à peu près tous les États et cultures des musulmans, et ce assez en tout cas pour faire en sorte que leurs populations puissent aisément supporter une guerre contre des pays non-musulmans, malgré tous les sacrifices que cela peut impliquer pour eux.

B) Parallèles entre le cas précédent et celui de la Chine

Nous ne répéterons évidemment pas ce qui a pu se voir écrit plus haut sur la Chine, mais rappelons simplement que, de leur côté, on pourrait considérer la principale composante timocratique comme étant la discipline, tant sur le plan individuel que collectif, notamment telle qu'inculquée dans l'éducation, là encore tant sur le plan familial que scolaire.

Tout cela pour dire que, comme on peut le voir, d'importants éléments (pour ne pas dire ingrédients !) de timocratie sont déjà présents dans les systèmes politiques de ces deux cultures et ensembles géographiques...

On peut d'ailleurs voir dans leur ascension la supériorité intrinsèque de leurs modèles qui rappellent donc celui de Sparte, ne serait-ce qu'à un niveau ou un autre, soit notamment ou plus globalement à celui de la force matérielle dans le cas des Chinois, et de la force spirituelle dans le cas des Arabes.

Mais comme dans le cas de Spartes, la force semble tout de même, au bout du compte, dirigée et employée d'une façon qui est disons très loin d'être toujours idéale !!!...

Tout comme Sparte a pu le faire envers Athènes, ils finiront donc sans doute par "gagner" dans leur tentative de s'imposer face aux autres nations, mais il n'en faut pas moins reconnaître, que ce soit dans le cas de l'un ou l'autre de ces exemples (même partiel) de timocraties, que ce n'est certainement pas en allant dans cette direction, et en adoptant un tel mode de fonctionnement, que l'on risque de progresser vers l'aristocratie platonicienne, et donc vers le gouvernement par les sages, à moins bien sûr que l'on n'en fasse l'effort conscient et assumé, même si cela revient donc à ramer à contre courant.

Des avantages de la Chine... pourtant dictatoriale!...

En Chine, on peut présentement retrouver, sur des sortes de champs, des panneaux solaires s'étendant à perte de vue, ce qui n'est qu'un exemple parmi d'autres du fait que là-bas, les plans se font sur un horizon de tout au moins 20 ans, plutôt que sur quatre ans tout au plus, comme ici, en contexte démocratique... Et comparé à nous, ce n'est pas juste qu'ils peuvent donc se permettre ainsi de voir les choses plus à long terme : cela revient pour eux à la possibilité de se fixer des objectifs qui soient réellement fondés et logiques, et ce justement de par le fait, en tant que tel, que leurs dirigeants ne sont pas, comme ici, enchaînés au statu quo qui serait prescrit par quelque peuple que ce soit, puisqu'il est de la nature de quelque peuple que ce soit de ne simplement pas trop penser ni vouloir être dérangé, assez exactement comme une vache ou tout gros ruminant ou mastodonte.

Or remarquons que ce genre de capacité de vision stratégique qui caractérise si bien la Chine ne peut, une fois de plus, que la faire s'apparenter davantage à une timocratie, voire même, à certains niveaux comme ceux-ci, à un despotisme éclairé, plutôt qu'à une simple tyrannie dans tout ce que cela peut avoir de plus cruel et borné, bien qu'il faille avouer qu'à plusieurs autres niveaux, ce régime se comporte justement d'une façon tout ce qu'il y a de plus tyrannique. Comme quoi la réalité politique est surtout relativement complexe, surtout dans ce genre d'énormes États-nations que l'on peut retrouver de nos jours!!!!...

Le principal choix qui semble présentement le nôtre : timocratie ou dictature ?

Si on regarde bien ce qui se passe au niveau de la géopolitique actuelle, notamment en visionnant le vidéo suivant, on peut constater que présentement, le monde se trouve à avoir à tout le moins la possibilité d'un choix : ou bien il se laisse glisser inexorablement vers la dictature mondialiste vers laquelle tendent pratiquement désormais tous les pays et donc « démocraties » du globe, en parfait accomplissement des prédictions de Platon, ou bien ils choisissent de se joindre à une sorte de « mouvement timocratique » présentement incarné par des leaders tels que Trump, Poutine et Le Pen. Et en quoi leurs pays ou approches respectives semblent-ils donc tenir de la timocratie ? Encore là, bien que les aspects dictatoriaux, du moins dans le cas de Poutine, sont bel et bien présents, on peut surtout remarquer, dans les trois cas, la présence de valeurs guerrières et transmises par les leaders puis reçues et mises en pratique par au moins une partie significative de leur population, qu'il s'agisse de leur témoigner un support « mou » et donc plus passif, ou au contraire en s'impliquant corps et âmes pour favoriser leurs élections et plus globalement la stabilité et le renforcement de leurs pouvoirs et régimes respectifs.

Guerre de l'info: au coeur de la machine Russe - Documentaire Arte - Guerre en Ukraine - Poutine

Notre double hypocrisie : encenser Athène tout en enterrant la mémoire de Sparte

Lorsqu'on examine de plus près la structure politique d'Athène comme de Sparte, il devient pratiquement frappant de voir à quel le système actuel, notamment en tant que démocratie représentative, s'apparente beaucoup plus à celui de Sparte (ou de la République romaine, qui en semblait elle-même inspirée) qu'à celui d'Athène, ce qui ne saurait sans doute mieux démontrer d'ailleurs à quel point Lycurgues a pu se montrer visionnaire en l'instituant, d'autant plus que si je ne m'abuse, cela en fait pratiquement le père de la démocratie représentative. Et pourtant, on ne cesse aujourd'hui de ne se référer qu'à Athène, comme si nous en avions fidèlement appliqué le modèle, ce qui représente donc une forme de double hypocrisie, envers l'une comme l'autre de ces deux fameuses cités-États !...

Et tant qu'à pouvoir comparer du comparable...

Si d'ailleurs nous examinons les parallèles que l'on peut plus précisément dresser entre le régime spartiate et nos démocraties représentatives modernes ? Et pourquoi ne pas justement en profiter pour faire ressortir ce en quoi le premier était (naturellement !) bien supérieur, et les secondes conséquemment beaucoup moins bien pensées, à un point tel que cela ne peut faire autrement que de révéler comment elles ont pu se voir instaurées sous le signe de l'improvisation, bricolées d'une façon "broche à foin" (!), en empruntant tel ou tel élément pris ça et là à travers le temps et le monde, et donc d'une façon assez exactement inverse à la fondation de Sparte, sous l'oeuvre d'un penseur et philosophe plus que digne d'une telle désignation !...

1) Contrairement au modèle spartiate, dans nos systèmes, la "composante populaire" qu'y représentait l'assemblée du peuple, et qui ici prend bien sûr la forme du suffrage universel, permet d'emblée de constater que, dans notre cas et toujours en nous référant à la perspective platonicienne, beaucoup trop de pouvoir est accordé à cette composante et donc à la population elle-même (voir la section sur Sparte, dans les annexes).

2) Toujours dans notre cas, les composantes "non-populaires" (soit des organes tels le Parlement, le cabinet, le Sénat et les commissions parlementaires) sont si mal conçues, construites et employées qu'on ne peut qu'en arriver à la conclusion que peu de réelle importance, attention ou "amour", si je peux me permettre ici l'usage d'un tel terme (!), s'est manifestement vu accordées lors du "design" de nos démocraties...

Il suffit en effet d'étudier d'un peu plus près l'histoire parlementaire britannique (voir l'article "Parlement", dans les annexes) pour constater que la forme et structure de nos démocraties parlementaires "modernes" ne se trouvent en fait qu'à résulter d'un certain processus historique d'évolution (voire de dévolution !) plutôt que d'une conception digne de ce nom, qui elle serait donc fondée sur un examen approfondi de la question, ainsi que sur des décisions en fonction de ce qui serait réellement le plus convenable, ne serait-ce que pour une époque précise de l'histoire, comme ça a pu être le cas par exemple dans le cas des législateurs mythiques que furent Lycurgues ou même Solon, réputé fondateur d'Athènes.

Une chose est sûre en tout cas : pour ne citer que notre propre exemple, il serait évidemment absurde, au point où cela en devient risible, de prétendre que c'est pour le Québec des années 2020 qu'a été conçu un Parlement importé d'Angleterre, et dont l'histoire remonte à tout le moins à la Grande Charte de 1215 (!!!), tandis que ses racines profondes se perdent en fait dans les temps les plus ancestraux de l'histoire germanique (voir l'article "thing", toujours dans les annexes).

Il ne faudrait donc pas trop s'étonner, à partir de là, si ces organes que sont le Parlement, le cabinet, etc. à exercer au final leur pouvoir d'une façon qui est loin d'être saine ou idéale, considérant que leurs fonctions n'avaient tout simplement été suffisamment bien prévues ou anticipées au départ même, tandis qu'on peut justement en dire tout autant de nos systèmes politiques dans leur senséble.

Pour dire les choses d'une façon plus crue et québécoise, c'est même véritablement à se demander s'il y a eu qui que ce soit qui a réellement pensé à quoi que ce soit, à quelque moment que ce soit, pour qu'on finisse par se retrouver avec de telles "patentes à gosse" !!!...

Le despotisme éclairé : l'ultime culmination de la timocratie

Le mieux qu'on puisse attendre d'une timocratie (ou même d'une dictature !) est qu'elle finisse par déboucher sur l'avènement, même (et typiquement) éphémère, d'une forme ou d'une autre de despotisme éclairé. Dans le cas d'une dictature/tyrannie, et notamment de cette variante spécifique (mais plutôt courante !) qu'on appelle la monarchie (!), il suffit d'attendre que la dynastie en question finisse par produire un rejeton qui ait ce qu'il faut, dans sa génétique comme son encouragement, pour lui permettre de développer les compétences qui elles lui permettront à leur tour de régner avec sagesse.

Dans le cas d'une timocratie en tant que telle, l'attente risque pour cela d'être moins longue, surtout s'il s'agit justement d'une véritable timocratie où c'est bel et bien le mérite, plutôt que le sang ou le rang (dans lequel cas la timocratie se serait donc déjà dévolue en oligarchie), qui permet de gravir les échelons de la hiérarchie militaire, tandis que les chances d'accéder au pouvoir seraient rendues aussi égalitaires que possible.

Dans nos contextes historiques plus démocratiques, cette figure a surtout tendu à prendre la forme du général juste, tempéré et visionnaire, qui risque de ne prendre le pouvoir que par obligation, et pour ensuite mieux le redonner au peuple, les deux meilleurs exemples historiques s'avérant sans contredit ceux du général De Gaulle, puis dans la Rome antique, de Cincinnatus (voir les Annexes), dont il faut d'ailleurs remarquer que, bien qu'il fut alors officiellement désigné comme "dictateur", cette appellation ne correspondait alors précisément pas à un synonyme de tyrannie, mais plutôt à l'ultime grade militaire, et qui justement ne se voulait alors employé que d'une façon temporaire.

Remarquons en effet que, que ce soit dans la France de De Gaulle ou la Rome de Cincinnatus, même s'il y avait cette notion que le pouvoir doit ultimement revenir au peuple (ou du moins à la

république !...), les structures politiques qui les auront portés au pouvoir, ne serait-ce que pour un temps, relevait alors beaucoup plus de la timocratie que d'autre chose.

Le gouvernement provisoire des Trente, ou le "côté sombre" de Sparte, qu'il permet donc de révéler

Pour prendre la pleine mesure de la disgrâce qu'aura toutefois représenté pour Sparte, du moins à nos yeux, le gouvernement des trente (voir l'article "Thirty tyrants", dans les annexes), qu'il suffise de prendre en compte ces expressions que Platon lui-même aura pu employer pour critiquer les gouverneurs en question (veuillez d'ailleurs excuser l'anglais de l'article originel) : "tyrants" et "runned by fools"...

Remarquons d'ailleurs que la désignation de ceux-ci comme des "idiots" ("fools"), ne fait que renforcer leur caractère d'authentiques tyrans, puisque rappelons que Platon avait par ailleurs dit : "un tyran, c'est ce qui arrive lorsqu'on met un idiot au pouvoir".

Comme je l'avais d'ailleurs mentionné plus haut, il est certain qu'il serait plutôt limité et limitant de ne juger la gouvernance dans son ensemble que sur le malheureux épisode des trente, compte tenu que c'était bel et bien un usage connu et commun, dans le monde antique, que de s'ingénier à trouver toutes sortes de façon de bien "faire payer" le vaincu, comme ne saurait bien sûr mieux le résumer la locution "*vae victis*"... Et ce à plus forte raison au terme d'une guerre aussi interminable que celle du Péloponèse (voir l'article sur Athènes), ou d'une rivalité telle que celle ayant pu opposer Athènes à Sparte...

Il n'en demeure pas moins que ce fameux chapitre de l'histoire ne permet que d'autant mieux d'illustrer le genre de dérive auquel peut mener la timocratie, d'ailleurs comme on peut le constater, ce serait assez simple à résumer : dans le pire des contextes, celle-ci tendra à prendre la pire de ses formes, qui alors tiendra à la fois de l'oligarchie et de la tyrannie.

Veuillez enfin pardonner l'anglais par lequel j'ai pu formuler la conclusion de cette sous-section : "*in the end, a timocracy, just like any other regime, cannot be more than what it is : if, for instance, we consider the example of Sparta, we can see that the nature and source of its strength, namely its military orientation and design, namely its military orientation, will also prove to be its ultimate drawback*"...

Quelles seraient, au final, les notions de base en support d'une conception plus timocratique de l'État, ou qui tiendrait de la monarchie éclairée

- 1) Qu'il y ait des limites : que tout le monde ne puisse pas faire n'importe quoi, que le pouvoir ne soit pas laissé entre les mains de n'importe qui.
- 2) Qu'il y ait au moins un minimum de valeurs qui soient réellement respectées et appliquées, ne serait-ce que celles tenant de la discipline, de l'honneur, de la morale et de la justice.

Ainsi, là encore, ce qui importe le plus n'est pas tant la forme en tant que telle (qui après tout ne pourra peut-être jamais, ou du moins pas avant longtemps, être aussi idéale que dans le cas de Sparte), que le idéaux et les standards moraux. Au fond, pourvu qu'il y ait cette condition, à peu près n'importe quel forme de régime pourrait faire l'affaire, et devenir ainsi une véritable timocratie, au sens idéal et positif du terme.

Une véritable timocratie : une utopie en soi ?...

Mais il faut dire qu'un vrai bon gouvernement de guerriers, c'est presque en soi une utopie, ou du moins un cas plutôt rare, tandis que, tout comme la monarchie éclairée, ce genre de régime ne tendra probablement pas à durer très longtemps, ou certainement pas éternellement, quoique vraisemblablement plus longtemps qu'une monarchie éclairée, justement..

CHAPITRE CINQ : À LA RECHERCHE DU SYSTÈME IDÉAL

D'abord, quelle est la véritable base de quelque régime que ce soit?...

Comme j'avais commencé à l'exposer plus haut, il n'y a pas de grande différence entre la timocratie et l'oligarchie, si ce n'est dans les valeurs témoignées par les dirigeants et, inévitablement, par ceux qui les mettent au pouvoir, soit bien sûr les citoyens eux-mêmes. Ce n'est évidemment pas une mince différence, et c'est en fait assez exactement cela qui permet de faire la différence entre un régime réellement "sage ou philosophique" et la timocratie ou tout autre régime. Il appert ainsi que ce qui compte le plus, au bout du compte, ne soit pas tant les structures mises en place que les valeurs qui sont véritablement portées et choyées par le peuple, et que le dirigeant et le gouvernement ne pourra alors faire autrement que de refléter.

La si difficile atteinte de l'harmonie...

Peuple, dirigeants et chef d'État... Et s'il ne s'agissait simplement que d'arriver à un état d'équilibre entre ces trois éléments de base d'un bon gouvernement ? Ainsi qu'entre ces trois autres, chacun correspondant à l'une des classes sociales de base de toute société traditionnelle : au moins un organe de représentation du peuple, au moins un organe de représentation des guerriers, et au moins un organe de représentation des sages ou anciens, pour dire les choses d'une façon aussi globale que succincte.

La mixité des différents organes constitutifs, ainsi que l'harmonie entre ces derniers, représenterait effectivement deux des caractéristiques les fondamentales d'un régime proprement idéal, cette fois selon Aristote, une notion qui nous aura d'ailleurs suivi jusqu'à aujourd'hui, à travers la notion de contrepoids politique, ou en anglais "checks and balances". Il faut croire que Platon et Socrate souscrivaient également à une telle perspective, en supportant par exemple le modèle gouvernemental offert par Sparte, qui en lui-même représente justement un exemple particulièrement éloquent d'organes politiques aussi bien conçus que balancés l'un par rapport à l'autre (voir la sur Sparte, dans les annexes).
balance entre différentes instances.

Pourtant, la seule mixité ne saurait suffire en elle-même à garantir la bonne marche d'un État, puisqu'elle s'avère présente dans un grand nombre, sinon une majorité de régimes ayant pu exister d'hier à aujourd'hui, et donc tant en Antiquité que durant l'époque moderne, sans que cela permette pour autant de qualifier une majorité ou même une minorité d'entre eux de "régimes idéaux"...

Et surtout, si l'atteinte d'une réelle harmonie entre les différents éléments constitutifs d'un régime donné ne pouvait donc être rendu possible que par l'atteinte d'un niveau supérieur sur le plan moral et sur celui des valeurs, comme ce pouvait être le cas à... Sparte, justement ?... Et comme cela tendrait à l'être encore davantage dans le cas d'un gouvernement par les sages ?

Et si, en d'autres termes, la différence entre un gouvernement idéal et un gouvernement standard ou médiocre se trouvait donc non pas tant au niveau purement technique et administratif qu'à celui des

valeurs et des idéaux eux-mêmes ?...

Démocratie ou timocratie : laquelle est véritablement la meilleure ?

Quand bien même on se poserait une telle à l'infini, une chose semble assurée, du moins dans le contexte actuel : si on lui en laisse vraiment le choix, le peuple tendra naturellement à finir par choisir la démocratie, et ne se résoudra à une autre option que s'il s'y voit forcé, que ce soit par la force armée ou par la force des choses. Le problème, c'est que comme Platon a pu le décrire, le régime qui suivra surtout à s'avérer une dictature, plutôt qu'une timocratie, tandis que pour plusieurs, voire pour une majorité de citoyens, on ne rechignera même pas nécessairement plus qu'il faut à avoir enfin un peu d'ordre revenir ainsi dans la société, dont il faut dire qu'elle finira effectivement par être ainsi purgée et purifiée des traces de toutes les mauvaises décisions qui auront pu se voir prises durant la phase démocratique. Et là encore, notons à quel point il est frappant de voir à quel point c'est précisément cela qui est en train de se dérouler sous nos yeux, au moment même où l'auteur écrit ces lignes.

Il ne semble donc pas y avoir grand chose que l'on puisse faire par rapport à ce processus, si ce n'est de diffuser autant d'éducation que possible à la population, que ce soit d'une façon plus globale ou plus technique (comme en ce moment !), et ce à la fois dans le but de le prévenir autant que possible, ou du moins en réduire la gravité, tout en se préparant à mieux faire face aux conséquences et aux implications que ce genre de transition pourra avoir dans leurs vies respectives.

Il faut tout au moins reconnaître un mérite de la démocratie, et c'est, sur le plan moral, de permettre aux gens de constater par eux-mêmes la conséquences de leurs propres actions, et de leur donner le meilleur contexte possible pour assumer celles-ci, dans la mesure où il ne leur reste plus qu'à reconnaître qu'ils n'ont qu'eux à blâmer. On peut évidemment avancer que même un tel constat est loin d'être à la portée de tout le monde, sauf qu'au moins, il leur est possible de le faire, contrairement à ce qui peut se passer dans un régime imposé par la force.

À moins bien sûr que l'on ne soit capables de faire suffisamment monter le niveau de conscience pour commencer par éviter de tomber dans ce piège ultime qu'est le retour à la tyrannie, puis de tirer parti de la liberté de choix et d'action optimales qui caractérise la démocratie pour faire ce qui ne s'est pas encore vraiment vu dans l'histoire, soit de renverser la vapeur par rapport à l'inexorable déchéance prévue normalement Platon, en se mettant donc à backpédaler" (!) à travers les régimes précédents, en prenant soin de sauter l'étape de l'oligarchie (!), pour s'ancrer plutôt dans une bonne timocratie digne de ce nom, ne serait-ce qu'en tant qu'étape intermédiaire, sur le chemin qui consisterait à remonter jusqu'à l'étape un, l'ultime régime idéal que s'avère bien sûr le gouvernement par les sages !!!...

On peut donc résumer la chose ainsi : la tyrannie est au final (à moins d'un idéal passage, vraisemblablement temporaire, par un idéal régime de monarque éclairé) une étape de transition vers la timocratie... À moins que la société ne s'efforce et se montre capable, pendant qu'on est encore en démocratie, d'en développer les valeurs (et encore mieux, de développer celles d'un gouvernement par les sage), par elles-même, en accéléré... ce qui aurait donc pour effet de sauver bien du temps, et surtout, bien des ennuis !!!

Au fond, cela vaut tout de même la peine d'essayer, non ?... Puis qu'après tout, qu'avons-nous à perdre, au point où nous en sommes ?...

Notons enfin qu'une telle transition de la démocratie vers la timocratie peut même tendre à se faire assez naturellement, et d'ailleurs commencer même avant que ne se soit plus techniquement concrétisé le basculement vers la tyrannie, comme on peut justement le constater en ce moment, puisque

techniquement nous sommes en guerre, ce qui tend comme de fait à entraîner, du moins jusqu'à un certain point, un certain fonctionnement timocratique.

Comment et où fonder un régime véritablement idéal... si ce n'est sur l'éducation ?...

À supposer que l'on souhaite réellement bâtir une société communauté idéale, et que pour ce faire, on commence, tout naturellement et en suivant notamment les recommandations de Platon, se baser à nouveau sur le modèle tripartite qui se sera historiquement vu caractéristique de tant de nations sur le globe (comptant trois castes de base, soit celles des travailleurs, guerriers et sages ou philosophes)... Et à supposer que l'on ait alors l'intelligence de comprendre que :

A) pour former quelque sorte de citoyen que ce soit, tout doit d'abord passer par l'éducation ;
B) chaque citoyen (et ultimement la société dans son ensemble) gagnerait à ce que celui-ci ait au moins une base éducative à chacun des trois niveaux concernés, cela impliquerait ainsi l'acquisition des connaissances et le développement des compétences suivant(e)s.

- Travailleur : connaissances de tout ordre, et ce tant d'ordre matériel qu'intellectuel ; patience, volonté, détermination, endurance, etc.
- Guerrier : valeur, force, rigueur, etc.
- Philosophe : connaissances morales, émotionnelles, spirituelles ; compétences associées à la sagesse et la maîtrise de soi, capacité de persuasion (notamment rhétorique), compétences de nature plus spirituelles, voire même magiques.

Et à partir de là, remarquons que :

- 1) Ce n'est sans doute pas pour rien, justement, que l'éducation constituait la pierre angulaire du régime de Sparte, tandis que c'est fort probablement en bonne partie grâce à elle si leur régime a pu se maintenir aussi longtemps !
- 2) On ne donnerait que d'autant plus de chances à ce que le sage et/ou philosophe puisse avoir se voir écouté et même suivi, plutôt que de se voir carrément étiqueté en tant que fou ou hérétique !!!...

Il y a deux sortes de régimes : ceux basés sur la force, et ceux basés sur la liberté

Et bien entendu, si on devait nous en donner le choix (!), qui ne préférerait pas, d'emblée et spontanément, vivre dans un régime basé sur la liberté, ainsi que sur le droit, plutôt que sur l'usage de la force ?...

Les régimes basés sur la force ne peuvent naturellement pas se voir considérés comme étant particulièrement intéressants en eux-mêmes, et au final, ne peuvent le devenir que dans la mesure et à condition qu'on puisse y retrouver un certain niveau de réelle élévation morale. S'ils ne reposent vraiment que sur l'emploi force et le maintien de la contrainte sociale, et si on n'y observe que des jeux et dynamiques de pouvoir, reconnaissons en effet qu'il n'y a pas grand chose de bien invitant de ce côté.

Ceci dit, si l'on considère chacun de ces deux régimes plus autoritaires que sont d'une part la timocratie et le despotisme éclairé, il y a un aspect positif, un développement potentiel qui est d'ailleurs nécessaire si l'on veut bâtir un régime véritablement idéal, qu'il s'agisse des idéaux et valeurs des guerriers, ou de la vision d'un dirigeant qui serait bel et bien éclairé. Et surtout, dans tous ces cas, le basculement vers l'ultime régime idéal, soit bien sûr celui d'un gouvernement par les sages, s'avère non seulement possible, mais potentiellement facilité, ou en tout cas davantage qu'en contexte démocratique, dans la mesure où il y a déjà "beaucoup de chemin qui a été fait" pour ce qui est de réancrer la population sur des valeurs et principes dignes de ce nom.

Rappelons pourtant qu'il demeurera sans doute toujours "contre-nature" (!) pour une population d'ainsi se hisser vers le haut, en passant d'un régime inférieur à un régime supérieur (toujours en se référant la hiérarchie platonicienne), assez exactement de la même façon qu'on peut remonter le courant, la tendance historique étant plutôt celle d'une dégringolade systématique du haut vers le bas, et ainsi d'une décadence aussi continuelle que perpétuelle, jusqu'à ce que la souffrance impliquée par la dictature vienne remettre un peu les idées en place !!!...

Tant qu'à tenir plus de Spartes que d'Athènes, pourquoi ne pas mieux reproduire leur modèle ?...

Le système actuel, en tant que démocratie représentative, s'apparente assez à celui de Spartes (et à plus forte raison à la République romaine), en tout cas davantage qu'à celui d'Athènes... or, on continue de se référer encore à Athènes, comme si nous en étions les dignes descendants, et les élèves modèles...

Pourtant, nous serions tout aussi loins de pouvoir être décrits comme de bons élèves du modèle spartiate, notamment compte tenu que comparé à ce dernier, et en nous référant, une fois de plus, à la perspective platonicienne, beaucoup trop de poids et d'emphase sont accordés à la composante populaire, tandis que les autres composantes, ou plus exactement, les organes institutionnels "non populaires" (Parlement et Cabinet dans nos systèmes parlementaires britanniques, tandis qu'à Spartes, on parlait plutôt de la gérusie et de l'éphorat, ainsi que de la double royauté), sont dans notre cas fort mal conçues, construites et employées (ce qui les emmène à finalement exercer leur pouvoir d'une façon qui est loin d'être saine, et qui s'avère en fait d'autant moins souhaitable qu'elle n'avait souvent pas été prévue ou anticipée au départ), tout comme le système dans son ensemble, ce qui est d'ailleurs aussi inévitable que compréhensible, le système se trouvant à tout bonnement résulter d'un processus historique d'évolution (ou de dévolution !) plutôt que d'une conception digne de ce nom, du genre qui serait donc fondée sur un examen approfondi de la question, et une décision en fonction de ce qui serait réellement le plus convenable, ne serait-ce que pour une époque précise de l'histoire, comme ça a pu être le cas par exemple dans le cas des législateurs mythiques que furent Lycurgues et Solon.

Un prototype de conseil des sages, à Sparte comme à Athènes ?

À Athènes comme à Spartes, les délibérations étaient préparées par un conseil, respectivement celui du Boulê et de la Gérusie : dans le premier cas, c'est le hasard qui en établit le membership, tandis que dans le second, c'est plutôt l'expérience...

Notons de plus qu'à Sparte, il y avait cette possibilité pour les gérontes de renverser une décision de l'Assemblée, de sorte que c'est ainsi cette forme de "conseil des sages" qui garde pratiquement le dernier mot.

Au niveau exécutif maintenant, on remarque que dans le cas d'Athènes, c'est encore là le Boulê qui fait le travail, tandis qu'à Sparte, ce sont les éphores, et remarquons à ce niveau qu'eux aussi sont tirés au sort, de telle sorte que les deux cités-états rivales partageaient cette particularité de laisser le hasard décider des membres de leurs exécutifs respectifs. Remarquons toutefois que les pouvoirs étaient tout autrement plus grands que ceux des membres du Boulê, qui ne faisaient réellement qu'exécuter les décisions de l'Ekklesia. Une fois de plus (cela s'ajoutant donc au fait que Sparte aura représenté l'une des toutes premières formes de "démocratie représentative", du moins pour ce qui est justement de l'éphorat), il est ainsi plutôt frappant de constater à quel point l'antique modèle spartiate pouvait s'apparenter à celui de nos démocraties modernes, ou l'exécutif ne se borne évidemment pas à ne faire "qu'exécuter" les lois et décisions prises par les législateurs !!!...

C'est donc là une deuxième différence majeure : le niveau de pouvoir accordé à l'exécutif : dans le cas

d'Athènes, il s'avère simplement responsable devant l'Assemblée, alors que dans le second, on parle de ni plus ni moins que d'un gouvernement au sens moderne du terme, dans le sens où la reddition de compte devant l'électorat s'avère passablement limitée...

Or comme les éphores ne se voient même pas enchaînés à la volonté d'une faction particulière de l'électorat, et que leur action politique n'a donc pas à dépendre de celle-ci, on peut s'attendre à ce que les mesures qu'ils pouvaient prendre soient bel et bien appliquées en fonction du pur et simple meilleur intérêt de la cité, plutôt que de toute autre considération, d'autant plus qu'ils se voient donnés tout le pouvoir et donc tout le loisir de le faire, dans la mesure où ils n'ont pas réellement à répondre de leurs actes.

Enfin, la limitation du pouvoir à une seule année empêche de rechercher le pouvoir dans son seul intérêt personnel, d'autant plus que l'origine citoyenne des éphores ne peut que les inciter à une certaine prudence, dans la mesure où ils ne pourront pas nécessairement compter sur leur puissance ou leur statut pour les protéger à la fin de leur mandat.

Quant à l'Athènes d'avant Solon, elle ne nous semble même pas mériter qu'on en parle ici, puisqu'il ne s'agissait finalement que d'une oligarchie dans tout ce que cela peut avoir de plus grossier, étant donné le caractère parfaitement cyclique des nominations faites par les classes supérieures (à travers le conseil de l'Aéropage) et dont le *membership* (soit la nomination au poste d'archonte) se voyait réservé aux classes supérieures.

Si en effet nous examinons d'un plus près cette très antique structure athénienne qu'était l'Aéropage, on peut constater que son principal problème s'avérait sa nature foncièrement oligarchique, tant de par sa composition (« *membership* ») que de par l'électorat auquel était réservé la nomination de ses membres. Si l'on avait pu remédier à cela, le notion de « conseil d'administration de la Cité » aurait retrouvé toute sa pertinence, sans même avoir du opter plutôt pour une démocratie (!), du moment où l'aurait moindrement s'assurer que la nomination de ses administrateurs soit basé non pas sur la richesse et le rang mais plutôt sur une forme ou une autre de sagesse, ne fut-ce qu'une « sagesse guerrière » du genre de celle qui pouvait donc caractériser les membres de la gérusie, son équivalent spartiate.

La notion d'un comité central de direction : incontournable en sociocratie comme en entreprise, ainsi qu'en démocratie représentative

Prenons une institution comme l'éphorat, et comparons-la un peu au genre de comité spécialisé que l'on peut chercher à établir, dans un contexte sociocratique. On parlerait ainsi d'un "comité" qui aurait cela de spécial qu'il serait chargé de l'exécutif d'une part, et d'autre part de l'administration courante en tant que telle... et ainsi d'un comité qui ressemblerait assez exactement à ce que l'on entend habituellement par un conseil d'administration. Et il y a d'ailleurs fort à parier qu'un tel mode de fonctionnement s'avère si pratique et fonctionnelle que, même en contexte sociocratique, on a sans doute déjà commencé à l'appliquer d'une façon ou d'une autre, quoique dans une mesure qui doit naturellement varier d'une communauté à l'autre. Au même titre d'ailleurs que, même chez d'actuelles "démocraties directes" comme en Suisse, on n'aura réussi dans les faits qu'à introduire le principe de référendums populaires, selon une fréquence de 5 ou 6 par années, tandis que le reste du temps, c'est encore une démocratie représentative "classique" qui se trouve à faire l'essentiel du travail.

Ainsi, que ce soit en contexte démocratique, sociocratique ou d'entreprise, la notion d'un comité central, analogue à l'éphorat spartiate, semble assez difficile à contourner. Se pourrait-il y qu'il ne s'agisse là que d'un principe de base de tout vrai bon mode de gouvernance ? Et qu'il ne s'agirait donc,

ultimement, que de veiller à ce que soit des sages en bonne et due forme qui soient invités à y siéger ?...

Freins, contre-poids et contre-pouvoirs (« checks and balances »)

On parle évidemment ici de quelque chose qu'il est pratiquement essentiel de prévoir dans tout système politique digne de ce nom, et que nous tentons (et parvenons même!) à faire nous-mêmes quoique d'une façon très limitée et déficiente, et donc à l'image de notre système de son ensemble!... Aussi, encore là, le mieux serait sans aucun doute de commencer par nous replonger dans le passé, et plus précisément de nous réaligner sur l'exemple spartiate (voir la section correspondante dans les annexes), où les contrepoids, comme tout le reste (!), s'avéraient au contraire aussi logiques qu'efficaces, ce qui n'a d'ailleurs pas si dur à comprendre ni à expliquer, compte tenu que leur système politique avait principe été conçu au départ avec cet objectif, et ce en principe par Lycurgue lui-même, et donc par un philosophe en bonne et due forme. Comment pourrions-nous donc trouver une meilleure illustration du fait que c'est aux sages et philosophes qu'il devrait revenir de décider, NE SERAIT-CE QUE pour ce qui est de la conception même de nos régimes politiques!!!...

Sparte n'était pas nécessairement ou exactement parfaite...

On pourra facilement me répondre que le film 300 n'est justement qu'un film, en plus de n'être pas dénué d'une certaine saveur hollywoodienne, et pourtant, j'ose prétendre que les machinations politiques qu'on peut y observer, et plus fondamentalement l'opposition entre idéalisme et réalisme, nous démontrent que même Sparte elle-même n'était pas exactement à l'abri de la corruption ni de la démagogie, quoiqu'il serait tout aussi simple de constater que ces éléments moins souhaitables (ainsi que l'approche plus réaliste en tant que telle) pourraient fort aisément se voir attribués plus spécifiquement à la composante démocratique du régime spartiate... Il ne m'en serait pas moins facile d'imaginer Platon répondre à cela quelque chose comme : « voilà ce qui arrive quand on donne le pouvoir à d'autres que des philosophes, et donc notamment à des guerriers, fussent-ils de la qualité la plus supérieure qui soit, comme à Sparte!! »...

Si démocratie il doit y avoir...

...serait-ce vraiment trop demander qu'elle puisse au moins avoir le mérite, comme en Suisse ou même à Sparte (quoique leur équivalent de l'Ekklesia ne représentait qu'un organe politique parmi d'autres, ce qui d'ailleurs est sans doute idéal en soi) d'être directe, et donc pure et réelle, plutôt que d'être faussée à la base par le fait qu'elle soit représentative ?...

Ou s'il doit y avoir de la démocratie représentative, qu'il ne s'agisse encore là que d'une composante parmi d'autre, et qui sera donc contre-balançée par d'autres, et notamment par une composante de démocratie directe (comme à Spartes, bien entendu, quoi que l'on puisse également citer l'exemple de plusieurs autres cités antiques, et même de Rome, quoique dans une mesure tout autrement moindre)...

Mais surtout, si démocratie il doit y avoir, serait-ce trop demander qu'on ait veillé à ce qu'elle soit elle-même limitée et contre-balançée, comme à Sparte, justement!... Car toute démocratie purement et simplement laissée à elle-même, qu'elle soit de nature représentative ou directe, est vouée à la perte, comme nos systèmes modernes ne sauraient sans doute mieux le démontrer.

Au fond, pour que la démocratie puisse fonctionner, elle a surtout besoin de se voir tempérée, comme les enfants dans une maisonnée, par une quantité suffisante de sagesse, ainsi que d'un certain nombre de valeurs, dont notamment plusieurs des valeurs spartiates et donc typiquement guerrières, à commencer par le sens de l'honneur, la rigueur, la patience et l'endurance.

En communauté intentionnelle et en sociocratie... c'est au moins tout aussi vrai!!!...

J'ose enfin affirmer que de tels constats peuvent tout aussi bien se voir appliqués même au contexte d'une communauté intentionnelle, et notamment à l'approche sociocratique elle-même. J'en veux d'ailleurs pour preuve l'évènement suivant, qui m'est personnellement arrivé lorsque j'avais suivi une formation livrée par Diana Leafe Christian, auteure du livre « Vivre autrement », experte, leader et référence mondiale # 1 en matière de démarrage de communautés intentionnelles, et grande promotrice de l'approche sociocratique.

Je me souviendrai toujours en effet d'un certain exercice qu'elle nous avait emmenés à faire, et où il nous avait été donné de réorganiser un ensemble d'items (je crois qu'il s'agissait de feuilles de papier sur laquelle étaient inscrites telle ou telle chose), et plus précisément, de trouver une façon d'y arriver en groupe. Mon réflexe aura donc été, tout naturellement (du moins en mon sens!), de commencer par bien examiner la chose, puis d'essayer de comprendre quels étaient les « patterns », dans les inscriptions sur ces documents pêle-mêle, afin de pouvoir d'autant mieux déterminer la meilleure façon de les réorganiser. En quelques minutes, j'étais ainsi parvenu à une façon de faire des plus efficaces, d'autant plus que cela tombait assez exactement dans mes forces, or quelle ne fut pas ma surprise, lorsque j'ai fait part au groupe de ma proposition, de voir celle-ci essentiellement ignorée, tandis que tout le monde se mettait à écouter telle personne parlant plus fort, avec une meilleure élocution ou un meilleur charisme, et faire ensuite ce qu'elle pouvait dire. Mais surtout, quelle ne fut pas ma surprise en remarquant, à la toute fin, que la façon de faire préconisée par Diana elle-même se rapprochait tout autrement plus de la mienne!!!...

Voici un autre exemple des limites intrinsèques de l'approche sociocratique : on peut sans doute régler bien des choses en sociocratie (ou même en démocratie), mais pourrait-on, avec un groupe sociocratique typique, et donc à partir de "gens ordinaires", arriver à concevoir, par exemple un i-phone, ou n'importe quel autre gadget technologique moderne (voir d'ailleurs la prochaine sous-section) ? Poser la question, c'est évidemment y répondre.

Au fond, pourquoi ne pas avoir l'honnêteté de reconnaître que s'il est une véritable force de la sociocratie, c'est d'abord et avant tout le fait que la composante démocratique en tant que telle (soit typiquement l'assemblée générale), soit elle-même tempérée, et même potentiellement très fortement tempérée, par les comités spécialisés, chargés de prendre en charge tel ou tel aspect de la vie communautaire, et qui en principe et jusqu'à un certain point, sont eux-mêmes sensés se voir constitués « d'experts », ou du moins, de gens qui sont réellement intéressés (voire même passionnés) par le domaine en question.

Et pour nous permettre d'ouvrir ici une petite parenthèse technologique...

On entend de plus en plus les gens se plaindre, peut-être un peu trop vaguement et globalement, de la technologie, alors qu'il serait sans doute déjà plus exact et approprié de se plaindre de l'usage qu'on peut en faire, et tout particulièrement de la place toujours croissante qu'elle peut occuper dans nos vies... Mais sinon, en tant que tel, la technologie, est-ce vraiment ce qui va le plus mal dans notre société, ou ne pourrait-on pas au contraire arguer que c'est encore ce qui va le mieux? Et ce précisément parce qu'à ce niveau, à tout le moins, on aura pris soin de laisser les experts travailler, ensemble et de façon concertée et organisée, sans devoir constamment tenir compte de l'opinion de tout un 99% de la population qui pourtant n'y connaît absolument rien, ne serait-ce que pour ensuite pouvoir d'autant mieux livrer à celle-ci, sur un beau plateau d'argent, les fruits de leur labeur, et qui ne doivent toujours bien pas être si mauvais que ça, à en croire le fait que non seulement ils se seront aussitôt vus adoptés de tous, mais ce à un tel point que tous en seront littéralement devenus dépendants, et ce d'une façon telle que cela est en train de changer le cours de l'histoire d'une façon peut-être plus

significative que jamais?...

faire leur travail, et nous livrer ainsi les meilleurs fruits de leur travail,

La démocratie, c'est comme pour les recettes de cuisine : pour que ce soit réellement bon, ça part avec la qualité et la fraîcheur des ingrédients!!!...

Ça n'est pas exactement nouveau, et c'est même un principe de base d'à peu près toutes les religions ou traditions spirituelles : à la base, les hommes « normaux » (!) sont pour ainsi dire esclaves de leurs désirs, de leurs passions, de leurs pulsions, de leurs tentations, ou autrement dit de leurs faiblesses.

Or au fur et à mesure que le peuple se « purifie », plus précisément en s'élevant philosophiquement, moralement et spirituellement au-dessus de cet état originel où il est si proche de l'animal, il ne peut faire autrement que, par correspondance, de se choisir des leaders qui sont toujours plus « élevés » en terme de qualité générale, et que ce soit plus spécifiquement à un niveau plus pratique, organisationnel, politique, ou même purement idéologique, moral et spirituel.

Au niveau des communautés intentionnelles, le parallèle suivant peut se voir établi : le pouvoir peut-être y dévolu de tous, mais seulement si on aura su s'assurer au préalable (plus spécifiquement au moyen de critères d'admission dressés en ce sens) que tous ceux qui seront autorisés à rejoindre la communauté soient suffisamment bien éduqués et intentionnés. Les conditions de bon fonctionnement d'une société dans son ensemble, d'une simple communauté intentionnelle ou même d'un authentique gouvernement par les sages sont donc essentiellement les mêmes : dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de voir à ce que les personnes qui seront autorisées à prendre des décisions soient justement "dignes" de le faire.

En résumé, c'est bien beau de parler de formes de rendre la prise de décision aussi ouverte, inclusive et participative que possible, qu'il s'agisse donc de démocratie à plus grande échelle, de démocratie directe à moyenne échelle et de sociocratie à plus petite échelle, sauf que dans les faits, tout cela ne pourra même moindrement bien fonctionner que dans la mesure où l'on aura d'abord su s'assurer que les membres de tels ensembles soient suffisamment bien éduqués et consciencisés pour être en mesure d'ensuite bien exercer le pouvoir qui leur est confié.

Dans une société non conçue par les sages, même le sage peut se voir perdu, d'ailleurs il le sera fort probablement et même presque assurément

Sans les sages pour non seulement arbitrer ou même orienter le débat public, mais pour carrément le faire naître, le sculpter et le diriger, la politique ne peut que se voir le théâtre des continuelles tensions, voire affrontements entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le contestent, tandis que le sage peut dans ce contexte se voir forcé de prendre parti tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre.

C'est que c'est justement cela par excellence qui est sensé être la définition du sage, soit celle de savoir voir et atteindre un équilibre entre les position "yin" et "yang", pour ainsi dire, que ce soit au niveau politique ou ailleurs, et c'est évidemment ce pourquoi Platon suggère au départ que c'est à eux que le pouvoir devrait être confié au départ...

Le véritable problème peut-il vraiment s'avérer quelque système que ce soit, ou ne se trouve-t-il pas plutôt à résider dans le peuple, la population, et donc les gens eux-mêmes ?

De même, devrait-on vraiment accorder quelque attention que ce soit aux individus qui gravitent au sein de nos systèmes politiques, quand on sait que ces derniers ne représentent en bout de ligne que le reflet de la population qui les a justement élus, ou se trouve à les soutenir d'une façon ou d'une autre ?

Prenons par exemple le cas d'Hitler. Qu'y a-t-il vraiment de si particulier dans un tel individu ? Le monde ne regorge-t-il pas de fous à lier prêts à tuer tout ce qui bouge, et notamment pour des raisons impliquant la race ou la religion ? Et n'est-ce pas d'ailleurs ce que le cas de Brevik en Norvège (voir l'article suivant : https://en.wikipedia.org/wiki/Anders_Behring_Breivik), est venu si clairement nous rappeler, tout en démontrant d'ailleurs à quel point il peut s'avérer facile pour l'extrémisme raciste de reprendre pied en Europe, où il semble justement avoir d'assez solides racines ?

Ainsi, la véritable question, dans tout cela, ne s'avère-t-elle pas de savoir qu'est-ce qui peut amener la population, ou ne serait-ce qu'une partie de celle-ci, à accorder quelque crédibilité que ce soit à des types comme Hitler ou Brevik ? Car dans ce cas, ne faudrait-il pas en déduire qu'il y a au moins un segment de la population qui s'avère aussi désaxée que ces derniers, pour en venir à se rallier derrière eux, malgré tout ce qu'on peut savoir à leur sujet ?

Autrement dit, la véritable question, pour ce qui est d'expliquer l'erreur nazie, a-t-elle vraiment quoi que ce soit avoir avec la personnalité d'Hitler en tant que telle, ou ne devrait-elle plutôt porter à se demander qu'est-ce qui, au juste, a bien pu pousser la population à porter au pouvoir un maniaque tel que lui ? Car si c'est une chose qu'il existe des maniaques, n'en est-ce pas une autre, et tout autrement plus grave, que la population elle-même en vienne à accorder son support à de tels individus ?

Et pour dire les choses de façon quelque peu plus crue, si c'est déjà un problème qu'il y ait des malades, pourrait-on pourtant concevoir un pire problème que de voir la population elle-même s'avérer assez malade pour se laisser diriger par ces derniers ?

Mais si, ultimement, le problème ne réside que dans le peuple, alors à quoi bon tenter même de quelque système que ce soit?...

Voilà en effet une mentalité qui est malheureusement devenue aussi courante que simpliste, notamment au sein des cercles spiritualistes, où l'on prend une joie un peu trop béate à se rabattre par exemple sur cette citation de Gandhi : « *sois le changement que tu veux voir dans le monde* », ou encore celles-ci, encore plus générales : « *le changement part de l'intérieur* », ou « *il faut savoir se changer soi-même avant de changer le monde* »...

Loin de moi l'idée de contester la véracité de telles paroles, d'ailleurs, et ce d'autant plus qu'elles ne sauraient sans doute mieux résumer le propos que j'ai pu tenter de tenir ici, et notamment à travers les dernières sous-section! C'est juste que justement, avec le genre de simplisme qui est un peu trop typique de la race humaine, on a un peu trop vite fait de faire de ce genre d'axiomes des dogmes, dont on peut naturellement s'attendre ensuite à ce qu'ils aient eux-mêmes tôt fait d'exclure et proscrire toute discussion ou toute tentative de nuance à ce niveau.

Car remarquons en effet que le corollaire naturel de ce genre de formulation est d'enchaîner en alléguant que « de toute façon, il n'y a pas de système parfait », puisqu'au bout du compte, « tout ce qui compte, ce ne sont pas les systèmes, mais bien les gens »...

Sauf qu'à croire ceux qui raisonnent ainsi, ça ne sert tout simplement à rien de faire des réformes, ou même d'essayer d'en faire !?!... Et je suppose que tout réformateur est conséquemment inutile et accessoire? Et qu'on pourrait d'ailleurs en dire autant de toute forme de révolution? Et que toute personne qui essaie même un tant soi peu d'améliorer ou corriger les choses, au niveau politique, ne se trouve en fait qu'à perdre son temps, et en plus à nous faire perdre le nôtre? Alors pourquoi ne pas simplement laisser les choses, ou en fait la chose politique dans son ensemble, dévoluer et s'envenimer de plus en plus et le plus vite possible, tant qu'à cela, assez exactement comme nous sommes en train de le faire

en ce moment, justement?... Car si l'inexorable processus de décadence politique, d'un régime à l'autre, tel que prévu par Platon, ne peut faire autrement que de nous mener à la tyrannie, pourquoi ne pas s'y rendre directement et sans délai, comme nous semblons précisément le demander présentement de par notre inaction et notre inconscience, justement?

Alors à nos grands « professeurs de conscience » : êtes-vous bien certains d'être vous-mêmes bien certains du genre de conscience dont l'humanité a le plus cruellement besoin, en ce moment? Comme si la conscience était quelque chose d'unidirectionnel et unidimensionnel, et qui ne pouvait donc s'appliquer qu'à certains niveaux, comme celui de la spiritualité, de l'environnement ou de la « conscience sociale », mais certainement pas à la politique, comme si c'était en fait proscrit que d'essayer de mettre un peu de lumière là où cela fait justement le plus défaut?... Et comme si, pour enfin reprendre le propos de ce livre, c'était vraiment trop demander que les gens puissent se rendre à un point où ils auraient eux-mêmes au moins assez de sagesse et de conscience politique pour être capable de reconnaître un vrai sage, un vrai philosophe politique quand ils en voient un, et à partir de là, de lui faire confiance et le laisser les guider au moins un peu, plutôt que de s'empresse de le ridiculiser et d'en faire un paria? ...

Parmi les leçons à retenir des...Voyages de Gulliver (de Jonathan Swift) !...

D'une façon qui ne saurait sans doute mieux faire écho à ce que nous venons d'établir ici-haut, parmi les leçons que Swift aura manifestement cherché à nous faire passer à travers son fameux livre, le mode d'organisation politique, ou autres termes la collectivité, importe au moins autant que la volonté et l'aptitude individuelle, qui elles pourraient être vues comme ayant été plutôt mises en valeur dans Robinson Crusoë. Toutefois, il n'y est pas moins rendu clair que l'efficacité d'un mode d'organisation politique se voit ultimement limitée par les faiblesses et travers de ses membres.

Comme quoi, à peu près comme dans toute chose, on peut surtout voir, d'une part à travers la notion du choix et de la conception du système de gouvernance, et d'autre part à travers celle du niveau d'éducation et d'évolution de ses membres individuels ou citoyens, qu'il se trouve à y avoir deux forces et réalités, potentiellement opposées, mais surtout intrinsèquement complémentaires, et qu'il s'agit donc surtout de savoir mettre en équilibre l'une par rapport à l'autre !...

La dystopie : quelle meilleure façon d'illustrer la nécessité d'un gouvernement par les sages!!!...

Il est tout de même frappant de voir à quel point la notion de dystopie semble pouvoir s'appliquer à la société actuelle, et ce à plus d'un niveau ; en voici d'ailleurs quatre exemples, et notons que cette liste pourrait fort aisément se voir bonifiée !...

- 1) Une des caractéristiques de base des systèmes dystopiques s'avère en fait leur inaltérabilité.
- 2) La lutte contre la dystopie passe typiquement (l'exemple le plus notable étant sans doute celui du film La Matrice) par la révolte d'un héros retrouvant la lucidité et prenant ainsi compte de ce qui se passe réellement... Cela ne représente-t-il pas d'ailleurs qu'une nouvelle application de l'allégorie platonicienne de la caverne, où le philosophe doit, pour retrouver la vérité, commencer par réaliser que celle qu'on lui avait présentée comme telle n'était justement qu'une illusion.
- 3) S'il y a eu une utilité cruciale des livres ou films s'inscrivant dans le genre dystopique, on pourrait dire ici que c'est celui d'on ne peut mieux nous démontrer à quel point il peut s'avérer désastreux de laisser la société se "développer", et à plus forte raison d'une façon typiquement aussi exponentielle que chaotique, à certains niveaux en particulier (soit notamment au niveau technologique, économique et politique), sans que l'on ait d'abord pris soin de mettre l'homme à l'abri

de ses tendances les plus dangereuses, en commençant justement par concevoir d'abord en ce sens quelque forme que ce soit de système politique. Autrement dit, une dystopie, c'est encore la meilleure façon de réaliser ce que cela peut réellement coûter, au final, que de faire l'économie d'une politique qui serait au départ fondée sur la sagesse.

4) Il est important de distinguer le conditionnement et plus globalement la déséducation pour fins de contrôle, typique de la dystopie, de l'apprentissage et de l'éducation qui doivent représenter la base de toute utopie digne de ce nom, si celle-ci doit avoir une quelconque chance d'être réalisée, à un niveau ou un autre.

Comment la question environnementale ne fait elle aussi qu'on ne peut mieux démontrer le propos que je tiens ici.

Au fond, en continuant à revendiquer le « droit » à continuer de vivre comme nous le faisons, et conséquemment, à continuer à nous gérer nous-mêmes de façon démocratique, qu'est-ce que nous nous trouvons à revendiquer, au juste? Si ce n'est le droit de continuer à détruire la planète? Et notamment à à nous-mêmes ainsi nous précipiter vers notre propre extinction?

Os se plaint fréquemment du manque de conscience environnementale... Et si le véritable problème, c'était plutôt le manque de conscience tout court? Et notamment le manque de conscience d'à quel point notre mode de gestion politique peut s'avérer intrinsèquement dysfonctionnel, et à ce à partir de sa base même, soit justement celle qu'on se trouve encore à vénérer, sous le nom de démocratie?...

Sommes-nous destinés, sous l'effet de notre propre action délétère, à une mort lente ou rapide ? Qu'importe, puisque cette humanité, et donc l'humanité sous sa forme actuelle, finira donc par mourir d'une façon ou d'une autre, pour la simple et bonne raison qu'il ne peut simplement pas en être autrement, car qui ne sait pas qu'il n'est tout simplement pas possible de continuer à vivre comme nous le faisons. Ce que l'on pourrait d'ailleurs reformuler en concluant que l'humanité actuelle n'est simplement pas DIGNE de continuer à exister, du moins sous sa forme actuelle...

Et quand on y pense moindrement, on ne peut que convenir que la fin de cette humanité, ce serait encore la meilleure chose qu'il pourrait arriver, que ce soit pour la planète elle-même ou pour les prochaines civilisations qui pourront la peupler... du moins à condition, si au moins une portion de l'humanité devait survivre à ce s'en vient, que l'on ait pu ou su conserver le meilleur de ce qui a pu se faire et se concevoir jusqu'ici, en terme de connaissance, et surtout, de sagesse!!!...

À partir de là, à quoi bon revendiquer de petits, ou même de gros changements politiques? Puisque de toute façon, ce qui s'en vient, que nous le voulions ou non, et ce notamment en raison de notre propre inconduite, sera un changement d'une ampleur totalement sans précédent... Or ne faut-il pas à tout le moins reconnaître que, pour qui est réellement assoiffé de changement, on ne pourrait donc justement pas demander mieux?!?...

CHAPITRE SIX : PEUPLE VS PHILOSOPHE

L'hérétique : une désignation par trop typique du philosophe ?...

L'aristocratie platonicienne, ou tel que désignée ici, le gouvernement par les sages, cela revient donc à ce que le sage ou philosophe, ou en d'autres termes le véritable "meilleur" (d'où le sens originel d'aristocratie, ou gouvernement par les meilleurs) soit pratiquement porté au pouvoir, plutôt que de se voir systématiquement victime des dynamiques de groupes, de stigma, de ridicule, de bouc émissaire, de chasse aux sorcières à l'hérétique.

Pour ne considérer en guise d'exemples en ce sens que le cas des Cathares et des Templiers, remarquons en effet que les accusations de sorcellerie (totalement infondées dans le premier cas, et presque totalement infondées dans le second), avaient des origines bien séculières, qu'il s'agisse du peuple dans le premier cas, ou d'un roi dans le second. Dans un cas comme dans l'autre, on n'aura ainsi pas hésité à sacrifier des regroupements qui non seulement étaient essentiellement innocents de ce dont on les accusait, mais qui en plus s'avéraient passablement plus évolués que leurs semblables au niveaux spirituel et philosophique. Ce qui démontre que les "non-philosophes" n'hésitent pas à s'improviser ou s'auto-déclarer comme étant soudainement très compétents en la matière, du moins du moment où il s'agit de juger ceux qui le sont réellement, et plus précisément pour les accuser d'être le contraire de ce qu'ils sont, justement.

Et si, en considérant plus globalement le cas des chasses aux sorcières au Moyen-Âge, et du moment où l'on prend ainsi en compte le fait que l'essentiel des condamnations au bûcher seront provenues non pas de l'Inquisition ou de l'Église elle-même, mais plutôt de la justice séculière et des tribunaux de région, la notion de "sagesse du peuple" (!) en prend un coup d'autant plus dur !!!... Et en autant que ce dossier peut être concerné, on peut ainsi constater que l'Église aura eu le dos large en se voyant principalement attribuer, du moins au niveau du jugement et des leçons que "l'histoire officielle" auront pu en retirer, la responsabilité de crimes et d'aberrations qui ne se trouvaient pour la plus grand part à n'avoir nul autre origine qu'en le peuple lui-même !!!...

En autant que le peuple est donc concerné, de la différence à la stigmatisation, il n'y a qu'un pas, et il n'y en a qu'un autre, et tout aussi vite franchi, entre celle-ci et la persécution.

Une telle dynamique prend-elle d'abord sa source dans la nature humaine elle-même ? Ou se trouve-t-elle surtout à s'inscrire parmi les phénomènes de masse désignés sous le terme d'hystérie collective ? Sans doute est-ce un peu des deux, la psychologie nous ayant appris, à l'issue du débat entre "nature vs nurture", que c'est toujours un peu des deux qui se trouve à expliquer le comportement humain, notamment dans la mesure où ces deux éléments peuvent interagir l'un par rapport à l'autre, depuis le moment même de la conception humaine.

Une chose est sûre en tout cas : le peuple s'avère une entité tout ce qu'il y a de plus potentiellement dangereuse, du moins et notamment pour le philosophe, qui tend naturellement à avoir des idées un peu trop différentes, et conséquemment, hérétiques.

L'adversaire premier de l'hérétique : le dogme

Si en effet le dogme peut s'avérer si indésirable, du moins en contexte politique, c'est en raison :

- 1) de son imperméabilité à la vérité
- 2) de sa tendance inhérente à vouloir supprimer toute perspective contraire ou même différente.

En ce sens, le véritable ennemi à combattre, du moins pour quiconque chercherait réellement à favoriser, tôt ou tard, l'avènement d'un véritable gouvernement par les sages, ne serait-il pas le dogmatisme lui-même, plutôt que l'hérésie ?

Et pourtant, à combien de reprises, l'hérésie est-elle par la suite devenue orthodoxie ?...

Il faut avouer qu'un tel constat semble s'appliquer disons plutôt bien aux cas suivants, pour ne citer d'ailleurs que ces derniers : Galilée, Darwin, Einstein... et il faut évidemment reconnaître que ce sont en fait loin d'être les plus anodins !!!...

D'ailleurs, pourquoi ne pas mentionner celui de Jésus lui-même, pendant qu'on y est ?...

Il semble que ça en devienne même une sorte de pattern qui serait donc inscrit dans l'ordre naturel des choses... et ce à un tel point, d'ailleurs, qu'il a pu se voir décrit avec succès, dans la culture populaire, d'au moins deux façons que nous souhaiterions rapporter ici :

1) Le proverbe anglais suivant : "*First they ignore you, then they laugh at you, then they fight you, then you win.* »

2) Le livre Foundation, d'Isaac Asimov, ou l'évident équivalent du sage, philosophe et savant (Harry Seldon) ne peut qu'en venir à la conclusion qu'il lui faut démarrer une nouvelle société à plus petite échelle, basée sur les meilleurs éléments de la connaissance qui aura jusque là pu se voir accumulée au sein de l'Empire galactique, sachant pertinemment que ce dernier s'entêterait systématiquement à faire fi de ses avertissements, s'il devait tenter d'ainsi prévenir son imminente auto-destruction.

L'ingratitude n'est même pas réservée qu'aux philosophes : parlez en à Scipion l'Africain !...

Si l'on devait douter de l'ingratitude que le peuple peut avoir envers ses philosophes, qu'il suffise de voir à quel point il peut l'être même envers ses plus illustres guerriers !! Qu'on en prenne pour preuve ces dernières paroles que Scipion l'Africain a pu faire inscrire sur sa tombe, qu'il a d'ailleurs pris soin de faire creuser en Afrique plutôt qu'à Rome, dont il ne voulait pour ainsi dire "plus rien savoir" (!), après avoir vu que l'ultime service qu'il aura rendu à sa patrie, en la libérant de la menace de Carthage, sa mortelle et plus ancienne ennemie, ne lui aura servi qu'à se voir l'objet d'incessantes luttes de pouvoir : "adieu, patrie ingrate !"...

La sagesse populaire, notamment en contexte démocratique : est-ce que ça se peut ? Et si oui, dans quel contexte ?

Historiquement, la sagesse populaire ne se commande pas, mais tend plutôt à s'avérer en effet le fruit d'un contexte socio-politique particulier. Plus précisément, il semble qu'il faille qu'un peuple ait souffert ou qu'il anticipe de souffrir pour qu'il puisse trouver ou retrouver une propension à la sagesse... Inversement, cela peut aussi se voir lorsque peut être envisagée une hausse majeure du niveau de vie ; dans un cas comme dans l'autre, une telle propension ne peut apparemment qu'être attribuée au désir de voir sa condition améliorée de façon significative, que ce soit pour s'affranchir d'un état plus difficile, ou pour accéder à un état meilleur que celui que l'on peut avoir, et ce de façon significative (car

autrement, les propositions de réformes sont simplement ignorées). Autrement, pour dire les choses en bon québécois : "*je pense bien qu'on peut oublier ça !!!*".

La sagesse, c'est aussi (et surtout) de savoir reconnaître qui est plus sage que soi

Si les citoyens d'une quelconque démocratie devaient TOUS, soudainement (!), atteindre un niveau supérieur d'élévation cognitive, psychologique, morale et spirituelle, cela ne reviendrait en bout de ligne qu'à rendre possible le rêve platonicien du régime aristocratique au sens littéral du terme, dans la mesure où ceux-ci, selon toute vraisemblance, se trouveraient alors à non seulement ne pas éprouver de problème à être dirigé par ceux d'entre eux qui s'avèreraient véritablement les mieux placés pour exercer cette fonction, mais à carrément rechercher cet état de choses.

CHAPITRE SEPT : À PETITE ÉCHELLE, C'EST DÉJÀ UNE TOUTE AUTRE HISTOIRE !

Ce que nous montre le cas des communautés intentionnelles, et plus anciennement, le thing germanique ainsi que la démocratie directe telle qu'anciennement pratiquée dans les cantons suisses, et à la limite à Athènes, ou même à Sparte

Il semble bien que la démocratie puisse tout de même fonctionner relativement bien, à condition qu'elle se voit pratiquée à petite échelle, quoique encore là, l'idéal soit qu'elle se voit alors complémentée par d'autres structures ou composantes, comme à Sparte, tandis que dans le thing germanique, il y a disons fort à parier que le roi ou chef, ainsi que le « speaker », pour ne citer que ceux-ci, exerçaient vraisemblablement un rôle plus prépondérant et se rapprochant justement, dans le dernier cas, à celui du « sage » (voir les articles concernés, dans les annexes).

Et rappelons par ailleurs qu'à Athènes même, il y avait dans les faits, cette assomption non-écrite à l'effet que seul un spécialiste pouvait suffisamment de crédibilité à s'exprimer par rapport à un sujet spécifique : par exemple, si quelqu'un devait prendre publiquement la parole concernant la construction navale, sans pour autant être lui-même constructeur de bateaux ou pourvu de connaissances spécifiques à ce sujet, il risquait surtout la dérision automatique, plus qu'autre chose... Un principe qui n'est pas sans rappeler le fait que, même dans les éco-communautés, et plus précisément dans le cadre de l'approche sociocratique qui y fait de plus en plus figure de nouvelle norme, c'est d'abord aux comités spécialisés, et non à l'assemblée générale (qui se réunit d'ailleurs beaucoup moins souvent) de se prononcer sur telle ou telle particularité technique relevant justement de leurs champs d'expertise respectifs.

Ainsi, dans les institutions que l'on peut retrouver naturellement à petite échelle, et qui tendent donc à être de nature démocratique, on peut arguer qu'en plus du "simple peuple" (!), les deux autres composantes d'un bon gouvernement seront également présentes, dans la mesure où l'on peut s'attendre à ce qu'il y ait toujours des membres plus influents, ce qui correspond donc à l'élite (traditionnellement guerrière d'une part, et d'autre part épiscopale, magique ou en tout cas plus ou moins "sage"!), tandis qu'il y a typiquement une personne chargée du rôle d'arbitrage et du maintien de l'harmonie ainsi que de la tradition, qu'il s'agisse du chef d'État ou du "speaker" du thing, l'ancêtre du président d'assemblée, dans nos système parlementaires britanniques.

Mais surtout, à petite échelle, les différents acteurs que sont les citoyens, guerriers, sages et experts risqueront, du moins en bonne partie, de se fondre l'un dans l'autre... de sorte que cela peut même devenir fourvoyant et inapproprié de parler d'un tel système plutôt qu'un autre, puisque les différents régimes politiques peuvent pour ainsi dire cohabiter et se chevaucher, quoique l'un risque de s'avérer plus prépondérant que l'autre, dépendamment de la communauté en question.

Et pourquoi la démocratie fonctionne-t-elle tout autrement mieux à petite échelle ?

En guise d'introduction à cette sous-section (!), voici quelques notes que j'avais à l'époque prises en anglais...

"Why is it nearly impossible to reform modern large-scale democracies ?

More people means more pressure to the bottom...

Structures have to be more complex, and thus become more complicated to change.

Also, at a smaller scale people are more likely to feel concerned by what happens in their community, and thus to be willing to get involved in it."

Donc premièrement, moins de gens veut dire moins de "passions" et donc de jeux de pouvoir, et globalement moins de "pression vers le bas"... Deuxièmement, les gens tendent alors à mieux se connaître, et plus précisément à se connaître réellement, ce qui constitue donc une bonne protection contre la démagogie, tandis que dans un contexte de démocratie représentative, plus les élus sont près de leur peuple, et moins ils ont d'ailleurs de gens à représenter, plus ils seront portés à leur offrir un bon service. Et il faut dire que le peuple dispose alors de tout autrement plus de réel pouvoir, ne serait-ce que pour ce qui est, le cas échéant, de déterminer la composition de l'équipe dirigeante.

La plus grande simplicité des enjeux et donc des décisions à prendre, en contexte tribal, doit également aider... Mais même là, les risques sont les mêmes que pour la démocratie à plus grande échelle, que l'on pourrait décrire comme la vision restreinte et à court terme, facilitée par la démagogie, tandis que des institutions parlementaires, qu'elles soient modernes ou ancestrales comme les things, sont également vulnérables aux problèmes inhérents aux oligarchies, puisqu'elles se trouvent à inclure également des composantes relevant de tels systèmes.

Disons enfin qu'à plus petite échelle, il est vraisemblablement plus simple pour un réel sage d'être reconnu comme tel, et de voir son influence politique accrue en conséquence de cette qualité.

Inversement, dans une démocratie à grande échelle, le désintérêt et l'abrutissement du plus grand nombre, souvent systémique, engendrent une telle pression "vers le bas" qu'un réel avancement devient rapidement très difficile à envisager, voire impossible, tandis que la chute, ou plutôt le retour vers la dictature ne peut alors que se montrer d'autant plus incontournable.

Au fond, c'est à grande échelle que se perd la sagesse, tandis que les structures deviennent aussi complexes et abstraites que la notion de les changer, de les faire évoluer, et ultimement de faire en sorte qu'elles demeurent pertinentes et équilibrées l'une par rapport à l'autre...

Alors qu'à petite échelle, non seulement ces problèmes tendent à disparaître d'eux-mêmes, mais les structures se trouvent à se fondre l'une dans l'autre de sorte qu'elles deviennent inutiles, ou alors très simples, comme le démontrent le cas de la sociocratie et des things.

En fait, dans de plus petites communautés, tout tend à se faire d'une façon plus démocratique, tandis que plus s'accroît la taille de la population ou du domaine, plus on se trouve à évoluer vers des dynamiques oligarchiques, comme ne saurait sans doute mieux le révéler la mutation progressive du thing vers le witan, en Angleterre, ou plus globalement, en Occident, par le remplacement des démocraties directes par des démocraties indirectes, ou en d'autres termes représentatives.

Or, comme nous l'avons relevé plus haut, cela s'accompagne à peu près systématiquement d'une baisse du niveau de sagesse et d'une hausse de la complexité des structures et de l'administration.

Deux solutions semblent donc possibles : augmenter le niveau de sagesse de la population, ou revenir à des communautés de plus petites tailles, tandis que l'idéal serait évidemment de combiner ces deux avenues.

Il faut d'ailleurs reconnaître que toute nation ou tout régime politique tend naturellement à s'avérer plus petit à ses débuts, et à croître par la suite, jusqu'à finir par atteindre les limites de sa croissance, au

moment où l'ampleur de sa taille finit par le rendre ingérable, tout dépendamment du régime retenu. Une chose est sûre : en s'obstinant à conserver de grands États, à tenter de les faire survivre, par "acharnement thérapeutique", comme de grands malades en fin de vie, plutôt qu'en recommençant à la base et donc au tout début du processus, soit en redémarrant tout simplement des communautés plus petites, on se trouve à se battre contre l'ordre naturel des choses, et on s'expose surtout ainsi à n'avoir que peu ou pas de résultat, surtout lorsqu'il s'agit de réformer, moderniser ou même changer de quelque façon que ce soit des systèmes qui sont ainsi en fin de vie avancée.

Comment, autrement qu'à petite échelle, peut-on effectivement espérer ou envisager de procéder à une réelle création ou refonte de la structure, et ce en pouvant compter, comme cela s'avère fondamentalement indispensable, sur un réel support de la population, ce qui implique donc de disposer d'un contexte où l'on est réellement en mesure de le convaincre, et en tout premier lieu de l'informer !!!..

La proposition qui, en notre sens, devrait donc se voir faite aux peuples du monde entier, notamment au moment où l'on se parle, ne devrait pas s'avérer de faire un choix entre la démocratie et la dictature (comme s'il n'y avait que ces options, de toute façon), mais plutôt de tout effacer et de recommencer par la base, et donc à petite échelle, pour ainsi pouvoir bénéficier de ce contexte idéal pour la création de nouvelles structures politiques. Or remarquons que cette possibilité ne saurait se voir offerte à qui que ce soit sans qu'on puisse d'abord constater un maximum de décentralisation du pouvoir politique.

Et si nous considérons ma petite expérience politique personnelle

Celle-ci n'aurait sans doute pas mieux pu prouver, en effet, ce que je décrirais pratiquement comme une règle : plus le système politique est de plus petite taille, plus il est facile de le changer, notamment en contexte démocratique. J'avais effectivement décrit, plus haut, le succès j'avais pu avoir en 2013 au niveau municipal, où j'avais pu, travaillant en association avec un regroupement de citoyens, arriver à pratiquement renverser un maire, du moins par la voie électorale! Voilà qui est donc à contraster fortement avec mes deux campagnes précédentes, l'une au fédéral en 2011 (en tant que candidat du Parti Vert), et l'autre au provincial en 2012, compte tenu dans la première, je n'avais pu récolter que 3% des votes environ, et dans la deuxième, encore moins.

De même, mes expériences subséquentes n'auront pu que valider encore davantage cette « petite théorie », car que ce soit notamment en m'impliquant substantiellement au niveau de l'Écohameau de La Baie (beaucoup plus petit encore que l'Anse-St-Jean!), puis à plus forte raison en démarrant mon propre OSBL des Gratui-vores du Saguenay, que j'ai considéré et conçu depuis le début comme une sorte de mini-communauté, je n'ai pu que m'émerveiller de constater à quel point, à chaque fois que je passais ainsi à une communauté encore plus petite, je ne pouvais que retrouver d'autant plus de liberté de créer, de structurer les choses essentiellement comme je l'entendais (!), et ainsi, de voir mes idées enfin pouvoir être appliquées, ne serait-ce qu'en bonne partie!!!...

Autres petites notes, toujours sur le même sujet, et en allant dans le même sens...

- On fait grand cas de la démocratie athénienne, mais rappelons qu'on n'y comptais pas plus de 40 000 personnes... On a évidemment déjà vu plus petit, et donc plus idéal, comme communauté (!), mais compte tenu du fait qu'un pays moderne comme le Canada compte près de 1000 fois plus de citoyens (!), déjà là, on peut s'attendre à pouvoir également multiplier par 1000 la diminution d'efficacité et de représentativité (ainsi qu'une perte relative à tous les autres aspects mentionnés ici-haut).

De même, on a pu faire grand cas ici (en y faisant ainsi écho à Socrate et Platon) du régime politique de Sparte, mais le moins qu'on puisse dire est qu'on serait en droit de se demander à quel point il serait

possible et même envisageable de reproduire de telles structures à plus grande échelle... Le fait même que le système parlementaire britannique, ou que les systèmes présidentiels à la française ou l'américaine, aient si peu évolué avec le temps, tandis qu'on aura pas su faire mieux, à travers le monde, que de simplement les reproduire, comme en les calquant, et ce indépendamment des spécificités culturelles et historiques propres à chaque peuple ou nation, ne semble pouvoir dire que deux choses : ou bien ces systèmes sont "relativement parfaits" (!), ou bien il est simplement impossible de les modifier de façon substantielle... Or la première hypothèse semble plutôt loufoque, car autrement, on en célébrerait chaque jour les grands mérites (!), tout en en encensant les créateurs... ce qui d'ailleurs serait plutôt difficile, compte tenu que, dans le cas du système parlementaire britannique, on parle en fait du produit d'une évolution qui s'est faite à travers les siècles, et sous l'effet de décisions ou d'événements qui ne relevaient essentiellement que du contexte socio-politique de l'Angleterre, de telle sorte qu'il ne devient que d'autant plus absurde d'ensuite les appliquer au monde entier, et qui plus est d'une façon aussi systématique.

- Même, ou précisément dans le cas de Sparte : ce n'est qu'à petite échelle, du moins jusqu'ici dans l'histoire, qu'un régime semble pouvoir devenir véritablement supérieur...

- Pour quiconque s'est déjà vu impliqué dans des organismes communautaires ou communautés intentionnelles, il ne devrait sans doute pas s'avérer si difficile de constater que même juste dans de tels contextes où il est donc typique de se retrouver en petits regroupements, du moment où la taille de ceux-ci commence à dépasser celle de trois ou quatre personnes, on peut déjà percevoir et noter d'importants changements en terme d'efficacité, de même qu'en ce qui a trait à la nature des dynamiques pouvant être observées, puisqu'à partir de là, on peut réellement, commencer à parler justement de "dynamiques de groupe", avec tout ce que cela peut impliquer, notamment en considérant qu'il a été psychologiquement démontré qu'une foule tend à avoir l'intelligence émotionnelle d'un enfant de quatre ans environ...

- In fact, in larger systems, as the Roman example has showed quite clearly, there probably is no other ultimate issue than the one-man rule.

CHAPITRE HUIT : NOTES DIVERSES ET ÉPARSES !...

- On dit qu'on a les politiciens qu'on mérite, et c'est évidemment vrai. D'ailleurs à un niveau plus global, on peut également dire qu'on a le système qu'on mérite.

- Je n'ai plus aucune confiance en le système politique et socio-économique actuel. Cela rend d'ailleurs d'autant plus important pour moi de me consacrer, comme je le fais, à un travail qui consiste notamment à contribuer à poser les bases d'un nouvel ordre social, politique et économique.

- *A world dominated by a bunch of industrialists and bankers who basically are mostly concerned with their own interests, and most of all with money, and who besides would appear to be far from caring if their actions prove so irresponsible that they may provoke the death of people, and thus reduce the population of the planet ? And if that was simply not too far from reality ? And if history was thus merely repeating itself once more, by leading us to yet another oligarchy, except that this time, the « great novelty » is to see it seek and get no less than the control of the whole world itself?...*

- On dit, avec énormément de sagesse d'ailleurs, que l'enfer est pavé de bonnes intentions... Et en effet : quel tyran n'a pas au moins quelques bonnes intentions derrière la tête, ne serait-ce que pour justifier ses crimes, ou du moins son usage de la force ?

- À quoi sert-il d'avoir des idées si l'on n'a pas le charisme nécessaire pour les faire appliquer ?

- Les imbéciles sont de loin les pires obstacles que l'on puisse possiblement rencontrer sur cette Terre... surtout s'ils opèrent au sein d'un système mal fait, et dont ils se trouveront donc à empirer les moins bons aspects.

- Le problème avec l'humanité, ce sont... les humains !... Et le problème avec les humains, c'est qu'ils sont... humains !!!...

- Est-ce vraiment que notre monde soit si décadent, ou si peu évolué... ou n'est-ce pas tout simplement que nous émergeons à peine encore de la préhistoire ?

- L'humanité avance... mais à son rythme !... Car elle avance bel et bien, en effet, mais seulement au fil des siècles (!), et donc sur une perspective historique, ce qui, dans le cadre d'une vie humaine, équivaut à peu près à des pas de tortue, sinon d'escargot...

- Nietzsche disait que l'homme est quelque chose qui est quelque chose qui doit être dépassé... Or compte tenu que la démocratie est, de tout les régimes, celui qui est le plus à l'image de l'homme, soit plus précisément de l'homme « standard », de l'homme « du peuple », est-ce vraiment si étonnant que la démocratie soit, elle aussi, quelque chose qui doit être dépassée?...

ANNEXES

Look to the past is what we should do.
- CHUCK SCHULDINER

TABLE DES MATIÈRES

1) Pensée platonicienne et anti-démocratique

PENSÉE ANTI-DÉMOCRATIQUE 55

LA RÉPUBLIQUE DE PLATON : DESCRIPTION DES RÉGIMES POLITIQUES 59

2) Antiquité gréco-romaine

DÉMOCRACIE ATHÉNIENNE ----- p. 62

PÉRICLÈS ----- p. 81

SOCRATE ----- p. 83

SOLOON ----- p. 84

SPARTE ----- p. 94

GOUVERNEMENT SPARTIATE ----- p. 115

LES TRENTÉ ----- p. 118

Quelques faits ou légendes concernant SPARTE ----- p. 123

L'ÉDUCATION SPARTIATE ----- p. 125

ROMAN REPUBLIC ----- p. 133

DICTATEUR ----- p. 150

CINCINNATUS ----- p. 156

JULES CÉSAR ----- p. 159

3) Antiquité et Moyen-Âge germanique

THING ----- p. 161

WITAN ----- p. 169

PARLEMENT ----- p. 171

4) Autres articles à caractère politique

DÉMOCRATIE DIRECTE ----- p. 196

RÉPUBLIQUE ----- p. 202

SYSTÈME PRÉSIDENTIEL ----- p. 210

ÉTAT POLICIER ----- p. 211

TECHNOCRATIE ----- p. 213

OCHLOCRATIE ----- p. 214

EXTRAITS DU CONTRAT SOCIAL ----- p. 215

5) COMMENTAIRES ET DISCUSSIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ----- 216

Arguments against democracy

Plato's rejection of Athenian democracy

The ancient Greek philosopher [Plato](#) rejected [Athenian democracy](#) on the basis that such democracies were anarchic societies without internal unity, that they followed citizens' impulses rather than pursuing the [common good](#), that larger democracies are unable to allow a sufficient number of their citizens to have their voices heard, and that such democracies were typically run by fools. Plato attacked Athenian democracies for mistaking anarchy for freedom. The lack of coherent unity in Athenian democracy made Plato conclude that such democracies were a mere collection of individuals occupying a common space rather than a form of political organization. As a result, Plato accused such democracies of lacking rules outside where its citizens see fit and lacking leadership due to the notion of equality in Athenian democracy. Plato claimed that in Athenian democracy, individuals' pursuit of their own desires led to self-centredness and conflict rather than the pursuit of the common good. Due to the citizens being free to pursue their passions, Plato claimed that rational leadership was impossible in Athenian democracy as elected representatives served the citizens' passions. Plato claimed that the significance of the voice of the individual in an Athenian democracy depreciates as the population of the democracy increases.

Nietzsche

[Friedrich Nietzsche](#) as an opponent of [Christianity](#), saw western democracy as connected to it, claiming that "the *democratic* movement is Christianity's heir" and denounced the democratic man for being inherently unable to "feel any shame for being unable to rise above" his desire "to satisfy a host of petty wants through the calculation of long-term self-interest". Nietzsche claimed that in a democracy "[w]hen the individual's highest and strongest instincts break forth with a passion, driving him far and above the average, beyond the lowlands of the herd conscience", "the moral perspective now considers how harmful or harmless an opinion, an emotional state, a will, a talent is to the community, to equality". "Exalted, self-directed spirituality, a will to solitude, even great powers of reason are felt as a danger". "Morality in Europe today is herd animal morality".

Hitler

[Adolf Hitler](#) blamed Germany's parliamentary government for many of the nation's ills and wrote that he would destroy that form of government. Hitler believed in the [leader principle](#) (hence his title, the Leader, *der Führer*), and he considered it ludicrous that an idea of governance or morality could be held by the people above the power of the leader. As [Joachim Fest](#) described a 1930 confrontation between Hitler and [Otto Strasser](#), "Now Hitler took Strasser to task for placing 'the idea' above the Führer and wanting 'to give every party comrade the right to decide the nature of the idea, even to decide whether or not the Führer is true to the so-called idea.' That, he cried angrily, was the worst kind of democracy, for which there was no place in their movement. 'With us the Führer and the idea are one and the same, and every party comrade has to do what the Führer commands, for he embodies the idea and he alone knows its ultimate goal.'"^[4]

https://en.wikipedia.org/wiki/Anti-democratic_thought

Plato's Ship Analogy

Plato compares the state to an elaborate and expensive ship. A ship, to accomplish a safe and successful journey, needs an expert navigator at the helm, a captain who knows the capacities of the vessel, geography, meteorology, water currents, navigational astronomy, supplies management, and other related matters. An ignorant and untrained person at the helm of a ship would endanger vessel, cargo, crew, and passengers alike. Similarly, Plato suggests, the ship of state needs expert governors at the helm, governors who are well informed about such things as law, economics, sociology, military strategy, history, and other relevant subjects. Ignorant and incompetent governors can be and have been disasters for citizens and states.

Democratic self-government does not work, according to Plato, because ordinary people have not learned how to run the ship of state. They are not familiar enough with such things as economics, military strategy, conditions in other countries, or the confusing intricacies of law and ethics. They are also not inclined to acquire such knowledge. The effort and self-discipline required for serious study is not something most people enjoy. In their ignorance they tend to vote for politicians who beguile them with appearances and nebulous talk, and they inevitably find themselves at the mercy of administrations and conditions over which they have no control because they do not understand what is happening around them. They are guided by unreliable emotions more than by careful analysis, and they are lured into adventurous wars and victimized by costly defeats that could have been entirely avoided. This is how the *Republic* portrays politics in a democracy:

Imagine then a ship or a fleet in which there is a captain who is taller and stronger than any of the crew, but who is a little deaf and has a similar infirmity in sight, and whose knowledge of navigation is not much better. The sailors are quarreling with one another about the steering—every one is of the opinion that he has a right to steer, though he has never learned the art of navigation ... (4)

The captain in this analogy is the owner of the ship or fleet; he represents the *demos*, the majority of ordinary people. The sailors are the politicians who compete to be at the helm. It had been their incompetence, as well as that of the owner, that has brought Athens to ruin in the past:

[The sailors] throng about the captain, begging and praying him to commit the helm to them; and if at any time they do not prevail, but others are preferred to them, they kill the others or throw them overboard, and having first chained up the noble captain's senses with drink or some narcotic drug, they mutiny and take possession of the ship and make free with the stores, thus eating and drinking. They proceed on their voyage in such a manner as can be expected of them. Him who is their partisan and cleverly aids them in their plot for getting the ship out of the captain's hands into their own whether by force or persuasion, they compliment with the name of sailor, pilot, able seaman, and abuse the other sort of man, whom they call a good-for-nothing; but that the good pilot must pay attention to the year and seasons and sky and stars and winds, and whatever else belongs to his art, if he intends to be really qualified for the command of a ship, and that he must and will be the steerer, whether other people like it or not—the possibility of this union of authority with the steerer's art has never seriously entered into their thoughts or been made part of their calling. (5)

The way to avoid the serious shortcomings of democracy as well as oligarchy is the installation of the government of technocrats that will make all relevant and necessary decisions on the basis of objective analyses and unbiased deliberations. Since neither the *demos* nor ordinary politicians can

be expected to acquire this sort of competence, it will have to be the committee of philosopher kings (and philosopher queens) that guarantees justice, public welfare, and peace.

The idea of such a dictatorship of reason has been criticized as follows: Even if one admits that expert knowledge is necessary for the government of a commonwealth, and that most ordinary people do not have a sufficient grasp of all the social, administrative, legal, and other relevant details that go into running a government, people nevertheless need not relinquish their right to appoint the officials of an administration, or to recall them, if the results of their performance seem unsatisfactory. The owner of a ship may not know how to navigate, but he or she still has the right to determine where the ship will go. Hired expert navigators may be necessary to figure out the best means of getting to some place, but the owners of the ship should still be able to determine the ends. Voters in a democracy may not know all or even any of the technicalities of running a government, but they surely can judge the results. What is essential for a democracy is not that citizens be able to understand and do everything themselves, but that they be able to determine the major outcomes and their over-all destiny as a community.

...

There is no such explanation or excuse for the problematic state of democracy in Plato's thinking. If a democracy is dysfunctional, then this is only a natural state of affairs, a logical outgrowth of the natural constitution of most human beings. The majority of people are simply not made to be interested students and disciplined citizens, according to Plato, most people just desire amusement and the freedom to do what they like. This is how the *Republic* describes the prevalent disposition of "democratic man":

<http://faculty.frostburg.edu/phil/forum/PlatoRep.htm>

To the charge that Sparta is a democracy, Plutarch relates a story in his biography of Lycurgus: **when asked why he didn't form a democracy in Laconia, Lycurgus replied, "Begin, my friend, and set it up in your family first"** (Plutarch, *Vitae Parallelae*).

<http://www.sparta.markoulakispublications.org.uk/index.php?id=105>

Philosophers

Laconophiles nevertheless remained among the philosophers. Some of the young men who followed [Socrates](#) had been Laconophiles. **Socrates himself is portrayed as praising the laws of Sparta and Crete.[6] Critias, a companion of Socrates, helped bring about the oligarchic rule of the Thirty Tyrants, who were supported by Sparta. Xenophon, another disciple of Socrates, fought for the Spartans against Athens. Plato also, in his writings, seems to prefer a Spartan-type regime over a democratic one.[7] Aristotle regarded the kind of laws adopted by Crete and Sparta as especially apt to produce virtuous and law-abiding citizens,** although he also criticises the Cretans and Spartans themselves as incompetent and corrupt, and built on a culture of war.[8]

Greek philosophy, therefore, inherited a tradition of praising Spartan law. This was only reinforced when [Agis IV](#) and [Cleomenes III](#) attempted to "restore the ancestral constitution" at Sparta, which no

man then living had experienced. This attempt ended with the collapse of the institutions of [Lycurgus](#), and one [Nabis](#) established a tyranny in Laconia.[\[citation needed\]](#)[\[9\]](#)

In later centuries, **Greek philosophers, especially [Platonists](#), often described Sparta as an ideal state, strong, brave, and free from the corruptions of commerce and money.**[\[citation needed\]](#)

These descriptions, of which [Plutarch](#)'s is the most complete, vary in many details.[\[10\]](#) Many scholars have attempted to reconstruct which parts of these utopias the classical Spartans actually practised, which parts Cleomenes, and which later classical authors invented.[\[11\]](#)

It became fashionable for the [Romans](#) to visit Lacedaemon and see the rites of [Artemis Orthia](#), as a sort of tourist attraction – the nearest Greece had to offer to gladiatorial games.[\[12\]](#)

LA RÉPUBLIQUE DE PLATON : DESCRIPTION DES RÉGIMES POLITIQUES

Socrate et Glaucon vont maintenant faire l'examen des cinq types de régime politique. Outre le régime idéal qu'ils décrivent, nommé aristocratie (1), il y a la timocratie ou timarchie (régime de Crète et de Lacédémone) (2), l'oligarchie (3), la démocratie (4) et la tyrannie (5). Ils vont analyser chaque régime en particulier, et montrer comment l'on passe de l'un à l'autre.

Tout d'abord, la timarchie. Socrate prévoit que, naturellement, son aristocratie finira par se corrompre, se dégrader, perdre de son unité. Alors, les « races de fer et de bronze », les artisans, vont chercher la richesse, ce qui va amener la création de la propriété privée. Ce mode de fonctionnement politique diffère de l'aristocratie par le fait que le pouvoir ne sera pas donné aux sages. De plus, les citoyens seront plus incités à guerroyer, et ils recherchent le profit. Cette constitution est « un mélange complet de bien et de mal » (548c). Le citoyen sera plus arrogant, brutal envers les esclaves et doux envers les hommes libres.

Pour Platon, la timocratie est le gouvernement des guerriers, commandées néanmoins par les passions nobles, celles du cœur^[1]. La timocratie dégénérera en oligarchie quand le goût pour l'or et les dépenses s'emparera plus encore de ceux qui détiennent le pouvoir. Dans leur esprit, la richesse se substituera définitivement à la vertu. Le gouvernement sera alors aux mains d'un petit nombre de personnes opulentes.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Timocratie>

Ce régime devient oligarchique quand, du fait d'une recherche effrénée du profit, une petite partie de la population devient très riche alors que l'autre se paupérise radicalement. Du moment que les habitants de la cité décident que seuls les plus riches pourront participer aux affaires publiques, il y a oligarchie (du grec ολιγος, peu). Bien entendu, les riches établissent leur constitution par la force. Outre que les plus riches sont considérés à tort comme les plus habiles à gouverner, le principal défaut de cette cité est sa division interne : « une cité des riches, une cité des pauvres, habitant dans un même lieu et conspirant constamment les uns contre les autres. » (551d). Le citoyen, quant à lui, se présente sous un jour respectable, mais il ne cherche au fond que la richesse.

Les pauvres remarquent bien vite que les riches ne le sont « que du fait de la lâcheté des pauvres » (556d). Ils décident donc de les chasser ou de les dépouiller, et construisent un régime démocratique. Ce régime favorise la liberté et l'égalité, « le pouvoir de faire tout ce qu'on veut » (557b). Il n'y a aucune obligation : celui qui est habile pour gouverner ne le fait que s'il le veut, la guerre et la paix ne sont conclues que selon l'opinion des citoyens. Socrate parle même de criminels qui ne seraient pas poursuivis et se promèneraient en toute liberté dans la ville (558c). N'importe qui peut faire n'importe quoi, il n'y a plus aucune spécialisation. Le citoyen s'occupe à satisfaire ses plaisirs non nécessaires, il se lance de temps en temps dans la politique quand l'envie lui en prend. Il est à l'image de la cité : il fait ce qu'il lui plaît, ce qui l'amuse.

La liberté et l'égalité entraînent des troubles, les enfants ne respectent plus leurs parents (562d). On assiste à une division de la cité en trois classes : les paresseux qui passent leurs temps à s'occuper des affaires publiques, ceux qui ont su tirer parti de la liberté de commercer et se sont enrichi, et les travailleurs qui ne s'occupent pas des affaires politiques. Ce dernier groupe est le plus nombreux.

Au milieu de l'anarchie qui s'installe, le tyran va apparaître, se présentant tout d'abord comme un protecteur. Se sentant soutenu par la masse, et le pouvoir lui montant à la tête, il s'assure le soutien des classes moyennes en promettant de redistribuer les richesses en leur faveur. Aidé par le peuple, il lui demande des gardes du corps. « Il clame qu'il n'est pas un tyran, il se répand en promesses, aussi bien en privé qu'en public, il libère les gens de leurs dettes, et il redistribue la terre au peuple et à ceux de son entourage, et à tous il se montre agréable et plein de douceur. » (566e). Ensuite, il provoque des guerres, pour que les citoyens aient besoin d'un chef. Dans ces guerres, il s'arrange pour que ceux qui meurent soient ceux qui nourrissent le plus des idées de liberté. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera reconnu comme tyran. Mais la peur de mourir et l'argent calment ceux qui pourraient le renverser.

Democracy

As this socioeconomic divide grows, so do tensions between social classes. From the conflicts arising out of such tensions, democracy replaces the oligarchy preceding it. The poor overthrow the inexperienced oligarchs and soon grant liberties and freedoms to citizens. A visually appealing demagogue is soon lifted up to protect the interests of the lower class. However, with too much freedom, the people become drunk, and tyranny takes over.

The dialectical forms of government

Main article: [Plato's five regimes](#)

While Plato spends much of the *Republic* having Socrates narrate a conversation about the city he founds with Glaucon and Adeimantus "in speech", the discussion eventually turns to considering four regimes that exist in reality and tend to degrade successively into each other: timocracy, oligarchy (also called plutocracy), democracy and tyranny (also called despotism).

Timocracy

Socrates defines a [timocracy](#) as a **government ruled by people who love honor and are selected according to the degree of honor they hold in society.**

Oligarchy

These temptations create a confusion between economic status and honor which is responsible for the emergence of [oligarchy](#). **In Book VIII, Socrates suggests that wealth will not help a pilot to navigate his ship. This injustice divides the rich and the poor, thus creating an environment for criminals and beggars to emerge. The rich are constantly plotting against the poor and vice versa.**

Democracy

As this socioeconomic divide grows, so do tensions between social classes. From the conflicts arising out of such tensions, [democracy](#) replaces the oligarchy preceding it. **The poor overthrow the inexperienced oligarchs and soon grant liberties and freedoms to citizens. A visually appealing demagogue is soon lifted up to protect the interests of the lower class. However, with too much freedom, the people become drunk, and tyranny takes over.**

Tyranny

The excessive freedoms granted to the citizens of a democracy ultimately leads to a tyranny, the furthest regressed type of government. These freedoms divide the people into three socioeconomic classes: the dominating class, the elites and the commoners. Tensions between the dominating class and the elites cause the commoners to seek out protection of their democratic liberties. **They invest all their power in their democratic demagogue, who, in turn, becomes corrupted by the power and becomes a tyrant with a small entourage of his supporters for protection and absolute control of his people.**

Aristocratie

Une **aristocratie** (en [grec](#) : ἀριστοί : les meilleurs, et κράτος : pouvoir, autorité, gouvernement) est un [régime politique](#) dans lequel le pouvoir est officiellement détenu par une [élite](#) : [caste](#) ou [classe](#), représentants [élus](#) ou [cooptés](#), élite intellectuelle ou technocratique, voire philosophique... On désigne également par *aristocratie* les membres de cette élite, que ce soit les [nobles](#), les [notables](#) ou les riches, une [nomenklatura](#), des élus, ou tout autre forme d'élite visible ou cachée.

À partir de la [Révolution](#) le terme *aristocratie* a été employé pour désigner la [noblesse](#), qui est une forme particulière d'aristocratie, héréditaire et autoproclamée élite. Mais par cet emploi *aristocratie* a souvent perdu son sens plus général, surtout en français.

On peut également distinguer l'aristocratie de l'[oligarchie](#), dans laquelle une minorité détient l'essentiel du pouvoir. L'oligarchie ne présuppose pas qu'il s'agit d'une élite (autoproclamée ou non) : il peut s'agir d'une sélection par l'argent par exemple ; et aristocratie ne présuppose pas une minorité bien définie. Les deux notions se recouvrent en grande partie mais peuvent ainsi être distinguées. Néanmoins la confusion se justifie aussi du fait que, par l'[idéologie](#) du pouvoir, les puissants sont préjugés former une élite (qui devient donc autoproclamée). Ainsi, les deux termes sont couramment employés indifféremment.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Aristocratie>

Aristocratie

Le terme **aristocratie** (en [grec](#) : aristos : meilleur, excellent, et kratos : le pouvoir, l'autorité. - gouvernement des meilleurs) désigne :

- une [forme de gouvernement](#) dans laquelle le pouvoir est officiellement détenu par une élite (parfois par une [caste](#), une classe, une famille, ou bien une élite intellectuelle) ; à ne pas confondre toutefois avec le système politique [oligarchique](#) ; La [Démocratie représentative](#) est un exemple moderne d'Aristocratie.
- les membres de cette classe que ce soit les [nobles](#), les notables ou tout autre forme d'élite, telle la [nomenklatura](#) ;
- l'aristocratie n'est cependant pas à confondre avec la [noblesse](#). L'aristocratie est, en principe, fondée sur le mérite, l'éducation ; la noblesse est l'héritage de celui-ci (naissance) soit l'aristocratie héréditaire.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Aristocratie>

Une **oligarchie** (du [grec ancien](#) ὀλιγαρχία / *oligarkhía*, dérivé de ὀλίγος / *olígos* (« petit », « peu nombreux »), et ἀρχή / *árkhê* (« commander ») est une [forme de gouvernement](#) où le **pouvoir est réservé à un petit groupe de personnes qui forment une classe dominante**¹.

On peut distinguer les oligarchies institutionnelles et les oligarchies de fait. Les oligarchies

institutionnelles sont les régimes politiques dont les constitutions et les lois ne réservent le pouvoir qu'à une minorité de citoyens. Les oligarchies de fait sont les sociétés dont le gouvernement est constitutionnellement et démocratiquement ouvert à tous les citoyens mais où en fait ce pouvoir est confisqué par une petite partie de ceux-ci.

L'oligarchie est faite des meilleurs (« [aristocratie](#) » au sens étymologique), des plus riches ([ploutocratie](#)), des scientifiques et techniciens ([technocratie](#)), des Anciens ([gérontocratie](#)), de ceux qui bénéficient de la force ou de tout autre pouvoir de fait.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Oligarchie>

Oligarchie

Une **oligarchie** (prononcer [[oligarfi](#)]) - du grec *oligos* (peu nombreux) et *arkhê* (commandement) - est une [forme de gouvernement](#) dirigé par un **petit groupe de personnes qui forment une classe dominante**. L'oligarchie peut être faite des meilleurs (« [aristocratie](#) » au sens étymologique), des plus riches ([ploutocratie](#)), des scientifiques et techniciens ([technocratie](#)), des Anciens ([gérontocratie](#)), de ceux qui bénéficient de la force ou de tout autre pouvoir de fait.

L'oligarchie existe lorsqu'une majorité d'hommes sans ressources et sans aveu se met à la discrétion de quelques riches, se livre à eux corps et âme, et qu'ainsi la souveraine puissance devient l'apanage non pas d'hommes éclairés mais de quelques parvenus opulents^[1].

Selon [Les Caractères](#) de [Théophraste](#), l'oligarque est quelqu'un qui semble aimer le pouvoir pour la puissance et la richesse qui lui sont attachées^[2].

Le terme oligarque, qui n'était plus utilisé que pour l'histoire des sociétés anciennes ou les récits de science-fiction, a trouvé un regain de faveur pour désigner les hommes d'affaires riches et les intellectuels ayant des liens avec le pouvoir politique.

Plusieurs pays sont en fait des oligarchies, mais se cachent derrière d'autres termes. Les États-Unis sont l'exemple parfait, le Pérou également où les présidents élus sont "achetés" par le pouvoir économique (ploutocratie) depuis 1990; mais le Canada et des provinces comme le Québec vont de plus en plus dans cette direction.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Oligarchie>

Athenian democracy

Athenian democracy developed around the fifth century B.C. in the Greek [city-state](#) (known as a [polis](#)) of [Athens](#), comprising the city of Athens and the surrounding territory of [Attica](#) and is the first known [democracy](#) in the world. Other Greek cities set up democracies, most following the Athenian model, but none are as well documented as Athens.

It was a system of [direct democracy](#), in which participating citizens voted directly on legislation and executive bills. Participation was not open to all residents: to vote one had to be an adult, male citizen who owned land and wasn't a slave, and the number of these "varied between 30,000 and 50,000 out of a total population of around 250,000 to 300,000."[\[1\]](#)

The longest-lasting democratic leader was [Pericles](#). After his death, Athenian democracy was twice briefly interrupted by [oligarchic](#) revolutions towards the end of the [Peloponnesian War](#). It was modified somewhat after it was restored under [Eucleides](#); and the most detailed accounts of the system are of this fourth-century modification rather than the Periclean system. Democracy was suppressed by the [Macedonians](#) in 322 BC. The Athenian institutions were later revived, but how close they were to a real democracy is debatable. [Solon](#) (594 BC), [Cleisthenes](#) (508/7 BC), an aristocrat, and [Ephialtes](#) (462 BC) contributed to the development of Athenian democracy.

Development

Athens was not the only [polis](#) in Ancient Greece that instituted a democratic regime. Aristotle cites many other cities as well. "Yet, it is only with reference to Athens that we can attempt to trace some of specific sixth century events that led to the institution of democracy at the end of the century."[\[4\]](#)

Before the first attempt at democratic government, Athens was ruled by a series of [archons](#) or chief magistrates, and the [Areopagus](#), made up of ex-archons. The members of these institutions were generally aristocrats, who ruled the polis for their own advantage. In 621 BC [Draco](#) codified a set of "notoriously harsh" laws that were "a clear expression of the power of the aristocracy over everybody else." This did not stop the aristocratic families feuding amongst themselves to obtain as much power as possible.[\[5\]](#)

Therefore, by the 6th century BC, the majority of Athenians "had been 'enslaved' to the rich", and they called upon Plato's ancestor [Solon](#), premier archon at the time, to liberate them and halt the feuding of the aristocracy. However, the "enfranchisement of the local laboring classes was succeeded by the development of chattel slavery, the enslavement of, in large part, foreigners."[\[6\]](#)

Citizenship in Athens

Only adult male Athenian citizens who had completed their military training as [ephebes](#) had the right to vote in Athens. The percentage of the population that actually participated in the government was 10 to 20% of the total number of inhabitants, but this varied from the fifth to the fourth century BC.[\[18\]](#) This

excluded a majority of the population: [slaves](#), freed slaves, children, women and [metics](#) (foreigners resident in Athens).^[21] The women had limited rights and privileges, had restricted movement in public, and were very segregated from the men.^[22]

Assembly/Ecclesia

Main article: [Ecclesia \(ancient Athens\)](#)

The central events of the Athenian democracy were the meetings of the [assembly](#) (ἐκκλησία, *ekklêsia*). Unlike a [parliament](#), the assembly's members were not elected, but attended by right when they chose. Greek democracy created at Athens was [direct](#), rather than [representative](#): any adult male citizen over the age of 20 could take part,^[26] and it was a duty to do so. The officials of the democracy were in part elected by the Assembly and in large part chosen by lottery in a process called [sortition](#).

The assembly had four main functions: it made executive pronouncements (decrees, such as deciding to go to war or granting citizenship to a foreigner); it elected some officials; it legislated; and it tried political crimes. As the system evolved, the last function was shifted to the law courts. The standard format was that of speakers making speeches for and against a position followed by a general vote (usually by show of hands) of yes or no.

Though there might be blocs of opinion, sometimes enduring, on important matters, there were no political parties and likewise no [government](#) or [opposition](#) (as in the [Westminster system](#)). **Voting was by simple [majority](#).** In the 5th century at least there were scarcely any limits on the power exercised by the assembly. If the assembly broke the law, the only thing that might happen is that it would punish those who had made the proposal that it had agreed to. If a mistake had been made, from the assembly's viewpoint it could only be because it had been misled.^[27]

In the 5th century BC, there were 10 fixed assembly meetings per year, one in each of the ten [state months](#), with other meetings called as needed. In the following century the meetings were set to forty a year, with four in each state month. One of these was now called the main meeting, *kyria ekklesia*. Additional meetings might still be called, especially as up until 355 BC there were still political trials that were conducted in the assembly rather than in court. The assembly meetings did not occur at fixed intervals, as they had to avoid clashing with the annual festivals that followed the lunar calendar. There was also a tendency for the four meetings to be aggregated toward the end of each state month.^[29]

Attendance at the assembly was not always voluntary. In the 5th century public slaves forming a cordon with a red-stained rope herded citizens from the [agora](#) into the assembly meeting place ([Pnyx](#)), with a fine being imposed on those who got the red on their clothes.^[30] After the restoration of the democracy in 403 BC, pay for assembly attendance was introduced. This promoted a new enthusiasm for assembly meetings. Only the first 6000 to arrive were admitted and paid, with the red rope now used to keep latecomers at bay.^[31]

The Council/The Boule

Main article: [Boule \(ancient Greece\) § The Athenian Boule](#)

In 594 BC Solon is said to have created a boule of 400 to guide the work of the assembly.^[32] After the reforms of Cleisthenes, the Athenian Boule was expanded to 500, and was elected by lot every year. Each of Cleisthenes's 10 tribes provided 50 councillors who were at least 30 years old.

The most important task of the Athenian Boule was to draft the deliberations (*probouleumata*) for discussion and approval in the Ecclesia. The Boule also directed finances, controlled the maintenance of the fleet and of the cavalry, judged the fitness of the magistrates-elect, received foreign ambassadors, advised the *stratēgoi* [(generals)] in military matters, and could be given special powers by the Ecclesia in an emergency.[33]

According to John Thorley, its membership was very carefully vetted. Cleisthenes **restricted its membership, "to those of *zeugitai* status and above, probably arguing that these classes had a financial interest in good government". A member had to be approved by his deme, "and one can well imagine that demes were careful to select only those of known good sense who also had experience of local politics, and who were actually available to do the time-consuming job which demanded frequent attendance in Athens; and they probably favoured those who were well past 30".[34]**

The members from each of the ten tribes in the Boule took it in turns to act as a standing committee (the *prytaneis*) of the Boule for a period of thirty-six days. All fifty members of the *prytaneis* on duty were housed and fed in the tholos of the *Prytaneion*, a building adjacent to the *bouleuterion*, where the boule met. "Each day one of their number was chosen by lot as chairman, and he was required to stay in the tholos for the twenty-four-hour period of his office. The chairman for the day presided over any meeting of the Boule held that day, and if there was a meeting of the Assembly that day ... he also presided over that".[35]

The boule also served as an **executive committee for the assembly**, and oversaw the activities of certain other magistrates. The boule coordinated the activities of the various boards and magistrates that carried out the administrative functions of Athens and provided from its own membership randomly selected boards of ten responsible for areas ranging from naval affairs to religious observances.[36] **Altogether, the boule was responsible for a great portion of the administration of the state, but was granted relatively little latitude for initiative; the boule's control over policy was executed in its probouleutic, rather than its executive function; in the former, it prepared measures for deliberation by the assembly, in the latter, it merely executed the wishes of the assembly.[37]**

https://en.wikipedia.org/wiki/Athenian_democracy

There was in Athens (and also Elis, Tegea, and Thasos) a smaller body, the *boulē*, which decided or prioritised the topics which were discussed in the assembly. In addition, in times of crisis and [war](#), this body could also take decisions without the assembly meeting. The *boulē* or council was composed of 500 citizens who were chosen by lot and who served for one year with the limitation that they could serve no more than two non-consecutive years. The *boulē* represented the 139 districts of Attica and acted as a kind of executive committee of the assembly. It was this body which supervised any administrative committees and officials on behalf of the assembly.

Then there was also an executive committee of the *boulē* which consisted of one tribe of the ten which participated in the *boulē* (i.e., 50 citizens, known as *prytaneis*) elected on a rotation basis, so each tribe composed the executive once each year. This executive of the executive had a chairman (*epistates*) who was chosen by lot each day. The 50-man *prytany* met in the building known as the *Bouleuterion* in the Athenian [agora](#) and safe-guarded the sacred treasuries.

http://www.ancient.eu/Athenian_Democracy/

Of course, some people might be better qualified than others to speak on certain subjects, and the citizens of [Athens](#) could be very critical when anyone tried to speak outside of his expertise. The character [Socrates](#) in [Plato](#)'s *Protagoras* says that "when the Athenian [Assembly](#) is discussing construction, the citizens call for builders to speak, and when it is discussing the construction of ships they call for shipwrights, but if anyone else, whom the people do not regard as a craftsman, attempts to advise them, no matter how handsome and wealthy and well-born he may be, not one of these things induces them to accept him; they merely laugh him to scorn and shout him down, until either the speaker retires from his attempt, overborne by the clamor, or the [Archers](#) pull him from his place or turn him out altogether by order of the presiding officials" ([Plat. Prot. 319b](#) - [Plat. Prot. 319c](#)). But, [Socrates](#) continues, when the discussion is not about technical matters but about the governing of the city, the man who rises to advise them on this may equally well be a smith, a shoemaker, a merchant, a sea-captain, a rich man, a poor man, of good family or of none ([Plat. Prot. 319d](#)).

http://www.stoa.org/projects/demos/article_democracy_overview?page=5

In cities of [ancient Greece](#), the **boule** ([Greek](#): βουλή, *boulē*; plural βουλαί, *boulai*) was a **council of citizens (βουλευταί, *bouleutai*) appointed to run daily affairs of the city. Originally a council of nobles advising a king, *boulai* evolved according to the constitution of the city; in [oligarchies](#) *boule* positions might be hereditary, while [in democracies](#) members were typically chosen by lot, and served for one year. Little is known about the workings of many *boulai*, except in the case of [Athens](#), for which extensive material has survived.**

The *Boule* in the Democracy of the late 5th century BC

After the reforms of [Ephialtes](#) and [Pericles](#) in the mid-5th century BC, the *boule* took on many of the administrative and judicial functions of the Areopagus, which retained its traditional right to try homicide cases. It supervised the state's finances, navy, cavalry, sacred matters, building and shipping matters and care for invalids and orphans. Its own members staffed many boards that oversaw the finer points of these many administrative duties. It undertook the examination of public officials both before and after leaving office (most offices lasting one year) to ensure honest accounting and loyalty to the state. It heard some cases of impeachment of public officials for high crimes and mismanagement or serious dereliction of duties.^[3] At some point in the late 5th century, pay was instituted for those serving in the *boule*; this may have been a way to encourage poorer citizens to volunteer, who would otherwise be reluctant to serve. The *boule* was considered the cornerstone of the democratic constitution, providing a locus for day-to-day activities and holding together the many disparate administrative functions of the government. **Because of the rotation of members, it was assumed that the *boule* was free from the domination of factions of any kind, although there is some evidence that richer citizens served out of proportion to poorer citizens. This may be due to the heavy investment of time required, time that poorer citizens would not have had to spare.**^[4]

https://en.wikipedia.org/wiki/Boule_%28ancient_Greece%29

Athenian Democracy

The world's first democracy developed in Athens at the same time that Athens was growing increasingly imperial.

The basic outlines of the development of democracy run from Solon to Cleisthenes to Ephialtes to Pericles.

Solon laid the basis for democracy through eliminating debt slavery. He also probably established the Council of 400. Also, he gave every citizen the right to appeal the verdicts of magistrates before the assembly. He is sometimes credited with introducing sortition as well, but that is doubtful. It would be utterly inaccurate, however, to call Solon a democrat. He helped the people, but was fundamentally aristocratic. He divided Athenians into four census classes, the Pentecosiomedimnoi, the hippeis, the zeugites, and the thetes. I.e. the Rich, the Knights, the Hoplite-class, and the Lowest class. Most offices were restricted to the upper classes, with the thetes having virtually no official role, not least because they could not afford to take time off for public service.

Cleisthenes, an Alcmaeonid like Pericles, furthered democracy first by ousting the Pisistratid tyrant Hippias (with Sparta's help), and more so by a series of reforms. Cleisthenes' reforms are so clearly designed to increase the people's power that he can be described as a true democrat.

First, he established administrative units called tribes made up of thirds. Each third was from a different area of Attica: city, hills, and coast. Each third was made up of demes. Think of a deme as a village or a neighborhood in the case of the city: the fact that the demes were already existent units made Cleisthenes' reforms more palatable (so the theory goes) and contributed to the long life of Cleisthenes' reorganization. Cleisthenes' reform made Athenians belong primarily to a unit that was spread around Attica. Hence it was more difficult for influential families to build up geographical power-bases. In spite of that, Athens remained essentially aristocratic and plutocratic.

Each new tribe had a statue in the agora, a shrine, property to raise revenue, and was organized to provide a quota of men for the military as well as civic offices.

Cleisthenes may also have increased the citizen body by including landless thetes as well as land-owners.

He created a Council of 500 in place of the Council of 400. This was a probouleutic council.

Under Pericles, what is referred to as radical democracy took shape. The assembly and the law courts had ultimate authority. No property requirement for most offices. Election was reserved for offices that required professional expertise. Much was done by sortition, also called "lot." Boards of ten (one per tribe) were common, and collegiality was the rule.

The generals remained in many ways the most important officials. They were not just military commanders, but also surely *ex officio* members of the council. They influenced foreign policy as well as finances. **A general elected year after year could dominate domestic as well as foreign policy, but they were still subject to the assembly. If they disagreed with the assembly's decision, they would still follow it, because the people might not elect them again if they did not, and they had to face an examination of their conduct on leaving office.** That in fact led some generals to be indecisive, with Nicias, the general of the Sicilian Expedition, a prime example.

At some point, the older method of *selection for office* was eliminated. That method had been to hold a

prelim election to establish a pool of candidates, then to select one by lot. At some point in the Pericles' lifetime, two methods were used exclusively: 1) election, and 2) sortition (lot).

Also during Pericles' tenure, *pay for civic service* was instituted. No single other reform furthered democracy as much as pay for service. Now many more people could afford to serve, and for some, serving became attractive financially. First, dicasts, or jurors, began to be paid. A low rate, but half a day's wages or so. That was introduced by Pericles while Cimon was still around, perhaps to counteract his liberality with his own wealth. Jurors were appointed by lot annually and could serve year after year. By 422 (Aristophanes *Wasps* 662), there were 6,000 jurors per year. Cleon increased the pay rate to 3 obols a day. Pericles also started the payment of soldiers and sailors 3 obols a day. By 411, the councillors and archons were paid.

The archons' roles were vastly reduced: Ephialtes stripped them of the role of handing down judgements (the jury did that). Individual archons supervised religious festivals and presided over certain suits, and conducted certain religious rites. The 6 Thesmothetai (a kind of archon) had juridical duties and drew up the court calendar.

The Council of 500 (Boule) is a mystery in its early existence, but we know that later its membership was determined by lot from the whole citizen body, 50 men from each tribe each year. No one could serve more than twice. Met daily. Each Prytany, the 50 from one tribe ran the Council with one man each day being Epistates (President!). The council was deliberative, administrative, and judicial. It prepared the agenda for the Assembly and saw that the Assemblies decrees were carried out. It investigated candidates for office and was involved in their post-tenure examinations.

The Assembly met 40 times a year or more. Every citizen could attend. There was no seniority system. It elected the generals and other elected offices. This was not representative democracy. It was direct with maximum participation. It met on the Pnyx hill. Sessions began in the morning and ended at dark. Each meeting began with a sacrifice and a herald's proclamation of a curse on those who deceived the people. The agenda was set by the council and had to be posted 5 days in advance. Each item was read, followed by debate. Amendments were also possible from the floor. Direct action from the floor was also possible, but it was then directed to the Boule, who would prepare it for a later meeting of the Assembly. As each person rose to speak, he would go to the tribune, put a myrtle wreath on his head, and address the assembled people. The debate about the fate of Mytilene occurred at such a meeting and shows how it worked. The Assembly received foreign delegations, decided on war and peace, size of military expeditions, dispatched colonies and cleruchies, decided on building new temples etc., and supervised state finances and the food supply.

All elected officials had to undergo a dokimasia, or proofing, prior to taking office, and an examination after their term. Even the council, at the end of the year, was subject to an examination and would get a golden crown for dedication in a shrine if they did well.

There were many boards of ten, who were appointed by lot and served for a year. Each board would have limited jurisdiction and was supervised and charged by the Council.

In each prytany, 10 auditors selected by lot examined the books of financial magistrates.

10 investigators appointed by lot considered complaints which any citizen made about another citizen's conduct in office and decided whether to refer the matter to a court.

There were treasurers of Athena, who were exclusively from the pentecosiamedimnoi, who were in charge of the treasury but also made loans to the state.

There were officials called poletai who held auctions for contracts to collect taxes and work the mines as well as for confiscated goods.

The Eleven were in charge of the prison and executions.

Board of 10 in charge of the temples.

Board of 5 in charge of roads.

10 city commissioners supervised female entertainers and made sure houses did not encroach on roads and dung collectors dumped it over a mile from the city.

Grain wardens, Market superintendents...

All of the runnings of the Athenian government was furthered by public slaves, who could help the new officials each year know what to do. The police force consisted of slaves.

In Pericles' time, there were probably between 40 and 50 thousand adult male citizens. There were perhaps 30,000 metics, and 100,000 slaves. Children? Women?

The young men 18-19 spent so much time in military service that they probably did not serve in government.

While anyone could theoretically propose anything, in reality, the more powerful were recognized, and those who knew how to do things got further. One's speaking ability was the key.

In 399 a law was passed which said that "no decree, whether of the boule or of the people is to have more authority than a law." The distinction is not clear, but a law is a longstanding more general law, while a decree is usually passed for a particular occasion. The "laws" of Solon or Cleisthenes were laws, while those from yesterday might not be laws.

There was a provision that any citizen could bring a suit against another, called a graphe paranomon, claiming that a measure initiated in the boule or assembly was illegal. The proposer was free from prosecution for doing so for a year after he brought the charge. The trial took place before 1000 jurors. If one did not receive 1/5 of the votes, one was fined and barred from further such suits.

There was also a provision that one could bring forth a proposal that was illegal if one first obtained adeia (immunity).

There was provision for impeachment (eisangelia).

Any citizen could bring a suit (a "probole") in the assembly against another for acting against the interests of the state. If the assembly agreed, a trial before a law court was held.

In fact, the assembly was a bit too zealous: many magistrates failed to act out of fear of the examinations.

Under Ephialtes and Pericles, the court system was greatly expanded. Jurors came to be the primary decision makers, with magistrates simply presiding.

Prosecution was left to volunteers: there were no official prosecutors. "Sycophant" was a term for those who tried to profit by prosecuting (measures were taken to discourage sycophancy). Sometimes, there were officially appointed prosecutors (Pericles was appointed to prosecute and impeach Cimon in 463).

Court actions were divided into private (dike) and public (graphe). A dike could be initiated only by the parties directly concerned or their legal reps. A graphe could be initiated by any citizen. Homicide was a dike, not a graphe. Only family members could bring charges.

It was a good way to rise to power to prosecute a famous case. Sometimes prosecutors got a share of the fine.

Trials lasted one day.

Men had to speak for themselves in trials. A class of professional speechwriters arose who wrote speeches for others.

Voting was done using pebbles and later with special disks.

After conviction, the prosecutor proposed a penalty, then the defendant proposed a counter-penalty. The jury decided between the two, but could not suggest something else.

Execution was one possible penalty. There were three methods: barathron (being hurled from a high place into a pit filled with stakes and spikes), apotympanosis (being chained upright to a plank and being left to die [or perhaps being strangled by tightening the neck band gradually]), and hemlock (a rather pleasant death, relatively speaking).

Athenian government had various sources of revenues, including the mines at Laurium, public lands, and taxes. Direct taxes on citizens were not the norm, but metics were taxed every year, as were imports/exports, prostitution, and the law courts brought in revenue from fines and confiscations.

"Liturgy" was the name for the institution by which rich Athenians were made to contribute. They had to support a trireme, a chorus for a tragedian, etc. as a "liturgy."

Metics were resident foreigners. They brought wealth, labor, and cultures to Athens. They were allowed to introduce many of their native gods, which were then worshipped by many Athenians: Thracian Bendis, Anatolian Cybele, Syrian and Cypriot Adonis, Egyptian Isis.

Also, intellectuals flocked to Athens: Anaxagoras of Clazomenae, Hippodamus of Miletus, Protagoras of Abdera, Polygnotus of Thasos (painter), Aristotle of Stagira, Theophrastus of Eresos.

Metics were rarely made citizens.

Slaves were ubiquitous. Chief source was war. The majority were barbarians, but there were Greek slaves too. Slaves were an investment for some, and they could be rented out. The mines at Laurium were hell on earth for the 20-30 thousand slaves who worked there. The Scythian Archers were about 300 slaves who formed the police force of Athens. Many slaves were government clerks. The Greeks were largely unreflective about slavery and freedom: the development of Athenian Free Democracy was built on a slave-owning culture.

<http://www.uvm.edu/~jbailly/courses/clas21/notes/atheniandemocracy.html>

for, with some exceptions but no systematic exceptions, **it was the Council of 500 which chewed over all business that was to be discussed by the Assembly, and made more or less definite recommendations about what the Assembly should decide**" (Osborne, 28). The Ekklesia had a structured relationship with the Council, but had options to disagree with them, "The Assembly did not always accept the advice of the Council, but it **rarely formulated detailed decisions different from those recommended by the Council without referring the matter back to the Council in some way or other**" (Osborne, 28).

Participation in the Ekklesia and Council proved to be a popular thing in the ancient world, "...It is now evident that between a quarter and a fifth of the Athenian citizen body--and not the same quarter every time! --regularly attended the Assembly (ekklesia), and that a clear majority of Athenian citizens served at least once in their lives in the Council (boule)" (Osborne, 40).

Boule (Council)- The Council of ancient Athens was the part of the democracy which decided on topics and issues for the Assembly to further investigate and make their final political decision. The

Boule was made up of 500 individuals that were meant to be representatives of the community, "...The Council of 500 in which all ten of the artificial tribal units created by Keisthenes c. 507 were equally represented, was, more importantly, a body on which member of every community in Attica, every deme, always served in numbers more or less in proportion to the size of the community." (Osborne, 28). These particular individuals were chosen not through an election and were limited in the amount of time they could serve, "There were representatives of each community, but those representatives were chosen by lot (from whoever volunteered), not by election; they served for only a year at a time and not more than twice in a lifetime" (Osborne, 28).

Problems in Ancient Democracy

Becoming a democracy brings on its own set of challenges. During the time period, the power was supposed to be in the hands of the people, but ended up only in the hands of adult, male citizens of Athens. The classification of being one of the "people" varied with opportunity and position and wealth and upbringing, and the poorest people had to pay (Claster, 3). Slaves were not able to vote, women were unable to vote, and foreigners were not able to become citizens (Claster, 2). Although slaves could not vote, the stability and existence of the democracy depended on them. **"...Athenians only had the leisure to perform their political functions because they were supported by slaves--the democracy was in fact parasitic on slavery" (Claster, 25).**

Majority rule, equality before the law, personal freedom--these were the basic assumptions of Athenian democracy" (Claster, 2). These basic assumptions were just that, basic.

<http://atheniandemocracy.weebly.com/power-to-the-people.html>

Each year, there was a drawing. Five hundred (500) names were drawn from a pool of all the citizens of ancient Athens. Those 500 citizens had to serve for one year. During that year, they were responsible for making new laws and for changing old laws as they saw fit. But, nothing they did became law until all the citizens of Athens had a chance to vote yes or no. To vote, citizens had to attend the assembly on the day the vote was taken. The date was posted. It was not a secret, but you had to be present to vote. Majority ruled.

This form of government is called a direct democracy. The famous Athenian, Pericles, said: "It is true that we (Athenians) are called a democracy, for the administration is in the hands of the many and not the few, with equal justice to all alike in their private disputes."

This form of government came to an end in ancient Athens after Athens lost a war with Sparta. This was the Peloponnesian War. For a while, Athens was ruled by a small group of Spartans.

<http://greece.mrdonn.org/athensdemocracy.html>

Best Answer: Athens only military aspect was its navy, the Athenian army where **no match for Spartans** when Sparta destroyed the Athenian fleet in the attack on Syracuse the war was basically over this followed by Sparta gaining the help of Prussia and the rebellions in Athens (supported by Sparta) lead to the death of the once great Athens

On the level of international relations, Athens, the strongest city-state in Greece prior to the war's beginning, was reduced to a state of near-complete subjection, while Sparta became established as the leading power of Greece. The economic costs of the war were felt all across Greece; poverty became

widespread in the Peloponnese, while Athens found itself completely devastated, and never regained its pre-war prosperity

<https://ca.answers.yahoo.com/question/index?qid=20101109080552AAmi9HP>

I would say that Alcibiades was far closer to the key factor than anyone else. After all, he was, Porphyrogenitus alluded to: the man with the plan. **He could have led Athens to victory at pretty much any time, but his success brought hate upon him from his political enemies who used underhanded methods to undermine him and thereby undermine their ultimate chances of victory.**

His blatant self serving demagoguery probably didn't help either.

Alcibiades... Alcibiades...ALCIBIADES!
And he did not betray Athens, Athens betrayed him.

If you see Alcibiades in the context of post Periclean democracy: when Athens became a mob ruled demagogery, exiling and executing its own Generals for its own mistakes, Alcibiades' flight during the Syracusan Expedition was entirely self preservation. The Athenian democratic mob ran Athens, and it had no strategic wisdom whatsoever after Pericles/Nicias/Alcibiades were gone.

No strategy, no money, **no fleet (after Aegospotami, which Alcibiades tried to prevent!)** and Decelea...

It would have been virtually impossible NOT to loose a war with that lot.

In my opinion the war was lost with the death of Pericles, and absense of a successor comparable with Lysander.

Contemporary Western democracies are in fact elected oligarchies (yes but the

Swiss...yaaawn)which tend to be conservative in their decision making. Athenian

democracy was a true democracy, irresponsible, self indulgent and totally useless as a war making institution.

And the opinion that Athens 'didn't actually loose the war because it recovered afterwards...?' Sounds like typical journalist contentionist nonsense to me. Germany and Japan lost the Second World War, but their recovery in the 50's and 60's outpaced the economic revival of many of the Allied nations at the time. Does this mean they didn't loose? You can hold that opinion, but then some opinions are better than others... back to the Pericles vs mob rule perspective and the essence of Athenian defeat!

<http://rtw.heavengames.com/cgi-bin/forums/display.cgi?action=ct&f=14,5276,600,all>

During the course of the Peloponnesian War, Alcibiades changed his political allegiance several times. In his native Athens in the early 410s BC, he advocated an aggressive foreign policy and was a prominent proponent of the [Sicilian Expedition](#), but he fled to [Sparta](#) after his political enemies brought charges of [sacrilege](#) against him. In Sparta, he served as a strategic adviser, proposing or supervising

several major campaigns against Athens. In Sparta too, however, Alcibiades soon made powerful enemies and felt forced to defect to [Persia](#). There he served as an adviser to the [satrap Tissaphernes](#) until his Athenian political allies brought about his recall. He then served as an Athenian general ([Strategos](#)) for several years, but his enemies eventually succeeded in exiling him a second time.

The [Sicilian Expedition](#) was the idea of Alcibiades, and scholars have argued that, had that expedition been under Alcibiades's command instead of that of [Nicias](#), the expedition might not have met its eventual disastrous fate.[2] In the years when he served Sparta, Alcibiades played a significant role in Athens's undoing; the capture of [Decelea](#) and the revolts of several critical Athenian subjects occurred either at his suggestion or under his supervision. Once restored to his native city, however, he played a crucial role in a string of Athenian victories that eventually brought Sparta to seek a peace with Athens. He favored unconventional tactics, frequently winning cities over by treachery or negotiation rather than by siege.[3] Alcibiades's military and political talents frequently proved valuable to whichever state currently held his allegiance, but his propensity for making powerful enemies ensured that he never remained in one place for long; and by the end of the war which he had helped to rekindle in the early 410s, his days of political relevance were a bygone memory.

<https://en.wikipedia.org/wiki/Alcibiades>

Sicilian Expedition

The **Sicilian Expedition** was an [Athenian](#) military expedition to [Sicily](#), which took place during the period from 415 BC to 413 BC (during the [Peloponnesian War](#)). The expedition was hampered from the outset by uncertainty in its purpose and command structure—political maneuvering in Athens swelled a lightweight force of twenty ships into a massive armada, and the expedition's primary proponent, [Alcibiades](#), was recalled from command to stand trial before the fleet even reached Sicily—but still achieved early successes. [Syracuse](#), the most powerful state on Sicily, responded exceptionally slowly to the Athenian threat and, as a result, was almost completely [invested](#) before the arrival of a [Spartan](#) general, [Gylippus](#), galvanized its inhabitants into action. From that point forward, however, as the Athenians ceded the initiative to their newly energized opponents, the tide of the conflict shifted. A massive reinforcing armada from Athens briefly gave the Athenians the upper hand once more, but a disastrous failed assault on a strategic high point and several crippling naval defeats damaged the besiegers' fighting capacity and morale, and the Athenians were eventually forced to attempt a desperate overland escape from the city they had hoped to conquer. That last measure, too, failed, and nearly the entire expedition surrendered or was destroyed in the Sicilian interior.

The impact of the defeat was immense. Two hundred ships and thousands of soldiers, an appreciable portion of the city's total manpower, were lost in a single stroke. Athens's enemies on the mainland and in Persia were encouraged to take action, and rebellions broke out in the Aegean. The defeat proved to be the turning point in the Peloponnesian War, though Athens struggled on for another decade. [Thucydides](#) observed that contemporary Greeks were shocked not that Athens eventually fell after the defeat, but rather that it fought on for as long as it did, so devastating were the losses suffered.

https://en.wikipedia.org/wiki/Sicilian_Expedition

The **ekklesia** or **ekklesia** ([Greek](#): ἐκκλησία) was the principal assembly of the [democracy](#) of ancient [Athens](#) during its "[Golden Age](#)" (480–404 BCE). It was the popular assembly, open to all male citizens with 2 years of military service. **In 594 BC, Solon allowed all Athenian citizens to participate, regardless of class, even the thetes.** The assembly was responsible for declaring war, military strategy and electing the [strategoi](#) and other officials. It was responsible for nominating and electing magistrates, thus indirectly electing the members of the [Areopagus](#). It had the final say on legislation and the right to call magistrates to account after their year of office. **In the 5th century BC its members numbered about 43,000 people.** It would have been difficult, however, for non-wealthy people outside of the urban center of Athens to attend until payments for attendance were introduced in the late 5th century. It originally met once every month, but later it met three or four times per month. **The agenda for the ekklesia was established by the Boule, the popular council.** Votes were taken by a show of hands, counting of stones and voting using broken pottery.

A quorum of 6,000 was required sometimes to do business. The ecclesia elected by lot annually the Boule or council. Some of their power under [Solon](#) was delegated to the Court by [Pericles](#) in his reforms.

https://en.wikipedia.org/wiki/Ecclesia_%28ancient_Athens%29

This system remained remarkably stable, and with a few brief interruptions remained in place for 180 years, until 322 BC (aftermath of [Lamian War](#)). The peak of Athenian [hegemony](#) was achieved in the 440s to 430s BC, known as the [Age of Pericles](#).

https://en.wikipedia.org/wiki/Classical_Athens

Thrasybulus (/ˌθræsɪˈbjuːləs/; [Greek](#): Θρασύβουλος, "brave-willed"; c. 440 – 388 BC) was an [Athenian general](#) and [democratic](#) leader. In 411 BC, in the wake of an [oligarchic](#) coup at Athens, the pro-democracy sailors at [Samos](#) elected him as a general, making him a primary leader of the successful democratic resistance to that coup. **As general, he was responsible for recalling the controversial nobleman Alcibiades from exile, and the two worked together extensively over the next several years.** In 411 and 410, Thrasybulus commanded along with Alcibiades and others at several critical Athenian naval victories.

After Athens' defeat in the [Peloponnesian War](#), Thrasybulus led the democratic resistance to the new oligarchic government, known as the [Thirty Tyrants](#), which the victorious [Spartans](#) imposed on Athens. In 404 BC, he commanded a small force of exiles that invaded [Attica](#) and, in successive battles, defeated first a Spartan garrison and then the forces of the oligarchy. **In the wake of these victories, democracy was re-established at Athens.** As a leader of this revived democracy in the 4th century BC, Thrasybulus advocated a policy of resistance to Sparta and sought to restore Athens' imperial power. He was killed in 388 BC while leading an Athenian naval force during the [Corinthian War](#).

<https://en.wikipedia.org/wiki/Thrasybulus>

The two political parties or social classes that vied for power in classical Athens, as in most other Greek city states, were the oligarchs and the democrats. The oligarchs tried to establish a state in which

only owners of substantial amounts of property could vote and hold public office, while the democrats insisted that all male citizens have the same rights. "An oligarchy is said to be that in which the few and the wealthy, and a democracy that in which the many and the poor are the rulers," as Aristotle put it in his *Politics*. (1)

<http://faculty.frostburg.edu/phil/forum/PlatoRep.htm>

Metics typically shared the burdens of [citizenship](#) without any of its privileges. Like citizens, they had to perform military service and, if wealthy enough, were subject to the special tax contributions (*eisphora*) and tax services ("liturgies", for example, paying for a warship or funding a tragic chorus) contributed by wealthy Athenians. Citizenship at Athens brought eligibility for numerous state payments such as jury and assembly pay, which could be significant to working people. During emergencies the city could distribute rations to citizens. None of these rights were available to metics. They were not permitted to own real estate in [Attica](#), whether farm or house, unless granted a special exemption. Neither could they contract with the state to work the silver mines, since the wealth beneath the earth was felt to belong to the political community. Further, they had to pay a metic poll tax, the *metoikon*, of twelve [drachmas](#) a year for men and six for women, as well a special tax (*xenikon telos*) if they wanted to set up a stall in the market place (*agora*)[\[citation needed\]](#).

Although metics were barred from the [assembly](#) and from serving as jurors, they did have the same access to the [courts](#) as citizens. They could both prosecute others and be prosecuted themselves. A great many migrants came to Athens to do business and were in fact essential to the Athenian economy. It would have been a severe disincentive if they had been unable to pursue commercial disputes at law. At the same time they did not have exactly the same rights here as citizens. Unlike citizens, metics could be made to undergo judicial [torture](#) and the penalties for killing them were not as severe as for killing a citizen. Metics were also subject to enslavement for a variety of offences. These might either be failures to abide by their status obligations, such as not paying the metoikon tax or not nominating a citizen sponsor, or they might be "contaminations" of the citizen body, marrying a citizen, or claiming to be citizens themselves.

<https://en.wikipedia.org/wiki/Metic>

Rights under the Solonian Constitution (594/593 BC)

Under the [Solonian Constitution](#), the thetes were defined as citizens who did not qualify as [zeugitae](#), although the thetes may have predated the Solonian reforms.

Under Solon's reforms, they could participate in the [Ecclesia \(the Athenian assembly\)](#), and could be jurors serving in the [law court](#) of the [Heliaia](#), but were not allowed to serve in the [Boule](#) or serve as magistrates.[\[citation needed\]](#)

Reforms of Ephialtes

In the reforms of [Ephialtes](#) and [Pericles](#) around 460-450 BC, the thetes were empowered to hold public office.[\[1\]](#)

<https://en.wikipedia.org/wiki/Thetes>

C'est alors que Démosthène prononce sa première [Philippique](#). Il commence par montrer à ses

concitoyens que la situation n'est mauvaise qu'en raison de leur inactivité, et qu'inversement un sursaut d'énergie peut renverser les choses. En pratique, il propose d'envoyer un corps expéditionnaire en Macédoine même. Démosthène s'oppose donc, par son volontarisme, à la politique défensive prônée par l'orateur [Euboulos](#). La majorité du peuple suit ce dernier.

« Ce qui me frappe, c'est que tous aujourd'hui, — à commencer par vous, — oui, tous lui concèdent ce qui, de tout temps, a fait le sujet de toutes les guerres en Grèce. Quoi donc ? Le droit de mutiler et de détrousser à son gré tous les Grecs l'un après l'autre, celui d'attaquer les villes et de les réduire en esclavage. (...) Et pourtant, tous les actes injustes qui ont pu être commis, soit par les [Lacédémoniens](#) pendant ces trente années, soit par nos ancêtres en soixante-dix ans, n'égalent pas, Athéniens, le mal que Philippe, depuis moins de treize ans qu'il a émergé de son obscurité, a infligé aux Grecs ; ou plutôt ils ne sont rien en comparaison. »

— Démosthène, *IIIe Philippique*, II, 21

Démosthène **constate qu'en face, les Athéniens se distinguent par leur immobilité, leurs tergiversations et leur [pinaillages](#) politico-législatifs**. À ce sujet, Démosthène dénonce avec vigueur les travers du système démocratique athénien : **tout doit être longuement expliqué, débattu et voté avant qu'une action puisse se mettre en place. Il accuse les « politiques »** (πολιτευόμενοι / *politeuómenoi*) **d'asservir le peuple à leurs desseins, alors qu'auparavant le peuple lui-même était maître de son destin**. De fait, il est difficile de cerner exactement la position de Démosthène vis-à-vis des institutions athéniennes. Parfois, il se rapproche des démocrates modérés, en s'opposant par exemple à la perception par le peuple d'une indemnité pour les spectacles. Parfois, il se place parmi les radicaux en dénonçant l'égoïsme des riches Athéniens qui refusent d'armer des [trières](#) et des troupes.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mosth%C3%A8ne>

Before Solon's reforms, the Athenian state was administered by nine archons appointed or elected annually by the Areopagus on the basis of noble birth and wealth.[61][62] The Areopagus comprised former archons and it therefore had, in addition to the power of appointment, extraordinary influence as a consultative body. The nine archons took the oath of office while ceremonially standing on a stone in the [agora](#), declaring their readiness to dedicate a golden statue if they should ever be found to have violated the laws.[63][64] **There was an assembly of Athenian citizens (the Ekklesia) but the lowest class (the Thetes) was not admitted and its deliberative procedures were controlled by the nobles.[65] There therefore seemed to be no means by which an archon could be called to account for breach of oath unless the Areopagus favoured his prosecution.**

According to the [Athenian Constitution](#), Solon legislated for all citizens to be admitted into the

Ekklesia[66] and for a court (the Heliaia) to be formed from all the citizens.[67] The Heliaia appears to have been the Ekklesia, or some representative portion of it, sitting as a jury.[68][69] By giving common people the power not only to elect officials but also to call them to account, Solon appears to have established the foundations of a true republic. However some scholars have doubted whether Solon actually included the Thetes in the Ekklesia, this being considered too bold a move for any aristocrat in the archaic period.[70] **Ancient sources[71][72] credit Solon with the creation of a Council of Four Hundred, drawn from the four Athenian tribes to serve as a steering committee for the enlarged Ekklesia.** However, many modern scholars have doubted this also.[73][74]

There is consensus among scholars that Solon lowered the requirements—those that existed in terms of financial and social qualifications—which applied to election to public office. The Solonian constitution divided citizens into four political classes defined according to assessable property[66][75] a classification that might previously have served the state for military or taxation purposes only.[76] The standard unit for this assessment was one [medimnos](#) (approximately 12 gallons) of cereals and yet the kind of classification set out below might be considered too simplistic to be historically accurate.[77]

<https://en.wikipedia.org/wiki/Solon>

L'archonte éponyme est, dans l'[Athènes antique](#), le magistrat suprême, et le magistrat principal dans de nombreuses cités de la [Grèce antique](#). Athènes comportait toutefois un conseil

d'archontes formant une sorte de gouvernement exécutif. L'archonte éponyme¹, ou tout simplement l'archonte sans autre précision, préside les réunions de la Boulè, de l'ecclésiā, anciennes assemblées athéniennes ; l'instruction des procès de droit privé incombe également à l'archonte². Il reste le chef de l'État nominal même sous la démocratie, qui réduit cependant son importance politique.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Archonte_%C3%A9ponyme

In [ancient Greece](#) the chief [magistrate](#) in various [Greek city states](#) was called **eponymous archon** (ἐπώνυμος ἄρχων, *eponymos archon*). *Archon* (ἄρχων, pl. ἄρχοντες, *archontes*) means "ruler" or "lord," frequently used as the title of a specific public office,^[1] while "eponymous" means that he gave his name to the year in which he held office, much like the Roman [dating by consular years](#).

In [Classical Athens](#), a system of nine concurrent archons evolved, led by three respective remits over the civic, military, and religious affairs of the state: the three office holders were known as the eponymous archon, the [polemarch](#) (πολέμαρχος, "war ruler"), and the [archon basileus](#) (ἄρχων βασιλεύς, "king ruler").^{[2][3]} The six others were the [thesmothetai](#), judicial officers. **Originally these offices were filled from the wealthier classes by elections every ten years.** During this period the eponymous archon was the chief magistrate, the polemarch was the head of the armed forces, and the *archon basileus* was responsible for some civic religious arrangements, and for the supervision of some major trials in the law courts. **After 683 BC the offices were held for only a single year**, and the year was named after the eponymous archon.

Archon

Archon ([Greek](#) ἄρχων *arkhon*; pl. ἄρχοντες) is a [Greek](#) word that means "ruler" or "lord," frequently used as the title of a specific public office. As civic and religious leaders, Archons were responsible for organizing theatrical performances during festivals through playwrights and choregai, wealthy citizen patrons. It is the masculine present participle of the verb stem ἀρχ-, meaning "to rule," derived from the same root as [monarch](#).

Ancient Greece

Main article: [Eponymous archon](#)

In [ancient Greece](#) the chief [magistrate](#) in various Greek city states was called [Archon](#). The term was also used throughout Greek history in a more general sense, ranging from "club leader" to "master of the tables" at [syssitia](#).^{[[citation needed](#)]}

In [Athens](#) a republican system of nine concurrent Archons evolved, led by three respective remits over the civic, military, and religious affairs of the state: the three office holders being known as the *Eponymos archon* (Ἐπώνυμος ἄρχων; the "name" ruler, who gave his name to the year in which he held office), the [Polemarch](#) ("war ruler"), and the *Archon Basileus* ("king ruler").^[1] The six others were the *Thesmothetai*, Judicial Officers. Originally these offices were filled from the wealthier classes by elections every ten years. During this period the eponymous Archon was the chief magistrate, the Polemarch was the head of the armed forces, and the Archon Basileus was responsible for some civic

religious arrangements, and for the supervision of some major trials in the law courts. After 683 BC the offices were held for only a single year, and the year was named after the Archōn Epōnymos. (Many ancient [calendar](#) systems did not number their years consecutively.)

After 487 BC, the archonships were assigned by lot to any citizen and the Polemarch's military duties were taken over by new class of generals known as [stratēgoí](#).^{[[citation needed](#)]} The ten *stratēgoí* (one per tribe) were elected, and the office of Polemarch was rotated among them on a daily basis. The Polemarch thereafter had only minor religious duties, and the titular headship over the *stratēgoí*. The Archon Eponymos remained the titular head of state under [democracy](#), though of much reduced political importance.^{[[citation needed](#)]} The Archons were assisted by "junior" archons, called *Thesmothētai* (Θεσμοθέται "Institutors"). After 457 BC ex-archons were automatically enrolled as life members of the [Areopagus](#), though that assembly was no longer extremely important politically at that time. (See [Archons of Athens](#).)

Under the Athenian constitution, Archons were also in charge of organizing festivals by bringing together poets/playwrights, actors, and city-appointed choregai, wealthy citizen patrons. The Archon would begin this process months in advance of a festival by selecting a chorus of three playwrights based on descriptions of the projected plays. Each playwright would be assigned a choregos, also selected by the Archon, from among the wealthy citizens who would pay all the expenses of costumes, masks, and training the chorus. The Archon also assigned each playwright a principal actor (the *protagonist*), as well as a second and third actor. The City Dionysia, an ancient dramatic festival held in March in which tragedy, comedy, and satyric drama originated, was under the direction of one of the principal magistrates, the *archon eponymos*.

<https://en.wikipedia.org/wiki/Archon>

Archonte

Dans la [Grèce antique](#), les **archontes** (en [grec ancien](#) ἄρχοντες / *árkhontes*, de ἄρχω / *árkhō*, « commander, être le chef ») sont des dirigeants politiques, présents dans la plupart des [cités grecques](#).

À Athènes

Au [Ve siècle av. J.-C.](#), les neuf archontes élisent les [hélistes](#) par tirage au sort sur la place Ardetos¹. [Aristote](#)² explique qu'au début de la vie d'Athènes (dans les temps mythiques des [Cocrides](#)), les premiers archontes étaient le roi et le polémarque, puis l'archonte éponyme :

- L'[archonte éponyme](#) (ἄρχων ἐπώνυμος / *árkhōn epōnumos*, ou ὁ ἄρχων / *ho árkhōn*, littéralement « l'archonte », sans autre précision, **il avait en charge l'administration civile et la juridiction publique**. Il était le tuteur des veuves et des orphelins et surveillait les litiges familiaux. Il s'occupait aussi du théâtre en nommant les mécènes et les vainqueurs de tétralogies. Il donnait son nom à l'année de son [archontat](#)³.
- L'[archonte-roi](#) (ἄρχων βασιλεὺς / *árkhōn basileüs*), il avait en charge les affaires d'homicide et les crimes d'impiété. Il lançait les interdits religieux et devait être obligatoirement marié. Il préside les cérémonies religieuses.
- Le [polémarque](#) (ἄρχων πολέμαρχος / *árkhōn polémarkhos*), il avait en charge les affaires

militaires. Avec l'importance croissante des stratèges, l'archonte polémarque perdit peu à peu de son importance. L'archonte polémarque [Callimaque](#), par exemple, fut positionné sur l'aile droite de l'armée grecque à la [bataille de Marathon](#), probablement à titre honorifique, tandis que le stratège [Miltiade](#) commandait l'armée.

L'archonte-Roi est la magistrature héritière de la royauté et était donc initialement une fonction à vie. Elle sera par suite réduite à 10 ans, puis à un an. Les deux autres magistratures étaient quant-à elle de un an. À une date inconnue⁴, les trois archontes se voient secondés par six thesmothètes, qui sont les gardiens de la législation, ce qui porte le nombre d'archontes à neuf. Enfin, [Clisthène](#) ajouta un secrétaire, chargé de rédiger les avis des neuf autres archontes. Dès lors, leur nombre est de dix, comme pour les autres magistratures athéniennes. **Avec ce système, seules les catégories les plus aisées étaient représentées.**

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Archonte>

Background

The [archon](#) was the chief [magistrate](#) in many Greek cities, but in [Athens](#) there was a council of archons which exerted a form of executive government. From the late 8th century BC there were three archons: the *archon eponymos*, the [polemarchos](#) (replaced in 501 BC by ten [strategoi](#)), and the [archon basileus](#) (the ceremonial vestige of the [Athenian monarchy](#)).^[4] These positions were filled from the aristocracy (the [Eupatridae](#)) by elections every ten years. During this period Archon Eponymous was the chief magistrate, the Polemarch was the head of the armed forces, and the Archon Basileus was responsible for the civic religious arrangements.

After 508 BC the offices were held for only a single year, and the year was named after the archon eponymous.^[citation needed] The year ran from July to June.^[5] The archon eponymous was the chief archon, and presided over meetings of the [Boule](#) and [Ecclesia](#), the ancient Athenian assemblies. The archon eponymous remained the titular head of state even under the democracy, though with much reduced political importance. Under the reforms of [Solon](#), himself archon eponymous in 594 BC, there was a brief period when the number of archons rose to ten. After 457 BC ex-archons were automatically enrolled as life members of the [Areopagus](#), though that assembly was no longer extremely important politically.

One of the archons oversaw the procedure for [ostracism](#) after 487 BC.^[6] An archon's court was in charge of the [epikleroi](#).^[7] Other duties of the archons included supervising the [Panathenaea](#) and [Dionysia](#) festivals.^[8]

https://en.wikipedia.org/wiki/Eponymous_archon

Le conseil de l'Aréopage antique

L'aréopage avait un pouvoir judiciaire à Athènes lors de la démocratie (-500 à -300) il était formé de 9 anciens archontes.

Originellement, l'Aréopage était un conseil puissant, composé des citoyens ayant rempli avec le

plus de brio les magistratures les plus importantes. Cependant, une réforme de - 461 limita très fortement son pouvoir en le circonscrivant au domaine judiciaire (on parla alors du tribunal de l'Aréopage). Toutefois, de temps à autre, il pouvait retrouver son rôle de conseil, mais simplement sur un plan moral. **Il n'est pas étonnant que, dans les débats politiques sur le meilleur gouvernement qui fleurissent dès la fin du Ve siècle, de nombreux auteurs opposés à la démocratie pure (Platon, Thucydide, Aristote) aient voulu valoriser le rôle de cette institution plutôt oligarchique**¹.

L'Aréopage siégeait la nuit : on n'y permettait aucun artifice oratoire pour émouvoir ou attendrir les juges. Dans son *Traité des Lois*, Théophraste dit qu'il y a à Athènes deux sortes d'autels de justice : les autels de la « Vengeance » et ceux de l'« Injure », qui sont en fait des pierres sans taille faisant office de tribunes devant l'Aréopage. L'autel du poursuivant s'appelait la « pierre de l'anésie »², c'est-à-dire celle de la vengeance inflexible, qui refuse de recevoir le prix du sang³. Celle de l'accusé s'appelait la « pierre de l'hybris »⁴ c'est-à-dire de l'orgueil qui pousse au crime⁵.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Ar%C3%A9opage>

In pre-classical times (before the 5th century BC), the Areopagus was the council of elders of the city, similar to the Roman Senate. Like the Senate, its membership was restricted to those who had held high public office, in this case that of Archon. In 594 BC, the Areopagus agreed to hand over its functions to Solon for reform. He instituted democratic reforms, reconstituted its membership and returned control to the organization.^[6]

The term "Areopagus" also refers to the judicial body of aristocratic origin that subsequently formed the [higher court](#) of modern [Greece](#).

<https://en.wikipedia.org/wiki/Areopagus>

Les **thesmothètes** sont des magistrats de la [démocratie athénienne](#). Ils font partie du groupe des [archontes](#). Au nombre de 6, ils sont les gardiens de la législation. C'est à eux que revient le pouvoir d'apporter les changements dans la juridiction.

Ils sont ajoutés comme magistrats supplémentaires au [VIIe siècle av. J.-C.](#) et, au même titre que tous les anciens [archontes](#), ils siègent à l'[Aréopage](#) après leur mandat¹.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Thesmoth%C3%A8te>

PÉRICLÈS

Sa mesure la plus importante, populaire mais choquante aux yeux de l'aristocratie, est la mise en place à partir de 454 av. J.-C. de la [misthophorie](#) : une indemnité ou « misthos » (μισθός / *misthós*, littéralement « gages, paie ») de deux [oboles](#) par jour est versée à tous les citoyens qui servent comme jurés dans l'[Héliée](#) (le tribunal populaire d'Athènes) puisqu'ils perdent les bénéfices d'une journée entière de travail. **Cette indemnité, plus tard étendue aux autres magistrats et aux soldats, est ridicule pour les riches et intéressante pour les pauvres : elle permet à tous de participer à la démocratie**[53](#).

https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9ricl%C3%A8s#Les_r%C3%A9formes_civiques

After Cimon's ostracism, Pericles continued to promote a populist social policy.[\[22\]](#) He first proposed a decree that permitted the poor to watch theatrical plays without paying, with the state covering the cost of their admission. With other decrees he lowered the property requirement for the [archonship](#) in 458–457 BC and bestowed generous wages on all citizens who served as jurors in the [Heliaia](#) (the supreme court of Athens) some time just after 454 BC.[\[27\]](#) His most controversial measure, however, was a law of 451 BC limiting Athenian citizenship to those of Athenian parentage on both sides.[\[28\]](#)

Such measures impelled Pericles' critics to hold him responsible for the gradual degeneration of the Athenian democracy. Constantine Paparrigopoulos, a major modern Greek historian, argues that Pericles sought for the expansion and stabilization of all democratic institutions.[30] Hence, he enacted legislation granting the lower classes access to the political system and the public offices, from which they had previously been barred.[31]

According to Samons, Pericles believed that it was necessary to raise the [demos](#), in which he saw an untapped source of Athenian power and the crucial element of Athenian military dominance.[\[32\]](#) (The fleet, backbone of Athenian power since the days of Themistocles, was manned almost entirely by members of the lower classes.[\[33\]](#))

Cimon, on the other hand, apparently believed that no further free space for democratic evolution existed. He was certain that democracy had reached its peak and Pericles' reforms were leading to the stalemate of populism. According to Paparrigopoulos, history vindicated Cimon, because Athens, after Pericles' death, sank into the abyss of political turmoil and demagoguery. Paparrigopoulos maintains that an unprecedented regression descended upon the city, whose glory perished as a result of Pericles' populist policies.[30]

According to another historian, Justin Daniel King, radical democracy benefited people individually, but harmed the state.[34] On the other hand, [Donald Kagan](#) asserts that the democratic measures Pericles put into effect provided the basis for an unassailable political strength.[\[35\]](#) After all, Cimon finally accepted the new democracy and did not oppose the citizenship law, after he returned from exile in 451 BC.[\[36\]](#)

<https://en.wikipedia.org/wiki/Pericles>

Trial and death

Main article: [Trial of Socrates](#)

Socrates lived during the time of the transition from the height of the [Athenian hegemony](#) to its decline with the defeat by [Sparta](#) and its allies in the [Peloponnesian War](#). **At a time when Athens sought to stabilize and recover from its humiliating defeat, the Athenian public may have been entertaining doubts about democracy as an efficient form of government. Socrates appears to have been a critic of democracy,[48] and some scholars interpret his trial as an expression of political infighting.[49]**

Claiming loyalty to his city, Socrates clashed with the current course of Athenian politics and society.[50] He praises Sparta, archrival to Athens, directly and indirectly in various dialogues. One of Socrates' purported offenses to the city was his position as a social and moral critic. Rather than upholding a status quo and accepting the development of what he perceived as immorality within his region, **Socrates questioned the collective notion of "might makes right" that he felt was common in Greece during this period.** Plato refers to Socrates as the "[gadfly](#)" of the state (as the gadfly stings the horse into action, so Socrates stung various Athenians), insofar as he irritated some people with considerations of justice and the pursuit of goodness.[51] His attempts to improve the Athenians' sense of justice may have been the cause of his execution.

According to Plato's *Apology*, Socrates' life as the "gadfly" of Athens began when his friend Chaerephon asked the [oracle at Delphi](#) if anyone were wiser than Socrates; the [Oracle](#) responded that no-one was wiser. Socrates believed the Oracle's response was a paradox, because he believed he possessed no wisdom whatsoever. He proceeded to test the riddle by approaching men considered wise by the people of Athens—statesmen, poets, and artisans—in order to refute the Oracle's pronouncement. Questioning them, however, Socrates concluded: while each man thought he knew a great deal and was wise, in fact they knew very little and were not wise at all. Socrates realized the Oracle was correct; while so-called wise men thought themselves wise and yet were not, he himself knew he was not wise at all, which, paradoxically, made him the wiser one since he was the only person aware of his own ignorance. **Socrates' paradoxical wisdom made the prominent Athenians he publicly questioned look foolish, turning them against him and leading to accusations of wrongdoing. Socrates defended his role as a gadfly until the end: at his trial, when Socrates was asked to propose his own punishment, he suggested a wage paid by the government and free dinners for the rest of his life instead, to finance the time he spent as Athens' benefactor.[52] He was, nevertheless, found guilty of both corrupting the minds of the youth of Athens and of impiety ("not believing in the gods of the state"),[53] and subsequently sentenced to death by drinking a mixture containing [poison](#)**

[hemlock.\[54\]\[55\]\[56\]\[57\]](#)

https://en.wikipedia.org/wiki/Socrates#The_arrest_of_Leon

<http://faculty.frostburg.edu/phil/forum/SocratesLife.htm>

SOLON

Biography

Solon was born in Athens around 638 B.C.[7] His family was distinguished in Attica as they belonged to a noble or [Eupatrid](#) clan although only possessing moderate wealth.[8] Solon's father probably was Execestides. Solon's lineage, therefore, could be traced back to [Codrus](#), the last [King of Athens](#). [9] According to [Diogenes Laërtius](#), he had a brother named Dropides who was an ancestor (six generations removed) of [Plato](#). [10] According to Plutarch, Solon was related to the [tyrant Peisistratos](#) for their mothers were cousins. [11] Solon was eventually drawn into the unaristocratic pursuit of commerce. [12]

When Athens and [Megara](#) were contesting for the possession of the [Salamis Island](#), Solon was given leadership of the Athenian forces. After repeated disasters, Solon was able to increase the morale and spirits of his body of troops on the strength of a poem he wrote about the islands. [7] Supported by Peisistratos, he defeated the Megarians either by means of a cunning trick [13] or more directly through heroic battle around 595 B.C. [7][14] The Megarians however refused to give up their claim to the island. The dispute was referred to the Spartans, who eventually awarded possession of the island to Athens on the strength of the case that Solon put to them. [15]

According to Diogenes Laertius, in 594 B.C. **Solon was chosen archon or chief magistrate.** [7][16] As archon, Solon discussed his intended reforms with some friends. Knowing that he was about to cancel all debts, these friends took out loans and promptly bought some land. Suspected of complicity, Solon complied with his own law and released his own debtors, amounting to 5 talents (or 15 according to some sources). His friends never repaid their debts. [17]

After he had finished his reforms, he travelled abroad for ten years, so that the Athenians could not induce him to repeal any of his laws. [18] His first stop was Egypt. There, according to Herodotus he visited the Pharaoh of Egypt [Amasis II](#). [19] According to Plutarch, he spent some time and discussed philosophy with two Egyptian priests, Psenophis of [Heliopolis](#) and [Sonchis of Sais](#). [20] **According to Plato's dialogues [Timaeus](#) and [Critias](#), he visited [Neith's temple at Sais](#) and received from the priests there an account of the history of [Atlantis](#).** Next Solon sailed to [Cyprus](#), where he oversaw the construction of a new capital for a local king, in gratitude for which the king named it [Soloi](#). [20]

Solon's travels finally brought him to [Sardis](#), capital of [Lydia](#). According to Herodotus and Plutarch, he met with [Croesus](#) and gave the Lydian king advice, which however Croesus failed to appreciate until it was too late. Croesus had considered himself to be the happiest man alive and Solon had advised him, **"Count no man happy until he be dead."** The reasoning was that at any minute, fortune might turn on even the happiest man and make his life miserable. It was only after he had lost his kingdom to the Persian king [Cyrus](#), while awaiting execution, that Croesus acknowledged the wisdom of Solon's advice. [21][22]

After his return to Athens, Solon became a staunch opponent of Peisistratos. In protest and as an example to others, Solon stood outside his own home in full armour, urging all who passed to resist the machinations of the would-be tyrant. His efforts were in vain. Solon died shortly after Peisistratos usurped by force the autocratic power that Athens had once freely bestowed upon him.[23] He died in Cyprus at the age of 80[7] and, in accordance with his will, his ashes were scattered around Salamis, the island where he was born.[24][25]

The travel writer [Pausanias](#) listed Solon among the [seven sages](#) whose aphorisms adorned Apollo's temple in [Delphi](#). [26] [Stobaeus](#) in the *Florilegium* relates a story about a symposium, where Solon's young nephew was singing a poem of [Sappho](#)'s; Solon, upon hearing the song, asked the boy to teach him to sing it. When someone asked, "Why should you waste your time on it?" Solon replied ἵνα μαθὼν αὐτὸ ἀποθάνω, "So that I may learn it then die." [27] [Ammianus Marcellinus](#) however told a similar story about [Socrates](#) and the poet [Stesichorus](#), quoting the philosopher's rapture in almost identical terms: "ut aliquid sciens amplius e vita discedam", [28] meaning "in order to go away knowing more out of life".

Background to Solon's reforms

During Solon's time, many [Greek](#) city-states had seen the emergence of [tyrants](#), opportunistic [noblemen](#) who had taken power on behalf of sectional interests. In [Sicyon](#), [Cleisthenes](#) had usurped power on behalf of an [Ionian](#) minority. In [Megara](#), [Theagenes](#) had come to power as an enemy of the local [oligarchs](#). The son-in-law of Theagenes, an Athenian nobleman named [Cylon](#), made an unsuccessful attempt to seize power in Athens in 632 BC. **Solon was described by Plutarch as having been temporarily awarded autocratic powers by Athenian citizens on the grounds that he had the "wisdom" to sort out their differences for them in a peaceful and equitable manner.** [29] **According to ancient sources, [30][31] he obtained these powers when he was elected eponymous archon** (594/3 BC). **Some modern scholars believe these powers were in fact granted some years after Solon had been archon, when he would have been a member of the [Areopagus](#) and probably a more respected statesman by his (aristocratic) peers.** [32][33][34]

The social and political upheavals that characterised Athens in Solon's time have been variously interpreted by historians from ancient times to the present day. Two contemporary historians have identified three distinct historical accounts of Solon's Athens, emphasizing quite different rivalries: economic and ideological rivalry, regional rivalry and rivalry between aristocratic clans. [35][36] These different accounts provide a convenient basis for an overview of the issues involved.

- **Economic and ideological rivalry** is a common theme in ancient sources. This sort of account emerges from Solon's poems (e.g. see below [Solon the reformer and poet](#)), in which he casts himself in the role of a noble mediator between two intemperate and unruly factions. This same account is substantially taken up about three centuries later by the author of the Aristotelian [Athenaion Politeia](#) but with an interesting variation:

"...there was conflict between the nobles and the common people for an extended period. For the constitution they were under was oligarchic in every respect and especially in that the poor, along with their wives and children, were in slavery to the rich...All the land was in the hands of a few. And if men did not pay their rents, they themselves and their children were liable to be seized as slaves. The security for all loans was the debtor's person up to the time of Solon. He was the first people's champion." [37]

Here Solon is presented as a partisan in a democratic cause whereas, judged from the viewpoint of his own poems, he was instead a mediator between rival factions. A still more significant variation in the ancient historical account appears in the writing of Plutarch in the late 1st –

early 2nd century AD:

"Athens was torn by recurrent conflict about the constitution. The city was divided into as many parties as there were geographical divisions in its territory. **For the party of the people of the hills was most in favour of democracy, that of the people of the plain was most in favour of oligarchy, while the third group, the people of the coast, which preferred a mixed form of constitution somewhat between the other two, formed an obstruction and prevented the other groups from gaining control.**"[38]

- **Regional rivalry** is a theme commonly found among modern scholars.[39][40][41][42]

"The new picture which emerged was one of **strife between regional groups**, united by local loyalties and led by wealthy landowners. Their goal was control of the central government at Athens and with it dominance over their rivals from other districts of Attika."[43]

Regional factionalism was inevitable in a relatively large territory such as Athens possessed. In most Greek city states, a farmer could conveniently reside in town and travel to and from his fields every day. According to [Thucydides](#), on the other hand, most Athenians continued to live in rural settlements right up until the [Peloponnesian War](#).[\[44\]](#) The effects of regionalism in a large territory could be seen in Laconia, where [Sparta](#) had gained control through intimidation and resettlement of some of its neighbours and enslavement of the rest. [Attika in Solon's time seemed to be moving towards a similarly ugly solution with many citizens in danger of being reduced to the status of helots.](#)[\[45\]](#)

- **Rivalry between clans** is a theme recently developed by some scholars, based on an appreciation of the political significance of kinship groupings.[\[43\]\[46\]\[47\]\[48\]\[49\]\[50\]](#) According to this account, bonds of kinship rather than local loyalties were the decisive influence on events in archaic Athens. An Athenian belonged not only to a [phyle](#) or tribe and one of its subdivisions, the [phratry](#) or brotherhood, but also to an extended family, clan or [genos](#). **It has been argued that these interconnecting units of kinship reinforced a hierarchic structure with aristocratic clans at the top.**[\[35\]\[51\]](#) **Thus rivalries between aristocratic clans could engage all levels of society irrespective of any regional ties.** In that case, the struggle between rich and poor was the struggle between powerful aristocrats and the weaker affiliates of their rivals or perhaps even with their own rebellious affiliates.

The historical account of Solon's Athens has evolved over many centuries into a set of contradictory stories or a complex story that might be interpreted in a variety of ways. As further evidence accumulates, and as historians continue to debate the issues, Solon's motivations and the intentions behind his reforms will continue to attract speculation.[\[52\]](#)

Solon's reforms

Solon's laws were inscribed on large wooden slabs or cylinders attached to a series of axles that stood upright in the [Prytaneion](#).^{[53][54]} These *axones* appear to have operated on the same principle as a [Lazy Susan](#), allowing both convenient storage and ease of access. Originally the axones recorded laws enacted by [Draco](#) in the late 7th Century (traditionally 621 BC). Nothing of Draco's codification has survived except for a law relating to homicide, yet there is consensus among scholars that it did not amount to anything like a constitution.^{[55][56]} **Solon repealed all Draco's laws except those relating to homicide.**^[57] During his visit to Athens, [Pausanias](#), the 2nd century AD geographer reported that the inscribed laws of Solon were still displayed by the Prytaneion.^[58] Fragments of the axones were still visible in [Plutarch](#)'s time^[59] but today the only records we have of Solon's laws are fragmentary quotes and comments in literary sources such as those written by [Plutarch](#) himself. Moreover, the language of his laws was archaic even by the standards of the fifth century and this caused interpretational problems for ancient commentators.^[60] Modern scholars doubt the reliability of these sources and our knowledge of Solon's legislation is therefore actually very limited in its details.

Generally, Solon's reforms appear to have been constitutional, economic and moral in their scope. This distinction, though somewhat artificial, does at least provide a convenient framework within which to consider the laws that have been attributed to Solon. Some short-term consequences of his reforms are considered at the end of the section.

Constitutional reform

Main article: [Solonian Constitution](#)

Before Solon's reforms, the Athenian state was administered by nine archons appointed or elected annually by the Areopagus on the basis of noble birth and wealth.^{[61][62]} **The Areopagus comprised former archons and it therefore had, in addition to the power of appointment, extraordinary influence as a consultative body.** The nine archons took the oath of office while ceremonially standing on a stone in the [agora](#), declaring their readiness to dedicate a golden statue if they should ever be found to have violated the laws.^{[63][64]} **There was an assembly of Athenian citizens (the Ekklesia) but the lowest class (the Thetes) was not admitted and its deliberative procedures were controlled by the nobles.**^[65] **There therefore seemed to be no means by which an archon could be called to account for breach of oath unless the Areopagus favoured his prosecution.**

According to the [Athenian Constitution](#), Solon legislated for all citizens to be admitted into the Ekklesia^[66] and for a court (the [Heliaia](#)) to be formed from all the citizens.^[67] The Heliaia appears to have been the Ekklesia, or some representative portion of it, sitting as a jury.^{[68][69]} **By giving common people the power not only to elect officials but also to call them to account, Solon appears to have established the foundations of a true republic.** However some scholars have doubted whether Solon actually included the Thetes in the Ekklesia, this being considered too bold a

move for any aristocrat in the archaic period.^[70] Ancient sources^{[71][72]} credit Solon with the creation of a **Council of Four Hundred**, drawn from the four Athenian tribes to serve as a steering committee for the enlarged Ekklesia. However, many modern scholars have doubted this also.^{[73][74]}

There is consensus among scholars that Solon lowered the requirements—those that existed in terms of financial and social qualifications—which applied to election to public office.

The Solonian constitution divided citizens into four political classes defined according to assessable property^{[66][75]} a classification that might previously have served the state for military or taxation purposes only.^[76] The standard unit for this assessment was one *medimnos* (approximately 12 gallons) of cereals and yet the kind of classification set out below might be considered too simplistic to be historically accurate.^[77]

- **Pentakosiomedimnoi**
 - valued at 500 *medimnoi* or more of cereals annually.
 - eligible to serve as *stratego*i (generals or military governors)
- **Hippeis**
 - valued at 300 *medimnoi* or more annually.
 - approximating to the *medieval* class of *knights*, they had enough wealth to equip themselves for the *cavalry*
- **Zeugitai**
 - valued at a 200 *medimnoi* or more annually.
 - approximating to the mediaeval class of *Yeoman*, they had enough wealth to equip themselves for the infantry (*Hoplite*)
- **Thetes**
 - valued up to 199 *medimnoi* annually or less
 - manual workers or sharecroppers, they served voluntarily in the role of personal servant, or as auxiliaries armed for instance with the *sling* or as rowers in the navy.

According to the *Athenian Constitution*, only the *pentakosiomedimnoi* were eligible for election to high office as archons and therefore only they gained admission into the Areopagus.^[78] A modern view affords the same privilege to the *hippeis*.^[79] The top three classes were eligible for a variety of lesser posts and only the *thetes* were excluded from all public office.

Depending on how we interpret the historical facts known to us, Solon's constitutional reforms were either a radical anticipation of democratic government, or they merely provided a plutocratic flavour to a stubbornly aristocratic regime, or else the truth lies somewhere between these two extremes.^[nb 1]

Economic reform

Solon's economic reforms need to be understood in the context of the primitive, subsistence economy that prevailed both before and after his time. Most Athenians were still living in rural settlements right up to the *Peloponnesian War*.^[80] Opportunities for trade even within the Athenian borders were limited. The typical farming family, even in classical times, barely produced enough to satisfy its own needs.^[81] Opportunities for international trade were minimal. It has been estimated that, even in Roman times, goods rose 40% in value for every 100 miles they were carried over land, but only 1.3% for the same distance were they carried by ship^[82] and yet there is no evidence that Athens possessed

any merchant ships until around 525 BC.[83] Until then, the narrow warship doubled as a cargo vessel. Athens, like other Greek city states in the 7th Century BC, was faced with increasing population pressures[84] and by about 525 BC it was able to feed itself only in 'good years'.[85]

Solon's reforms can thus be seen to have taken place at a crucial period of economic transition, when a subsistence rural economy increasingly required the support of a nascent commercial sector. The specific economic reforms credited to Solon are these:

- **Fathers were encouraged to find trades for their sons; if they did not, there would be no legal requirement for sons to maintain their fathers in old age.**[86]
- **Foreign traders were encouraged to settle in Athens; those who did would be granted citizenship, provided they brought their families with them.**[87]
- **Cultivation of olives was encouraged; the export of all other produce was prohibited.**[88]
- **Competitiveness of Athenian commerce was promoted through revision of weights and measures,** possibly based on successful standards already in use elsewhere, such as [Aegina](#) or [Euboia](#)[89][90] or, according to the ancient account but unsupported by modern scholarship, [Argos](#). [91]

It is generally assumed, on the authority of ancient commentators[91][92] **that Solon also reformed the Athenian coinage.** However, recent numismatic studies now lead to the conclusion that Athens probably had no coinage until around 560 BC, well after Solon's reforms.[93] Nevertheless, there are now reasons to suggest[94] that [monetization](#) had already begun before Solon's reforms. By early sixth century the Athenians were using silver in the form of a variety of [bullion](#) silver pieces for monetary payments.[95] [Drachma](#) and [obol](#) as a term of bullion value had already been adopted, although the corresponding standard weights were probably unstable.[96]

Solon's economic reforms succeeded in stimulating foreign trade. Athenian [black-figure pottery](#) was exported in increasing quantities and good quality throughout the Aegean between 600 BC and 560 BC, a success story that coincided with a decline in trade in Corinthian pottery.[97] **The ban on the export of grain might be understood as a relief measure for the benefit of the poor.** However, the encouragement of olive production for export could actually have led to increased hardship for many Athenians to the extent that it led to a reduction in the amount of land dedicated to grain. Moreover, an olive produces no fruit for the first six years[98] (but farmers' difficulty of lasting until payback may also give rise to a [mercantilist](#) argument in favour of supporting them through that, since the British case illustrates that 'One domestic policy that had a lasting impact was the conversion of "waste lands" to agricultural use. Mercantilists felt that to maximize a nation's power all land and resources had to be used to their utmost...'). The real motives behind Solon's economic reforms are therefore as questionable as his real motives for constitutional reform. Were the poor being forced to serve the needs of a changing economy, was the economy being reformed to serve the needs of the poor, or were Solon's policies the manifestation of a struggle taking place between poorer citizens and the aristocrats?

Moral reform

In his poems, Solon portrays Athens as being under threat from the unrestrained greed and arrogance of its citizens.[99] Even the earth ([Gaia](#)), the mighty mother of the gods, had been enslaved.[100] The visible symbol of this perversion of the natural and social order was a boundary marker called a *horos*, a wooden or stone pillar indicating that a farmer was in debt or under contractual obligation to someone else, either a noble patron or a creditor.[101] **Up until Solon's time, land was the inalienable property of a family or clan**[102] **and it could not be sold or mortgaged.** This was no disadvantage

to a clan with large landholdings since it could always rent out farms in a [sharecropping](#) system. **A family struggling on a small farm however could not use the farm as security for a loan even if it owned the farm. Instead the farmer would have to offer himself and his family as security, providing some form of slave labour in lieu of repayment.** Equally, a family might voluntarily pledge part of its farm income or labour to a powerful clan in return for its protection. Farmers subject to these sorts of arrangements were loosely known as *hektemoroi*[\[103\]](#) indicating that they either paid or kept a sixth of a farm's annual yield.[\[104\]\[105\]\[106\]](#) **In the event of 'bankruptcy', or failure to honour the contract stipulated by the *horoi*, farmers and their families could in fact be sold into slavery.**

Solon's reform of these injustices was later known and celebrated among Athenians as the [Seisachtheia](#) (shaking off of burdens).[\[107\]\[108\]](#) As with all his reforms, there is considerable scholarly debate about its real significance. Many scholars are content to accept the account given by the ancient sources, interpreting it as a cancellation of debts, while others interpret it as the abolition of a type of feudal relationship, and some prefer to explore new possibilities for interpretation.[\[4\]](#) The reforms included:

- annulment of all contracts symbolised by the *horoi*.[\[109\]](#)
- prohibition on a debtor's person being used as security for a loan.[\[107\]\[108\]](#)
- release of all Athenians who had been enslaved.[\[109\]](#)

The removal of the *horoi* clearly provided immediate economic relief for the most oppressed group in Attica, and it also **brought an immediate end to the enslavement of Athenians by their countrymen.** Some Athenians had already been sold into slavery abroad and some had fled abroad to escape enslavement – Solon proudly records in verse the return of this diaspora.[\[110\]](#) It has been cynically observed, however, that few of these unfortunates were likely to have been recovered.[\[111\]](#) It has been observed also that the *seisachtheia* not only removed slavery and accumulated debt, it also removed the ordinary farmer's only means of obtaining further credit.[\[112\]](#)

The *seisachtheia* however was merely one set of reforms within a broader agenda of moral reformation. Other reforms included:

- the abolition of extravagant dowries.[\[113\]](#)
- legislation against abuses within the system of inheritance, specifically with relation to the [epikleros](#) (i.e. a female who had no brothers to inherit her father's property and who was traditionally required to marry her nearest paternal relative in order to produce an heir to her father's estate).[\[114\]](#)
- entitlement of any citizen to take legal action on behalf of another.[\[115\]\[116\]](#)
- the disenfranchisement of any citizen who might refuse to take up arms in times of civil strife, a measure that was intended to counteract dangerous levels of political apathy.[\[117\]\[118\]\[119\]](#)
[\[120\]\[121\]](#)

[Demosthenes](#) claimed that the city's subsequent golden age included "personal modesty and frugality" among the Athenian aristocracy.[\[122\]](#) Perhaps Solon, by both personal example and legislated reform, established a precedent for this decorum. A heroic sense of civic duty later united Athenians against the might of the [Persians](#). Perhaps this public spirit was instilled in them by Solon and his reforms. Also see [Solon and Athenian sexuality](#).

Aftermath of Solon's reforms

After completing his work of reform, Solon surrendered his extraordinary authority and left the

country. According to [Herodotus\[123\]](#) the country was bound by Solon to maintain his reforms for 10 years, whereas according to [Plutarch\[59\]](#) and the author of the *Athenian Constitution*[\[124\]](#) (reputedly [Aristotle](#)) the contracted period was instead 100 years. A modern scholar[\[125\]](#) considers the time-span given by Herodotus to be historically accurate because it fits the 10 years that Solon was said to have been absent from the country.[\[126\]](#) Within 4 years of Solon's departure, the old social rifts re-appeared, but with some new complications. There were irregularities in the new governmental procedures, elected officials sometimes refused to stand down from their posts and occasionally important posts were left vacant. It has even been said that some people blamed Solon for their troubles.[\[127\]](#) Eventually one of Solon's relatives, [Peisistratos](#), ended the factionalism by force, thus instituting an unconstitutionally gained [tyranny](#). In Plutarch's account, Solon accused Athenians of stupidity and cowardice for allowing this to happen.[\[128\]](#)

<https://en.wikipedia.org/wiki/Solon>

Solon (en [grec ancien](#) Σόλων), né à [Athènes](#) vers 640 av. J.-C. et mort sur l'[île de Chypre](#) vers 558 av. J.-C., est un [homme d'État](#), législateur et [poète athénien](#). En réponse à un poème jeuniste de [Ménéchme](#), il écrit : « Je deviens vieux en apprenant toujours »¹. **Souvent considéré comme ayant instauré la démocratie à Athènes**, il fait partie des [Sept Sages de la Grèce](#). Solon a joué un rôle politique important, étant **à l'origine d'une série de réformes qui accroissent considérablement le rôle de la classe populaire dans la politique athénienne**.

Biographie

Selon [Phanias](#), qui a traité de la tyrannie, Solon est décédé moins de deux ans après l'usurpation de la tyrannie par [Pisistrate](#). Il naît à Athènes dans une famille [eupatride](#). Il se rend populaire lors d'une guerre contre la cité voisine de [Mégare](#), gagnée sur ses conseils. L'historien Déimaque de [Platéas](#) dément la participation de Solon à cette bataille, [Diogène Laërce](#) l'affirme.

Solon. Œuvre réalisée par [Brenda Putnam](#) pour la [Chambre des représentants des États-Unis](#).

Il est d'abord négociant, commerçant, ce qui l'amène à beaucoup voyager. Sa fortune et son savoir le placent au rang des premiers citoyens de la ville. En son absence, Mégare reprend Salamine aux Athéniens. À Athènes, on vote un décret qui interdit, sous peine de mort, que l'on en reparle². Dans le milieu des [années 590](#), il milite pourtant pour une nouvelle guerre contre Mégare, au cours de laquelle il conseille de s'emparer de l'île de [Salamine](#). [Pisistrate](#) le soutient, et ils obtiennent l'abrogation du décret, et le déclenchement de la guerre pour Salamine². Solon est nommé chef de l'expédition, qui est un succès : Salamine est reprise³. C'était sur ses conseils que la guerre avait été gagnée et il devint très populaire, si l'on en juge par les événements ultérieurs. Pour les historiens grecs postérieurs, ses poèmes étaient la principale source d'informations sur la crise économique et sociale à laquelle il tenta de remédier.

Alors que l'écart entre les riches aristocrates et la classe populaire se creusait, Athènes semblait dans une crise sociale. En effet, la ville était dominée par les « eupatrides » ou communément appelée les aristocrates qui détenaient alors les meilleures terres et contrôlaient le gouvernement. Les plus pauvres quant à eux, tombaient facilement dans l'endettement voire dans l'esclavage faute de moyens. Toutes les classes sociales se tournèrent alors vers Solon pour remédier à la situation qui pouvait déboucher sur la tyrannie. Il est élu [archonte](#) pour 594–593 et l'on attend de lui

qu'il remédie aux conflits dans la cité d'Athènes⁴. **L'esclavage pour dettes réduisait fortement le nombre d'hommes libres, et alimentait les conflits.**

Ainsi, il abolit l'esclavage pour dettes⁵, et affranchit ceux qui étaient tombés en servitude pour cette raison⁶. Il fit une réduction de dettes privées et publiques⁷, et affranchit les terres des [hectémores](#) de redevances ⁸. Cependant, il ne fit pas de réforme agraire ⁹, autrement dit, il ne redistribua pas la propriété des terres, bien que les pauvres l'aient attendu¹⁰.

Concernant les réformes politiques, il mit en place le tribunal du peuple, l'[Héliée](#)¹¹. Tous les citoyens eurent accès aux jurys¹², ce qui est à noter. Les jurys étaient constitués par tirage au sort¹³. Les sources ne disent pas si l'on tirait au sort parmi les volontaires, mais on peut le supposer. Le tribunal est principalement une cour d'appel ¹⁴. Aristote considère qu'il était déjà le lieu du contrôle des magistrats par le peuple ¹⁵. Solon fit une autre réforme d'importance : il étendit le droit de défense et d'accusation ¹⁶ à n'importe quel citoyen. **Solon a aussi écrit un nouveau code de lois, qui concernent ce que les catégories modernes nomment droit privé, droit criminel et procédure légale¹⁷. Les lois de Dracon sont abandonnées, à l'exception de celle sur le meurtre¹⁸.** Les lois de Solon ont été gravées sur des kybris, qui auraient été placés au Portique royal¹⁹.

Ce qu'on appelle généralement les « classes soloniennes » existaient avant Solon²⁰ : selon M. Hansen, Solon aurait peut-être ajouté les pentacosiomédimnes aux thètes, zeugites, cavaliers, la classe de cens le plus élevé²¹. Mais **ces classes sont maintenant définies par un critère de richesse ²²:**

- Les [Pentacosiomédimnes](#)²³ sont ceux qui peuvent tirer de leur richesse plus de 500 (*pentacosio*) mesures (*métra*) de produits secs ou liquides (blé, vin ou olive) par an ²⁴;
- Les [hippeis](#), ou cavaliers, sont ceux qui pouvaient tirer de leur richesse plus de 300 mesures par an. Aristote discute du nom de cette classe : pour être membre de cette classe, il aurait peut-être fallu être en mesure d'élever des chevaux. Il estime cependant qu'à l'instar des autres classes, le critère devait bien être un critère de richesse²⁵;
- Les [Zeugites](#)²⁶ sont ceux qui pouvaient tirer de leur richesse plus de 200 mesures par an ; les zeugites forment une sorte de classe moyenne chez qui l'on recrutait les hoplites.
- Les [thètes](#) sont ceux qui ne pouvaient pas tirer de leur richesse plus de 200 mesures par an ; leur nom signifiait un employé sans propriété, ou un journalier.

Le critère pour être éligible est maintenant fondé sur la fortune produite (pas directement sur le capital), et non plus sur la naissance²⁰. Seules les trois premières classes, autrement dit les plus riches, peuvent accéder aux magistratures²⁷. Par contre, toutes les classes

ont accès à l'assemblée du peuple et au tribunal ²⁸. **L'élection des magistrats ayant probablement lieu à l'Assemblée du Peuple ²⁹, l'on peut considérer que dès Solon, le suffrage était universalisé parmi les citoyens, et c'est un point important pour comprendre la genèse de la démocratie à Athènes.** La procédure d'accès à l'archontat semble combiner élection préalable puis tirage au sort³⁰. Mais pour l'ensemble des magistratures, c'est bien l'élection qui semble avoir la prépondérance ³¹.

Par ailleurs, Solon aurait créé le [conseil des 500](#)³². Son existence est controversée : voir ce qu'en dit M. Hansen²¹. E. Will pour sa part ne croit pas à l'existence de ce conseil³³. Dans l'*Athenaion politeia*, qui date entre 335 et 322³⁴, Aristote ne fait que le mentionner, et ne dit rien de sa procédure de formation et de ses attributions. De plus, toujours dans l'*Athenaion Politeia*, au paragraphe 31.1, est cité un texte décrivant le régime oligarchique des « Quatre Cents », en -411. Les oligarques ont pu être tentés, pour légitimer leurs réformes, d'inventer un passé : ils réalisaient ainsi le retour à la « constitution des anciens ». Il faut attendre Plutarque pour avoir des renseignements sur ses attributions³⁵. **Ce conseil aurait eu des fonctions probouleumatiques, autrement dit, il aurait été chargé d'introduire les**

débats à l'assemblée du peuple, exactement comme le conseil des cinq cents (la Boulè) que créa Clisthène[Lequel ?] par ses réformes de 508.

Concernant l'Aréopage, Plutarque attribue sa création à Solon³⁶, tout en nuancant lui-même son propos. Quant à Aristote, il pense que l'Aréopage existait avant Solon³⁷.

Voici deux jugements d'Aristote sur les réformes de Solon :

« Solon, semble-t-il, tout en se gardant d'abolir les institutions qui existaient auparavant, telles que le Conseil [de l'Aréopage] et l'élection des magistrats, a réellement fondé la démocratie en composant les tribunaux de juges pris parmi tous les citoyens. Aussi lui adresse-t-on parfois de vives critiques, comme ayant détruit l'élément non démocratique du gouvernement, en attribuant l'autorité suprême aux tribunaux dont les membres sont tirés au sort »

— Aristote, *Politique*, 1274 a.

et plus loin,

« Solon lui-même n'a vraisemblablement attribué au peuple que le pouvoir strictement nécessaire, celui d'élire les magistrats et de vérifier leur gestion (car si le peuple ne possède même pas sur ce point un contrôle absolu, il ne peut être qu'esclave et ennemi de la chose publique) »

— Aristote, *Politique*, 1274 a 15.

Il modifie aussi le [calendrier](#) ³⁸ et le système des poids et mesures³⁹.

Voyages

Après avoir fait ces réformes, Solon quitte Athènes. Selon les écrivains grecs postérieurs, il voyage dix ans à [Chypre](#), où il vit à la cour du roi de l'endroit, Philocyre, en [Égypte](#), en [Lydie](#)[réf. nécessaire].

Âgé de plus de quatre-vingts ans, il revint à Athènes vers ⁵⁶⁰. À la suite de ce retour, il s'opposa à [Pisistrate](#), qu'Aristote décrit comme « très favorable au peuple »⁴⁰, lors de sa prise de pouvoir ⁴¹. Lorsque Pisistrate instaura une [tyrannie](#) à Athènes, Solon aurait quitté à nouveau sa cité, parcourut la Méditerranée et l'Asie, revint lors de la deuxième tyrannie de Pisistrate, retrouva son exil chez Philocyre et mourut peu après son retour [réf. nécessaire].

Postérité

Solon était un législateur vénéré, présenté dans [Xénophon](#), [Platon](#) et [Aristote](#). [Platon](#) parle de lui ou le cite dans le [Lysis](#)⁴², [Le Banquet](#)⁴³, le [Critias](#)⁴⁴, l'[Hippias majeur](#)⁴⁵, le [Charmide](#)⁴⁶, le Livre VII de la [République](#)⁴⁷, le livre IX des [Lois](#)⁴⁸, le [Timée](#)⁴⁹, le [Phèdre](#)⁵⁰, [Protagoras](#)⁵¹ et le [Lachès](#)⁵².

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Solon>

Ce corpus de lois se distinguait par sa sévérité : le moindre vol était puni de mort⁶. L'orateur Démaïde, au IV^e siècle av. J.-C., remarque ensuite que ces lois paraissaient écrites avec du sang, et

non de l'encre⁶. Seuls quelques crimes n'étaient pas passibles de mort[[réf. nécessaire](#)]. Par exemple, la tentative de modifier ces lois était punie seulement par la privation des droits civiques[[réf. nécessaire](#)]. **La sévérité de ces mesures donna naissance à l'adjectif « draconien » que l'on peut retrouver dans des expressions comme des « punitions draconiennes », des « lois draconiennes » et plus généralement des « mesures draconiennes ».**

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Dracon>

SPARTE

Gérousie

La **gérousie** (du [grec ancien](#) γερουσία / *gerousía*, dérivé de γέρων / *gérôn* (« vieillard »)) est l'équivalent [spartiate](#) du [Sénat](#) : c'est un élément [aristocratique](#) et [oligarchique](#), par opposition à l'[assemblée du peuple](#).

C'est une assemblée de 28 hommes âgés de plus de 60 ans, les *gérontes* (γέροντες / *gérontes*), élus à vie, sans reddition de comptes. Cette limite d'âge correspond à la fin de l'astreinte du service militaire. Elle est présidée par les deux [rois](#).

Recrutement

La procédure de recrutement est décrite par [Plutarque](#) dans sa *Vie de Lycurgue*.

Seules les grandes familles présentent des candidats après accord entre celles-ci et les gérontes en exercice. Parfois il peut y avoir accord par intermédiaire des deux factions royales. En réalité, seuls les plus riches sont choisis.

Candidature

Il fallait avoir plus de 60 ans et par conséquent être dépourvu d'obligations militaires pour postuler à la fonction de géronte. L'élection à la gérousie est particulièrement honorifique. Le statut de géronte est censé être

réservé aux hommes les plus dignes (καλοὶ καγαθοί / *kaloì kagathoi*). Elle est le plus grand honneur que Sparte puisse accorder à l'un de ses membres. Son élection fait ériger de grandes festivités où le géronte est accompagné de jeunes femmes ou de membres de sa famille qui célèbrent son mérite. Le nouveau géronte fait le tour des sanctuaires, une couronne sur la tête. Un repas lui est offert par les membres de sa famille, et il peut avoir une deuxième part aux [syssities](#). [Aristote](#) déclare ainsi que tous les Spartiates sont satisfaits du régime, les aristocrates à cause de la gérousie, et le peuple à cause de l'[éphorat](#). Il est également probable que les candidatures doivent faire l'objet d'un examen. [Isocrate](#) déclare ainsi dans le *Panathénaique* que [Lycurgue](#) a imposé par la loi de faire le choix des gérontes avec autant de soin qu'autrefois on le faisait à [Athènes](#) pour les membres de l'[Aréopage](#).

Mode d'élection

Si un géronte venait à mourir, les candidats à sa succession se présentaient devant le peuple assemblé dans un ordre déterminé au sort. C'est l'Apella qui les élit à partir des acclamations. **Le candidat n'a pas le droit de parler. Il y avait un souci de vote objectif, pour ne pas haranguer la foule comme on le faisait à Athènes ou encore à Rome.** Par conséquent, ceux qui notaient les clameurs étaient enfermés et ne voyaient pas le candidat, évitant ainsi tout favoritisme. Toutefois, Aristote qualifiait le procédé d'acclamation de puéril. En effet, la procédure étant tout à fait originale, elle était source de beaucoup de critiques.

Les gérontes sont nommés à vie. C'est la seule magistrature avec la magistrature royale qui s'exerce sans limite de temps. Ceci leur confère un champ d'action dépourvu de toutes représailles. En effet, les gérontes étant nommés à vie, ils n'ont aucun compte à rendre étant donné que la mort est l'issue de leur magistrature. Par conséquent, les gérontes ont la possibilité de s'adonner au **clientélisme**, puisqu'ils ne risquent aucune poursuite judiciaire. Ceci s'illustre par la récurrente nomination des nouveaux gérontes choisis parmi les proches des gérontes en activité pour pouvoir assurer une stabilité politique. **La fonction de géronte s'exerçait à vie à Sparte mais aussi dans les cités crétoises** à Marseille, Elis et Cnide[\[réf. nécessaire\]](#).

Prérogatives

La gérousie constitue le tribunal suprême. Elle juge les crimes graves, par exemple les cas de meurtres d'un citoyen, ou par un citoyen. **En association avec les éphores, elle peut juger les rois.** Elle départage également des rivaux au cours d'une succession royale, comme dans le cas d'[Agésilas II](#) et de [Léotychidas](#).

D'un point de vue politique, c'est elle qui prépare les décisions. Les propositions de loi lui sont soumises, et elle peut les bloquer en usant de son droit de veto. Plutarque, pour résoudre le problème de cette redondance de compétences, suppose que le droit de veto servait en fait à bloquer des amendements votés par l'Assemblée. Selon [Edmond Lévy](#) (« La grande Rhêtra », *Ktêma* 2, 1977), il s'agit plutôt d'une évolution de leur pouvoir. L'exercice du veto n'est attesté qu'une seule fois, au sujet des réformes d'[Agis IV](#).

En fait, l'importance de la gérousie paraît assez exagérée par les Anciens qui, de [Pindare](#) à [Platon](#) (*Lois*, III), en passant par [Démosthène](#) (*Contre Leptine*) et [Eschine](#) (*Contre Timarque*), insistent sur le pouvoir et l'autorité des gérontes. **Les auteurs du IV^e siècle av. J.-C., grands admirateurs de Sparte, se reconnaissent sans doute plus facilement en la gérousie qu'en l'éphorat ou la double royauté.** Pour les auteurs tardifs, comme [Polybe](#) ou Plutarque, ils ont pu se laisser influencer par le modèle du Sénat romain, que Plutarque appelle « gérousie » dans la *Vie de Romulus*. En revanche, les textes anciens évoquent peu la gérousie.

Dans le domaine politique, leur pouvoir semble donc assez faible. En revanche, leur autorité, magnifiée par leurs prérogatives judiciaires, est incontestable. Les rois comme les éphores tentaient de se les concilier pour mener leur politique.

https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9n%C3%A9ralat_héréditaire

À partir de la réforme de [Lycurgue](#) au [VIIe siècle av. J.-C.](#), [Sparte](#) possède deux **rois** (ἀρχαγέται / *arkhagétai*, de ἀρχή / *archē*, le commandement) représentant l'un la famille des [Agiades](#), l'autre celle des [Eurypontides](#). Ils exercent conjointement des pouvoirs essentiellement militaires et religieux.

Il n'existe guère d'autres exemple de double royauté. Cependant, dès l'Antiquité, on rapproche les deux rois spartiates des deux [consuls romains](#)⁵. Avoir deux rois permet d'en garder un à la cité pendant que l'autre guerroye, ou minimiser les problèmes de vacance du pouvoir en cas de décès ou de régence d'un roi. Enfin, Sparte voue un culte aux [Dioscures](#), jumeaux modèles de l'amitié fraternelle.

Dévolution du pouvoir

L'accès au trône est héréditaire, et non fondé sur le mérite⁶. Le pouvoir royal se transmet au « plus proche descendant du plus proche détenteur du pouvoir le plus royal »⁷, c'est-à-dire que le fils passe avant le frère⁸, qu'il y a droit d'aînesse mais que le fils né quand le père est déjà roi prime sur ceux pour lesquels ce n'est pas le cas⁹. Il ne s'agit donc pas d'une [primogéniture](#) stricte, mais de ce que les Byzantins appelleront la porphyrogénèse⁶. Néanmoins, il semble que les Spartiates interprètent de manière libérale cette règle de succession.

Plutarque note que « ceux qui sont élevés en vue de la royauté » sont exemptés de l'[éducation spartiate](#)¹⁰, particularité dont on ignore la raison exacte. Le cursus commençant à sept ans, la précision implique que le prince héritier est identifié comme tel dès son enfance¹¹.

Rôle des rois

Les pouvoirs des rois sont essentiellement militaires et religieux. [Xénophon](#) écrit ainsi : « le roi n'a pas d'autre tâche en campagne que d'être un prêtre pour les dieux et un stratège pour les hommes¹². » **Au début, les rois peuvent mener la guerre contre le pays de leur choix¹³ et leur pouvoir est collégial.** Au fur et à mesure, leurs prérogatives se restreignent. En [506](#), c'est le « divorce d'[Éleusis](#) » : le roi Démarate abandonne l'expédition menée par Cléomène et lui contre [Athènes](#) ; par la suite, indique Hérodote, « [il] fut établi comme loi à Sparte qu'il ne soit pas permis aux rois d'accompagner tous les deux une armée en campagne¹⁴. » **Au Ve siècle, c'est l'Assemblée qui vote la guerre¹⁵, et, au moins depuis le IVe siècle, les éphores et les gérontes qui décident de la mobilisation¹⁶.** [Agis II](#) peut encore décider d'envoyer une expédition où bon lui semble pendant la [guerre du Péloponnèse](#)¹⁷ mais par la suite, le roi est soumis sur ce point au pouvoir des [éphores](#)¹⁸.

Les prérogatives royales sont beaucoup plus étendues en campagne, au point qu'Aristote qualifie la royauté spartiate de « généralat héréditaire »¹⁹. Le roi en campagne est commandant en chef (ἡγεμών / *hêgemôn*)²⁰. Il prime sur les autres généraux, peut conclure les trêves, et combat au premier rang à l'aile droite, protégé par sa garde d'honneur — pour Hérodote, celle-ci est formée de cent hommes¹³ ; Thucydide de son côté montre le roi entouré des trois cent *Hippeis* à [Mantinée](#)²¹. Il a droit de vie et de mort sur ses soldats, y compris les citoyens²². Il reste néanmoins soumis à la surveillance des éphores²³ et peut être jugé à son retour de campagne.

Les rois ont aussi le [sacerdoce](#) de [Zeus Lakedaimonios](#) et Zeus Ouranios¹³, et président aux sacrifices

publics. Ils nomment les *Pythioi*, magistrats chargés de questionner la [Pythie](#), et recueillent leur rapport²⁴. Ils sont membres de la [gérousie](#).

Liste des rois

Les premiers Spartiates historiques connus sont les rois [Polydore](#) et [Théopompe](#), qui règnent au premier quart du [VIIe siècle](#)²⁵. Les rois précédents sont connus par [Hérodote](#), qui mentionne dans son enquête deux listes de personnages royaux, présentés respectivement comme les ascendants de [Léonidas Ier](#)²⁶ et de [Léotychidas II](#)²⁷. Ces généalogies remontent à Héraclès et sont largement mythiques.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Rois_de_Sparte

The **Gerousia** (γερούσία) was the Spartan council of elders, which was made up of men over the age of sixty. It was created by the Spartan lawgiver [Lycurgus](#) in the seventh century BC, in his [Great Rhetra](#) ("Great Pronouncement"). According to Lycurgus' biographer [Plutarch](#), the creation of the Gerousia was the first significant constitutional innovation instituted by Lycurgus.^[1]

The *Gerousia* consisted of 30 members in total, of whom twenty-eight had to be over the age of sixty, and the remaining two members were the two Spartan kings, regardless of their age. Other than the kings, the members of the *Gerousia* (*gerontes*) were elected, and served for life. *Gerontes* were elected by [acclamation](#), and a group of men in a separate building would judge which shout had been the loudest. These elected members included a number of members of the two Spartan royal houses, and **membership was probably restricted to aristocrats.**^[2]

The *Gerousia* had two major roles. **It debated motions which were to be put before the citizen assembly, with the power to prevent any motion from being passed on,**^[3] and functioned as a **Supreme Court, with the right to try any Spartan, up to and including the kings.**^[2] **The Great Rhetra suggests that it had the power to overturn decisions made by the Spartan assembly.**^[4]

<https://en.wikipedia.org/wiki/Gerousia>

Éphore

Les **éphores** (du [grec ancien](#) ἑφοροί / *éphoroi*, littéralement « surveillants », de ὀράω / *oráô*, « surveiller ») sont un directoire de cinq magistrats annuels à [Sparte](#), dont ils forment le véritable gouvernement.

Créé selon Plutarque environ 130 ans après [Lycurgue](#), l'éphorat est supprimé en [227 av. J.-C.](#) par [Cléomène III](#), puis rétabli par [Antigone III Doson](#), roi de [Macédoine](#), avant d'être définitivement aboli par l'empereur [Hadrien](#) au [IIe siècle](#).

Création de la magistrature

Les sources anciennes ne s'accordent pas sur ce point, éminemment politique à l'époque, dans le contexte de la rivalité entre [rois](#) et éphores. Pour [Hérodote](#) et [Xénophon](#), c'est une création de

[Lycurgue](#). Pour [Aristote](#), au contraire, l'institution a été créée par le roi [Théopompe](#). [Diogène Laërce](#) parle de [Chilon](#), au [VI^e siècle av. J.-C.](#). Ces variations sont importantes : si l'éphorat n'était pas une création de Lycurgue, alors on pouvait le supprimer pour revenir à la constitution idéalisée de la [Grande Rhètra](#).

Statut et mode d'élection

Ils sont élus par le peuple, tous les ans, à la première nouvelle lune suivant l'équinoxe d'automne. On ignore s'ils doivent faire acte de candidature, comme les gérontes, et s'ils sont élus du fait de leurs idées ou de leur prestige personnel. L'un d'entre eux est éponyme (il donne son nom à l'année), mais on ignore comment il est choisi. Si son nom figure en premier sur les actes officiels (les quatre autres sont ensuite listés par ordre alphabétique), on ignore s'il jouit d'un pouvoir accru. **Ils sont censés représenter le peuple et Cicéron (République, II, 3) les compare aux tribuns de la plèbe à Rome.**

Leur statut est égal à celui des rois. Ces derniers et les éphores se prêtent un serment mutuel tous les mois : les rois jurent de respecter les lois, et les éphores de protéger le pouvoir royal. Les éphores peuvent rester assis en présence des rois, et inversement. Les rois sont mentionnés avant eux sur les traités, mais ce sont les éphores qui convoquent les rois, et non l'inverse.

Pouvoir

Aristote, dans la Politique, comme Xénophon dans la Constitution des Lacédémoniens, affirme que les éphores ont le plus grand pouvoir à Sparte, pouvoir qui est selon lui égal à celui des tyrans (ἰσotύραννος / isotyranos), car il s'exerce sans contrôle ni recours. De fait, les éphores servent de modèle à la création des Trente à Athènes.

Pouvoir de police

La première prérogative des éphores est le maintien de ce qu'on appellerait aujourd'hui l'ordre public. Ils surveillent particulièrement les Hilotes et les Périèques, mais leur contrôle s'étend aussi aux mœurs, et même à l'apparence physique des Spartiates : quand ils entrent en charge, ils ordonnent par héraut de se raser la moustache et d'obéir aux lois. Les jeunes gens constituent également une catégorie de la population surveillée de près : les éphores **contrôlent tous les 10 jours leur état physique, et tous les jours celui de leur habillement et de leur literie.**

Ils contrôlent également les magistrats, y compris les rois, et peuvent infliger immédiatement amendes, révocations, emprisonnements ou exécutions. Pour les rois en particulier, ils doivent vérifier la régularité de la succession : ils imposent une épouse aux rois célibataires ou veufs (c'est le cas d'[Anaxandrides II](#)) et assistent aux accouchements royaux. Ainsi, en [-491](#), ils viennent témoigner lors du procès en bâtardise intenté par [Cléomène Ier](#) contre [Démarate](#). Ils ont droit de vie et de mort sur les Hilotes, et selon [Isocrate](#) (*Panathénaïque*, 181), même sur les Périèques, mais ce passage est très discuté.

Compétence judiciaire

Ils disposent également d'une compétence judiciaire, notamment dans les affaires de droit des contrats où ils jugent quotidiennement, en [équité](#), et en dernière instance. Pour les affaires relevant du droit pénal, ils assurent l'instruction et mènent l'accusation devant la [gérosie](#).

Pouvoir exécutif

Les éphores sont l'institution qui dans l'Europe de cette époque, est la plus proche de ce qu'est un gouvernement aujourd'hui (les gouvernements avec des ministères existaient déjà en Chine), d'où l'étonnement des penseurs de l'époque, qui ignorent presque cette notion (Athènes par exemple ne possède aucune institution exécutive de cette sorte). Ce pouvoir exécutif est exercé collectivement par les éphores réunis en collège (ἐφορείον / ephoreion), qui prennent les décisions à la majorité.

Quand les rois sont en campagne, ils prennent les décisions à leur place, par exemple l'envoi d'expéditions ou la répression d'une atteinte à la sûreté de l'État (cf. la [conspiration de Cinadon](#)). Ils s'occupent des affaires étrangères et des relations avec les ambassadeurs. Surtout, ils préparent le travail de l'assemblée, lui soumettent les propositions, président les débats et exécutent les décisions qui y sont prises, en particulier les mobilisations de l'armée civique.

Limitations

Le pouvoir des éphores n'est pas absolu. D'abord, la collégialité est un frein, tous n'étant pas nécessairement d'accord. Ensuite, ils ne sont pas rééligibles, et leur mandat ne dure qu'un an. À leur sortie de charge, ils peuvent être mis en cause par les nouveaux éphores. Cependant, la procédure ne semble pas être systématique, on ne peut donc pas dire qu'ils soient soumis à reddition de compte.

Ensuite, ils sont choisis dans l'ensemble du peuple. Il arrive souvent que les élus soient assez pauvres, ce qui introduit un élément de mixité sociale dans les institutions spartiates, mais qui les rend, selon [Aristote](#), vulnérables à la corruption. Il faut néanmoins nuancer : les éphores ne peuvent pas être très pauvres, car ils n'auraient pas les moyens de payer leur écot pour les [syssities](#), et donc seraient déchus de leur citoyenneté.

Enfin, leur pouvoir est limité par celui des rois. La rivalité entre éphorat et royauté, sans être continuelle, paraît fréquente, ce qui aboutit aux réformes de [Cléomène III](#) qui supprime l'éphorat.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89phore>

The ephors were leaders of ancient [Sparta](#) and shared power with the two Spartan kings. The ephors were a council of five elected annually who "swore on behalf of the city", while the kings swore for themselves.[1]

[Herodotus](#) claimed that the institution was created by [Lycurgus](#), while [Plutarch](#) considers it a later institution. It may have arisen from the need for governors while the kings were leading armies in battle. The ephors were elected by the popular assembly, and all citizens were eligible for election. They were forbidden to be reelected. They provided a balance for the two kings, who rarely cooperated with each other. [Plato](#) called them [tyrants](#) who ran Sparta as [despots](#), while the kings were little more than generals. Up to two ephors would accompany a king on extended military campaigns as a sign of control, even gaining the ability to declare war at some points in Spartan history.[2]

According to [Plutarch](#),[3] every autumn, at the [crypteia](#), the ephors would *pro forma* declare war on the [helot](#) population so that any Spartan citizen could kill a helot without fear of blood guilt. [4] This was done to keep the large helot population in check.

The ephors did not have to kneel down before the Kings of Sparta and were held in high esteem by the citizens, because of the importance of their powers and because of the holy role they earned throughout their functions. Since decisions were made by majority vote, this could mean that

Sparta's policy could change quickly, when the vote of one ephor changed (e.g. in 403 BC when [Pausanias](#) convinced three of the ephors to send an army to [Attica](#)). This was a complete turn around to the politics of [Lysander](#).^[5]

[Cleomenes III](#) abolished the ephors in 227 BC, but they were restored by the [Macedonian king Antigonos III Doson](#) after the [Battle of Sellasia](#) in 222 BC. While Sparta fell under Roman rule in 146 BC, the position existed into the 2nd century AD, when it was probably abolished by the [Roman emperor Hadrian](#) and superseded by Imperial governance as part of the [province of Achaea](#).

Legal Power

The ephors held numerous duties including **legislative**, judicial, financial, and **executive duties**.^[6] They had the power to indict a king, who would then be tried before the ephors and [gerousia](#). The [gerousia](#) were like the Supreme Court of Sparta. Historians Bury, Cartledge, and Huxley agree that the ephors attained as great as the kings during the 700-600BC century.

Etymology

The word "ephors" ([Greek](#) ἑφοροὶ *éphoroi*, plural form of ἑφορός *éphoros*) comes from the [Greek](#) ἐπί *epi*, "on" or "over", and ὁράω *horaō*, "to see", i.e. "one who oversees" or "overseer".

<https://en.wikipedia.org/wiki/Ephor>

Cléomène III

Cléomène III (en [grec ancien](#) Κλεομένης / *Kleoménês*) a été [roi de Sparte](#) de [235](#) à [222 av. J.-C.](#)

Issu de la famille des [Agiades](#), c'est le fils de [Léonidas II](#). On peut considérer Cléomène III comme le dernier roi d'envergure de [Sparte](#). Acquis à l'idée d'une réforme radicale de la société lacédémonienne, il s'est efforcé de lui rendre sa grandeur passée en cherchant à restaurer le projet social et politique de [Lycurgue](#). Dans un premier temps, Cléomène cherche à obtenir des succès militaires face à la [ligue achéenne](#) pour que dans un deuxième temps, il puisse bénéficier d'un prestige suffisant afin de mettre en place sa politique de réformes.

De retour à [Sparte](#) après une expédition en [Arcadie](#), il réussit un coup d'État en [227](#) qui se conclut par des réformes radicales du système politique afin de restaurer la puissance spartiate. Fidèle à l'esprit réactionnaire de son époque, Cléomène cherche à revenir à la constitution originelle de Lycurgue. Pour ce faire, Cléomène supprime l'éphorat, fait exécuter les [éphores](#) titulaires, avant d'annoncer la restauration des institutions traditionnelles spartiates comme les [syssities](#) ou [l'agogè](#). Cléomène procède également à un partage des terres et à une abolition des dettes. Il confère la citoyenneté à 4 000 [Périèques](#) ce qui permet de renforcer les effectifs militaires qui s'étaient progressivement effondrés. Dans la continuité, il fait équiper la [phalange spartiate](#) à la macédonienne. Contrairement à celui d'[Agis IV](#), le règne de Cléomène III est marqué par la guerre lors de la période s'étalant de [229](#) à [222](#). Dans la première phase de cette guerre qui est dite [cléoménique](#), son armée fait subir défaite sur défaite à la [ligue achéenne](#) dont le chef, [Aratos](#), après la prise d'[Argos](#) puis de [Corinthe](#) par Cléomène, n'a d'autre solution que de se tourner vers l'ennemi héréditaire des [Grecs](#) qui est la [Macédoine](#). Afin de regagner de l'influence dans le [Péloponnèse](#), [Antigone III Doson](#) répond favorablement à cette proposition.

L'intervention de la Macédoine dans le conflit change la donne. Bien que soutenu par l'[Égypte lagide](#) de [Ptolémée III](#) Evergète, Cléomène est chassé d'[Arcadie](#). La guerre se termine par la déroute spartiate à [Sellasia](#) en juillet 222. Cette défaite provoque le déclin irrémédiable de [Sparte](#). Cléomène s'enfuit en Égypte où il est reçu par le souverain lagide, son ancien allié. Mais après une tentative de soulever le peuple alexandrin contre le jeune [Ptolémée IV](#) en 219, il est arrêté et contraint au suicide.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Cl%C3%A9om%C3%A8ne_III

Lycurgue (en [grec ancien](#) Λυκούργος / *Lykoúrgos*, « celui qui tient les loups à l'écart ») est un législateur mythique de [Sparte](#).

[Plutarque](#), dans ses *Vies parallèles*, consacre une *Vie* à Lycurgue, mis en parallèle avec le roi romain [Numa Pompilius](#). Il situe son existence au [IXe siècle av. J.-C.](#) ou au tout début du [VIIIe siècle](#), mais il avertit au tout début de son œuvre que :

« On ne peut absolument rien dire sur le législateur Lycurgue qui ne soit sujet à controverse : son origine, ses voyages, sa mort, l'élaboration enfin de ses lois et de sa constitution ont donné lieu à des récits historiques très divers¹. »

De fait, les historiens modernes, voire antiques, utilisent son nom pour définir l'ensemble de la législation mise en œuvre à Sparte et qui lui est attribuée, sans s'engager sur l'historicité du personnage ou le fait qu'un seul homme ait été à l'origine de ces mesures.

La Constitution de Sparte

Rappelé par ses concitoyens, Lycurgue rentre à Sparte et décide de composer une constitution. Il se rend donc à [Delphes](#) pour interroger [Apollon](#), dispensateur de la justice, par son [oracle](#). **La Pythie le salue alors comme « aimé du dieu, et dieu lui-même plutôt qu'être humain³ ».** De retour à Sparte, Lycurgue **convoque les trente citoyens les plus importants sur l'agora, qui l'aident à composer sa constitution, la « Grande Rhêtra »** (μεγάλη ρήτρα / *megálê rhêtra*).

Sa première mesure est d'établir la gérousie pour compenser le pouvoir des rois. La deuxième est la redistribution des terres : la [Laconie](#) est divisée en 30 000 lots (*kléroï*) et le territoire civique de Sparte, en 9 000 lots. **Il décrète ensuite la cessation du cours de la monnaie d'or et d'argent, et les remplace par de lourds lingots de fer — trempé au vinaigre afin d'en augmenter le cassant et d'en diminuer la malléabilité. De la sorte, Lycurgue espère mettre fin à la thésaurisation. De même, il instaure l'autarcie et bannit les arts jugés inutiles, c'est-à-dire l'artisanat du luxe. Il oblige les Spartiates à prendre leurs repas en commun (syssities) et à se nourrir frugalement.** Enfin, il met en place l'[éducation spartiate](#), obligatoire et dispensée par l'État.

Ayant établi toutes ces lois (rhetrai), Lycurgue souhaite demander l'avis d'Apollon, à Delphes, et défend aux Spartiates de modifier les lois nouvelles avant qu'il soit revenu de Delphes. Il part donc pour la ville sacrée, et demande à Apollon si les lois qu'il a édictées sont bonnes. Le dieu acquiesce. Estimant son œuvre accomplie, et ne voulant pas délier ses compatriotes de leur serment, il se suicide en se laissant mourir de faim.

Le lieu de sa sépulture n'est pas connu. Selon certains auteurs, il se suicide à Cirrha, port du [golfe de Corinthe](#) où débarquent les pèlerins pour Delphes. D'autres, comme [Timée de Tauroménion](#) et [Aristoxène](#), le font plutôt mourir en [Crète](#). Aristocratès précise même qu'à sa demande, son corps est brûlé et ses cendres répandues en mer : il veut éviter que les Spartiates ne rapportent ses restes à Lacédémone, et se tiennent pour déliés de leur serment.

Symbolique

Lycurgue est, selon Plutarque, borgne. Il reçoit cette infirmité lors d'une altercation avec de riches citoyens, indignés par les mesures édictées contre le luxe :

« L'un [de ses adversaires], Alcandros, jeune homme violent et emporté qui par ailleurs n'était pas dépourvu de qualités, le poursuivit et le rejoignit : comme Lycurgue se retournait, il le frappa de son bâton et lui creva un œil. »

Loin de s'abandonner à la douleur, Lycurgue fait face à ses adversaires. Honteux, ceux-ci baissent les armes. Alcandros, livré par les siens, est pris par Lycurgue à son service. À force de vivre en compagnie du législateur, le jeune homme s'amende. Plutarque conclut : « Pour rappeler le traitement qu'il avait subi, il édifia un sanctuaire à [Athéna](#) qu'il nomma Optillétis : car les [Doriens](#) de ce pays appellent les yeux *optilloï*. »

Pour [Georges Dumézil](#), cet épisode revêt une grande importance. S'appuyant sur l'étymologie du nom « Lycurgue » (*Lyko-vorgos, « celui qui tient les loups à l'écart »), il compare le législateur légendaire à d'autres figures tutélaires [indo-européennes](#). Il établit ainsi un parallèle avec la légende [ossète](#) de [Fælværa](#), protecteur des moutons, et de [Tutyr](#), le berger des loups. Le motif de l'aveuglement se retrouve également dans la légende du dieu nordique [Odin](#), qui abandonne son œil en échange de la sagesse, et du sage [Zoroastre](#), aveuglé par ses disciples quand il veut les quitter, et dévoré par les loups.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Lycurgue_%28%C3%A9gislateur%29

Lycurgus (/laɪˈkɜːrɡəs/; **Greek**: Λυκοῦργος, *Lykoûrgos*, Ancient Greek: [*lykôrgos*] c. 900 - 800 BC) was the legendary lawgiver of [Sparta](#) who **established the military-oriented reformation of Spartan society** in accordance with the [Oracle of Apollo at Delphi](#). All his reforms were directed towards the three Spartan virtues: **equality (among citizens), military fitness, and austerity.**^[1]

He is referred to by ancient historians and philosophers [Herodotus](#), [Xenophon](#), [Plato](#), [Polybius](#), [Plutarch](#), and [Epictetus](#). It is not clear if this Lycurgus was an actual historical figure; however, many ancient historians^[2] believed Lycurgus was responsible for the communalistic and militaristic reforms that transformed Spartan society, most notably the [Great Rhetra](#).

The first reform instituted by Lycurgus was a [Gerousia](#) of twenty-eight men, who would have a power equal to the two royal houses of Sparta. The people had the right to vote on important questions, but the Gerousia decided when a vote would be taken. As Plutarch puts it, a [Gerousia](#) **"allays and qualifies the fiery genius of the royal office" and gives some stability and safety to the commonwealth**, like the ballast in a ship. **Before, Sparta had oscillated between the extremes of democracy and tyranny: anarchy and dictatorship. With the addition of the Gerousia, which resisted both extremes, the government became stable and the people and their rulers respected**

each other.

Some further refinements of the Spartan constitution came after Lycurgus. **It turned out that sometimes the public speakers would pervert the sense of propositions and thus cause the people to vote foolishly, so the Gerousia reserved the right to dissolve the assembly if they saw this happening.**

A hundred and thirty years after the death of Lycurgus, a council of five ephors took executive power from the kings. When King Theopompus, in whose reign the ephors were established, was scolded by his wife for leaving his son less royal power than he had inherited, he replied: "No, it is greater, because it will last longer." **With their decision-making power reduced, the Spartan kings were freed of the jealousy of the people. They never went through what happened in nearby Messene and Argos, where the kings held on so tight to every last bit of power that in the end they wound end up losing it all.**

Institutions

Lycurgus is credited with the formation of many Spartan institutions integral to the country's rise to power, but more importantly the complete and undivided allegiance to Sparta from its citizens, which was implemented under his form of government. Perhaps most famously, he is credited with the basic Spartan institution of the *sussita/syssitia*, the practice that required all Spartan men to eat together in common messhalls.^[4] Plutarch describes the institution as consisting of companies ("syssitia", or "eating-together" groups) of about fifteen men, each bound to bring in and contribute each month a bushel of meal, 8 gallons of wine, 5 pounds of cheese, 2 and a half pounds of figs, and a small amount of money to buy meat or fish with. When any member made a personal sacrifice to the gods, he would send some portion to the syssition, and when any member hunted, he sent part of the animal he had killed, to share with his messmates. Personal sacrifices of this sort and hunting were the only excuses that allowed a man to justify eating at his own home, instead of with the messhall (syssition): otherwise, men were expected to eat daily with their syssition comrades. Even kings were apparently expected to take part in a messhall, and were not to eat privately at home with their wives. Spartan women apparently ate together with and spent most of their time with each other, and not their husbands or sons older than seven (see below on the "agoge").

Plutarch, in his *Life of Lycurgus*, attributes to Lycurgus also a thoroughgoing reassignment and equalizing of landholdings and wealth among the population, "For there was an **extreme inequality** amongst them, and their state was overloaded with a **multitude of indigent and necessitous persons, while its whole wealth had centred upon a very few. To the end, therefore, that he might expel from the state arrogance and envy, luxury and crime, and those yet more inveterate diseases of want and superfluity, he obtained of them to renounce their properties, and to consent to a new division of the land, and that they should all live together on an equal footing; merit to be their only road to eminence...**" (trans. Dryden)[5] **That is, Lycurgus is said to have been the originator of the Spartan "Homoioi," the "Equals," citizens who had no wealth differentiation among them, an early example of [distributism](#), insofar as the citizens (not the Helots) were concerned. This radical lifestyle differentiated the Spartans once again from other Greeks of their time.**

Legend

According to the legend found in Plutarch's *Lives* and other sources, when Lycurgus became confident in his reforms, he announced that he would go to the [oracle at Delphi](#) to [sacrifice](#) to [Apollo](#). **However, before leaving for [Delphi](#) he called an assembly of the people of [Sparta](#) and made everyone, including the kings and Gerousia, take an oath binding them to observe his laws until he returned. He made the journey to Delphi and consulted the oracle, which told him that his laws were excellent and would make his people famous.** He then disappeared from history. One explanation was that being satisfied by this he starved himself to death instead of returning home, forcing the citizens of Sparta by oath to keep his laws indefinitely.[10] He later enjoyed a [hero-cult](#) in Sparta.[11]

https://en.wikipedia.org/wiki/Lycurgus_of_Sparta

Spartan lives and sayings

Since Spartans wrote no history prior to the Hellenistic period, and since their only extant literature is fragments of seventh-century lyrics, Plutarch's five Spartan lives and *Sayings of Spartans* and *Sayings of Spartan Women*, rooted in sources that have since disappeared, are one of the richest sources for historians of Lacedaemonia.[19] But while they're important, they're also controversial. Plutarch lived centuries after the Sparta he writes about (and a full millennium separates him from the earliest events he records) and even though he visited Sparta, many of the ancient customs he reports had been long abandoned, meaning he never actually saw with his eyes what he detailed with his pen.[19] Plutarch's sources themselves can be problematic. As the historians Sarah Pomeroy, Stanley Burstein, Walter Donlan, and Jenniefer Tolbert Roberts have written, "Plutarch was influenced by histories written after the decline of Sparta and marked by nostalgia for a happier past, real or imagined." [19] Turning to Plutarch himself, they write, "the admiration writers like Plutarch and Xenophon felt for Spartan

society led them to exaggerate its monolithic nature, minimizing departures from ideals of equality and obscuring patterns of historical change."^[19] Thus the Spartan egalitarianism and superhuman immunity to pain that have seized the popular imagination are likely myths, and their main architect is Plutarch. While flawed, Plutarch is nonetheless indispensable as one of the only ancient sources of information on Spartan life. Pomeroy et al. conclude that Plutarch's works on Sparta, while they must be treated with skepticism, remain valuable for their "large quantities of information" and these historians concede that "Plutarch's writings on Sparta, more than those of any other ancient author, have shaped later views of Sparta," despite their potential to misinform.^[19]

<https://en.wikipedia.org/wiki/Plutarch>

It was because of the Peloponnesian War that the "Golden Age" came to an end. The war lasted from 431 to 404. Its basic cause was the imperial arrogance with which Athens treated not only her own allies, but also other Greek city states that were not under Athenian control. Some of her allies wanted to secede from the alliance, for example, because they did not wish to pay for the splendor of the domineering city with their annual contributions for defense. Athens prevented such secessions by military force and economic sanctions, thus reducing many member states to virtual colonies. Athens also added further "allies" to her empire, whether these newcomers assented to such incorporation into the empire or not. In time more and more independent cities became afraid that they, too, would eventually be conquered and annexed. As a precaution they formed their own federation, and they made Sparta with its feared army their military leader. For a time the explicitly anti-democratic city of Sparta became thus, paradoxically, the widely acknowledged champion of Greek liberty.

Many Greeks had no desire to engage in a major war. Even in Athens many were weary of such a prospect. Peace negotiations with Sparta took place. But Pericles, bent on making Athens the uncontested leader of the Greek world, repeatedly provoked hostilities and armed conflict. He was not only a competent administrator and general, but also a wily manipulator of public opinion; he knew how to nurture among ordinary citizens the kind of patriotism that assumed that everything Athenian was always better than anything else. A majority of Athenian voters was willing to follow Pericles wherever his ambition would lead them. The empire, after all, provided them with large amounts of tribute money, colonies, land for settlements in overseas regions, and with the emotional satisfaction of dominating the lives of other people. Given their powerful navy and their abundant resources, Athenians had plausible reasons for thinking that they could subdue Sparta and her allies in a short time, and thus crown their past achievements by making themselves the manifest hegemon of Hellas.

The war proved to be a disaster not only for Athens, but for most Greeks. It lasted much longer than anyone expected. It decimated the population, caused vicious civil strife, wiped out whole cities, ruined much industry and commerce, brutalized Greek life, and in the long run subjected most of Greece to the power of foreign empires and rulers. The enterprise that Pericles conceived as the ultimate consummation of Athenian and Greek glory turned out to be a protracted exercise in self-destruction. Politically Greece never fully recovered from the events between 431 and 404. The only Athenian achievement that survived the war intact was Greek intellectual culture. Together with Greek as the international language of educated people it established itself as a dominant life-shaping force in the Mediterranean world for centuries to come.

The brilliant achievements of Athenian and Greek culture did little to check the brutalities of armed conflict. Numerous atrocities were committed during the Peloponnesian War. One incident became especially notorious: the conquest and annihilation of the small island city of Melos. The incident became well known because the Athenian general and historian Thucydides reported it in his history of

the war—in conjunction with the sort of arrogant thinking that Athenian diplomats displayed when they tried to talk the citizens of Melos into an uncontested surrender. Mention of the incident is helpful, as it shows how dark the shadow was that the war cast on the city that had produced the cultural splendor of the "Golden Age."

<http://faculty.frostburg.edu/phil/forum/SocratesLife.htm>

Laconophiles nevertheless remained among the philosophers. Some of the young men who followed [Socrates](#) had been Laconophiles. Socrates himself is portrayed as praising the laws of Sparta and Crete. [\[6\] Critias](#), a companion of Socrates, helped bring about the [oligarchic](#) rule of the [Thirty Tyrants](#), who were supported by Sparta. [Xenophon](#), another disciple of Socrates, fought for the Spartans against Athens. Plato also, in his writings, seems to prefer a Spartan-type regime over a democratic one. [\[7\] Aristotle](#) regarded the kind of laws adopted by Crete and Sparta as especially apt to produce virtuous and law-abiding citizens, although he also criticizes the Cretans and Spartans themselves as incompetent and corrupt, and built on a culture of war. [\[8\]](#)

In later centuries, Greek philosophers, especially [Platonists](#), often described Sparta as an ideal state, strong, brave, and free from the corruptions of commerce and money.

<https://en.wikipedia.org/wiki/Laconophilia>

The governmental form of the Cretan and Lacedaemonian city-states was a blend of the best (arete) parts from Monarchy, Aristocracy and Democracy. All the classical republics were distinguished by the establishment of a senate body which grew into what is called a bicameral legislative body (the upper house being aristocratic {not elected by the people or if the people did vote for the members, chosen only from the aristocracy}), a popular assembly and by a constitution that marks out the duties and responsibilities of the different bodies (Schmitz). They merged them together in a harmonious partnership applying the rule of Righteousness (Dikaiois). (Aristotle *Pol.* 3; Cicero, *Resp.* 233) The dictates of righteousness would state that each class was given one duty that its nature suited it for to perform.

Aristotle records that “some people assert that the best constitution must be a combination of all the forms of constitution, therefore praise the constitution of Sparta” (Aristotle, *Pol.* iii 10, 1265b 30-35) He further argues that the better the constitution is mixed, the more permanent it is. (Aristotle *Pol.* x 4, 1297a 5-10) The definition he gives for this kind of government is a “politeia”; the form intermediate between a democracy and an oligarchy, which is termed a republic, (mesi de touton in kalousi politeian) for the government is constituted from the class that bears arms. (Aristotle, *Pol.* iii 9, 1265b 25) Again, Aristotle states that constitutional government is, to put it simply, “a mixture of oligarchy and democracy” (Aristotle, *Pol.* vi 2, 1293b 30-35).

Polybius (as also Plato and Aristotle) distinguishes three types of governments: “kingship, aristocracy, democracy”. Furthermore, like Aristotle, he goes on to state that the best constitution is that “which partakes of all these three elements”, thus creating a fourth type of government. (Plb. Bk VI, 3) “The first to construct a constitution—that of Sparta—on this principle”, Lycurgus, with some inspiration from his fellow Doric brothers in Crete and the support of Delphi (which was staffed by Cretan priests) **created a government that combined an hereditary kingship with a body of advisors from the aristocracy and another that represented the rest of the people (the democracy), all being checks and balances on each other.**

Spartan Republic

Plato in *The Laws* records how the Cretans and the Spartans could not classify their own form of government:

Megillus the Spartan: “Why sir, when I consider our Lacedaemonian constitution, I really cannot tell you offhand which would be the proper name for it. It actually seems to have its resemblances to an autocracy—in fact, the power of our ephors is astonishingly autocratic—and yet at times I think it looks like the most democratic of all societies. Again, it would be sheer paradox to deny that it is an aristocracy, while yet again a feature of it is a life monarchy, asserted by all mankind, as well as ourselves, to be the very oldest of such institutions.”

Clinias the Cretan: “I find myself in the same perplexity as you, Megillus. I am quite at a loss to identify our Cnossian constitution confidently with any of them.”

What is described above is the archetype of mixed government. Cicero labeled Sparta a Republic, i.e. *respublica Lacedaemoniorum* because it was mixed. (Müller 1839: II, 190 Rahe 1992: I 152, 169, 170).

Duties and responsibilities in the Spartan Republic are outlined in short verses called *Rhetra* (the constitution). These *Rhetra* are attributed to Lycurgus, the lawgiver of the Lacedaemonians. The Spartan society consisted of two kings from two different royal families called the Agiads and the Eurypontids. There also existed from former times a royal council called the Gerousia (old men). Members of the Gerousia were appointed for life from the heads of the aristocratic families. The council was made of 28 aristocratic members with two kings sitting in making a total of thirty. Upon this basis did Lycurgus add the *Rhetra* c. 776 B.C. **At some time, an oligarchic body with members elected from the citizen body for one year was introduced called the Ephors.** It was the Ephors who presided over the assembly of all the Spartan citizens called Spartiates which could only shout approval or disapproval of measures presented by the two bodies, the Gerousia and the Ephors. The whole legislative process required two legislative bodies and the whole body of citizens to affirm it. **Furthermore, the Lycurgan constitution spelled out that if the demos passed crooked rhetra the gerousia and the kings were to veto them.** (Plutarch, *Vitae Parallelae*)

What it means to be mixed is that the abilities necessary for a government, Leadership, Counsel and Force, were divided amongst the three classes. The executive powers were held by the Kings who had the seat of Leadership. The ability of creating laws and direction of action was done by the Gerousia, the Aristocracy, the seat of counsel and of wisdom. The power to move was given to the assembly, the place of the soldiers.

The government of Sparta was trifunctional, a product of their cultural ways. Trifunctionality is an Indo-European trait (Dumézil, cited in Mendle 1985: 21-9). This trait evinced by the Doric Greeks was especially strong. They always migrated in groups of three; Hylleans/Dymanes/Pamphylians (Müller 1839:I, 32-3). The Dorians were so peculiar in this trait that in classical texts they were called the “Thrice-divided” Dorians (Müller 1839:I, 34). Wherever they migrated, the new land was divided into three parts (Müller 1839: I, 33). In Lacedaemonia, the Dorians not only divided themselves from the aboriginal peoples into a triad of Dorians/ Perioci/Helots, they also divided Doric society into three parts, royalty/aristocracy/equals (or similars). Furthermore, the tripod figured prominently in their religion of Apollo (Müller 1839: I, 14). It was natural then that their culture imprinted a tripartite form of monarchy/aristocracy/democracy upon their government.

The Greeks, especially the Doric Greeks, derived their philosophy, laws and institutions from Nature; the cosmos. They observed Order in the Cosmos and, as “lovers of reality” (realists), attempted to imitate that order in their lives and society (Hamilton [1930] (1993): 67-8 [1957] (1964): 18, 187). Hence, “doing politics” was about “ordering” the state in accordance with reason formed by precepts and maxims garnered from nature.

Furthermore, attuned to beauty, they, in everything they did, attempted to do it with proportion, harmony and symmetry; the laws of beauty. (Hesoid *Op.* 627)

As the cosmos had an established harmony that bestows an underlying universal law, the Greek conviction was that limits were good. Exaggeration was foreign to them; they detested extremes and the idea of the limitless repelled them. “Greek words which meant boundless, illimitable, and the like, had bad connotations” (Hamilton 1964: 18). Their idea of freedom was bound up in the word, “sophrosuné” which meant that in human society just as in nature, “it meant accepting the bounds of excellence laid down for human nature; restraining the impulses to unrestricted freedom, shunning excess, obeying the inner laws of harmony and proportion” (Hamilton 1964: 21). Therefore, their form of government was an expression of those inferences. Rejecting the extreme form of the simple forms of government, they developed a type that was the Golden Mean of all them; i.e., the μέσος πολιτής.

This principle of the Golden Mean engraved upon their Doric Temple at Delphi, “Nothing too much”, is central to understanding their form of government. Plato argued that “Persia and Athens show the fundamental elements of all political life exaggerated as far as possible in one direction and the other (the one monarchical, the other democratic)...the merit of Sparta is that she has been trying to blend them, and has therefore maintained herself for a long time” (Plato *Lg.*, cited in Jaeger [1939] (1945): III, 236). A republic is really the Golden Mean between the extremes of democracy and Asian monarchical despotism. (*Military Manual TM* 2000-25, cited Kuenhelt-Leddihn 1943: 11). Consequently, the Spartan republic was basically formed around the soldiering class in cooperation with the upper classes.

To the charge that Sparta is an oligarchy, Dicaearchus of Messenia, who intensively investigated the Spartan state, was to label his treatise the *Tripoliticus*. Even though this work is lost, just the title alone speaks volumes about the nature of the Doric Greek government of Laconia. This man had intimate knowledge of the Spartans and the title of his work alone whole-heartedly dispels any notion that the Spartan government was just a plain oligarchy or a democracy as many are now labeling it.

To the charge that Sparta is a democracy, Plutarch relates a story in his biography of Lycurgus: when asked why he didn't form a democracy in Laconia, Lycurgus replied, “Begin, my friend, and set it up in your family first” (Plutarch, *Vitae Parallelae*).

Aristotle said Sparta was like an armed camp. But it was more than that. It was a Family. The Doric Greeks, being the most warlike of the Hellenic tribes, modeled their form of government upon the tripartite form found in their military institution. European militaries also exhibit a tripartite form. No doubt the Spartan army was no different and was organized with an officer corps, a non-commissioned officer corps and the regulars. This tripartite form is also inherent in the family structure. The family is composed of a father, mother and children. The paradigms of these two institutions, organic and natural, were copied into the Spartan state. The king as the Father, the middle rank, the mother, was the Aristocracy and the soldiers occupied the spot of the children. In the Dorian political viewpoint, the *politeia* was a family writ large. The Spartan State was conceived as a family unit and acted as such. *Arius Didymus* of Stobaeus uses the word “politeia” for the family; “So just as the household yields for the city the seeds of its formation, thus it yields the constitution (politeia)”.

“Connected with the house is a pattern of monarchy, of aristocracy and of democracy.

The relationship of parents to children is monarchic, of husbands to wives aristocratic, of children to one another democratic” (Arius Didymus, cited Boring 1995).

He concludes his political philosophy with “The best constitution is some mixture of the good forms”, i.e. monarchy, aristocracy and democracy.

Another facet of the style of the Doric Greeks was that they understood that the cosmos was with strife. Strife was a necessary component. In their development of the state it was necessary that each unit was put into opposition with each of the others. As was noted earlier, each class, royalty, aristocracy and commons, were allocated one state power they were naturally equipped to do. In order to accomplish any task, all three had to find common ground. (Plutarch, *Vitae Parallelae* 714)

Plutarch writes on how this arrangement worked: “Amongst the many changes and alterations which Lycurgus made, the first and of greatest importance was the establishment of the **senate, which having a power equal to the king’s in matters of great consequence, and as Plato expresses it, allaying and qualifying the fiery genius of the royal office, gave steadiness and safety to the commonwealth.** For the state, which before had no firm basis to stand upon, but leaned one while towards an absolute monarchy, when the kings had the upper hand, and another while towards a pure democracy, when the people had the better, found in this establishment of the senate a central weight, like ballast in a ship, which always kept things in a just equilibrium; the twenty-eight always adhering to the kings so far as to resist democracy, and on the other hand, supporting the people against the establishment of absolute monarchy” (Plutarch *Vitae Parallelae*)

Polybius rightly observed that “The result of this combination has been that the Lacedaemonians retained their freedom for the longest period of any people” (Plb. 1959: 482) and “...for securing unity among the citizens, for safeguarding the Laconian territory and preserving the liberty of Sparta inviolate, the legislation and provisions of Lycurgus were so excellent that I am forced to regard his wisdom as something superhuman” (Polybius 1959: 493).

The establishment of the Senate and a True involved Aristocracy marks the True Republic. The Doric Greeks of Crete and Laconia enjoyed stability and civic peace at home because of this structure and form. They became the envy and inspiration for many in Classical Antiquity and beyond. Solon tried unsuccessfully to imitate the Dorian form of government in his state of Athens. Socrates looked to Crete and Sparta as good government (Plato, *La.* 1961c, 52e). Plato’s Republic is based on the Doric Greek societies and their philosophy, especially the application *dikaiois* (Morgenstern, cited in Müller, 1839: II, 193).

<http://www.sparta.markoulakispublications.org.uk/index.php?id=105>

Laconophilia (also known as **Laconism**)[1] is love or admiration of [Sparta](#) and of the Spartan culture or constitution. The term derives from [Laconia](#), the part of the [Peloponnesus](#) where the Spartans lived.

Admirers of the Spartans typically praise their valor and success in war, their "laconic" austerity and self-restraint, their aristocratic and virtuous ways, the stable order of their political life, and their constitution, with its tripartite mixed government. Ancient Laconophilia started to appear as early as the 5th century BC, and even contributed a new verb to Ancient Greek: λακωνίζειν (literally: to act like a Laconian). Praise of the Spartan city-state persisted within classical literature ever afterward, and surfaced again during the Renaissance.

Contrary views

Even in ancient cultures, Laconophilia was a tendency, not an absolute. None of the contemporaries of the Lycurgan Constitution praised Sparta without reservations, except the Spartans themselves.

Herodotus of Dorian [Halicarnassus](#), consistently portrays the Spartans, except when actually facing battle, as rustic, hesitant, uncooperative, corrupt, and naïve. Plato had Socrates argue that a state which really followed the simple life would not need a warrior class; one which was luxurious and aggressive would need a group of philosophers, like Plato himself, to guide and deceive the guardians. Even [Xenophon](#)'s encomium of the [Constitution of the Lacedaemonians](#) is not unalloyed praise.[\[citation needed\]](#)

Aristotle criticizes the Spartans in his *Politics*: the [helots](#) keep rebelling; the Spartan women are luxurious; the magistrates (and especially the [ephors](#)) are irresponsible; reaching decisions by the loudest yell in the [apella](#) is silly; the wealth of the citizens is unequal (so that too many are losing the resources necessary to be a citizen and a hoplite); and the Spartiates let each other evade taxes, so the city is poor and the individual citizens are greedy. Above all, the Spartans know no other arts than war, so in peace they are incompetent and corrupt. The [Cretan](#) institutions, he says, are even worse.[\[13\]](#)

Even after the collapse, and idealization, of Sparta, [Polybius](#) wrote, "My object, then, in this digression is to make it manifest by actual facts that, for guarding their own country with absolute safety, and **for preserving their own freedom, the legislation of Lycurgus was entirely sufficient; and for those who are content with these objects we must concede that there neither exists nor ever has existed a constitution and civil order preferable to that of Sparta.**"[\[14\]](#)

Modern Laconophilia

Admiration of Sparta continued in the [Renaissance](#). [Niccolò Machiavelli](#) agreed that **Sparta was noteworthy for its long and static existence, but nevertheless asserted that, for virtù and glory, Rome was much preferable** (*Discourses*). The Elizabethan English constitutionalist [John Aylmer](#) compared the mixed government of Tudor England with the Spartan republic, stating that **"Lacedemonia [meaning Sparta], [was] the noblest and best city governed that ever was"**. He commended it as a model for England. The Swiss-French philosopher [Jean-Jacques Rousseau](#) contrasted Sparta favourably with Athens in his [Discourse on the Arts and Sciences](#), arguing that **its austere constitution was preferable to the more cultured nature of Athenian life**. [Samuel Adams](#) expressed a disappointment that the American republic was failing to meet his ideal of a "Christian Sparta".[\[15\]](#)

[Alexander Hamilton](#) mocked the Laconophilia of his era as unrealistic:

We may preach till we are tired of the theme, the necessity of disinterestedness in republics, without making a single proselyte. The virtuous declaimer will neither persuade himself nor any other person to be content with a double mess of porridge, instead of a reasonable stipend for his services. We might as soon reconcile ourselves to the Spartan [community of goods](#) and wives, to their iron coin, their long beards, or their black broth. There is a total dissimulation in the circumstances, as well as the manners, of society among us; and it is as ridiculous to seek for models in the simple ages of Greece and Rome, as it would be to go in quest of them among the Hottentots and Laplanders.[\[16\]](#)

Laconophilia increased in importance during the nineteenth century. The development of the [English Public Schools](#) was influenced by the schooling of Spartan children,^[17] as were [Ivy League](#) American universities. Sparta was also used as a model of social purity by Revolutionary and Napoleonic France. [Slavoj Žižek](#) stated that "all modern egalitarian radicals, from [Rousseau](#) to the [Jacobins](#)...imagined the republican France as a new Sparta".^[18]

Early Zionism

See also: [The communal life of the Kibbutz](#)

Early Zionists, and particularly the founders of [Kibbutz](#) movement in Israel, had been influenced by Spartan ideals, and drew on the Spartan model in particular when disparaging the materialistic values they associated with the diaspora communities they had left.^{[19][20][21]} Tabenkin, for example, a founding father of the Kibbutz and the [Palmach](#), was greatly influenced by ancient Sparta. He prescribed that "fighters' education should begin from the nursery", that children should from kindergarten age be taken to "spend nights in the mountains and valleys", taught to fight, and educated for war.^[22]

Racial Laconophilia

Karl Müller

Karl Müller

A new element was introduced into Laconophilia by [Karl Otfried Müller](#), who linked Spartan ideals to the supposed racial superiority of the [Dorians](#), the ethnic sub-group of the Greeks to which the Spartans belonged. While the Greek Laconophiles like Plutarch had praised the Spartans, they did not extend this admiration to the Dorians as a whole. Plutarch argued that the founder of their constitution, [Lycurgus](#), had inherited corrupt Dorian institutions. [Argos](#), the traditional enemy of Sparta, was also a Dorian state; so were [Corinth](#), [Rhodes](#), and [Syracuse](#), three of the most commercial states in Greece.

In 1824, however, Müller wrote *Die Dorier*, a history of the Dorian "race". It has been described as a "thousand-page fantasia", which portrays the Dorians as a heroic and noble race who expanded into Greece from the north. He used the new disciplines of [comparative linguistics](#) and [source-criticism](#) to argue that the Dorians represented a distinct [ethno-linguistic](#) group whose original culture could be isolated from later influences. He linked the origin of the Dorians to the mythic [Myrmidons](#) of the Trojan war, and their leader [Achilles](#).

Nazi Laconophilia

Müller's emphasis on the northern origins and racial qualities of the Spartans later fed into the development of [Nordicism](#), the theory of the superiority of a North European [Aryan master race](#). **Later German writers regularly portrayed the Spartans as a model for the modern [Prussian state](#), which also emphasised military self-discipline.** It was a short step from this to argue that the Prussians and the Spartans were originally of the same race. [Frank H. Hankins](#) summarises views of the American Nordacist [Madison Grant](#), writing in 1916:

Sparta is pictured as particularly Nordic on account of the purity of its Dorian stock, while Athens is more of a mixture. Sparta thus exhibited the military efficiency, the thorough organization and the patriotic sacrifice of the individual to the state characteristic of

Nordics everywhere and exemplified in modern Prussia, while Athens exhibited the intellectual brilliancy, the instability, the extreme individualism, the tendency to treason and conspiracy so characteristic of populations having a large [Mediterranean element](#).^[23]

These arguments were repeated by Nazi race theorists such as [Hans F. K. Günther](#) and [Alfred Rosenberg](#). **[Adolf Hitler particularly praised the Spartans, recommending in 1928 that Germany should imitate them by limiting "the number allowed to live"](#)**. He added that "The Spartans were once capable of such a wise measure... The subjugation of 350,000 Helots by 6,000 Spartans was only possible because of the racial superiority of the Spartans." The Spartans had created "the first racialist state."^[24]

Following the invasion of the [USSR](#), Hitler insisted that the Slavs should be treated like the helots under the Spartans: "They [the Spartans] came as conquerors, and they took everything", and so should the Germans. A Nazi officer specified that "the Germans would have to assume the position of the Spartiates, while... the Russians were the Helots."^[24]

Contemporary Laconophilia

See also: [Sparta in popular culture](#)

Modern Laconophilia has been present in popular culture, particularly with reference to the [Battle of Thermopylae](#), as portrayed in films such as [The 300 Spartans](#). It is also evident in the graphic novel [300](#) and the [film derived from it](#).

In the modern world, the adjective "spartan" is used to imply simplicity, frugality, or avoidance of luxury and comfort.^[25] Because of their reputation for physical prowess, the name "Spartans" has been adopted by teams in several sports. Michigan State University adopted "Spartans" as their collegiate team identity in 1925. In addition to the [Michigan State Spartans](#), other teams include the [San Jose State Spartans](#), [Hamrun Spartans](#), [Norfolk State Spartans](#), and others. Soccer clubs include [AC Sparta Prague](#) ([Czech republic](#)), [Spartans F.C.](#) ([Scotland](#)), and [Sparta Rotterdam](#) ([Netherlands](#)).

<https://en.wikipedia.org/wiki/Laconophilia>

Laconic phrase

Uses

A laconic phrase may be used for efficiency (as in military jargon), for philosophical reasons (especially among thinkers who believe in minimalism, such as [Stoics](#)), or to better deflate a pompous individual (a famous example being at the [Battle of Thermopylae](#)).

In humour

The Spartans were especially famous for their dry, understated wit, which is now known as "laconic humor."^[note 1] This can be contrasted with the "[Attic salt](#)" or "Attic wit," the refined, poignant, delicate humour of Sparta's chief rival [Athens](#).

History

Spartans focused less than other Greeks on the development of [education](#), [arts](#), and [literature](#).^[5] Some view this as having contributed to the characteristically blunt Laconian speech. **However, Socrates, in Plato's dialogue *Protagoras*, appears to reject the idea that Spartans' economy with words was simply a consequence of poor literary education: "... they conceal their wisdom, and pretend to be blockheads, so that they may seem to be superior only because of their prowess in battle ... This is how you may know that I am speaking the truth and that the Spartans are the best educated in philosophy and speaking: if you talk to any ordinary Spartan, he seems to be stupid, but eventually, like an expert marksman, he shoots in some brief remark that proves you to be only a child".**^{[6][note 2]} Socrates was known to have admired Spartan laws,^[7] as did [many other Athenians](#),^[8] but modern scholars have doubted the seriousness of his attribution of a secret love of philosophy to Spartans.^[9] **Still, two Spartans – Myson of Chenae and Chilon of Sparta – were traditionally counted among the Seven Sages of Greece to whom many famous sayings were ascribed.**

In general, however, Spartans were expected to be men of few words, to hold rhetoric in disdain, and to stick to the point. Loquacity was seen as a sign of frivolity, and unbecoming of sensible, down-to-earth Spartan peers. A Spartan youth was reportedly liable to have his thumb bitten as punishment for too verbose a response to a teacher's question.^[10]

A [witticism](#) attributed to [Lycurgus](#), the legendary lawgiver of Sparta, was a response to a proposal to set up a [democracy](#) there: "Begin with your own family."^[11]

https://en.wikipedia.org/wiki/Laconic_phrase

Un **laconisme** est une formule concise et frappante telle que celles par lesquelles les [Spartiates](#) de la [Grèce antique](#) avaient coutume de s'exprimer.

Cette concision s'accorde avec l'esprit militaire de Sparte, et n'est pas dénuée parfois d'une forme d'humour cassant, qui sait toucher avec précision le point faible des déclarations de l'interlocuteur, comme l'a noté [Socrate](#).

Les laconismes comprennent quelques phrases passées à la postérité, dont l'un des exemples les plus fameux est la réponse de [Léonidas](#) au roi des [Perses Xerxès](#), lorsque celui-ci lui offre de lui laisser la vie sauve, à lui-même et à ses hommes, à condition qu'ils rendent leurs armes. La brève réponse du roi de Sparte est en effet : « [Viens les prendre](#) » (« *Μολών λαβέ* »).

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Laconisme>

Apella

The **Apella** ([Greek](#): Ἀπέλλα) was the popular [deliberative assembly](#) in the [Ancient Greek city-state](#) of [Sparta](#), corresponding to the [ecclesia](#) in most other Greek city-states. Every Spartan male full citizen who had completed his thirtieth year was entitled to attend the meetings, which, according to [Lycurgus](#)'s ordinance, had to be held **at the time of each full moon** within the boundaries of Sparta.^[1]

Etymology

The word is derived from the [Doric](#) word *apella* (ἀπέλλα), which originally meant wall, enclosure of stones, and later assembly of people within the limits of the square.^[2] It is derived from the [Ancient Greek](#) word *pélla* (πέλλα), "stone", which appears in some toponyms in Greece like [Pella](#) (Πέλλα) and Pallini (Παλλήνη).^[3] The explanation is given by [Hesychius](#): *apellai* (ἀπέλλαι), *sekoí* (σηκοί "folds"), *ecclesiai* (ἐκκλησίαι: popular assemblies).^{[4][5]} The festival *apellai* was surely dedicated to the god [Apollo](#) ([Doric](#) form: Ἀπέλλων) and it was spread by the [Dorians](#) in central-Greece, as it is proved by the use of the month *Apellaios* (Ἀπέλλαιος).^{[6][7]}

Structure

The meetings had in all probability taken place originally in the Agora but were later transferred to the neighbouring building, known as the Skias.^{[8][1]} According to [Plutarch](#), a [Great Rhetra](#)^[9] was given by [Pythia](#) to [Lycurgus](#). The old aristocratic council was substituted by the [gerousia](#) (thirty elders, including the two kings). **Meetings of the "apella" should take place from time to time, and citizens should have the power to debate and take decisions.**^{[10][11]} **That right of the citizens was very soon limited. Kings Theopompus and Polydorus, probably during the 7th century BC, added to the "rhetra" that the kings and the elders ([gerousia](#)) could set aside any "crooked" decision of the people.**^{[12][11]}

The presiding officers were at first the kings but in historical times the [ephors](#), and the voting was conducted by assessing the loudness of shouting in the crowd. If the president was doubtful as to the majority of voices, a division was taken, and the votes were counted.^[1] Vote by shouting could be seen as the first type of [range voting](#).^[13] **The apella simply accepted or rejected the proposals submitted to it.** In later times, too, the actual debate was almost, if not wholly, confined to the kings, elders, ephors and perhaps the other magistrates. The apella voted on peace and war, treaties and foreign policy in general. It decided the king who should conduct a campaign and settled questions of disputed succession to the throne. **It elected elders, ephors and other magistrates, emancipated helots and perhaps voted on legal proposals.**^[1]

There is a single reference^[14] to a "small assembly" (ἡ μικρὰ καλουμένη ἐκκλησία) at Sparta, but nothing is known as to its nature or competence. The term *apella* does not occur in extant Spartan inscriptions, but two decrees of [Gythium](#) belonging to the Roman period refer to the μεγάλοι ἀπέλλαι.^{[1][5][15]}

The apella was responsible for electing men to the [gerousia](#) for life. Candidates were selected from the aristocrats and presented before the apella. The candidate who received the loudest applause became a member of the [gerousia](#).

The apella also elected the five ephors annually. Ephors presided over meetings of the [gerousia](#) and the apella. They could not run for re-election.

The ephorate presented motions before the apella. The apella then voted on the motions. **However, unlike the [ecclesia](#) in [Athens](#), the apella did not debate; it merely approved or disapproved of measures. Moreover, the [gerousia](#) always had the power to veto the decision of the apella.**

<https://en.wikipedia.org/wiki/Apella>

GOUVERNEMENT SPARTIATE

Double royauté

Dévolution du pouvoir

L'accès au trône est héréditaire, et non fondé sur le mérite.

Rôle des rois

Les pouvoirs des rois sont essentiellement militaire et religieux. [Xénophon](#) écrit ainsi : « le roi n'a pas d'autre tâche en campagne que d'être un prêtre pour les dieux et un stratège pour les hommes¹². »

Au début, les rois peuvent mener la guerre contre le pays de leur choix¹³ et leur pouvoir est collégial.

Au [V^e siècle](#), c'est l'Assemblée qui vote la guerre¹⁵, et, au moins depuis le [IV^e siècle](#), les éphores et les gérontes qui décident de la mobilisation¹⁶.

« **généralat héréditaire** » Il a droit de vie et de mort sur ses soldats, y compris les citoyens²². Il reste néanmoins soumis à la surveillance des éphores²³ et peut être jugé à son retour de campagne.

Gérousie

The Gerousia membership was probably restricted to [aristocrats](#).^[2]

D'un point de vue politique, c'est elle qui **prépare les décisions**.

The Gerousia had two major roles. It **debated motions which were to be put before the citizen assembly, with the power to prevent any motion from being passed on**,^[3] and functioned as a Supreme Court, with the right to try any Spartan, up to and including the kings.^[2]

Les propositions de loi lui sont soumises, et elle peut les bloquer en usant de son droit de **veto**.

The [Great Rhetra](#) suggests that it had the power to **overturn** decisions made by the Spartan assembly.^[4]

Éphore

Ils sont élus par le peuple, tous les ans, à la première nouvelle lune suivant l'équinoxe d'automne. On ignore s'ils doivent faire acte de candidature, comme les gérontes, et s'ils sont élus du fait de leurs idées ou de leur prestige personnel. L'un d'entre eux est éponyme (il donne son nom à l'année), mais on ignore comment il est choisi. Si son nom figure en premier sur les actes officiels (les quatre autres sont ensuite listés par ordre alphabétique), on ignore s'il jouit d'un pouvoir accru. Ils sont **censés représenter le peuple** et [Cicéron](#) (*République*, II, 3) les compare aux **tribuns de la plèbe** à [Rome](#). **Leur statut est égal à celui des rois**. Ces derniers et les éphores se prêtent un serment mutuel tous les mois : les rois jurent de respecter les lois, et les éphores de protéger le pouvoir royal. Les éphores peuvent rester assis en présence des rois, et inversement. Les rois sont mentionnés avant eux sur les traités, mais ce sont les éphores qui convoquent les rois, et non l'inverse.

Pouvoir

Aristote, dans la [Politique](#), comme Xénophon dans la [Constitution des Lacédémoniens](#), **affirme que les éphores ont le plus grand pouvoir à Sparte, pouvoir qui est selon lui égal à celui des tyrans (ἰσοτύραννος / isotyrrannos), car il s'exerce sans contrôle ni recours. De fait, les éphores servent de modèle à la création des Trente à Athènes**.

Pouvoir de police

La première prérogative des éphores est le maintien de ce qu'on appellerait aujourd'hui l'**ordre public**.

Ils surveillent particulièrement les [Hilotes](#) et les [Périèques](#), mais leur contrôle s'étend aussi aux **mœurs**, et même à l'apparence physique des Spartiates : quand ils entrent en charge, ils ordonnent par héraut de se raser la moustache et d'obéir aux lois. Les jeunes gens constituent également une catégorie de la population surveillée de près : les éphores contrôlent tous les 10 jours leur état physique, et tous les jours celui de leur habillement et de leur literie.

Ils contrôlent également les magistrats, y compris les rois, et peuvent infliger immédiatement amendes, révocations, emprisonnements ou exécutions. Pour les rois en particulier, ils doivent vérifier la régularité de la succession : ils imposent une épouse aux rois célibataires ou veufs (c'est le cas d'[Anaxandrides II](#)) et assistent aux accouchements royaux. Ainsi, en [-491](#), ils viennent témoigner lors du procès en bâtardise intenté par [Cléomène I^{er}](#) contre [Démarate](#). Ils ont droit de vie et de mort sur les Hilotes, et selon [Isocrate](#) (*Panathénaique*, 181), même sur les Périèques, mais ce passage est très discuté.

Pouvoir exécutif

Les éphores sont l'institution qui dans l'Europe de cette époque, est la plus proche de ce qu'est un gouvernement aujourd'hui (les gouvernements avec des ministères existaient déjà en Chine), d'où l'étonnement des penseurs de l'époque, qui ignorent presque cette notion (Athènes par exemple ne possède aucune institution exécutive de cette sorte). Ce **pouvoir exécutif est exercé collectivement par les éphores réunis en collège (ἐφορείον / ephoreion), qui prennent les décisions à la majorité. Quand les rois sont en campagne, ils prennent les décisions à leur place**, par exemple l'envoi d'expéditions ou la répression d'une atteinte à la sûreté de l'État (cf. la [conspiration de Cinadon](#)). Ils s'occupent des affaires étrangères et des relations avec les ambassadeurs. **Surtout, ils préparent le travail de l'assemblée, lui soumettent les propositions, président les débats et exécutent les décisions qui y sont prises, en particulier les mobilisations de l'armée civique.**

Limitations

Le pouvoir des éphores n'est pas absolu. D'abord, la collégialité est un frein, tous n'étant pas nécessairement d'accord. Ensuite, ils ne sont **pas rééligibles, et leur mandat ne dure qu'un an. À leur sortie de charge, ils peuvent être mis en cause par les nouveaux éphores. Cependant, la procédure ne semble pas être systématique, on ne peut donc pas dire qu'ils soient soumis à reddition de compte.**

Ensuite, ils sont **choisis dans l'ensemble du peuple**. Il arrive souvent que les élus soient assez pauvres, ce qui introduit un élément de mixité sociale dans les institutions spartiates, mais qui les rend, selon Aristote, vulnérables à la corruption. Il faut néanmoins nuancer : les éphores ne peuvent pas être très pauvres, car ils n'auraient pas les moyens de payer leur écot pour les [syssities](#), et donc seraient déchus de leur citoyenneté.

Enfin, leur pouvoir est limité par celui des rois. La rivalité entre éphorat et royauté, sans être continuelle, paraît fréquente, ce qui aboutit aux réformes de [Cléomène III](#) qui supprime l'éphorat.
<https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89phore>

The ephors were leaders of ancient [Sparta](#) and shared power with the two Spartan kings. The ephors were a council of five elected annually who "swore on behalf of the city", while the kings swore for themselves.^[1]

[Herodotus](#) claimed that the institution was created by [Lycurgus](#), while [Plutarch](#) considers it a later institution. It may have arisen from the need for governors while the kings were leading armies in battle. The ephors were elected by the popular assembly, and **all citizens were eligible for election. They were forbidden to be reelected. They provided a balance for the two kings, who rarely cooperated with each other. Plato called them tyrants who ran Sparta as despots, while the kings were little more than generals.** Up to two ephors would accompany a king on extended military campaigns as a sign of control, even gaining the ability to declare war at some points in Spartan

history.[2]

According to [Plutarch](#),[3] every autumn, at the [crypteia](#), the ephors would *pro forma* declare war on the [helot](#) population so that any Spartan citizen could kill a helot without fear of blood guilt.[4] This was done to keep the large helot population in check.

The ephors did not have to kneel down before the Kings of Sparta and were held in high esteem by the citizens, because of the importance of their powers and because of the holy role they earned throughout their functions. Since decisions were made by majority vote, this could mean that Sparta's policy could change quickly, when the vote of one ephor changed (e.g. in 403 BC when [Pausanias](#) convinced three of the ephors to send an army to [Attica](#)). This was a complete turn around to the politics of [Lysander](#). [5]

[Cleomenes III](#) abolished the ephors in 227 BC, but they were restored by the [Macedonian king Antigonos III Doson](#) after the [Battle of Sellasia](#) in 222 BC. While Sparta fell under Roman rule in 146 BC, the position existed into the 2nd century AD, when it was probably abolished by the [Roman emperor Hadrian](#) and superseded by Imperial governance as part of the [province of Achaea](#).

Legal Power

The ephors held numerous duties including legislative, judicial, financial, and executive duties.[6] They had the power to indict a king, who would then be tried before the ephors and [gerousia](#). The [gerousia](#) were like the Supreme Court of Sparta. Historians Bury, Cartledge, and Huxley agree that the ephors attained as great as the kings during the 700-600BC century.

The governmental form of the Cretan and Lacedaemonian city-states was a blend of the best (arete) parts from Monarchy, Aristocracy and Democracy.

Aristotle records that “some people assert that the best constitution must be a combination of all the forms of constitution, therefore praise the constitution of Sparta” (Aristotle, *Pol.* iii 10, 1265b 30-35) He further argues that the better the constitution is mixed, the more permanent it is. (Aristotle *Pol.* x 4, 1297a 5-10) The definition he gives for this kind of government is a “politeia”; the form intermediate between a democracy and an oligarchy, which is termed a republic, (mesi de touton in kalousi politeian) for the government is constituted from the class that bears arms.(Aristotle, *Pol.* iii 9, 1265b 25) Again, Aristotle states that constitutional government is, to put it simply, “a mixture of oligarchy and democracy” (Aristotle, *Pol.* vi 2, 1293b 30-35).

.. created a government that combined an hereditary kingship with a **body of advisors from the aristocracy** and **another that represented the rest of the people** (the democracy), all being checks and balances on each other.

At some time, an oligarchic body with members elected from the citizen body for one year was introduced called the Ephors.

Furthermore, the Lycurgan constitution spelled out that if the demos passed crooked rhetra the gerousia and the kings were to veto them. (Plutarch, *Vitae Parallelae*)

What it means to be mixed is that the abilities necessary for a government, Leadership, Counsel and Force, were divided amongst the three classes.

senate, which having a power equal to the king's in matters of great consequence, and as Plato expresses it, allaying and qualifying the fiery genius of the royal office, gave steadiness and safety to the commonwealth.

Polybius rightly observed that “The result of this combination has been that the Lacedaemonians retained their freedom for the longest period of any people”

The establishment of the Senate and a True involved Aristocracy marks the True Republic. The Doric

Greeks of Crete and Laconia enjoyed stability and civic peace at home because of this structure and form. They became the envy and inspiration for many in Classical Antiquity and beyond. Solon tried unsuccessfully to imitate the Dorian form of government in his state of Athens. Socrates looked to Crete and Sparta as good government (Plato, *La.* 1961c, 52e). Plato's Republic is based on the Doric Greek societies and their philosophy, especially the application *dikaioi* (Morgenstern, cited in Müller, 1839: II, 193).

Aftermath

For a short period of time, **Athens was ruled by the "Thirty Tyrants" and democracy was suspended. This was a reactionary regime set up by Sparta.** The [oligarchs](#) were overthrown and a democracy was restored by [Thrasybulus](#) in 403 BC.

Although the power of Athens was broken, it made something of a recovery as a result of the [Corinthian War](#) and continued to play an active role in Greek politics. Sparta was later humbled by Thebes at the [Battle of Leuctra](#) in 371 BC, but the rivalry of Athens and Sparta was brought to an end a few decades later when [Philip II of Macedon](#) conquered all of Greece except Sparta.

https://en.wikipedia.org/wiki/Peloponnesian_War

The **Thirty Tyrants** ([Ancient Greek](#): οἱ τριάκοντα τύραννοι, *oi triákonta týrannoi*) were a [pro-Spartan oligarchy](#) installed in [Athens](#) after its defeat in the [Peloponnesian War](#) in 404 BCE. **Upon Lysander's request, the Thirty were elected as a government, not just as a legislative committee.**^[1] The

Thirty Tyrants maintained power for thirteen months. Though brief, their reign resulted in the killing of 5% of the Athenian population, the confiscation of citizens' property, and the exile of other democratic supporters.^[2] They

became known as the "Thirty Tyrants" because of their **cruel and oppressive tactics**. The two leading members were [Critias](#) and [Theramenes](#).^[3]

https://en.wikipedia.org/wiki/Thirty_Tyrants

Aftermath

The Thirty Tyrants' brief reign was marred by **violence and corruption**. In fact, historians have argued that the violence and **brutality** the Thirty carried out in Athens was necessary to transition Athens from a democracy to an oligarchy.^[13] However, the violence produced an unanticipated paradox. The more violent the Thirty's regime became, the more opposition they faced.^[13] The increased level of opposition ultimately resulted in the upheaval of the Thirty's regime by Thrasybulus' rebel forces. After the revolution, Athens needed to decide the best way to govern the liberated city-state and to reconcile the atrocities committed by the Thirty. **It was decided that all of the members of the selected 3,000 were given amnesty except for the Thirty themselves, the Eleven, and the ten who ruled in Piraeus.**^[14] After the revolution that overthrew the Thirty Tyrants, Athens and her citizens struggled to reconcile and rebuild.

Mention of the Thirty

[Plato](#) in the opening portion of his [Seventh Letter](#) recounts the rule of the Thirty Tyrants during his

youth. He explains that following the revolution, fifty-one men became rulers of a new government, with a specific group of thirty in charge of the public affairs of Athens. Ten of the Fifty-one were to rule the city, and eleven were sent to rule [Piraeus](#). Plato corroborates the general consensus found in other sources: the rule of the Thirty was "reviled as it was by many". **The rule of the Thirty made the former democracy resemble a golden age in comparison.** Plato also includes an account of the interaction between the [Socrates](#) and the Thirty.^[15]

In *The Republic*, Plato mentions [Lysias](#), one of the most famous men from Athens that escaped the Thirty's reign of terror. We find out from Lysias that his brother [Polemarchus](#) "fell victim to the Thirty Tyrants".^[16]

Socrates and the Thirty

Due to their desire to remain in complete control over Athens, the Thirty sought to exile or kill anyone who outwardly opposed their regime. Socrates was one of the several citizens who chose to oppose the oligarchy, and with that opposition came the endangerment of his life. In Plato's *Apology*, Socrates recounts an incident in which the **Thirty once ordered him (and four other men) to bring before them Leon of Salamis, a man known for his justice and upright character, for execution.** While the other four men obeyed, Socrates refused, not wanting to partake in the guilt of the executioners. By disobeying, Socrates knew he was placing his own life in jeopardy, and claimed it was only the disbanding of the oligarchy soon afterward that saved his life: "This happened while we were still under a democracy. When the oligarchy came into power, the Thirty Commissioners in their turn summoned me and four others to the Round Chamber and instructed us to go and fetch Leon of Salamis from his home for execution. This was of course only one of many instances in which they issued such instructions, their object being to implicate as many people as possible in their crimes. On this occasion, however, I again made it clear, not by my words but by my actions, that the attention I paid to death was zero (if that is not too unrefined a claim); but that I gave all my attention to avoiding doing anything unjust or unholy. Powerful as it was, that government did not terrify me into doing a wrong action."^[17]

Later on in his *Seventh Letter*, Plato describes the interaction between the Thirty and Socrates from his own point of view: "They tried to send a friend of mine, the aged Socrates, whom I should scarcely scruple to describe as the most upright man of that day, with some other persons to carry off one of the citizens by force to execution, in order that, whether he wished it, or not, he might share the guilt of their conduct; but he would not obey them, risking all consequences in preference to becoming a partner in their iniquitous deeds."^[15]

https://en.wikipedia.org/wiki/Thirty_Tyrants

Les Trente (en [grec ancien](#) οἱ Τριάκοντα / *hoi Triakonta*) aussi appelés **Trente tyrans** sont un [gouvernement oligarchique](#) composé de trente magistrats appelés *tyrans*, qui succède à la [démocratie athénienne](#) à la fin de la [guerre du Péloponnèse](#), pendant moins d'un an, en [404 av. J.-C.](#)

Cette constitution est imposée aux Athéniens par le général spartiate [Lysandre](#) après la reddition d'[Athènes](#) négociée par l'un des futurs Trente tyrans, [Théramène](#), en [404](#). L'[Ecclésia](#) (l'assemblée du peuple athénien) s'est opposée à ce régime mais avec l'appui d'une garnison spartiate, les Trente, emmenés par [Critias](#) imposent un **régime de terreur, ne réservant les pleins droits de citoyens qu'à leurs 3 000 partisans. Leurs adversaires peuvent être condamnés sans aucun jugement. Ceux qui luttent contre cette dérive sont impitoyablement éliminés, tel Théramène, condamné à boire la ciguë.** En janvier [403 av. J.-C.](#), après sept ou huit mois de pouvoir, les *Trente Tyrans* sont chassés

par [Thrasybule](#) au grand soulagement de la population.

Un gouvernement provisoire...

Après la défaite d'Athènes à la fin de la [guerre du Péloponnèse](#), les Spartiates accordent la paix aux Athéniens « à condition qu'ils appliquent la constitution de leurs ancêtres » [1](#). La cité est alors divisée entre démocrates et les oligarques des [hétairies](#). [Lysandre, général spartiate vainqueur, se range du côté des partisans de l'oligarchie, comme il le fait dans toutes les cités vaincues.](#)

Sur proposition d'un nommé Dracontidès, du dème d'Aphidna, et sous pression de Lysandre, une commission de 30 membres est créée par l'Assemblée, en vue de [créer une nouvelle politeia \(un nouveau régime\), comme il avait été fait en 411 AJC : le but est de revenir à la patrios politeia \(la constitution des ancêtres\) en épurant le corps politique et en supprimant les misthoi \(indemnités accordées aux citoyens pauvres\).](#) Ses membres sont choisis parmi les amis de [Théramène](#), le négociateur de la reddition, et de [Critias](#), un aristocrate laconophile, nihiliste sans scrupule et d'une cruauté totale.

Les Trente réduisent le nombre des citoyens de plein droit à 3 000 et désignent les 500 membres d'un conseil ([Boulè](#)), chargé de préparer les lois. Ils abolissent les lois d'[Éphialtès](#) et d'[Archestrate](#), et même certaines lois de [Solon](#). Ils organisent aussi la chasse aux [démagogues](#) et aux [sycophantes](#). Aristote note que « ces actes faisaient plaisir aux citoyens qui croyaient que les Trente agissaient pour le bien de la cité » (*ibid.*, XXXV, 3) .

... qui devient tyrannie

Mais, très vite, le pouvoir des Trente tourne à la tyrannie : ils s'entourent d'une garde de 300 hommes, « porte-fouets », et s'appuient sur la garnison laissée en place par les [Spartiates](#). Ils instituent également les Dix, chargés de gouverner la région sensible du [Pirée](#), bastion traditionnel des démocrates.

Laissant de côté les questions constitutionnelles, ils procèdent à une série d'exécutions de [métèques](#) (entre autres, Polémarque, le frère de l'orateur [Lysias](#), celui-ci parvenant à s'échapper) et de citoyens riches, dont ils confisquent la fortune. Ces exécutions mènent à des dissentiments au sein des Trente, entre Critias, extrémiste, et Théramène, qui prône la modération :

« Mais comme Critias était enclin à faire périr beaucoup de citoyens, parce qu'il avait été exilé par le peuple, Théramène s'y opposa, disant qu'il n'était pas raisonnable de mettre à mort un homme, parce que le peuple l'honorait, si d'ailleurs il ne faisait aucun mal aux honnêtes gens. »

([Helléniques](#), II, 3, 15)

En fait, Théramène défend l'idée d'un régime s'appuyant sur une large base de « gens de bien », regroupant citoyens comme non-citoyens fortunés. Critias, au contraire, défend un pouvoir uniquement fondé sur la puissance : « Si tu t'imagines, ajouta-t-il, que parce que nous sommes trente et non pas un, nous n'avons pas à veiller sur notre pouvoir comme si c'était une tyrannie, tu es naïf », lui fait dire [Xénophon](#) (*Helléniques*, II, 3, 16).

Critias organise alors la fin de Théramène : dans un premier temps, il fait voter une loi donnant le pouvoir aux Trente de faire exécuter ceux qui ne font pas partie des Trois Mille. Dans un second temps, il fait voter une loi excluant du corps civique tous ceux qui ont pris part à la destruction des murs d'Étionéia ou, de manière plus générale, agi contre la précédente tyrannie des [Quatre-Cents](#).

Théramène ayant accompli l'un comme l'autre, il est condamné à boire la ciguë.

Aristote, Isocrate et Eschine estiment le nombre de victimes des Trente à 1 500 hommes (on ne sait si ce nombre représente les seuls citoyens ou s'il inclut les métèques), ce qui est énorme pour une population qui pouvait comprendre 40 000 citoyens mâles (et à peu près autant de métèques).

D'après Platon et Xénophon, Socrate, qui connaît bien certains des Trente (en particulier Critias) et qui n'est peut-être pas défavorable au principe d'une telle « révolution » oligarchique, a cependant toujours refusé de se faire le complice de leurs exactions.

La chute des Trente

Les démocrates bannis, menés par Thrasybule, partent de Thèbes et s'emparent de la forteresse de Phylè², au sud du mont Parnès. De là, ils attaquent et prennent les ports du Pirée et de Munichie (port de la marine de guerre). Critias et Charmide, l'un des Dix, sont tués lors de la bataille. Le peuple élit de nouveaux Dix, qui accueillent les démocrates.

Les Trente s'installent alors à Éleusis, dont ils massacrent les habitants. À Athènes, le régime des Trois Mille se met en place, cependant que le combat continue entre « ceux de la Ville » (οἱ ἐν τῷ ἄστει) et « ceux du Pirée » (οἱ ἐν Πειραιῇ).

Parallèlement, Lysandre est désavoué par Sparte et la garnison spartiate quitte Athènes. Pausanias Ier, roi de Sparte, arrive alors avec des négociateurs, pour établir une paix entre « ceux de la ville » et « ceux du Pirée ». Cette paix se fait sous le signe de la réconciliation : on permet à « ceux de la ville » qui le souhaitent de rejoindre Éleusis, où ils ne seront pas inquiétés. Elle se fait également sous le signe de la modération politique : le décret de Thrasybule accordant la citoyenneté aux combattants de Phylé (parmi lesquels des esclaves) est annulé pour vice de forme ; la proposition de Phormisios est écartée, qui vise à retirer la citoyenneté à ceux qui ne possèdent pas de terre. Les dettes des Trente envers Sparte sont honorées.

Enfin, l'accord comprend une mesure d'amnistie générale, interdisant à quiconque de rappeler le passé sous peine de mort : « Nul n'aura le droit de reprocher le passé, aux Trente, aux Dix, aux Onze et aux anciens gouverneurs du Pirée, ni même à ceux-ci après leur reddition de comptes » ³

Mention par Cicéron

Cicéron fait allusion⁴ à la condamnation de Socrate à une époque où, écrit-il, « Athènes avait davantage de tyrans qu'un tyran n'a de gardes du corps ».

Quelques faits ou légendes concernant SPARTE

A) Lycurgues

He obtained of them to **renounce their properties**, and to consent to a new division of the land, and that they should all live together on an **equal footing**.

Il décrète ensuite la cessation du cours de la monnaie d'or et d'argent, et les remplace par de lourds **lingots de fer** — trempé au **vinaigre** afin d'en augmenter le cassant et d'en diminuer la malléabilité. De la sorte, Lycurgue espère mettre fin à la thésaurisation.

De même, il instaure **l'autarcie** et bannit les arts jugés inutiles, c'est-à-dire **l'artisanat du luxe**.

Il oblige les Spartiates à prendre leurs **repas en commun** (**syssities**) et à se nourrir **frugalement**.

Enfin, il met en place **l'éducation spartiate**, obligatoire et dispensée par l'État.

Ayant établi toutes ces lois (*rhetai*), Lycurgue souhaite demander l'avis d'Apollon, à Delphes.

However, before leaving for **Delphi** he called an assembly of the people of **Sparta** and made everyone, including the kings and Gerousia, take an oath binding them to **observe his laws until he returned**.

He made the journey to Delphi and consulted the oracle, which told him that his laws were excellent and would make his people famous. He then disappeared from history.

One explanation was that being satisfied by this he **starved himself to death** instead of returning home, forcing the citizens of Sparta by oath to keep his laws indefinitely. [\[10\]](#)

B) L'éducation spartiate

The *agōgē* was the rigorous education and training regimen mandated for all male **Spartan** citizens, except for the firstborn son in the ruling houses. The training involved learning stealth, cultivating loyalty to the Spartan group, military training (e.g. pain tolerance), hunting, dancing, singing and social (communicating) preparation. [\[1\]](#)

The aim of the system was to produce **physically and morally strong males to serve in the Spartan army**. It encouraged **conformity** and the importance of the **Spartan state over one's personal interest**. The men would become the "**walls of Sparta**" because Sparta was the only **Greek** city with no defensive walls after they had been **demolished** at the order of **Lycurgus**.

Discipline was strict and the males were encouraged to **fight amongst themselves** to determine the strongest member of the group.

When a boy was born, he was **washed with wine** in the belief that this would make him strong.

Every infant was then examined by members of the **Gerousia** (a council of leading elder Spartans) from the child's tribe to see whether he was **fit and healthy enough to be allowed to live**. In the event that the baby did not pass the test, he was placed at the base of a **mountain** for several days in a **test** to die of exposure or survive the ordeal.

Sparte met en place une politique **eugéniste** destinée à **sélectionner des enfants sains et forts**.

Dès la naissance, selon Plutarque, le bébé est examiné par une commission d'anciens au Lesché, qui doivent déterminer si l'enfant est **beau** et de **constitution robuste** ; si ce n'est pas le cas, il est jeté aux Apothètes, un **gouffre** situé au pied du **Taygète** : un enfant ne doit pas être une **charge** pour la cité.

Ils sont **laissés nus**. Le but est **déjà** de former des guerriers.

À 7 ans, ils sont enlevés à leur famille. C'est le début de l'agōgē à proprement parler.

Placé sous l'autorité du magistrat spécialement chargé de superviser l'éducation.

The boys lived **in groups** under an older man.

« **Lycurgue** accoutume les citoyens à ne pas **même savoir vivre seuls**, à être toujours, comme les **abeilles, unis pour le bien public autour de leurs chefs**. »

They were encouraged to give their loyalty to their **communal mess hall** known as the *Syssitia*, rather than to their families.

Education in the *agoge* served as a great **equalizer** in Sparta. Men were meant to **compete** in **athletics** and in **battle**.

Les jeunes Spartiates apprennent à lire et à écrire ([Plutarque](#) rapporte que cette partie-là de l'éducation est réduite au **strict minimum**),

L'essentiel de leur formation consiste à **s'endurcir physiquement** par l'[athlétisme](#), à manier les armes, à marcher en formation, à **survivre dans la nature**, et surtout, à **obéir aveuglément** aux supérieurs et à toujours rechercher le bien de la cité.

The girls were also encouraged to help the males by **humiliating** them in public and **criticizing** their exercising.

Ils sont pris en charge par l'État jusqu'à l'âge de 20 ans. Pendant l'enfance, on met l'accent sur la **discipline** et la **rigueur** : les garçons ont la **tête rasée**, vont **pieds nus**.

Beginning at the age of 12 boys would be given only one item of clothing per year — a red cloak

Ils dorment sur des pailles de roseaux de l'[Eurotas](#) qu'ils ont eux-mêmes coupés, sans outil.

Boys were intentionally **underfed** to encourage them to master the skills necessary to become successful at **stealing** their food. This was also meant to produce **tall well-built** soldiers rather than fat short ones. This let the boys become accustomed to **hunger** so that during a campaign, hunger would not be a problem. They would be severely **punished**, however, if they were caught stealing.

Pendant l'adolescence, on met plutôt l'accent sur la pudeur, la décence.

Vers l'âge adulte, on insiste sur **l'émulation et la compétition**, principalement pour devenir l'un des *Hippeis*.

Après leurs 20 ans, les jeunes Spartiates demeurent **embrigadés** : ils intègrent les groupes de « joueurs de **ballon** ». Cet entraînement fait des Spartiates les soldats les plus **redoutés** de toute la Grèce classique.

Around the age of **18**, the students became **reserve members** of the Spartan army.

Also, some youths were allowed to become part of the [Crypteia](#), a type of '**secret police**', where the members were instructed to **spy** on the [Helot](#) population and even **kill** Helot slaves who were out at **night** or spoke **seditionally**, to help keep the population **submissive**.

The state supported this by **formally declaring war on the Helots every autumn**, so that killing a Helot was not regarded as a crime, but a **valuable deed** for the good of the state.

Any male who did not successfully pass through the *agoge* would be **denied** Spartan **citizenship**.

C) L'entraînement des filles

Just as Spartan males were raised to become warriors, the females of Sparta were trained for their **primary task: giving birth to warriors**.

L'objectif est de faire des femmes spartiates des **mères capables de produire des enfants sains et vigoureux**, futurs soldats ou futures mères. L'éducation est dispensée à toutes les filles.

Encouraged to be **strong** and **healthy**, girls participated in athletic competitions, running footraces in off-the-shoulder [chitons](#).

Les filles reçoivent à Sparte une éducation physique : la lutte, la course et le lancer de javelot

Une jeune Spartiate : « nous courons sur la même piste et nous nous frottons d'huile, comme les hommes.

On cherche à **combattre les traits jugés féminins** (grâce, culture) pour **endurcir le corps**.

Traits such as grace and culture were frowned upon in favor of physical **tempering** and **moral rectitude**.

Les femmes spartiates portent habituellement le [péplos](#) archaïque : « celles qui montrent leurs cuisses »

At religious ceremonies, on holidays and during physical exercise girls and women were nude.

Elles **s'exercent** complètement **nues**, à la manière des hommes — y compris les femmes **âgées** et **enceintes**.

D) Éphores

Les **jeunes gens** constituent également une catégorie de la population surveillée de près : les éphores contrôlent tous les 10 jours leur **état physique**, et tous les jours celui de leur **habillement** et de leur **littérature**.

L'ÉDUCATION SPARTIATE

L'**éducation spartiate**, souvent appelée de son nom [grec](#), ἀγωγή / *agōgē*¹, présente la triple particularité d'être obligatoire, collective et organisée par la cité². Symbole de l'« exception spartiate », elle est également mal connue : la plupart des sources sont tardives. Or l'*agōgē* a connu au moins une interruption, imposée par la [Ligue achéenne](#) au [IIe siècle av. J.-C.](#), et peut-être une autre au [IIIe siècle av. J.-C.](#)³ Il est donc difficile de savoir dans quelle mesure les descriptions hellénistiques et romaines peuvent également s'appliquer à la période archaïque et classique.

Sources

[Hérodote](#) semble être le premier auteur à mentionner explicitement un élément de l'éducation spartiate. Après la [bataille de Platées](#), chaque cité enterre ses morts ; « les Lacédémoniens firent trois fosses : dans l'une, ils enterrèrent les irènes (ἱρέας / *irenas*), au nombre desquels étaient Posidonius, Amopharète, Philocyon et Callicratès ; dans la seconde, ils mirent le reste des Spartiates, et dans la troisième, les [Hilotés](#)⁴. » Selon des sources tardives, les « irènes » sont les jeunes Spartiates entre vingt et trente ans⁵. Cependant, il s'agit d'une émendation du texte des manuscrits, qui mentionnent ἱρέας / *ireas*, c'est-à-dire « les prêtres »⁶. Retenue par la presque totalité des éditions modernes d'Hérodote⁷, elle a pourtant été contestée⁸.

Si l'on écarte Hérodote, la première référence à l'*agōgē* devient la [Constitution des Lacédémoniens](#) de [Xénophon](#), laconophile notoire qui, selon une source tardive, y a soumis ses propres fils⁹. Le texte mentionne également des irènes, mais là encore, il s'agit d'une émendation. **Le modèle pédagogique développé par Platon ressemble étrangement, dans ses principes, à ceux que l'on considère comme caractéristiques de l'éducation spartiate (austérité, apprentissage du civisme, etc.),** mais le philosophe ne fournit aucun élément utilisable pour mieux comprendre cette dernière. Il est même possible que les concepteurs de l'*agōgē* se soient inspirés de Platon plutôt que l'inverse¹⁰. La *Constitution des Lacédémoniens* est un genre très populaire au [IVe siècle av. J.-C.](#) et pendant toute l'[époque hellénistique](#) : quasiment tous les auteurs produisent un texte de ce type, notamment [Critias](#), [Aristote](#) et [Dicéarque](#) ; il n'en reste plus que quelques fragments et des résumés, eux-mêmes fragmentaires, par des auteurs postérieurs. Aristote évoque également l'*agōgē* dans sa *Politique*.

Les sources sur l'éducation spartiate au [IIIe siècle av. J.-C.](#) se bornent à une [glose](#) du passage d'Hérodote sur l'inhumation des morts après Platées, précédemment cité, et une [scholie](#) à un passage de [Strabon](#) ; elles dérivent très probablement d'un extrait du *Lexique* d'[Aristophane de Byzance](#), *Sur les noms des groupes d'âge*.

En revanche, les sources abondent pour ce qui est de la période romaine. La plus ancienne est probablement le recueil des *Institutions lacédémoniennes*, qui nous est parvenu en même temps que l'œuvre de [Plutarque](#) : il lui a probablement servi de source pour ses biographies de Spartiates. L'ouvrage est généralement daté du milieu du [IIe siècle av. J.-C.](#) et appartient probablement à un texte plus vaste sur la constitution de Sparte. Plutarque lui-même est l'auteur d'une biographie du législateur semi-mythique [Lycurque](#), à qui l'on attribue l'invention de l'*agōgē*. Cette œuvre est l'une des principales sources sur le sujet, mais il est difficile de déterminer ce qui, dans la description, se rattache à l'éducation archaïque et classique, et ce qui porte sur l'*agōgē* telle qu'elle existait au [IIe siècle apr. J.-C.](#) Le problème se pose de manière encore plus aiguë chez [Pausanias](#), qui a personnellement visité Sparte au moment où la cité s'efforce de ressusciter, mais aussi réinventer son passé. Les dernières sources sur le sujet sont un passage de l'*Anacharsis* de [Lucien de Samosate](#) sur la flagellation rituelle

des garçons au [sanctuaire d'Artémis Orthia](#). [Philostrate](#) évoque également cette pratique dans sa *Vie d'Apollonius de Tyane*. Enfin, les lexicographes de l'époque byzantine, principalement [Hésychios](#), [Photios](#) et la *Souda*, fournissent des éclairages précieux sur la terminologie spécifique à l'*agōgē*.

Outre les textes littéraires, l'historien peut s'appuyer sur un corpus d'inscriptions. Les plus nombreuses proviennent du sanctuaire d'Artémis Orthia. Il s'agit principalement de stèles auxquelles sont fixées des faucilles en fer, prix reçu dans un concours ; les inscriptions fournissent le nom du vainqueur, la date, la consécration à la déesse et parfois l'âge du dédicant. Une deuxième catégorie regroupe des bases de statue et une dédicace célébrant l'endurance dont ont fait preuve les jeunes gens devant l'autel d'Artémis.

L'éducation archaïque

Aux VIII^e et VII^e siècle av. J.-C., l'éducation spartiate est déjà consacrée au métier des armes. Les jeunes Spartiates ne doivent plus rechercher, comme aux siècles antérieurs, leur gloire personnelle (idéal homérique), mais la gloire collective, la victoire de la cité. Le poète [Tyrte](#) symbolise bien cette nouvelle éthique : « **il est beau de mourir, au premier rang, en brave qui combat pour la patrie.** »

L'éducation archaïque conserve néanmoins des traits de l'éducation homérique : l'[athlétisme](#) et les [sports hippiques](#) conservent une grande importance. Aux [Jeux olympiques](#), de 720 à 576, sur 81 vainqueurs connus, 46 sont Spartiates. Pour la course à pied, sur 36 connus, il y a 21 Spartiates. Ensuite, la musique occupe une place d'honneur (à cette époque, Sparte est la capitale musicale de la [Grèce](#)). Les diverses fêtes ([Hyacinthies](#), [Karneia](#) ou encore [Gymnopédies](#)) sont prétexte à des concours de danse d'un haut niveau de raffinement, nécessitant un entraînement spécialisé.

L'agôgè

À partir du [VI^e siècle](#) (vers 550 av. J.-C.), l'éducation change de nature. Elle devient l'*ἀγωγή* / *agôgē* — le nom lui-même ne datant que de l'[époque hellénistique](#). Théoriquement mise en place par [Lycurgue](#), mais attestée uniquement à partir du début du IV^e siècle, chez Xénophon (*Constitution des Lacédémoniens*), elle est :

- *obligatoire* : elle est indispensable (mais pas suffisante) pour être pleinement citoyen. Pour [Xénophon](#), les non-participants sont des citoyens diminués, qui ne peuvent pas accéder aux magistratures ni aux corps d'élite ; pour [Plutarque](#), ils sont tout bonnement privés des droits civiques. Inversement, des individus non-citoyens subissant l'*agôgè* peuvent devenir libres : ce sont les *μόθακες* / *móthakes* (voir [Hilotes](#)) ;
- *collective*, par tranche d'âge ;
- *organisée par la cité*, ce qui lui attire les louanges de [Platon](#) et [Aristote](#).

De 0 à 7 ans

Sparte met en place une politique eugéniste destinée à sélectionner des enfants sains et forts. Dès la naissance, selon Plutarque, le bébé est examiné par une commission d'anciens au Lesché (Λέσχη / Léskhê, « lieu couvert, portique »), qui doivent déterminer si l'enfant est beau et de constitution robuste ; si ce n'est pas le cas, il est jeté aux Apothètes, un gouffre situé au pied du Taygète : un enfant ne doit pas être une charge pour la cité¹¹. Plutarque est la seule source mentionnant la pratique de tels infanticides ; son témoignage a été récemment remis en cause par des archéologues, le gouffre des Apothètes ne contenant pas d'ossements d'enfants¹².

Sept jours après la naissance de l'enfant, le devant de la maison était décoré avec des guirlandes d'olives pour les garçons et de laines pour les filles. La famille faisait un sacrifice aux Dieux et organisait une fête.

Ensuite, l'éducation, ou plutôt l'élevage (ἀνατροφή / *anatrophē*), suivant l'expression utilisée, est délégué à la nourrice. **Ils sont laissés nus et frictionnés avec du vin pour les endurcir. Le but est déjà de former des guerriers. À 7 ans, ils sont enlevés à leur famille.** C'est le début de l'*agôgè* à proprement parler.

De 7 à 20 ans

Quand le jeune Spartiate a sept ans révolus, il est retiré à ses parents et placé sous l'autorité du παιδονομός / *paidonomós*, magistrat spécialement chargé de superviser l'éducation. Il est généralement placé dans des écoles de l'État, spécialement conçues pour leur donner une formation axée sur les arts militaires¹³.

Les jeunes Spartiates apprennent à lire et à écrire (Plutarque rapporte que cette partie-là de l'éducation est réduite au strict minimum), ainsi qu'à chanter (les élégies de Tyrtée essentiellement, qui servent de chants de marche). L'essentiel de leur formation consiste à s'endurcir physiquement par l'athlétisme, à manier les armes, à marcher en formation, à survivre dans la nature¹³, et surtout, **à obéir aveuglément aux supérieurs et à toujours rechercher le bien de la cité.** Plutarque explique ainsi dans sa *Vie de Lycurgue* :

« **Lycurgue accoutume les citoyens à ne pas même savoir vivre seuls, à être toujours, comme les abeilles, unis pour le bien public autour de leurs chefs.** »

Ils sont pris en charge par l'État jusqu'à l'âge de 20 ans. Pendant l'enfance, on met l'accent sur la discipline et la rigueur¹⁴ : les garçons ont la tête rasée, vont pieds nus et n'ont qu'un seul manteau par an. **Une sous-alimentation chronique les oblige à voler leur nourriture**¹³, et ils **dorment sur des paillasses de roseaux de l'Eurotas qu'ils ont eux-mêmes coupés, sans outil.** L'anecdote de l'[enfant au renard](#) rapportée par Plutarque symbolise cette rigueur. Les garçons ont tout de même des domestiques à leur disposition.

Pendant l'adolescence, on met plutôt l'accent sur l'αἰδώς / *aidōs*, la pudeur, la décence. Vers l'âge adulte, on insiste sur l'émulation et la compétition, principalement pour devenir l'un des Hippeis.

Après leurs 20 ans, les jeunes Spartiates demeurent embrigadés : ils intègrent les groupes de σφαρεῖς / *sphareïs*, littéralement « joueurs de ballon ». Cet entraînement fait des Spartiates les soldats les plus redoutés de toute la Grèce classique.

À l'époque romaine

La période romaine est celle pour laquelle les sources sont les plus nombreuses. À cette époque, les jeunes Spartiates reçoivent une éducation collective de 16 à 20 ans¹⁵. Les classes d'âge portent les noms suivants :

- 16 ans : μικκιζόμενος / *mikkikhizomenos*
- 17 ans : πρατοπάμπαις / *pratopampais*
- 18 ans : ἀτροπάμπαις / *atropampais*
- 19 ans : μελλείρην / *melleirēn*
- 20 ans : εἰρήν / *eirēn*

Chaque classe d'âge est divisée en groupes de plus petite taille, les βούαι / *bouai*, terme dérivé de βούς /

bous (« bœuf »)¹⁶, qu'Hésychios définit comme « une troupe d'enfants, chez les Laconiens¹⁷ et qu'on peut probablement traduire par les termes scouts « sizaine » ou « patrouille »¹⁸. Elles sont chacune dirigées par un βουαγός / *bouagos* ou « chef de patrouille »¹⁹.

Les jeunes prennent part à des concours qui leur sont réservés pendant les fêtes religieuses spartiates — principalement les Gymnopédies, les Hyacinthies et la fête éphébique d'Artémis Orthia²⁰. Les stèles en mentionnent plusieurs :

- μῶα / *mōa*, un concours de chant attesté à partir de la fin du [IIe siècle apr. J.-C.](#), mais dont le nom pourrait être plus ancien²¹ ;
- κελοῖα / *keloia*, sans doute un concours de cris de chasse en l'honneur d'Artémis, qui semble apparaître à l'époque romaine²¹ ;
- καθθηρατόριον / *kaththēratorion*, peut-être une danse de chasse²¹.
- εὐβάλλκης / *eubalkēs* et δέρος / *deros*, dont on ne sait rien²².

L'ordre dans lequel les épreuves sont mentionnées sur les stèles montre que les jeunes concourent d'abord pour le *kaththēratorion*, puis la *mōa* et la *keloia*. Ils passent les épreuves individuellement, et non en patrouilles, et sont groupés par classe d'âge : les stèles évoquent par exemple un vainqueur à « la *keloia* des *mikichizomenoi* »²³. Une épreuve dite « τὸ παιδικόν / *to paidikon* » fait s'affronter tous les jeunes, sans distinction d'âge ; la victoire y est beaucoup plus prestigieuse que dans une épreuve par classe d'âge²³.

La pédérastie

L'éducation spartiate a pour effet de couper le jeune de son milieu familial et de remplacer cette solidarité par une autre, également naturelle, celle de la classe d'âge. Cependant, Sparte permet aux adolescents de nouer également des liens de type vertical avec des jeunes adultes, par le biais d'une relation pédérastique.

Le couple pédérastique est composé d'un « inspireur » (εἰσπνήλας / *eispnēlas*, de εἰσπνέω / *eispnēō*, « souffler sur, inspirer ») et d'un « auditeur » (αἰτάς / *aītas*, de αἰῶ / *aīō*, « entendre, écouter »). **La nature sexuelle de leurs relations est discutée abondamment par les Anciens, mais n'est plus guère contestée aujourd'hui**²⁴. [Plutarque](#) et [Xénophon](#) assurent que, si les beaux garçons sont explicitement recherchés (contrairement aux traditions crétoises), le couple pédérastique reste chaste. Dans la *République des Lacédémoniens* (II, 13), Xénophon déclare même qu'un éraste désirant son éromène aurait été aussi honteux qu'un père désirant son fils. Cependant, le caractère sexuel de la pédérastie spartiate est un sujet de plaisanterie courant chez les auteurs comiques attiques. **Le verbe λακωνίζω / *lakônízō* (« imiter les Lacédémoniens ») signifie chez eux « sodomiser »**. Dans un registre plus sérieux, [Platon](#) dénonce dans les *Lois* ce qu'il juge être des amours contre nature²⁵.

Il est certain qu'il existe à Sparte un idéal de l'amour « platonicien » liant un adolescent et un jeune, à l'instar de l'idéal de la « belle mort » au combat. Sans doute ces relations devaient-elles également respecter l'*aidos*, la décence et la discrétion : Plutarque cite le cas d'un adolescent honteux d'avoir rencontré quelqu'un alors qu'il se promenait avec son éraste (*Apophtegmes laconiens*, 222b). Selon l'idéal pédérastique, l'éraste doit en quelque sorte remplacer auprès du jeune l'autorité paternelle, en lui apprenant à bien se comporter et élevant son âme. Pour cette raison, les liaisons sont contrôlées par l'État spartiate : selon [Élien](#), les [éphores](#) frappent d'amendes le jeune préférant un éraste riche à un éraste pauvre mais valeureux. Inversement, l'éraste subit une amende quand son éromène montre de la faiblesse.

Enfin, la liaison pédérastique permet de nouer des liens politiquement précieux par la suite. Ainsi, Agésilas est aidé par son éraste, [Lysandre](#), à monter sur le trône. En retour, le fils d'Agésilas use de son

influence auprès de son père pour faire acquitter Sphodrias, le père de son éromène.

L'éducation des filles

Figure féminine courant, bronze de style péloponnésien, deuxième quart du Ve siècle av. J.-C., [musée du Louvre](#)

Sparte se distingue également des autres cités en ce que l'éducation des filles fait l'objet d'autant de soins que celle des garçons²⁶. Instituée à l'époque archaïque, elle se poursuit à l'époque classique, est interrompue à l'époque hellénistique et reprend probablement à l'époque romaine^{27,28}. **L'objectif est de faire des femmes spartiates des mères capables de produire des enfants sains et vigoureux, futurs soldats ou futures mères. L'éducation est dispensée à toutes les filles. Contrairement aux garçons, elles restent dans le foyer familial et disposent donc d'une forme de loisirs et de vie privée**²⁷.

Éducation culturelle

Elles consacrent une partie de ce temps à apprendre la *mousikē*²⁹, c'est-à-dire la musique, la danse et la poésie, probablement auprès de leur mère et des autres femmes de leur parenté. À l'époque archaïque, Sparte fait également venir des poètes, comme [Alcman](#), chargés d'apprendre aux jeunes filles à prendre part aux chœurs. À l'époque classique, on connaît quelques exemples de femmes sachant lire et écrire. Une anecdote rapportée par Hérodote semble indiquer que c'est le cas de [Gorgō](#), fille du roi [Cléomène Ier](#) et la femme de [Léonidas](#) : quand le roi [Démaraate](#), en exil auprès de [Xerxès Ier](#), veut prévenir les Grecs de la menace qui pèse sur eux, il envoie un message secret à Sparte, sous la forme d'une tablette de cire. Gorgō a l'idée de faire gratter la cire, révélant ainsi le véritable message gravé sur le bois. Il n'est pas précisé si elle lit effectivement le message ou non. D'après d'autres anecdotes — qui la concernent elle-même ou les femmes spartiates en général — il semble cependant qu'elle sache lire³⁰. Plutarque cite également des lettres envoyées par des mères spartiates à leurs fils soldats³¹. Même si le contenu édifiant de ces missives peut sembler douteux, il paraît raisonnable que mères et fils correspondent par lettres pendant les conflits³⁰.

On connaît deux poétesses spartiates, toutes deux de l'époque archaïque : [Mégalostrata](#), citée par Alcman³², et Clitagora, mentionnée par [Aristophane](#)³³ et [Cratinos](#)³⁴. À l'époque classique, [Chilonis](#), fille de [Chilon](#), l'un des [Sept sages](#), fait partie des disciples de [Pythagore](#) et [Jamblique](#) mentionne 17 ou 18 [pythagoriciennes](#) spartiates³⁵, c'est-à-dire un tiers des élèves féminines citées.

Les filles apprennent également la musique : des figurines votives montrent des femmes jouant d'un instrument à vent, à cordes ou des percussions. Le chant est appris en même temps que la poésie et dans un passage d'Alcman, les jeunes filles remarquent que, si elles ne chantent pas aussi bien que les [sirènes](#), elles ont néanmoins une belle voix³⁶. Les chœurs de *parthenoi* (jeunes filles) s'adonnent également à la danse lors des principales célébrations religieuses³⁷. Aristophane décrit ainsi les jeunes filles dansant sur les berges de l'Eurotas en l'honneur d'Apollon Amycléen, d'Athéna Chalkioikos et des [Dioscures](#)³⁸.

Éducation physique

Comme les garçons, les filles reçoivent à Sparte une éducation physique. Xénophon fait remonter à Lycurgue l'institution de l'entraînement des filles et de leurs compétitions³⁹. [Euripide](#) cite la **lutte, la course et le lancer de javelot**⁴⁰ ; Plutarque ajoute à la liste le **lancer du disque**. [Théocrite](#) fait dire

à une jeune Spartiate : « nous courons sur la même piste et nous nous frottons d'huile, comme les hommes, sur les bords de l'Eurotas⁴¹. »

On cherche à combattre les traits jugés féminins (grâce, culture) pour endurcir le corps. Les femmes spartiates portent habituellement le πέπλος / péplos archaïque, décousu sur le côté⁴², ce qui suscite moqueries et commentaires graveleux chez les Grecs, particulièrement les Athéniens qui les surnomment les φαίνομηρίδες / phainomêrides, « celles qui montrent leurs cuisses »⁴³. Elles s'exercent complètement nues, à la manière des hommes — y compris les femmes âgées et enceintes⁴².

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89ducation_spartiate

The *agōgē* (Greek: ἀγωγή in Attic Greek, or ἀγωγά, *agōgá* in Doric Greek) was the rigorous education and training regimen mandated for all male Spartan citizens, except for the firstborn son in the ruling houses, Eurypontid and Agiad. The training involved learning stealth, cultivating loyalty to the Spartan group, military training (e.g. pain tolerance), hunting, dancing, singing and social (communicating) preparation.^[1] The word "agoge" meant in ancient Greek, rearing, but in this context generally meant leading, guidance or training.^[2]

According to folklore, *agoge* was introduced by the semi-mythical Spartan law-giver *Lycurgus* but its origins are thought to be between the 7th and 6th centuries BC^{[3][4]} when the state trained male citizens from the ages of seven to twenty-one.^{[1][5]}

The aim of the system was to produce physically and morally strong males to serve in the Spartan army. It encouraged conformity and the importance of the Spartan state over one's personal interest and generated the future elites of Sparta.^[1] The men would become the "walls of Sparta" because Sparta was the only Greek city with no defensive walls after they had been demolished at the order of Lycurgus. Discipline was strict and the males were encouraged to fight amongst themselves to determine the strongest member of the group.

The *agoge* was prestigious throughout the Greek world, and many aristocratic families from other cities vied to send their sons to Sparta to participate in the *agoge* for varying periods of time. The Spartans were very selective in which young men they would permit to enroll. Such honors were usually awarded to the *próxenoi* of Sparta in other cities and to a few other families of supreme ancestry and importance.

Structure

When a boy was born, he was washed with wine in the belief that this would make him strong. Every infant was then examined by members of the Gerousia (a council of leading elder Spartans) from the child's tribe to see whether he was fit and healthy enough to be allowed to live. In the event that the baby did not pass the test, he was placed at the base of Mt Taygetus for several days in a test to die of exposure or survive the ordeal. At the age of seven, the male child was enrolled in the *agoge* under the authority of the *paidonómos* (παιδονόμος), or "boy-herder", a *magistrate* charged with supervising education. This began the first of the three stages of the *agoge*: the *paídes* (about ages 7–17), the *paidískoi* (ages 17–19), and the *hēbōntes* (ages 20–29). Some classical sources indicate that there were further subdivisions by year within these classes.^[1]

The boys lived in groups (*agélai*, "herds") under an older man. They were encouraged to give their loyalty to their communal mess hall known as the *Syssitia*, rather than to their families.

Beginning at the age of 12 boys would be given only one item of clothing per year — a red cloak known as a *Phoinikis* (a [toponym](#) reflecting the [Phoenician](#) origin of the [Tyrian purple](#) dye used or imitated in the cloak). They also created beds out of reeds pulled by hand, with no knife, from the [Eurotas River](#). Boys were intentionally underfed to encourage them to master the skills necessary to become successful at stealing their food. This was also meant to produce tall well-built soldiers rather than fat short ones. This let the boys become accustomed to hunger so that during a campaign, hunger would not be a problem. They would be severely punished, however, if they were caught stealing. Only the [heirs apparent](#) of the two Spartan royal households (the [Agiads](#) and [Eurypontids](#)) were exempt from the process.

At around age 12 the boys would enter into an institutionalized relationship with a young adult male Spartan. [Plutarch](#) described this form of [Spartan pederasty](#) wherein somewhat older warriors would engage promising youths in a long-lasting relationship with a pedagogic motive. The boy was expected to request the relationship, which was seen as a method to pass on knowledge and maintain loyalty on the battlefield. At the stage of *paidiskoi*, around the age of 18, the students became reserve members of the Spartan army. Also, some youths were allowed to become part of the [Crypteia](#), a type of 'Secret Police', where the members were instructed to spy on the [Helot](#) population and even kill Helot slaves who were out at night or spoke seditiously, to help keep the population submissive. The state supported this by formally declaring war on the Helots every autumn, so that killing a Helot was not regarded as a crime, but a valuable deed for the good of the state.^[1]

At the stage of *hēbōntes*, roughly age 20, the students became fully part of the [syssitia](#) and Spartan army, although they continued to live in [barracks](#) and to compete for a place among the Spartan [hippeis](#), the royal guard of [honor](#).^[1] At the age of 20, students were voted into one of the public messes. The voting was done by Spartan peers who were members of the mess, and must be unanimous. Rejected candidates could try to gain entry to a different mess for up to ten years. If a fellow failed to gain entry into a mess by age 30, he would not gain Spartan citizenship. At the age of 30, men were permitted to marry and to become full citizens of Sparta who could vote and hold office.

Education in the *agoge* served as a great equalizer in Sparta. Men were meant to compete in athletics and in battle. Helots and common men likely only developed their reading and writing skills as needed to make votive offerings and read important inscriptions. On the other hand, Spartans who became kings, diplomats or generals would also improve the rhetoric, reading, and writing skills necessary for their positions. How the majority of the population of citizen male Spartans became literate, or whether they were literate at all, is not well known. However, there is reference made in Plutarch's "Sayings of Spartan Women" to correspondence kept between mother and sons on campaign, which would suggest some degree of literacy.

Education of girls

Girls also had a form of state education involving [dance](#), [gymnastics](#) and other sports; together with other subjects such as music and poetry, including writing and war education. Traits such as grace and culture were frowned upon in favor of physical tempering and moral rectitude. The girls were also encouraged to help the males by humiliating them in public and criticizing their exercising. Just as Spartan males were raised to become warriors, the females of Sparta were trained for their primary task: giving birth to warriors. Encouraged to be strong and healthy, girls participated in athletic competitions, running footraces in off-the-shoulder [chitons](#).

Spartan women wore the old-fashioned [peplos](#) (πέπλος), open at the side, leading to banter at their expense among the other Greeks who dubbed them *phainomērides* (φαينوμηρίδες) the "thigh-showers."

At religious ceremonies, on holidays and during physical exercise girls and women were nude.^[6]

Rise and fall

Any male who did not successfully pass through the *agoge* would be denied Spartan citizenship.

At various times this selection process came to be seen as detrimental to Spartan society particularly when the number of free male Spartan citizens dwindled. The practice waned in the 3rd century BC but was successfully reinvigorated some time in the 220s BC by [Cleomenes III](#). It was abolished, however, less than forty years later by [Philopoemen](#) in 188 BC. The *agoge* was reinstated in the year 146 BC after the Romans defeated the [Achaean](#) in the [Achaean War](#).

Roman *agoge*

The Roman *agoge* was limited to males between the ages of 14 to 19 and was essentially [ephebic](#) in nature and organized by [phyles](#) (citizen tribes). The instruction consisted of athletics, singing, dancing, military and probably some academic training. The students were supervised by officials called *bideioi*^{[[citation needed](#)]} ("overseers") and a [patronomos](#) ("guardian of law"). During the [Flavian dynasty](#) a team-based structure was introduced to the Roman *agoge* which put groups of students under the command of a team leader or *boagos* (βοαγός). Sponsorship was available to some poor students who could not afford the training.^[1]

<https://en.wikipedia.org/wiki/Agoge>

ROMAN REPUBLIC

Roman assemblies

The **Roman Assemblies** were institutions in [ancient Rome](#). They functioned as the machinery of the Roman legislative branch, and thus (theoretically at least) passed all legislation. Since the assemblies operated on the basis of [direct democracy](#), ordinary citizens, and not elected representatives, would cast all ballots. The assemblies were subject to strong checks on their power by the executive branch and by the [Roman Senate](#). Laws were passed (and magistrates elected) by [Curia](#) (in the [Curiate Assembly](#)), Tribes (in the [Tribal Assembly](#)), and [Centuries](#) (in the [Centuriate Assembly](#)).

When the city of Rome was founded (traditionally dated at 753 BC), a senate and an assembly, the [Curiate Assembly](#), were both created. The Curiate Assembly was the principal legislative assembly during the era of the [Roman Kingdom](#). While its primary purpose was to elect new kings, it also possessed rudimentary legislative powers. Shortly after the founding of the [Roman Republic](#) (traditionally dated to 509 BC), the principal legislative authority shifted to two new assemblies, the Tribal Assembly ("Citizen's Assembly") and the Centuriate Assembly. Eventually, most legislative powers were transferred to another assembly, the [Plebeian Council](#) ("Assembly of the Commoners"). Ultimately, it was the Plebeian Council that disrupted the balance between the senate, the legislative branch, and the executive branch. This led to the collapse of the republic, and the founding of the [Roman Empire](#) in 27 BC. Under the empire, the powers that had been held by the assemblies were transferred to the senate. While the assemblies eventually lost their last semblance of political power, citizens continued to gather into them for organizational purposes. Eventually, however, the assemblies were ultimately abandoned.

https://en.wikipedia.org/wiki/Roman_assemblies

The **Senate** had roughly 300 members. In the very early days of Roman history entry to the senate was by birth or rank. Later it was the consuls who nominated new members to the senate.

Plebeians gained entry in the course of the fourth century BC. It was their entry into the house which saw the assembly become a body of experienced magistrates, rather than merely being the privileged nobility.

Somewhere in the early to mid fourth century it became the censors who decided upon whom to allow to join the assembly. If usually it was consuls who joined the senators at the end of their year in office, Sulla introduced rules by which all quaestors entered the senate after their term in office. Had he created 300 new senators after the civil war his proscriptions it is estimated that the number of senators remained roughly around 500.

The senate itself didn't pass any laws of its own, but far more offered advice. However, its authority lay in its longevity. Any magistrate would only serve for one year. So despite enjoying more effective power than the senators he would be out of office after only twelve months, they wouldn't.

With the senate consisting entirely of former magistrates, one must consider that it was a body of vast experience and great competence.

Although the senate didn't appear to possess any defined powers, much of its power lay in customary acceptance of the senators advice on particular matters. And so foreign policy and

major financial issues effectively lay firmly in the hands of the senate.

But so too did it advise on legislation and religious questions.

In effect, the senate formed, once plebeians had entered it, represented a aristocracy of political merit. Although, it must be said, that most were sons of former senators, continuing a long line of professional politicians in their family. And so there were few 'new men' to be found in the assembly.

The **comitia curiata** under the Roman kings acted as the people's assembly. It was up of representatives of the three old tribes of the city of Rome (three old tribes: *ramnes, tities, luceres*). It is apparently based on these three old tribes that ten divisions of each tribe were made to form a *curia*, which would then be represented in the *comitia curiata*. This although King Servius Tullius defined the four new urban tribes of Rome (four new tribes: *sucusana, esquilina, collina, palatina*) which meant that the tribes no longer were matters of birth, but merely where in the city you held residence. Despite such changes the division of Rome into thirty *curiae* remained.

As an assembly the *comitia curiata* didn't really possess any real political powers. Far more its role was to 'confirm' magistrates in their position, once they had already been confirmed by the senate. In essence they therefore held no real political power, but acted as a discussion forum from which the spokesmen of the ordinary people could make their voices heard. The *comitia curiata* though also could act as a court of appeal for death sentences, if the quaestors deemed it suitable to hand a case to them for review.

The minimum age for the spokesman for a *curia* was fifty years and he was elected for life.

The **comitia centuriata** had already under the kings been the council representing the military units (the 'centuries'). **The comitia centuriata elected the higher magistrates (consuls, praetors, censors- although it was the senate which nominated the candidates), officially declared war and peace (although the actual decisions for this lay with the consuls). Also it was the highest court of appeal for executions or exile.**

When considering the comitia centuriata one needs to keep in mind that its great influence was reflecting the fact that it was made up of the soldiery, which in republican times was almost entirely made up of the landowning classes.

Its influence decreased in the later republic, being eclipsed by the *comitia tributa* and the *concilium plebis*.

property class	number of centuries	total
equites	-	18
Class 1	40 seniorium and 40 iuniorum	80
Class 2	10 seniorium and 10 iuniorum	20
Class 3	10 seniorium and 10 iuniorum	20
Class 4	10 seniorium and 10 iuniorum	20
Class 5	15 seniorium and 15 iuniorum	30
<i>proletarii</i>	-	1
special craftsmen, (<i>fabri</i> and <i>cornicines</i>)	-	4

Total votes	-	193
-------------	---	-----

Note equites and class 1 command 98 votes, a majority! Proletarii have 1 vote.

The **comitia tributa**, the tribal assembly, was made up of spokesmen for the 'new' tribes, as initially defined by king Servius Tullius. If the king had originally created 20 tribes, then this was expanded to 35, of which four remained the tribes of the city of Rome (four 'new' tribes: *sucusana*, *esquilina*, *collina*, *palatina*).

It elected the lower magistrates (curule aediles, quaestors) and other officials. In the later republic became the chief law making body, together with the concilium plebis.

The **concilium plebis**, was the plebeian assembly. It could only be summoned by the Tribunes of the People (*tribuni plebis*). It was made up in the same way as the comitia tributa, but with the exception that the upper classes were excluded, hence only allowing admission to plebeians.

If at first the assembly could only pass laws (*plebiscita*) which would affect the plebeians, then from 287 BC onwards its decrees became effective for all Romans, irrespective of class. The assembly also elected the tribunes and plebeian aediles.

In the later republic became the chief law making body, together with the comitia tributa.

<http://www.roman-empire.net/republic/rep-assembly.html>

Centuriate Assembly

The **Centuriate Assembly** (Latin: *comitia centuriata*) of the [Roman Republic](#) was one of the three voting assemblies in the Roman constitution. It was named the Centuriate Assembly as it divided Roman citizens into one hundred different groups. However, during the years of the Roman Republic, the number of groups was increased to 197. The Centuries gathered into the Centuriate Assembly for legislative, electoral, and judicial purposes. The majority of votes in any Century decided how that Century voted. Each Century received one vote, regardless of how many electors each Century held. Once a majority of Centuries voted in the same way on a given measure, the voting ended, and the matter was decided.^[1] **Only the Centuriate Assembly could declare war or elect the highest-ranking Roman Magistrates: "Consuls", "Praetors" and "Censors".**^[2] **The Centuriate Assembly could also pass a law that granted constitutional command authority, or "Imperium", to Consuls and Praetors (the *lex de imperio* or "Law on Imperium"), and Censorial powers to Censors (the *lex de potestate censoria* or "Law on Censorial Powers").**^[2] In addition, the Centuriate Assembly served as the highest court of appeal in certain judicial cases (in particular, cases involving capital punishment), and ratified the results of a Census.^[3]

Since the Romans used a form of direct democracy, citizens, and not elected representatives, voted before each assembly. As such, the citizen-electors had no power, other than the power to cast a vote. Each assembly was presided over by a single Roman Magistrate, and as such, it was the presiding magistrate who made all decisions on matters of procedure and legality. Ultimately, the presiding magistrate's power over the assembly was nearly absolute. The only check on that power came in the form of vetoes handed down by other magistrates. Any decision made by a presiding magistrate could be vetoed by a magistrate known as a "[Plebeian Tribune](#)". In addition, decisions made by presiding magistrates could also be vetoed by higher-ranking magistrates.

Assembly procedure

In the Roman system of [direct democracy](#), two primary types of assembly were used to vote on legislative, electoral, and judicial matters. The first was the Committee (*comitia*, literally "going together" or "meeting place").^[4] **The Centuriate Assembly was a Committee. Committees were assemblies of all citizens,^[5] and were used for official purposes, such as for the enactment of laws. Acts of a Committee applied to all of the members of that Committee. The second type of assembly was the Council (*concilium*), which was a forum where specific groups of citizens met for official purposes.^[5]** In contrast, the **Convention** (*conventio*, literally "coming together") was an unofficial forum for communication. Conventions were simply forums where Romans met for specific unofficial purposes, such as, for example, to hear a political speech.^[4] Private citizens who did not hold political office could only speak before a Convention, and not before a Committee or a Council.^[6] Conventions were simply meetings, and no legal or legislative decisions could be made in one. Voters always assembled first into Conventions to hear debates and conduct other business before voting, and then into Committees or Councils to actually vote.^[7]

https://en.wikipedia.org/wiki/Centuriate_Assembly

STATE ASSEMBLIES

While the existence of the various assemblies gives the Roman constitution an air of democracy, the senate was principally an advisory body, and in none of the others did members vote as individuals. Voting was by group or category, according to the assembly's composition; the majority voice of a group represented a single vote. State officials (*magistri*) were elected by this means.

Senate: about three hundred members up to the reforms of Sulla. Nominations were originally automatic and by birth or rank; later they were made by the consuls and, after about 350 BC, by the censors. Plebeians were admitted during the fourth century BC, after which the senate became a body predominantly of men who had served as state officials. It did not pass laws so much as refer its advice (*senatus consultum*). It had, however, control over finance, administration of the state and empire, and relations with foreign powers. It also adjudicated on religious matters and acted as an intermediary between the Roman people and the gods.

Comitia curiata: assembly of representatives of wards, ten each from the three original tribes of Rome, and the original people's council at the time of the kings. In the fourth century BC its functions were largely assumed by the *comitia centuriata*.

Comitia centuriata: originally the assembly of representatives of military units (centuries). It was reconstituted in 193 centuries, to which eligible voters (all Roman citizens) were allocated according to their means. Each century comprised an indefinite and variable number of members. Ninety-eight of the votes (a majority) were in the hands of the eighteen centuries of equestrians and the eighty representing the top five property bands. The assembly elected senior state officials, declared war, instituted peace treaties, approved legislation, and, until the function was transferred to the courts, had the final say in cases of execution or exile.

Concilium plebis (meeting of the people): the original plebeian parliament, sitting and voting in 35

tribal or district divisions. It elected its own officers and formulated decrees (*plebiscita*) for observance by its own kind, which, after 287 BC, could be made binding on the whole community.

Comitia tributa (tribal assembly): organized in tribes in the same way as the *concilium plebis* but open to all citizens. It elected minor officials and was a means of approving legislation on a different voting basis to the *comitia centuriata*.

<http://www.the-romans.co.uk/assemblies.htm>

The **legislative assemblies of the Roman Republic** were political institutions in the ancient [Roman Republic](#). **According to the contemporary historian Polybius, it was the people (and thus the assemblies) who had the final say regarding the election of magistrates, the enactment of new statutes, the carrying out of capital punishment, the declaration of war and peace, and the creation (or dissolution) of alliances. Under the Constitution of the Roman Republic, the people (and thus the assemblies) held the ultimate source of sovereignty.**

Since the Romans used a form of direct democracy, citizens, and not elected representatives, voted before each assembly. As such, the citizen-electors had no power, other than the power to cast a vote. Each assembly was presided over by a single [Roman Magistrate](#), and as such, it was the presiding magistrate who made all decisions on matters of procedure and legality. Ultimately, the presiding magistrate's power over the assembly was nearly absolute. The only check on that power came in the form of vetoes handed down by other magistrates.

In the Roman system of [direct democracy](#), two primary types of gatherings were used to vote on legislative, electoral, and judicial matters. The first was the Assembly (*comitia*), which was a gathering that was deemed to represent the entire Roman people, even if it did not contain all of the Roman citizens or, like the *comitia curiata*, excluded a particular class of Roman citizens (the plebs). The second was the Council (*concilium*), which was a gathering of citizens of a specific class. In contrast, the Convention was an unofficial forum for communication. Conventions were simply forums where Romans met for specific unofficial purposes, such as, for example, to hear a political speech. Voters always assembled first into Conventions to hear debates and conduct other business before voting, and then into Assemblies or Councils to actually vote.

https://en.wikipedia.org/wiki/Legislative_assemblies_of_the_Roman_Republic

The **constitution of the Roman Republic** consisted of a set of guidelines and principles passed down mainly through [precedent](#).^[1] The constitution was largely [unwritten and uncodified](#), and evolved over time. Rather than creating a government that was primarily a [democracy](#) (as in [ancient Athens](#)), an [aristocracy](#) (as in ancient [Sparta](#)), or a [monarchy](#) (as in the Roman state [before](#) and, in many respects, [after](#) the Republic), the Roman constitution mixed these three elements, setting up three [separate branches of government](#):^[2]

- The democratic element took the form of [the legislative assemblies](#).
- The aristocratic element took the form of [the Senate](#)
- The monarchical element took the form of the term-limited [consuls](#).^[3]

The ultimate source of sovereignty in this ancient republic, as in modern republics, was the demos (people; Latin: *populus*).^[4] The people of Rome gathered into legislative assemblies to pass laws and to elect executive magistrates.^[5] Election to a magisterial office resulted in automatic membership in the Senate (for life, unless [impeached](#)).^[6] The Senate managed the day-to-day affairs in Rome, while senators presided over the courts.^[7] Executive magistrates enforced the law and presided over the Senate and over the legislative assemblies.^[8] A complex set of checks and balances developed between these three branches, so as to minimize the risk of tyranny and corruption,

and to maximize the likelihood of good government. However, the separation of powers between these three branches of government was not absolute; and moreover, several constitutional devices that were out of harmony with the Roman constitution were used frequently.^[9] **A constitutional crisis began in 133 BC as a result of the struggles between the aristocracy and the common people.**^[10] **This crisis ultimately led to the collapse of the Roman Republic and its eventual subversion into a much more autocratic form of government, the Roman Empire.**^[11]

Legislative Assemblies

Main articles: [Roman assemblies](#), [Legislative Assemblies of the Roman Republic](#), [Centuriate Assembly](#), [Tribal Assembly](#) and [Plebeian Council](#)

The Roman assemblies were political institutions in the [Roman Republic](#). There were two types of Roman assembly. The first was the Committee,^[37] which was an assembly of all Roman citizens.^[38] Here, Roman citizens gathered to enact laws, elect magistrates, and try judicial cases. The second type of assembly was the Council, which was an assembly of a specific group of citizens.^[38] For example, the "Plebeian Council" was an assembly where plebeians gathered to elect Plebeian magistrates, pass laws that applied only to Plebeians, and try judicial cases concerning Plebeians.^[39] A "convention", in contrast, was an unofficial forum for communication, where citizens gathered to debate bills, campaign for office, and decide judicial cases.^[37] **The voters first assembled into conventions to deliberate, and then they assembled into committees or councils to actually vote.**^[40] In addition to the Curia (familial groupings), Roman citizens were also organized into "Centuries" (for military purposes) and "Tribes" (for civil purposes). Each gathered into an assembly for legislative, electoral, and judicial purposes. The [Centuriate Assembly](#) was the assembly of the Centuries, while the [Tribal Assembly](#) was the assembly of the Tribes. Only a bloc of voters (Century, Tribe or Curia), and not the individual electors, cast the formal vote (one vote per bloc) before the assembly.^[41] The majority of votes in any Century, Tribe, or Curia decided how that Century, Tribe, or Curia voted.

The Centuriate Assembly was divided into 193 (later 373) Centuries, with each Century belonging to one of three classes: the officer class, the enlisted class, and the unarmed adjuncts.^{[42][43]} During a vote, the Centuries voted, one at a time, by order of seniority. The president of the Centuriate Assembly was usually a [consul](#).^[32] Only the Centuriate Assembly could elect consuls, [Praetors](#), and [Censors](#); only it could [declare war](#);^[44] only it could ratify the results of a census.^[45] While it had the power to pass ordinary laws, it rarely did so.

The organization of the Tribal Assembly was much simpler than the Centuriate Assembly, since its organization was based on the thirty-five Tribes. The Tribes were not ethnic or kinship groups, but rather geographical divisions (similar to modern electoral districts or constituencies).^[46] The president of the Tribal Assembly was usually the consul,^[clarification needed]^[32] and under his presidency, the assembly elected [Quaestors](#), [Curule Aediles](#), and [Military Tribunes](#).^[47] While it had the power to pass ordinary laws, it rarely did so. The assembly known as the "[Plebeian Council](#)" was identical to the Tribal Assembly with one key exception: only [plebeians](#) (the commoners) had the power to vote before it. Members of the aristocratic [patrician](#) class were excluded from this assembly. In contrast, both classes were entitled to a vote in the Tribal Assembly. Under the presidency of a [Plebeian Tribune](#), the Plebeian Council elected Plebeian Tribunes and [Plebeian Aediles](#), enacted laws called "[plebiscites](#)", and presided over judicial cases involving Plebeians.

https://en.wikipedia.org/wiki/Constitution_of_the_Roman_Republic

In addition, the Senate passed decrees called *senatus consultum*, which was officially "advice" from the Senate to a magistrate. While technically these decrees did not have to be obeyed, in practice, they usually were. During an emergency, the Senate (and only the Senate) could authorize the appointment of a *dictator*. The last ordinary dictator, however, was appointed in 202 BC. After 202 BC, the Senate responded to emergencies by passing the *senatus consultum ultimum* ("Ultimate Decree of the Senate"), which suspended civil government and declared something analogous to martial law.

https://en.wikipedia.org/wiki/Senate_of_the_Roman_Republic

The senate and legislative assemblies

Main article: [Centuriate Assembly](#)

Shortly after the founding of the republic, the [Centuriate Assembly](#) became the principle [Roman assembly](#) in which magistrates were elected, laws were passed, and trials occurred.

https://en.wikipedia.org/wiki/History_of_the_Constitution_of_the_Roman_Republic

Private citizens who did not hold political office could only speak before a Convention, and not before a Committee or a Council.^[6]

https://en.wikipedia.org/wiki/Centuriate_Assembly

In [Roman constitutional law](#), *rogatio* is the term (from [Latin](#) *rogo*, "ask, place a question before") for a [legislative bill](#) placed before an [Assembly of the People](#) in ancient Rome. The *rogatio* procedure underscores the fact that the [Roman senate](#) could issue decrees, but was not a legislative or [parliamentarian](#) body. Only [the People](#) could pass legislation.^[1]

A [magistrate](#) with the right to summon the assembly could propose a bill (*rogatio legis*); the proposed laws themselves were *leges rogatae*. A bill's proposer was its *lator*; a supporter was an *auctor*.^[2] Discussions in the senate would contribute to the drafting of a bill, which would be published (*promulgare rogationem*, that is, [promulgatio](#)) three weeks or more before it was formally submitted to the assembly. During this period, citizens could discuss the bill and propose changes, or more rarely ask for its withdrawal, at informal sessions (*contiones*). After the bill had been brought before the assembly for the vote, it could no longer be modified.^[3]

The legislator who introduced the bill asked *Velitis iubeatis, Quirites?* ("Citizens, are you going to approve and order?"^[4]) and the people responded [yea or nay](#) without discussion. If a bill was withdrawn after the *rogatio* but before the vote was taken, it was usually because a [tribune](#) threatened to use his veto power against it, or less frequently because it proved unpopular among the [plebs](#).^[5] If a bill was passed (*rogatio lata est*), it became a law (*lex*) after the presiding magistrate made a formal announcement (*renuntiatio*) of the assembly's decision.

In the Early [Republic](#), the senate had to approve the constitutionality of a law before it was enacted; after the passage of the [Lex Publilia Philonis](#) in 339 BC, which required that at least one of the two [censores](#) be a plebeian, this approval (*patrum auctoritas*) was required before the bill was put to a vote in the assembly. With controversial [popularist](#) measures, however, the senate was sometimes bypassed. If a bill was proposed for the purpose of declaring war, it had to be brought before the [Centuriate Assembly](#).^[6]

<https://en.wikipedia.org/wiki/Rogatio>

The class struggles of the Roman Republic resulted in an unusual mixture of democracy and oligarchy. The word republic comes from the Latin *res publica*, which literally translates to "public business". Roman laws traditionally could only be passed by a vote of the Popular assembly (Comitia Tributa). Likewise, candidates for public positions had to run for election by the people. However, the Roman Senate represented an oligarchic institution, which acted as an advisory body.

In the Republic, the Senate held great authority (*auctoritas*), but no real legislative power; it was technically only an advisory council. However, as the Senators were individually very influential, it was difficult to accomplish anything against the collective will of the Senate. New Senators were chosen from among the most accomplished patricians by Censors (*Censura*), who could also remove a Senator from his office if he was found "morally corrupt"; a charge that could include bribery or, as under Cato the Elder, embracing one's wife in public. Later, under the reforms of the dictator Sulla, Quaestors were made automatic members of the Senate, though most of his reforms did not survive.

<http://www.crystalinks.com/romegovernment.html>

Fall of the Republic

The beginning of the end of the leaders who were not noble to the citizens and disobeyed the Republic which came when the brothers Gracchus challenged the traditional constitutional order in the 130s and 120s BC. Though members of the aristocracy themselves, they sought to parcel out public land to the dispossessed Italian peasant farmers. Other measures followed, but many senators feared the Gracchus' policy and both brothers met violent deaths. The next champion of the people was the great general [Gaius Marius](#); he departed from established practice by recruiting his soldiers not only from landed citizens but from landless citizens, including the growing urban [proletariat](#). These were people who when the wars were over, looked to their commander for a more permanent reward in the shape of land of their own. Thus the situation developed where commanders and their armies banded together in pursuit of political objectives, the commanders seeking power and the soldiers rewards.

The temporary ascendancy achieved by Marius was eclipsed by that of [Sulla](#) in the 80s BC. Sulla marched on Rome after his command of the Roman invasion force that was to invade [Pontus](#) was transferred to Sulla's rival Marius. Leaving Rome damaged and terrorized, Sulla retook command of the Eastern army and after placing loyal puppets to the consul he marched for the conquest of Pontus. When Sulla returned to Rome, there was opposition to his rule by those loyal to Marius and his followers. Sulla, with the aid of a young [Gnaeus Pompeius Magnus](#) (Pompey the Great) and [Marcus Licinius Crassus](#), quelled the political opposition and had himself made dictator of Rome. Sulla was a staunch proponent of aristocratic privilege, and his short-lived monarchy saw the repeal of pro-popular legislation and condemnation, usually without trial, of thousands of his enemies to violent deaths and exile.

The Roman Senate and the Roman citizens, tired of the never-ending civil wars and unrest, were willing to toss aside the incompetent and unstable rule of the Senate and the popular assemblies in exchange for the iron will of one man who might set Rome back in order. By 27 BC the transition,^[2] though subtle and disguised, was made complete.

https://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_elements_of_Roman_Republic

Julius Caesar was murdered on the Ides of March in 44 B.C. by the people he trusted and thought were his friends. The justification for his death was that he was too ambitious and wanted too much power. The very concept of government in Rome was against dictatorship, to which Caesar posed a great threat.

Although Rome recognized the need for a distinct leader, the power given to the leader was not absolute. The Romans devised a system to avoid dictatorship and retain freedom, but at the same time maintain control of the affairs of the Empire. These leaders, originally given the title of praetor, meaning “to lead the way” (Asimov 24), were elected. Their terms of office were for one year and they could not succeed themselves. Two praetors were elected each year and they both had to agree on issues before action was taken. Later, the title was changed to consul, which is another way to say partners. Praetors’ and consuls’ main responsibility was to manage the armed forces of Rome and to lead the armies in warfare. Quaestors were also selected two at a time for one year terms. Their main role was to serve as judges and to supervise all criminal trials.

The Senate was designed to advise the Praetors or Consuls. It originally consisted of one hundred representatives of clans that made up the city. **The men were chosen based on their age, experience and wisdom; the word senate is Latin for “old men”. The Senators, or Patricians, were expected to be obeyed. In fact, the praetors had to “bow to the will of the senate” (Asimov 24).** This system of governing worked well for several centuries.

The government of Rome gradually evolved, as did the citizen’s opinion on dictatorship.

The Senate became corrupt with many Patricians being easily bribed. Almost all of the power belonged to a distinct few. The idea of a dictator no longer caused fear, it was no longer unacceptable. By the time Julius Caesar was a consul, the number had increased to three. Pompey, Crassus and Caesar all had grudges against the Senate for one reason or another. Caesar was upset because the Senate had tried to undercut his campaign for consulship. The three consuls formed a private coalition, known as the First Triumvirate. Together Pompey, Crassus and Caesar succeeded in getting Caesar elected consul and in passing legislation that mainly benefited them. Caesar became the governor of Cisalpine Gaul and part of Transalpine Gaul, where Rome had considerable power. Right after he took on the new position the territory was threatened by Switzerland. Immediately he crushed them and kept going. These wars, which began in 58 B.C. and helped Caesar to establish his reputation as a great military leader, were known as the Gallic Wars. Nine years later in 49 B.C., after constant warfare, he had stormed over eight hundred towns and conquered the area that is now France.

Both Pompey and the Senate were envious of Caesar’s success and they were also fearful of his ambitions. They ordered Caesar to give up command and return to Rome.

He defied this order, therefore committing treason, and ended up fighting Pompey’s army. Caesar followed Pompey’s army all the way to Egypt, where he killed Pompey and met Cleopatra. He lived in Egypt with Cleopatra for a few years but eventually he went off to fight other wars, leaving Cleopatra pregnant with his child, Caesarion.

In 44 B.C. Julius Caesar returned home to Rome. He was welcomed with a massive feast including twenty-two thousand tables. Caesar was declared dictator of Rome by the now

submissive Senate.

Caesar's actions, such as defying the Senate's order to return home, defeating the other consuls and his continuous warfare went against the concept of democracy in the Roman government. He was ignoring the Senate, whom he was supposed to submit to, and had defeated his partners who were there to avoid dictatorship and encourage accountability. He placed himself above all other Roman citizens, destroying the equality between himself, the Senate and the citizens. And finally, he accepted the title of dictator, destroying the democracy in Rome. The citizens did not even fear the loss of their beloved democracy. They now looked upon Caesar as a god.

A group of Senators led by Cassius, Casca, Cinna and Brutus, who loved freedom and democracy concluded that they had to stop Caesar. **No one else seemed to understand the severity of what was occurring.** On March 15, 44 B.C., also known as the Ides of March, a total of sixty senators carried out their well-planned conspiracy to kill Julius Caesar right in the Senate in broad daylight. They felt that this was the only solution to rid themselves of the threat that Caesar posed.

"Rome had begun, Romans liked to think, as a republic guided by a senate, but at the height of its power, the senators and their colleagues answered not to elected leaders but to emperors" (Time Frame 50). Julius Caesar was a great threat to many of Rome's strongest values. By placing himself above everyone else, he demolished the democracy in the Roman Empire and the equality of all Romans. There was no way to reason with him, and the only possible way to return to the method of democracy which had worked well for centuries was to kill Julius Caesar.

<http://onlineessays.com/essays/history/his244.php>

The **Senate of the Roman Republic** was a political institution in the ancient [Roman Republic](#). It was not an elected body, but one whose members were appointed by the [consuls](#), and later by the [censors](#). After a [Roman magistrate](#) served his term in office, it usually was followed with automatic appointment to the Senate

https://en.wikipedia.org/wiki/Senate_of_the_Roman_Republic

Consuls were elected by the [Comitia Centuriata](#), which had an aristocratic bias in its voting structure which only increased over the years from its foundation.^{[[citation needed](#)]}

However, they formally assumed powers only after the ratification of their election in the older [Comitia Curiata](#), which granted the consuls their [imperium](#) by enacting a law, the "[lex curiata de imperio](#)".

https://en.wikipedia.org/wiki/Roman_consul

Composition

Article détaillé : [Centurie](#).

Les comices centuriates reposent sur une division du peuple romain en [centuries](#) réparties en une classe équestre et cinq classes basées sur la richesse. À Rome le citoyen est un soldat s'équipant à ses propres frais. Pour un Romain (comme pour un [Athénien](#)), celui qui en a les moyens doit pouvoir combattre et

donner son avis sur la politique de sa cité. À l'origine, c'est la possession de la terre qui sert à définir la classe d'appartenance des citoyens.

Les citoyens étaient distribués en centuries dont la réunion constituait l'*exercitus* qui désignait tant l'armée que les citoyens réunis en centuries⁶.

Le nombre exact des centuries dont les comices centuriates étaient composées reste discuté. 193 centuries est celui qui est généralement retenu par les historiens modernes^{7,8}, quoique [Christol](#) et Nony admettent 193 ou 194⁹ et [Claude Nicolet](#) 193 ou 195, chiffre impair nécessaire pour établir une majorité¹⁰. Cela détermine la majorité absolue lors des votes à 97 (ou 98) centuries.

Procédure de Vote

Citoyen votant pour un plébiscite. Sa tablette de vote porte la lettre V pour *Vti rogas*, littéralement *Comme tu demandes*, c'est-à-dire *Oui*

Chaque centurie disposait d'une voix.

Les 80 premières centuries plus les 18 centuries équestres, représentant les propriétaires les plus riches, avaient la majorité, ce qui favorisait mécaniquement les classes aisées.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Comices_centuriates

Since the Romans used a form of Direct Democracy, citizens, and not elected representatives, voted before each assembly. As such, the citizen-electors had no power, other than the power to cast a vote. Each assembly was presided over by a single Roman Magistrate, and as such, it was the presiding magistrate who made all decisions on matters of procedure and legality. Ultimately, the presiding magistrate's power over the assembly was nearly absolute. The only check on that power came in the form of vetoes handed down by other magistrates, and decisions made by presiding magistrates could also be vetoed by higher-ranking magistrates. In addition, after 493 BC, any decision made by a presiding magistrate, including one concerning the Curiate Assembly, could be vetoed by a magistrate known as a [Plebeian Tribune](#) or more popularly called a "Tribune of the Plebs".

Assembly procedure

In the Roman system of [direct democracy](#), one primary types of gatherings were used to vote on legislative, electoral, and judicial matters. The first was the Assembly (*comitia*, literally "going together" or "meeting place").^[5] **The Curiate Assembly was a *comitia*. Assemblies represented all citizens,^[6] even if they excluded the plebs like the Curiate Assembly did,** and were used for official purposes, such as for the enactment of statutes.

https://en.wikipedia.org/wiki/Curiate_Assembly

The early Roman family was called a *gens* or "clan",^[2] and each clan was an aggregation of families under a common living male patriarch, called a *pater* (the Latin word for "father").^[4] When the early Roman *gentes* were aggregating to form a common community, the *patres* from the leading clans were selected^[5] for the confederated board of elders that would become the Roman senate.^[4] Over time, the *patres* came to recognize the need for a single leader, and so they elected a [king](#) (*rex*),^[4] and vested in him their sovereign power.^[6] When the king died, that sovereign power naturally reverted to the *patres*.^[4]

The senate is said to have been created by Rome's first king, [Romulus](#), initially consisting of 100 men.

The descendants of those 100 men subsequently became the [patrician](#) class.[7] Rome's fifth king, [Lucius Tarquinius Priscus](#), chose a further 100 senators. They were chosen from the minor leading families, and were accordingly called the *patres minorum gentium*. [8]

http://en.wikipedia.org/wiki/Roman_Senate

A **consul** served in the highest elected [political office](#) of the [Roman Republic](#), and the consulship was considered the highest level of the [cursus honorum](#).

Each year, two consuls were elected together, to serve for a one-year term. The consuls alternated in holding [imperium](#) each month, and a consul's imperium extended over Rome, Italy, and the provinces. However, after the establishment of the Empire, the consuls were merely a figurative representative of Rome's republican heritage and held very little power and authority, with the Emperor acting as the supreme leader.

http://en.wikipedia.org/wiki/Roman_consul

The class struggles of the Roman Republic resulted in an unusual mixture of democracy and oligarchy. The word republic comes from the Latin *res publica* which literally translates to public business. Roman laws traditionally could only be passed by a vote of the Popular assembly ([Comitia Tributa](#)). Likewise, candidates for public positions had to run for election by the people. **However, the Roman Senate represented an oligarchic institution, which acted as an advisory body.** In the Republic, the Senate held great authority (*auctoritas*), but no actual legislative power; it was technically only an advisory council. **However, as the Senators were individually very influential, it was difficult to accomplish anything against the collective will of the Senate.** New Senators were chosen from among the most accomplished [patricians](#) by [Censors](#) (*Censura*), who could also remove a Senator from his office if he was found "morally corrupt"; a charge that could include [bribery](#) or, as under [Cato the Elder](#), embracing one's wife in public. Later, under the reforms of the dictator [Sulla](#), [Quaestors](#) were made automatic members of the Senate, though most of his reforms did not survive.

http://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_elements_of_Roman_Republic

Ever since the late 19th and early 20th centuries, German and Anglo-American scholars have usually rejected the optimistic view of Polybius, the philo-Roman Greek historian who was trying to legitimize the Roman domination of Greece in the eyes of his fellow Greeks when he claimed that the Roman republican constitution embodied the Peripatetic philosophers' ideal of a balanced mixture of the three good types of constitution: monarchy, aristocracy, and democracy. Scholars like Friedrich Muenzer, Matthias Gelzer, Ronald Syme, Ernst Badian, and T. R. S. Broughton argued that instead of being this balanced mixture, the Roman Republic **was really an oligarchy in which a small number of wealthy, land-owning consular noble families controlled the major magistracies, the senate, and the popular assemblies through durable networks of personal relationships and factional alliances.**

More recent work by Christian Meier, Erich Gruen, Robin Seager, Robert Devlin, and Peter Brunt has made untenable the idea that powerful republican noble families formed long-lasting factions among themselves to perpetuate their dominance of Roman Republican politics. Now, following the lead of Peter Brunt, several British scholars like Jeremy Paterson, Michael Crawford, Mary Beard, and, preeminently, Fergus Millar have seized the chance to rehabilitate Republican Rome in modern eyes by de-emphasizing its oligarchic nature

altogether and stressing the supposedly democratic role of the popular assemblies and the tribunes of the plebs. Nowhere, however, have any of them provided a comprehensive definition of democracy against which the supposedly democratic nature of the Republic can be evaluated.

The very early Roman Republic may have resembled what Thorkild Jacobsen called “primitive democracy” in a chapter that he contributed to a book called *The Intellectual Adventure of Ancient Man*. In the early Republic, rich and poor, high and low, lived in close proximity and the social and economic gap between them was not so great as it was later. **The state was basically the army, the original meaning of the word *populus***, where the soldiers elected the higher officers from among their richer neighbors and gave approval to major decisions about peace, war, and other matters affecting them, such as the division of booty or the punishment of those who broke the rules. Still, that is more the inchoate democracy of any small, face-to-face community and cannot be compared with a formally democratic state.

The closest any of these scholars have come to applying a definition of democracy to an analysis of the Roman Republic in its formally developed state from the third century B.C. onward is Fergus Millar in his recent book *The Crowd in the Late Roman Republic* (U. of Michigan Press, 1998). There, it is clear that for Millar **to consider a state democratic, the ultimate power to legislate must lie in the votes of all the citizens and that their votes must count equally. He defines the Roman *res publica* as a “direct democracy” because “the most fundamental of all rights of the people was ... that they, and they alone, could legislate” (209). He sees the Roman Forum “not only as the stage for the delivery of political discourse but as the long-established public space in which the *conspectus populi Romani* [the onlooking of the Roman people] could develop into active response and dialogue and into physical competition for the domination of the area.” He further claims that such domination was important because it “was a function of the more fundamental fact that laws in the *res publica* could be enacted only by the votes of the people.” Therefore, he concludes, “In that limited sense, in its modes of persuasion (by the delivery of speeches to those who turned up) and in its modes of legislation (by direct popular votes) **the system of the Roman *res publica* was indeed democratic**” (225).**

<http://ablemedia.com/ctcweb/showcase/warddemocracy.html>

The [Roman Republic](#)

At about the same time that popular government was introduced in Greece, it also appeared on the Italian Peninsula in the city of Rome. The Romans called their system a *rēspūblica*, or [republic](#), from the Latin *rēs*, meaning [thing](#) or affair, and *pūblicus* or *pūblica*, meaning public—thus, a [republic](#) was the thing that belonged to the Roman people, the *populus romanus*.

Like Athens, Rome was originally a city-state. Although it expanded rapidly by conquest and annexation far beyond its original borders to encompass all the Mediterranean world and much of western Europe, its government remained, in its basic features, that of a moderately large city-state.

Indeed, throughout the republican era (until roughly the end of the first century bc), Roman assemblies were held in the very small [Forum](#) at the centre of the city.

Who constituted the Roman *dēmos*? Although Roman [citizenship](#) was conferred by birth, it was also granted by naturalization and by manumission of slaves. As the [Roman Republic](#) expanded, it conferred citizenship in varying degrees to many of those within its enlarged boundaries. Because Roman assemblies continued to meet in the Forum, however, most citizens who did not live in or near the city itself were unable to participate and were thus effectively excluded from the *dēmos*. Despite their reputation for practicality and creativity, and notwithstanding many changes in the structure of Roman government over the course of centuries, the Romans never solved this problem. Two millennia later, the solution—electing representatives to a Roman legislature—would seem obvious (see below [A democratic dilemma](#)).

As they adapted to the special features of their [society](#), including its rapidly increasing size, the Romans created a political structure so complex and idiosyncratic that later democratic leaders chose not to emulate it. The Romans used not only an extremely powerful [Senate](#) but also four assemblies, each called *comitia* (“assembly”) or *concilium* (“council”). The [Comitia Curiata](#) was composed of 30 curiae, or local groups, drawn from three ancient *tribus*, or tribes; the [Comitia Centuriata](#) consisted of 193 centuries, or military units; the Concilium Plebis was drawn from the ranks of the plebes, or [plebeians](#) (common people); and the [Comitia Tributa](#), like the Athenian Assembly, was open to all citizens. In all the assemblies, votes were counted by units (centuries or tribes) rather than by individuals; thus, insofar as a majority prevailed in voting, it would have been a majority of units, not of citizens.

Although they collectively represented all Roman citizens, the assemblies were not sovereign. Throughout the entire period of the republic, the [Senate](#)—an institution inherited from the earlier era of the Roman monarchy—continued to exercise great power. Senators were chosen indirectly by the [Comitia Centuriata](#); **during the monarchy, they were drawn exclusively from the privileged [patrician](#) class, though later, during the republic, members of certain plebeian families were also admitted.**

The Italian republics from the 12th century to the Renaissance

“Constitutional oligarchies”

After the western Roman Empire collapsed in 476, the Italian Peninsula broke up into a congeries of smaller political entities. About six centuries later, in northern [Italy](#), some of these entities developed into more or less independent city-states and inaugurated systems of government based on wider—though not fully popular—participation and on the election of leaders for limited periods of time. In this respect, their governments may be viewed as small-scale precursors of later representative systems. Such governments flourished for two centuries or more in a number of cities, including Venice, Florence, Siena, and Pisa.

Drawing on Latin rather than Greek, the Italians called their city-states republics, not democracies. Although membership in the *dēmos* was at first restricted mainly to the nobility and large landowners, in some republics in the first half of the 13th century groups from lower social and economic classes—such as the newly rich, small merchants and bankers, skilled craftsmen organized in guilds, and foot soldiers commanded by knights—began to demand the right to participate in government at some level. Because they were more numerous than the upper classes and because they

threatened (and sometimes carried out) violent uprisings, some of these groups were successful. Even with these additions, however, the *dēmos* in the republics remained only a tiny fraction of the total population, ranging from 12 percent in 14th-century Bologna to 2 percent or less in 15th- and 16th-century Venice, where admission to the ruling nobility had been permanently closed during the 14th century. Thus, whether judged by the standards of Classical Greece or those of Europe and the United States in the 18th century and later, the Italian republics were not democracies. A more accurate characterization, proposed by the historian Lauro Martines, is “constitutional [oligarchies](#).”

<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/157129/democracy/233830/The-Roman-Republic>

How was Rome governed

Rome, in its earliest days, was governed by kings. However, [Ancient Rome](#) was to develop its own form of government that allowed the Romans to govern themselves.

In one sense, for a society that used its feared [army](#) to conquer other nations and reduced people to slavery, Rome was remarkably democratic when its own people were concerned. Citizens of Rome would gather at an assembly to elect their own officials. The chief officials of Rome were called consuls and there were two of them. The consuls governed for a year. If they did not live up to expectations, they could be voted out of office at the next election. Therefore, competence was rewarded and incompetence punished.

In addition to consuls, there were other elected officials – judges, magistrates and tax collectors being some of them. Ten “Tribunes of the People” were also elected to look after the poor of Rome.

The consuls could not be expected to know everything. They were advised by a Senate. This was made up of leading citizens of Rome and when they met, the Senate would discuss issues such as proposed new laws, financial issues affecting Rome etc. There were about 600 men in the Senate. They were usually from rich noble families and what they thought went a long way to determining Roman law.

If elections were reasonably democratic, the role of the Senate was not. Most, if not all, decisions were in favour of the rich. Only the rich were in a position to use their wealth to influence decision-making within the Senate. However, very few people in lower social classes questioned this system. Many felt that the rich were there to do the work of the Senate and that it was not the place for those less well off. Another reason to favour the Senate was the simple fact that while it existed, Rome went on to become the greatest power in the Mediterranean and in Europe. From 509 BC to 27 BC, Rome was governed as a republic – this also coincided with Rome’s vast power. Many people logically believed – why change a good thing?

When the Roman Empire started to grow and Rome became a more powerful city, a top government position became more and more attractive. Therefore, more and more ambitious

men got involved in government. These men believed that Rome would be better served by one man governing the city and empire, as opposed to a group of elected officials. These sole rulers were called emperors. The story behind the first emperor involves one of [Ancient Rome's](#) most famous stories.

Julius Caesar wanted to control all of Rome and its empire. This would have led to the end of the system of government used in Ancient Rome for many years. **When making a speech in the Senate to support his belief in a one-man rule, Caesar was murdered by Brutus who wanted to keep the old way going.** This murder did not stop the problem as Caesar's supporters started a civil war to try to force their wishes onto Rome. The war was long and costly. Exhaustion led to many Romans supporting Augustus, Caesar's nephew. To many people he seemed the obvious choice to end the chaos Rome had descended into. Augustus was seen as a strong ruler and he became emperor in 27 BC, bringing to an end the republic of Rome.

http://www.historylearningsite.co.uk/how_was_rome_governed.htm

The Roman Republic was a form of government in which the people would **elect the representatives to govern them**, which means that the elected Senate and **Assembly** made the laws. **The Greek Democracy was a direct democracy which means that they were a form of government in which an assembly of ordinary citizens makes decisions.** Any male citizen could take part in the government but women, slaves and people born in other countries were not allowed to participate in government.

http://www.answers.com/Q/How_was_Roman_Republic_different_from_Greek_democracy

Roman law developed the division between public law, in which the state is directly involved, such as with issues of treason and taxation, and private law, concerned with disputes between people, such as over contracts. This system was the basis for what is now known in the West as Civil law. Romans had indictments and jury trials, similar to today's practices. The many defense techniques currently used today in our own courts can also be traced back to Roman procedures.

http://www.answers.com/Q/How_did_the_ancient_Romans_influence_your_society

The ancient Greeks influenced modern government as, much like we do today, they had three main bodies of government. These were the Assembly, the Council, and Courts. Our US government today also has three branches; Executive, Legislative, and Judicial.

http://www.answers.com/Q/How_did_ancient_Greeks_influence_modern_government

The [Graeco-Roman world](#) is a unique example of intertwined cultures, the geographical and historical proximity of the two civilizations is such that it's often impossible to distinguish where the one ends and the other begins. In extremely broad terms, it wouldn't be inaccurate to say that the political system of the Romans were heavily influenced by the various political systems of the Greek world, after all the high point of the Greek world is earlier than the high point of the Romans, it's only natural that the Romans would benefit from the political philosophy of the Greeks.

Nevertheless, Livy is not the only historian to claim Greek influences to the Roman political system. Both Polybius' Histories and Cicero's De re publica, our primary sources for the Roman Constitution are full with references to Greek influences.

Ironically, the fact that the Romans were quite open to integrating ideas from other cultures is also one of the distinctive traits that separates them from the politics of classical Greece. The [Roman policies of acculturation, integration and assimilation](#) were an extremely important factor in sustaining their diverse empire, something that wasn't really a necessity for the Greek city states.

<http://history.stackexchange.com/questions/7374/did-the-romans-copy-their-political-system-from-the-greeks>

The government of Athens included three major bodies: the Assembly, the Council of 500, and the People's Court.

- **The Assembly** All male Athenian citizens were members of the Assembly, which met regularly to discuss and vote on issues that affected every aspect of Athenian life. Citizens were paid for their participation in the Assembly, so that even the poorest citizens could take time from their work to participate in government.
- **The Council of 500** Each of the 10 tribes of Athens sent 50 citizens to serve on the Council of 500 each year. The Council's main function was to set the agenda for the Assembly, although it could issue some decrees on its own.
- **The People's Court** In the People's Court, juries of citizens listened to cases, determined whether their fellow citizens were guilty or innocent of breaking laws, and set punishments for those found guilty.

The democracy of ancient Athens was different from our democracy in two important aspects: participation and eligibility. Democracy in Athens was direct. Rather than choosing politicians to represent the citizens in government, Athenian citizens directly participated in government themselves. Eligibility for the political rights of citizenship was also greatly restricted. To have political rights in Athens, a person had to be an adult male whose parents were both Athenians. No women, immigrants, or slaves were allowed to be Athenian citizens.

Political Systems: The Roman Republic

While Athenians experienced direct democracy, the Romans developed a form of government known as a republic—a form of government in which elected officials govern the state and are responsible to the voters who elect them. Romans established a republic in 509 b.c.e. after revolting against a tyrannical king.

The Constitution of the Roman Republic Until 450 b.c.e., the Roman Republic had no written constitution. Instead, it had a complex set of unwritten laws and traditions that defined the political structure. In 450 b.c.e., Romans created their first legal code by formally writing down some of their laws, which collectively became known as the Law of the Twelve Tables. Having a written legal code was a victory for the plebeians, the ordinary citizens of Rome. The wealthiest Romans, known as patricians, had long kept Roman law secret from the plebeians, who had often been punished severely for laws they had not even known about. Having the law written down protected the rights of all citizens.

Major Offices The major political bodies in the Roman Republic included the office of Consul, the Senate,

and the assemblies. Only men participated in government by holding office or by voting; women were excluded from formal political activity by law.

- **Consuls** The highest-ranking officials in the Roman Republic were the two consuls, who shared both civil and military power in Rome. They set taxes, initiated legislation, and commanded the army. The power of the consuls was limited in two ways, however. Each consul had the power to veto the other's actions—an early example of checks and balances. Secondly, consuls were elected annually by the Centuriate Assembly, so if they wanted to maintain power, they had to seek reelection each year.
- **Senate** The Senate was the most significant governing and advisory council of Roman government. During most of the republic, it consisted of roughly 300 influential men who controlled financial and foreign policy. The Senate could not formally make laws; instead, it issued decrees, which were then voted on by the Centuriate Assembly. However, the Senate's influence was so strong that the assembly often routinely approved decrees issued by the Senate. Roman senators usually held their positions for life.
- **Assemblies** There were a number of assemblies that performed many different roles in the Roman Republic. Two of the most significant assemblies included the Centuriate Assembly (a military assembly) and the Tribal Assembly (elected officials who do not hold military power).

Certain principles of the Roman political system are similar to those of the American system. Roman government was republican, in which the leaders were elected to their positions by citizens and were accountable to those citizens. During the time of the Roman Republic, the power of Roman leaders was limited. Not only did Roman consuls have to maintain the support of the Centuriate Assembly in order to hold their positions, but also the veto power of each consul made sure that neither could grow too powerful.

The Roman form of government did have some important differences from our own. First and foremost, the definition of citizenship was much more restricted. Only freeborn adult men born in Rome were eligible for citizenship. Women, residents of outlying Roman territories, foreigners, and slaves were not allowed to participate directly in the political system. In addition, members of the assemblies did not vote as individuals, but as groups. This gave more power in government to the wealthier classes and weakened the power of poorer Roman citizens.

https://docs.google.com/document/d/1Yi1ICtBIwKsrzfFQLesxSWXiM96-b20W6eBjmUSg_Sk/edit

DICTATEUR

Celui, celle qui exerce une autorité **absolue** dans un domaine particulier.

Celui qui, investi légalement ou non du pouvoir politique, l'exerce de façon autoritaire, voire tyrannique, sans avoir officiellement, en général, le titre correspondant.

<http://www.cnrtl.fr/definition/dictateur>

autoritaire

Qui exerce une autorité absolue, qui gouverne en despote

despote

Quiconque tend à s'arroger une autorité tyrannique pour **dominer** un entourage auquel il impose sa volonté, sa loi.

Tyrannique

Qui gouverne de manière autoritaire et absolue, en s'appuyant sur l'oppression et la **terreur**.

Qui se comporte d'une manière autoritaire, injuste, **violente**.

Qui s'impose d'une manière impérieuse et absolue à l'esprit, aux sentiments, à la volonté de quelqu'un; qui impose certaines **contraintes** matérielles, morales.

Imperium

Le terme **latin** d'*imperium* (« commandement ») désigne sous la **Rome antique** le pouvoir suprême détenu par le roi puis attribué à certains **magistrats**. L'*imperium* permet à son détenteur de jouir de deux formes de pouvoirs, le pouvoir militaire hors de Rome (*imperium militiæ*), et le pouvoir civil à Rome (*imperium domi*).

Les emblèmes associés à l'*imperium* royal sont les suivants : la toge pourpre, la **chaise curule**, les **faisceaux** de verges et la hache portés par les **licteurs**, traduisant son droit de vie et de mort sur tout Romain. Ces emblèmes étaient, selon les Romains, d'origine étrusque, avis admis par les historiens modernes³.

Sous la **République romaine**

Les **consuls** ou les **préteurs**, magistrats qui remplacent les rois, détiennent l'*imperium*, mais pour une durée limitée à un an. **L'*imperium* devient ainsi un pouvoir que l'on se transmet d'un mandat au suivant, d'un consul à son successeur, qui est soit le consul désigné, soit un dictateur.** Cette continuité est nécessaire, car **un titulaire de l'*imperium* doit obligatoirement être présent pour organiser la désignation de son successeur** : convocation des **comices centuriates**, prise des auspices, supervision du vote, proclamation des résultats et transmission de l'*imperium*.

Dans les premiers temps de la République, lorsqu'il n'y a plus aucun magistrat en exercice détenteur de l'*imperium*, par disparition des consuls ou expiration de leur mandat, l'*imperium* revenait au Sénat romain, qui désignait parmi les siens un **interroi**. Ce roi intérimaire, nouveau titulaire de l'*imperium*, pouvait organiser les élections, ou après cinq jours d'interrègne, désigner un autre interroi. Ce processus

se poursuivait jusqu'à l'élection des nouveaux consuls.

Au cours des Ve et IVe siècle av. J.-C., l'exercice de l'imperium par deux magistrats seulement se révéla de plus en plus difficile pour faire face à la lente expansion de Rome, aux guerres simultanées sur plusieurs fronts, à la gestion d'une ville et d'une population plus nombreuse. De surcroît, la volonté des plébéiens d'accéder aux magistratures suprêmes amenèrent selon les historiens modernes à diminuer les pouvoirs étendus des consuls. Les fonctions attachées à l'imperium durent être réparties en **367 av. J.-C.** sur plusieurs magistrats : [consuls](#), [préteurs](#), titulaires de l'imperium, [censeurs](#) dépourvus de l'imperium.

L'extension territoriale de la domination romaine induisit une nouvelle attribution de l'imperium, par prolongation de l'imperium d'un consul ou d'un préteur, pour une durée d'un an et sur un territoire déterminé : cette prolongation accordée par le Sénat créa des promagistrats détenteurs de l'imperium : [proconsul](#) et [propréteur](#).

Article détaillé : [Institutions de la République romaine](#).

Sous l'Empire romain

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue !

Sous l'Empire, l'empereur est détenteur de l'imperium majus, pouvoir suprême. Auguste est le premier à qui est conféré l'imperium proconsulaire.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Imperium>

Imperium is a [Latin](#) word which, in a broad sense, translates roughly as '[power](#) to command'. In [ancient Rome](#), different kinds of power or [authority](#) were distinguished by different terms. *Imperium* referred to the ability of an individual to command the military. It is not to be confused with [auctoritas](#) or [potestas](#), different and generally inferior types of power in the [Roman Republic](#) and [Empire](#). Primarily used to refer to the power that is wielded, in greater or lesser degree, by an individual to whom it is delegated, the term could also be used with a geographical connotation, designating the territorial limits of that *imperium*. Individuals given such power were referred to as curule [magistrates](#) or [promagistrates](#). These included the curule [aedile](#), the [praetor](#), the [censor](#), the [consul](#), the [magister equitum](#), and the [dictator](#).

Imperium can be distinguished from [regnum](#), or royal power, which was inherited. Imperium was originally a military concept, the power of the [imperator](#) (general in the army) to command. The word derives from the Latin verb, *imperare* (to command). The title *imperator* was applied to the emperor, who was the commander of the armed forces. In fact, the Latin word, *imperator*, gives us the English word "emperor".

Le **dictateur** (en [latin classique](#) : *dictātor*, -ōris, masculin) est, durant la [République romaine](#), un magistrat extraordinaire qui détient les pleins pouvoirs ([imperium](#)) pour **un mandat qui ne peut, à l'origine, excéder six mois.** Selon la tradition, le titre a été institué en **501** pour répondre à une situation d'urgence militaire, mais un *magister populi* (littéralement « maître du peuple ») existe déjà sous la [Royauté romaine](#). Le titre de dictateur est aussi celui porté par le premier magistrat de cités du

[Latium](#) comme [Aricia](#)¹, [Lanuvium](#)², [Nomentum](#)³, [Tusculum](#)^{4,5,6}, [Sutrium](#)⁷, [Fabrateria Vetus](#)⁸ ou [Albe la Longue](#). **La dictature évolue tout au long de la République jusqu'aux dictatures exceptionnelles de Sylla et César qui s'affranchissent des limitations originelles et s'octroient des pouvoirs démesurés.** La dictature est abolie par [Marc Antoine](#), dès l'[assassinat de Jules César](#).

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Dictateur_\(Rome_antique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dictateur_(Rome_antique))

Origin

With the abolition of the [Roman monarchy](#) in 509 BC, the *imperium*, or executive power, of the king was divided between two annually-elected magistrates, known as *praetors*. In time they would come to be known as [consuls](#), although probably not until the creation of a third, junior [praetor](#) in 367 BC.^[4] Neither consul was superior to the other, and the decisions of one could be appealed to the other (*provocatio*). Their insignia were the [toga praetexta](#) and the [sella curulis](#), and each was attended by an escort of twelve [lictors](#), each of whom bore the [fasces](#), a bundle of rods topped by an axe; but by custom the lictors had to remove the axes from their fasces within the [pomerium](#), the sacred boundary of Rome, to signify that the *people*, and not the consuls, were sovereign.^[5]

After several years,^[i] the fear of impending war with both the [Sabines](#) and the [Latin League](#), combined with widespread suspicion that one or both of the consuls favoured the restoration of the monarchy, led to the call for a *praetor maximus*, or *dictator* ("one who gives orders"), akin to the supreme magistrate of other Latin towns.^{[7][2]} According to most authorities, the first dictator was [Titus Lartius](#) in 501 BC, who appointed [Spurius Cassius](#) his [magister equitum](#).^{[7][ii]}

During the first two centuries of the Republic, the dictatorship served as an expedient means by which a powerful magistracy could be created quickly in order to deal with extraordinary situations.^[11]

Created for military emergencies, the office could also be used to suppress sedition and prevent the growing number of plebeians from obtaining greater political power.^[11] In the [Conflict of the Orders](#), the dictator could generally be counted upon to support the patrician aristocracy, since he was always a patrician, and was nominated by consuls who were exclusively patrician. After the *lex Licinia Sextia* gave plebeians the right to hold one of the annual consulships, a series of dictators were appointed in order to hold elections, with the apparent goal of electing two patrician consuls, in violation of the Licinian law.^{[41][xvii]}

For the next century, Rome's ordinary magistrates and promagistrates successfully carried on all Roman campaigns, without the need for a dictator, and the office fell into abeyance. Then, in 82 BC, the dictatorship was suddenly revived by [Sulla](#). Sulla, already a successful general, had previously marched on Rome and taken the city from his political opponents six years earlier; but after he permitted the election of magistrates for 87, and departed to campaign in the east, his enemies returned. In 83 he turned his attention to regaining Rome, and after defeating his opponents decisively the next year, the Senate and the people named him *dictator legibus faciendis et rei publicae constituendae*, giving Sulla the power to rewrite the Roman constitution, without any time limit.^{[49][xx]}

[Sulla's reforms of the constitution](#) doubled the size of the Senate from 300 to 600, filling its ranks with his supporters. He then placed severe limits on the [tribunician power](#), limiting the veto and forbidding ex-tribunes from holding higher magistracies. Although he resigned the dictatorship in 81, and held the

consulship in 80, before returning to private life, Sulla's actions had weakened the Roman state and set a precedent for the concentration of power without effective limitation.[49]

The dictatorial power was then granted to [Caesar](#) in 49 BC, when he returned to Rome from his campaigns in Gaul, and put the forces of [Pompeius](#) ("Pompey the Great") to flight. He resigned the dictatorship after only eleven days, having held the *comitia* at which he himself was elected consul for the following year. Late in 48, Caesar was named dictator *rei gerundae causa* with a term of one year, and granted the tribunician power for an indefinite period. He saw to the impeachment of two tribunes who had tried to obstruct him, and having been granted censorial powers, he filled the depleted numbers of the Senate with his supporters, raising the number of senators to 900. In 47, he was named dictator for a term of ten years. Shortly before his assassination in BC 44, Caesar was named *dictator perpetuo rei publicae constituendae*, and given the power to appoint magistrates at will.[50][51][52]

Abolition

Caesar's murder came at the hands of conspirators who presented themselves as saviours of the Republic. In order to maintain popular support, Caesar's followers took great care to show their own commitment to preserving the Roman state. The month after the assassination, [Mark Antony](#), who had been Caesar's *magister equitum* in BC 47, proposed a series of laws, confirming Caesar's actions, but allowing appeals and formally abolishing the dictatorship. These were passed, as the *leges Antoniae*. [53]

In 23 BC, when Caesar's nephew and heir [Augustus](#) had attained full control of the state, the Senate offered to appoint him dictator, but he declined, while at the same time accepting proconsular *imperium* and the tribunician power for life. Thus, Augustus preserved the appearance of respecting Republican forms, even as he arrogated most of the powers of the Roman state.[54] Following his example, none of the emperors who succeeded him ever adopted the title of *dictator*. When [Constantine](#) chose to revive the ancient concept of the infantry commander, he pointedly gave the office the name of *magister peditum*, "master of the foot", rather than *magister populi*, the official style of a dictator.[55]

https://en.wikipedia.org/wiki/Roman_dictator

The dictatorship revived

Au cours des Ve et IVe siècles, l'exercice de l'*imperium* par deux magistrats seulement se révéla de plus en plus difficile pour faire face à la lente expansion de Rome, aux guerres simultanées sur plusieurs fronts, à la gestion d'une ville et d'une population plus nombreuse. De surcroît, la volonté des [plébéiens](#) d'accéder aux magistratures suprêmes amenèrent selon les historiens modernes à diminuer les pouvoirs étendus des consuls. Les fonctions attachées à l'*imperium* durent être réparties en 367 av. J.-C. sur plusieurs magistrats : [consuls](#), [préteurs](#), titulaires de l'*imperium*, [censeurs](#) dépourvus de l'*imperium*.

L'extension territoriale de la domination romaine induisit une nouvelle attribution de l'*imperium*, par prolongation de l'*imperium* d'un consul ou d'un préteur, pour une durée d'un an et sur un territoire déterminé : cette prolongation accordée par le Sénat créa des promagistrats détenteurs de l'*imperium* : [proconsul](#) et [propréteur](#).

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Imperium>

La fonction de **proconsul** dans la [Rome antique](#) correspond à la notion actuelle de [gouverneur](#). Étymologiquement, ce terme vient du préfixe [latin](#) *pro*, à *la place de*, et consul.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Proconsul_\(Rome_antique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Proconsul_(Rome_antique))

Some modern [scholars](#) such as [A.H.M. Jones](#) have defined *imperium* as "the power vested by the state in a person to do what he considers to be in the best interests of the state".^{[[citation needed](#)]}

Imperium can be distinguished from [regnum](#), or royal power, which was inherited. *Imperium* was originally a [military](#) concept, the power of the [imperator](#) (general in the army) to command. The word derives from the Latin verb, *imperare* (to command). The title *imperator* was applied to the emperor, who was the commander of the armed forces. In fact, the Latin word, *imperator*, gives us the English word "emperor".^[1]

<https://en.wikipedia.org/wiki/Imperium>

CINCINNATUS

Lucius Quinctius Cincinnatus (519–430 BC) was a [Roman](#) aristocrat and statesman whose service as [consul](#) in 460 BC and [dictator](#) in 458 BC and 439 BC made him a model of [civic virtue](#).^[1]

Cincinnatus was regarded by the Romans, especially the aristocratic [patrician](#) class, as one of the heroes of early Rome and as a model of **Roman virtue and simplicity**.^[2] **He was a persistent opponent of the plebeians.**^[2] When his son, [Caeso Quinctius](#), was convicted and condemned to death, **Cincinnatus was forced to live in humble circumstances, working on his own small farm, until an invasion caused him to be called to serve Rome as dictator, an office which he resigned two weeks later, after completing his task of defeating the rival tribes of the Aequians, Sabines, and Volscians.**

His immediate resignation of his near-absolute authority with the end of the crisis has often been cited as an example of outstanding leadership, service to the greater good, civic virtue, lack of personal ambition, and modesty. As a result, he has inspired a number of organizations and other entities, many of which are named in his honor.

A group of senators were sent to tell Cincinnatus that he had been nominated dictator. According to [Livy](#), the senators found Cincinnatus while he was plowing on his farm. Cincinnatus cried out "*Is everything all right?*" They said to Cincinnatus that they hoped "*it might turn out well for both him and his country,*" and then they asked him to put on his senatorial [toga](#) and hear the mandate of the senate. He called to his wife, Racilia, telling her to bring out his toga from their cottage.^[5]

When he put on his toga, the senatorial delegation hailed him as dictator, and told him to come to the city. He then crossed the Tiber river in a boat provided by the senate, as his farm was on the far side of the river. When he reached the other side of the Tiber, he was greeted by his three sons and most of the senators. Several [lictors](#) were given to him for protection.

Later events

He came out of retirement again for a second term as dictator (439 BC) to put down a conspiracy of [Spurius Maelius](#), who supposedly was planning to become king. He was nominated by his old friend and relative, [Titus Quinctius Capitolinus Barbatus](#), consul of the year. Maelius was killed immediately when the [Master of the Horse](#) was sent to bring him to trial and the incipient coup perished with him. **With the crisis resolved, Cincinnatus again resigned his commission.**

Within his lifetime Cincinnatus became a legend to the Romans. **Twice granted supreme power, he held onto it for not a day longer than absolutely necessary.** The high esteem in which he was held by his compatriots is illustrated with an anecdote from the end of his life: **one of his sons was tried for military incompetence. The great Capitolinus defended him by asking the jury who would go to tell the aged Cincinnatus the news in the event of a conviction. The son was acquitted because the jury could not bring itself to break the old man's heart.**

https://en.wikipedia.org/wiki/Lucius_Quinctius_Cincinnatus

Selon la tradition, ruiné par l'amende qu'il a dû verser pour son fils qui s'est échappé, Cincinnatus se retire sur quatre jugères de terre qu'il lui reste dans l'*ager Vaticanus*, sur la rive droite du *Tibre* (*Prata Quinctia*)^{a 10,6}. Ce détail sur lequel insistent beaucoup les auteurs antiques paraît improbable étant donné que Cincinnatus est un patricien, chef de la famille des *Quinctii*, qui doit avoir de nombreux *clients*. Selon les règles de la clientèle, ces derniers ont dû payer une part de l'amende. L'appauvrissement et le retrait politique de Cincinnatus paraissent alors exagérés, surtout quand on considère son retour au pouvoir lors de ses deux dictatures⁶.

« Les envoyés du Sénat le trouvèrent nu et labourant au-delà du Tibre : il prit aussitôt les insignes de sa dignité, et délivra le consul investi. Aussi Minucius et ses légions lui donnèrent-ils une couronne d'or et une couronne obsidionale. Il vainquit les ennemis, reçut la soumission de leur chef, et le fit marcher devant son char, le jour de son triomphe. Il déposa la dictature seize jours après l'avoir acceptée, et retourna cultiver son champ. »

Dans l'histoire des États-Unis

En Amérique, la figure de Cincinnatus est fréquemment rapprochée de celle de *George Washington*¹⁴, comme par exemple quand ce dernier, tel Cincinnatus, se retire sur ses terres à Mount Vernon à la fin de la *guerre d'indépendance* en 1783^{15,16}. La même année, des officiers de l'armée de la République Américaine fondent l'*Ordre de Cincinnatus*¹⁵, ou *Société de Cincinnatus*¹⁷, présidé par Washington¹⁸. La médaille que portent les membres de l'ordre représente, dans le médaillon central, Cincinnatus à sa charrue. Une des plus importantes villes de l'*État* de l'*Ohio* a été baptisée *Cincinnati* en l'honneur de la *Société des Cincinnati*.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Lucius_Quinctius_Cincinnatus

**Cincinnatus recevant la délégation du sénat
Romain qui lui présente la tunique pourpre
pour prendre la tête des troupes romaines.**

<http://comite-cincinnatus.fr/spip.php?article893>

Lucius Quinctius Cincinnatus

Une nouvelle guerre est déclarée par les [Èques](#) qui rompent les traités de paix en envahissant le territoire latin⁷. Le Sénat romain tente de restaurer la paix et envoie des délégués pour négocier avec les Èques mais en vain⁷. Les tribuns de la plèbe s'opposent une nouvelle fois à la mobilisation, avec quelques succès^{a 11} jusqu'à ce que les [Sabins](#) menacent à leur tour Rome. Devant ce nouveau danger, le peuple finit par prendre les armes. Le [consul Caius Nautius Rutilus](#) est envoyé combattre les [Sabins](#)⁸. Il mène une campagne éclair et ravage leur territoire. Son collègue [Lucius Minucius Esquilinus Augurinus](#) est quant à lui pris de court face aux Èques et se retrouve assiégé près du [mont Algidé](#)⁸. [Rutilus](#) est rappelé à Rome et en accord avec le Sénat, il nomme un [dictateur](#) pour faire face à la situation^{a 12,8}.

Selon la tradition, Cincinnatus se consacre à la culture de ses terres quand les sénateurs viennent le supplier d'accepter la dictature. Il sait que son départ risque de ruiner sa famille, déjà appauvrie à la suite du procès de son fils, si, en son absence, les récoltes ne sont pas assurées. Néanmoins, il accepte et prend [Lucius Tarquinius Flaccus](#) pour [maître de cavalerie](#)⁷. En seize jours, il libère le [consul](#) assiégé, défait les [Èques](#) à la [bataille du mont Algidé](#)¹³, célèbre un [triomphe](#), fait condamner [Marcus Volscius Fictor](#) et abdique^{a 14, a 15, a 16, a 1}. **Sa restitution du pouvoir absolu dès la fin de la crise devient, pour les futurs dictateurs romains, un exemple de bon commandement, de dévouement au bien public, de vertu et de modestie.**

En ⁴³⁹, les consuls [Titus Quinctius Capitolinus Barbatus](#) et [Agrippa Menenius Lanatus](#) nomment Cincinnatus [dictateur](#) pour mater une révolte de la [plèbe](#) et condamner [Spurius Maelius](#), riche [plébéien](#) qui achète, avec sa fortune, du blé pour nourrir la population. Sa popularité est devenue telle qu'il aurait aspiré à la [royauté](#) (*adfectatio regni*)¹¹. **Une fois dictateur, Cincinnatus n'a pas à répondre de ses actes et peut donc faire face comme il le souhaite à la situation, contrairement aux deux consuls, tenus par les lois**²². Il choisit pour [maître de cavalerie](#) [Caius Servilius Ahala](#). Ce dernier exécute [Spurius Maelius](#) alors que celui-ci résiste à son arrestation^{a 23}, avec la bénédiction du [dictateur](#), qui ordonne qu'on rase sa maison^{a 24, a 25} dont l'emplacement reçoit le nom d'*Equimelium*^{a 5}.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Lucius_Quinctius_Cincinnatus

He had 24 *fasces*, the equivalent of both consuls. His first act was to appoint as his immediate subordinate a master of the cavalry (*magister equitum*). The consuls and other magistrates continued in office during a dictatorship but were subject to the dictator's authority. By the 3rd century bc the limited term of a dictatorship rendered it impracticable in operations outside of Italy. Moreover, by 300 bc the people had secured the limitation of dictatorial powers by subjecting their use to the right of appeal and to a [tribune's](#) veto. Dictators were then named for lesser functions such as the holding of elections in certain cases.

<https://www.britannica.com/topic/dictator-Roman-official>

JULES CÉSAR

Julius Caesar contributed to the fall of the Roman Republic in many ways, but most seriously in three. The first was by beginning the civil war from which the Republic never really recovered in January of 49 BC. Caesar had been proconsul (governor) of Gaul for ten years and had used this position to launch massive conquests, attaining wealth and prestige and making him as powerful as anyone in Rome. His opponents in the senate wanted to prosecute him; however, Roman law did not allow anyone holding a magistracy to be prosecuted. So Caesar was attempting to hold onto his command until he could be elected consul; his enemies didn't want this, not only so they could prosecute him but so he wouldn't have the ability to get another military command. After a lot of complex negotiations that eventually broke down, the senate declared an emergency decree against Caesar and his partisan tribunes fled town. At this point, Caesar began the civil war that would range across the Mediterranean for the next four years, from Spain to North Africa to Greece to Egypt. Although Caesar would essentially finish fighting these in 45, these civil wars never truly ended until 30, when Rome's first "emperor" (though he would never call himself that!) Augustus beat his enemies and began to establish a new political system, which we call the principate/empire.

The second reason Caesar can be said to be responsible for the fall of the Republic is what he did when he won. Throughout the civil wars, Caesar used the temporary position of dictator. This was a traditional magistracy (though one that had fallen heavily out of use, with the exception of Sulla's abnormal dictatorship after his civil wars in the 80s), meant to be used for a maximum of sixth months to resolve emergencies. By the end of 45, Caesar was declared dictator for life, making him the most autocratic figure in Roman history to date. He also did other unprecedented things that challenged traditional Republican political culture, like putting his own face on coins while still alive.

https://www.reddit.com/r/AskHistorians/comments/37g64y/how_did_julius_caesar_contribute_to_the_fall_of/

Long story a little shorter: Rome's politics was blood politics. Caesar won. He got himself appointed Dictator for life. He exercised the power of the tribune, but without the title since he was patrician. But he didn't really end the republic. That would be left to his great-nephew, adopted son, and successor. His blatant exercise of power aroused the jealousy of republicans and got him killed.

Octavian was shrewd. He was somewhat self-deprecating, refusing titles such as Dictator. Instead, he accepted the honorific Augustus, and the title of First Citizen, etc. To avoid the title Rex (king) he revived an old military rank, Imperator. He accrued all power unto himself without the flash. He lived relatively modestly.

<https://www.quora.com/Did-Caesar-destroy-the-Roman-Republic>

Julius Caesar was tremendously popular with the middle and lower classes of Rome. This was because he was a popularis. The populares (plural) were a political faction which championed the cause of the poor and **tried to introduce reforms to help them. It was opposed by the optimates, a conservative political faction which favoured the aristocracy and opposed reforms. The power base of the optimates was the senate.** The optimates were unpopular with the masses because they opposed reform and were the **representatives of an aristocracy which was seen as corrupt. Caesar was seen as the hero of ordinary people and the poor. To them he stood up to the senate. Caesar**

implemented an agrarian reform which redistributed land to the poor. He issued a debt restructuring law, which eliminated about a fourth of all debts owed. He abolished a corrupt tax system which tendered tax collection to private individuals who "farmed" tax collection to line their pockets. He reverted to an earlier system which allowed cities to collect the taxes themselves. He gave greater legal rights to the conquered peoples. He also donated money to the poor.

http://www.answers.com/Q/How_did_Julius_Caesar_treat_Romans

Why did the Romans want Julius Caesar dead?

The Romans believed that no one should have that much power and some of the senators felt threatened by him.

<http://www.answers.com/Q/&ad=1>

In the second century B.C., the Gracchi brothers attempted to carve out special rights for the poor, but their attempts were opposed and they were eventually murdered by their enemies in the Senate

resettle war veterans on farmlands in Italy and in the provinces

- extend Roman citizenship to parts of Gaul and Spain
- appointed citizens from the provinces to the Senate
- build splendid buildings and roads
- introduce reforms into every department of administration

So, where does that get him?

https://docs.google.com/presentation/d/10GtwZLLRBXhBVzNRgyqhF4rPGdbU07RcaxVOzvLOsjI/edit#slide=id.gbf0e8f6e_022

THING

Wikipedia definition I

A **thing** (Old Norse, [Old English](#) and [Icelandic](#): *þing*; [German](#), [Dutch](#): *ding*; modern [Scandinavian languages](#): *ting*) was the governing assembly of a [Germanic](#) society, made up of the free people of the community presided over by [lawspeakers](#). Its meeting-place was called a *thingstead*.

The [Anglo-Saxon](#) *folk moot* or *folk mote* ([Old English](#) — "folk meeting", modern Norwegian; *folkemøte*) was analogous, the forerunner to the [witenagemot](#) and a precursor of the modern [Parliament of the United Kingdom](#).

Today the term lives on in the English term [husting](#), in the official names of national legislatures and political and judicial institutions of Nordic countries and, in the [Manx](#) form *tyn*, as a term for the three legislative bodies on the [Isle of Man](#).

The thing was the assembly of the free men of a country, province or a [hundred](#) (*hundare/härad/herred*). There were consequently hierarchies of things, so that the local things were represented at the higher-level thing, for a province or land. At the thing, disputes were solved and political decisions were made. The place for the thing was often also the place for public religious rites and for commerce.

The thing met at regular intervals, legislated, elected [chieftains](#) and [kings](#), and judged according to the law, which was memorized and recited by the "[law speaker](#)" (the judge). The thing's negotiations were presided over by the law speaker and the chieftain or the king. In reality the thing was dominated by the most influential members of the community, the heads of clans and wealthy families, but in theory one-man one-vote was the rule.

https://en.wikipedia.org/wiki/Thing_%28assembly%29

Thing (assembly)

A thing[a] was a governing assembly in early Germanic society, made up of the free people of the community presided over by lawspeakers. The word appears in [Old Norse](#), [Old English](#), and modern [Icelandic](#) as *þing*,^[b] in [Middle English](#) (as in [modern English](#)), [Old Saxon](#), [Old Dutch](#), and [Old Frisian](#) as *thing*, in German as *Ding*, and in modern [Norwegian](#), [Danish](#), [Swedish](#), [Faroese](#), [Gutnish](#), and [Norn](#) as *ting*, all from a reconstructed [Proto-Germanic neuter](#) **þingq*; the word is the same as the more common English word *thing*, both having at their heart the basic meaning of "an assemblage, a coming together of parts"—in the one case, an "assembly" or "meeting", in the other, an "entity", "object", or "thing". The meeting-place of a thing was called a "thingstead" (Old English *þingstede*) or "thingstow" (Old English *þingstōw*).

The Anglo-Saxon folkmoot (Old English *folcgemōt*, "folk meeting"; Middle English *folkesmōt*; modern Norwegian *folkemøte*) was analogous, the forerunner to the *witenagemōt* and a precursor of the modern Parliament of the United Kingdom.

Today the term lives on in the English term *hustings*, in the official names of national legislatures and political and judicial institutions of Nordic countries and, in the [Manx](#) form *tyl*, as a term for the three legislative bodies on the [Isle of Man](#).

Etymology

The Old Norse, Old Frisian, and Old English *þing* with the meaning "assembly" is identical in origin to the English word *thing*, German *Ding*, Dutch *ding*, and modern Scandinavian *ting* when meaning "object".^[1] All of these terms derive from [Proto-Germanic](#) **þingq* meaning "appointed time", and some^[who?] suggest an origin in [Proto-Indo-European](#) **ten-*, "stretch", as in a "stretch of time for an assembly".^[1] The word shift in the meaning of the word *thing* from "assembly" to "object" is mirrored in the evolution of the [Latin](#) *causa* ("judicial lawsuit") to modern [French](#) *chose*, [Spanish/Italian/Catalan](#) *cosa*, and [Portuguese](#) *coisa* (all meaning "object" or "thing").^[1] A word with similar meaning, the cognate to English *sake* (purpose), *sak* in Norwegian and Swedish, *sag* in Danish, *zaak* in Dutch, and *Sache* in German, still retains the meaning "affair, matter" alongside "thing, object".

In English the term is attested from 685 to 686 [CE](#) in the older meaning "assembly"; later it referred to a being, entity or matter (sometime before 899), and then also an act, deed, or event (from about 1000). The early sense of "meeting, assembly" did not survive the shift to Middle English.^[2] The meaning of personal possessions, commonly in the plural, first appears in [Middle English](#) around 1300.^[3]

Viking and medieval society

In the Viking Age, things were the **public assemblies of the free men** of a country, province, or a [hundred](#) ([Swedish](#): *härad*, *hundare*, [Danish](#): *herred*). They functioned as both parliaments and courts at different levels of society—local, regional, and supra-regional.^[5] Their purpose was to solve disputes and make political decisions, and thing sites were also often the place for public religious rites.

According to Norway's Law of the [Gulathing](#), **only free men of full age** could participate in the assembly.[6] According to written sources, women were clearly present at some things despite being left out of the decision making bodies, such as the Icelandic [Althing](#). [7]

In the pre-Christian [clan](#)-culture of Scandinavia, the members of a clan were obliged to avenge injuries against their dead and mutilated relatives. As a result, feuding is often seen as the most common form of conflict resolution used in Viking society. **However, things are in a more general sense balancing structures used to reduce tribal feuds and avoid social disorder in North-Germanic cultures. They played an important role in Viking society as forums for conflict resolution, marriage alliances, power display, honor, and inheritance settlements.** [5]

From Sweden and England, it is well known that assemblies were held both at natural and man-made mounds, often burial mounds.[8] Specifically in Scandinavia, unusually large rune-stones and inscriptions suggesting a local family's attempt to claim supremacy are common features of thing sites. It is also common for assembly sites to be located close to communication routes, such as navigable water routes and clear land routes.[9]

The thing met at regular intervals, legislated, elected chieftains and kings, and judged according to the law, which was memorized and recited by the "lawspeaker" (the judge). The thing's negotiations were presided over by the lawspeaker and the chieftain or the king. More and more scholarly discussions center around the things being forerunners to democratic institutions as we know them today. The Icelandic [Althing](#) is considered to be the oldest surviving parliament in the world, the Norwegian Gulathing also dating back to 900-1300 AD.[10] While the things were not democratic assemblies in the modern sense of an elected body, they were built around ideas of neutrality and representation,[10] effectively representing the interests of larger numbers of people. In Norway, the thing was a space where free men and elected officials met and discussed matters of collective interest, such as taxation.[11] **Though some scholars say that the things were dominated by the most influential members of the community, the heads of clans and wealthy families, other scholars describe how every free man could put forward his case for deliberation and share his opinions.** [12] History professor Torgrim Titlestad describes how Norway, with the thing sites, displayed an advanced political system over a thousand years ago, one that was characterized by high participation and democratic ideologies.[13] These things also served as courts of law,[14] and if one of the smaller things could not reach agreement, the matter at hand would be brought to one of the bigger things, which encompassed larger areas.[11] The legislature of Norway is still known as the Storting (Big Thing) today.

Towards the end of the Viking age, royal power became centralized and the kings began to consolidate power and control over the assemblies. As a result, things lost most of their political role and began to function largely as courts in the later Middle Ages. [5]

Norway

In the period between the eleventh and fourteenth centuries, [Norway](#) went through a state-formation process that elevated the control and power of the king. On the regional level, it has been assumed that the king would have taken control of the organization of assemblies via local representatives. Today, few thing sites from Norway are known for certain, and as new assembly sites are found, scholars question whether these are old jurisdiction districts which the king used as a foundation for his organization or whether he created new administrative units.[15] In southeast Norway in particular, one hypothesis for why the king would have established new thing sites might be that they were a "strategic geopolitical response to the threat from the Danish king in the beginning of the 11th century." [16] Since the record of Norwegian thing sites is not comprehensive, it is not favorable to rely on

archeological and topographical characteristics to determine whether they were established prior to the state-formation period.

In northern and southwestern Norway, there appears to have been a close association between chieftains' farms and sites interpreted to be assemblies or court sites. These areas were considered neutral ground where the landowning elite could meet for political and [religious activities](#). This view is based partly on [Saga](#) narratives of Viking chieftains as well as the distribution of large grave mounds. [\[17\]](#) Ultimately, this neutrality was important for thing participants' cooperation; royal officials required cooperation in order to look after the king's interests in local areas. In this regard, Norwegian things became an arena for cooperation between the royal representatives and the farmers.[\[18\]](#)

Based on what is known from later medieval documents, one deep-rooted custom of Norwegian law areas was the bearing of arms coming from the old Germanic tradition of the "[weapon-take](#)," which refers to the rattling of weapons at meetings to express agreement.[\[19\]](#) The Law of the Gulathing provides that the handling of these weapons should be controlled and regulated.[\[6\]](#)

This is seen at [Haugating](#), the thing for [Vestfold](#) in Norway, which was located in [Tønsberg](#) at Haugar (from the [Old Norse](#) *haugr* meaning hill or mound). This site was one of Norway's most important places for the proclamation of kings. In 1130, [Harald Gille](#) called together a meeting at the Haugating at which he was declared to be King of Norway. [Sigurd Magnusson](#) was proclaimed king in 1193 at Haugating. [Magnus VII](#) was acclaimed hereditary King of Norway and Sweden at the Haugating in August 1319.[\[20\]](#)

Sweden

Similar to Norway, thing sites in [Sweden](#) also experienced changes in administrative organization beginning in the late tenth and eleventh century. **This was a result of the power struggle between the rising Christian royal power in the process of establishing itself and the old, local magnate families attempting to maintain power.** The battle for power between the king and local magnates is most visible through runic inscriptions at thing sites, which were used to make important power statements.[\[21\]](#) Swedish assembly sites could be characterized by a number of typical features: large mounds, rune-stones, and crossings between roads by land or water to allow for greater accessibility.[\[22\]](#)

A famous incident took place when [Þorgnýr the Lawspeaker](#) told the Swedish king [Olof Skötkonung](#) (c. 980–1022) that the people, not the king, held power in Sweden; the king realized that he was powerless against the thing and gave in. Main things in Sweden were the [Thing of all Swedes](#), the [Thing of all Geats](#) and the [Lionga thing](#).

The island of [Gotland](#) had twenty things in late medieval times, each represented at the island-thing called *landsting* by its elected judge. New laws were decided at the *landsting*, which also took other decisions regarding the island as a whole. The *landsting*'s authority was successively eroded after the island was occupied by the [Teutonic Order](#) in 1398. In late medieval times the thing was made up of twelve representatives for the farmers, free-holders or tenants.

Iceland

As a representative legislative body, the things in [Iceland](#) were similar to those in greater Scandinavia, but they had a very clear organizational structure. Iceland was divided into four administrative quarters during the Viking Age with a fixed number of thirty-nine [goðis](#): twelve *goðis* in the northern quarter and nine each in the eastern, southern, and western quarters.

The main distinction between Iceland and greater Scandinavia lies in the organization of the Icelandic Althing, the main assembly during the Viking period and the Middle Ages. Unlike other European societies in the Middle Ages, Iceland was unique for relying on the Althing's legislative and judicial institutions at the national level rather than an executive branch of government.^[23] [Þingvellir](#) was the site of the Althing, and it was a place where people came together once a year to bring cases to court, render judgments, and discuss laws and politics.”^[24] At the annual Althing, the thirty-nine *goðis* (lawmen) along with nine others served as voting members of the Law Council ([Lögrétta](#)), a legislative assembly. The Lögrétta reviewed the laws which the lawspeaker recited, made new laws, set fines and punishments and were informed of sentences of outlawry and banishment that were passed by the courts in local spring assemblies.^[23]

Besides the Althing, there were local assembly districts in each of the four quarters of Iceland, and each year a Spring Assembly (*vorþing*) was brought together by three *goðis* who lived in each local assembly district (*samþingsgoðar*). The four quarters also had courts (*fjórðungsdómar*) that met at the Althing after a constitutional reform around 965. The *goðis* appointed the judges for these courts from the farmers in their districts.^[23]

Greenland

In the early twentieth century, scholars identified two potential [Greenlandic](#) thing sites at [Brattahlíð](#) in Eiríksfjörður and [Garðar](#) in Einarsfjörður; both are located in the [Eastern Settlement of Greenland](#). These two sites were located through a combination of written sources and archeological evidence. Between these two Greenlandic sites, there are a number of overlapping characteristics that support the hypothesis that these booth sites are assemblies. However, not all “assembly features” previously seen in Scandinavia appear at every assembly site, and there are also characteristics that have either not been recorded in Greenland or are unique to Greenland.

The temporary turf structures of the Greenlandic booths have only been recorded in Iceland and would not have been seen at the assembly sites of Viking Age Sweden. Further, the booth sites at Brattahlíð and Garðar were located close to high-status farms. Taken together, it indicates that trade would have taken place at these sites, and given the sparse nature of the Greenlandic settlement, it is reasonable that the participants of the thing would have taken the opportunity for social interaction or trade when gathered with others.^[25]

British Isles

As a part of the Germanic world, thing sites were also found in the British Isles. In England, there is [Thingwall](#) on the [Wirral](#). In the [Yorkshire](#) and former [Danelaw](#) areas of England, [wapentakes](#)—another name for the same institution—were used in public records. Several places ending in the *-by* ('village') place name suffix originally possessed their own laws, [by-laws](#), and jurisdiction subject to the wapentake in which they served, which often extended over a surrounding ground called a *thorpe* ("hamlet"). If there was a riding surrounding the wapentake, the wapentake would merely be a local assembly coordinating the power of the riding. In Scandinavian York's case, it would be under the king's command at what is now King's Square in York.

The Kingdom of [East Anglia](#) was in control of the Danelaw which had been organised as the Five Boroughs. The Five were [fortifications](#) defending land against [Wessex](#), or against the [Vikings](#), depending on who ruled there; together with [Lindsey, Lincolnshire](#), which was divided into three ridings like Yorkshire. Again, the naming of the two roads named Inner and Outer Ting Tong on a hill-top in Devon between Budleigh Salterton, Woodbury and Exmouth is widely derided as fanciful, but may be derived from Thing-Tun, a [dun](#) (hill fort) or *tun* (settlement) around the place where the Thing

used to meet.

[Thynghowe](#) was an important Danelaw meeting place, or thing, located in Sherwood Forest, [Nottinghamshire](#), England. It was lost to history until its rediscovery in 2005–06 by local history enthusiasts Lynda Mallett and Stuart Reddish. The site lies amidst the old oaks of an area known as the Birklands in Sherwood Forest. Experts believe it may also yield clues as to the boundary of the Anglo Saxon kingdoms of Mercia and Northumbria. English Heritage has recently inspected the site, and has confirmed it was known as "Thynghowe" in 1334 and 1609. It functioned as a place where people came to resolve disputes and settle issues. Thynghowe is an Old Norse name, although the site may be older than the Danelaw, perhaps even Bronze Age. The word "howe" is derived from the Old Norse word *haugr* meaning 'mound'. This often indicates the presence of a prehistoric burial mound.

Place names

The assembly of things were typically held at a specially designated place, often a field or common, like [Þingvellir](#), the old location of the Icelandic thing ([Alþingi](#)). The parliament of the [Isle of Man](#) is still named after the meeting place of the thing, [Tynwald](#), which etymologically is the same word as "*þingvellir*" (there is still an annual public assembly at Tynwald Hill each July 5, where the new Manx laws are read out and petitions delivered). Other equivalent place names can be found across northern Europe: in [Scotland](#), there is [Dingwall](#) in the [Scottish Highlands](#) and Tingwall, occurring both in [Orkney](#) and [Shetland](#), and further south there is [Tinwald](#), in [Dumfries and Galloway](#) and – in England – [Thingwall](#), a village on the [Wirral Peninsula](#). In Sweden, there are several places named [Tingvalla](#), which is the modern Swedish form of "Þingvellir", and the Norwegian equivalent is found in the place name [Tingvoll](#). In [Dublin, Ireland](#), the *Thingmote* was a raised mound, 40 foot high and 240 foot in circumference, where the Norsemen assembled and made their laws. It stood on the south of the river, adjacent to [Dublin Castle](#), until 1685.^[26]

Unanswered questions

It is contested between scholars to what extent things were sites of economic transactions and commerce as well as arenas for political and legal decisions. In Norway, it is clear that the assemblies functioned as an administrative level for economic transactions and taxes to the king.^[27] The role of commerce at the thing is more undetermined in Iceland in particular because of the role of saga literature in influencing conclusions about things. Þingvellir was thought of as a trading place as a result of saga passages and law texts that refer to trade:

Intended to keep the peace in the region, the excursion was made every third summer, according to the law. An assembly of chieftains was called to choose the cases in which the kings were to pass judgment. Attending the assembly was regarded as an entertainment, as men attended from all the lands of which we have reports...

The assembly attracted a gathering of traders. People attended in large numbers, and there was plenty of entertainment, drinking and games, and festivities of all sorts. Nothing especially newsworthy occurred.^[28]

As shown in the [Laxdæla saga](#), meetings at Þingvellir required people to travel from long distances and gather together for an extended period of time, thus it was inevitable that entertainment, food, tools, and other goods would have played a role in the gatherings. The main question lies in whether trade was conducted in the assembly or on the margins of the gathering. Similarly, there are unanswered questions about the connection between trade and assembly in Greenland. Research on Scandinavian trade and assembly is burgeoning, and thus far evidence has mostly been found in written sources, such as the sagas, and place names, "such as the 'Disting' market that is said to have been held during the

thing meetings at Gamla Uppsala in Sweden."^[29]

National legislatures and current institutions

The national [legislatures](#) of [Iceland](#), [Norway](#) and [Denmark](#) all have names that incorporate *thing*:

- [Alþingi](#) – The Icelandic "General Thing"^[30]
- [Folketing](#) – The Danish "People's Thing"
- [Storting](#) – The Norwegian "Great Thing"^[30]

The legislatures of the self-governing territories of the [Åland Islands](#), [Faroe Islands](#), [Greenland](#) and [Isle of Man](#) also have names that refer to *thing*:

- [Lagting](#) – The Ålandic "Law Thing"
- [Løgting](#) – The Faeroese "Law Thing"; also, the Faeroes are divided into six *várting* (administrative districts)^[31]
- [Landsting](#) – The Greenlandic "Land Thing"^[32]
- [Tynwald](#) – The Manx "Thing Meadow" on the Isle of Man,^[33] formerly called "Ting"^[30]

In addition, *thing* can be found in the name of the [Swedish Assembly of Finland](#) (*Svenska Finlands folkting*), a semi-official body representing the [Finland Swedish](#), and those of the three distinct [elected Sámi assemblies](#) which are all called *Sameting* in Norwegian and Swedish.

The [Swedish](#) national legislature, [since medieval times](#), has borne a different style, [Riksdag](#), which is cognate to the old name of the German national assembly, [Reichstag](#). In Sweden, however, *ting* is used to name the subnational county councils, which are called [Landsting](#). That name was also used in medieval times for the tings that governed the historical [Landskap](#) provinces, that were superseded by the [counties](#) in the 17th century. The name *ting* is also found in the names of the first level instances of the Swedish and Finnish [court](#) system, which are called [tingsrätt](#) ([Finnish](#): *käräjäoikeus*), the 'court of the thing'.

Similarly, prior to 1953, the [Danish](#) legislature was known as [Rigsdagen](#), which comprised the two houses of the [Folketing](#) "People's Thing" and [Landsting](#) "Land Thing". The latter, which was reserved for people of means, was abolished by the constitution of 1953.

The Norwegian parliament, the *Storting*, has historically been divided into [two chambers](#) named the *Lagting* and the *Odelsting*, which translates loosely into the "Thing of the Law" and the "Thing of the [Allodial rights](#)". However, for much of the Storting's recent history, the division into Lagting and Odelsting has been mostly ceremonial, and the Storting has generally operated as a [unicameral](#) parliament. A constitutional amendment passed in February 2007 abolished the Lagting and Odelsting, making this *de facto* unicameralism official following the [2009 election](#).

On the lower administrative level the governing bodies on the county level in Norway are called Fylkesting, the Thing of the County. The names of the judicial courts of [Norway](#) contain for the most part the affix *ting*. The primary level of courts is called the *Tingrett*, with the same meaning as the Swedish *Tingsrätt*, and four of the six [Norwegian Courts of Appeal](#) are named after historical Norwegian regional Things (*Frostating*, *Gulating*, *Borgarting* and *Eidsivating*).

[https://en.wikipedia.org/wiki/Thing_\(assembly\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Thing_(assembly))

Nordic and Germanic development

A **thing** or **ting** (Old Norse and Icelandic: **þing**; other modern Scandinavian: **ting**, **ding** in Dutch) was the governing assembly in Germanic societies, made up of the free men of the community and presided by lawspeakers. Today the term lives on in the official names of national legislatures, political and judicial institutions in the North-Germanic countries. In the [Yorkshire](#) and former [Danelaw](#) areas of England, which were subject to much Norse invasion and settlement, the [wapentake](#) was another name for the same institution.

The thing was the assembly of the free men of a country, province or a [hundred](#) (*hundare/härad/herred*). There were consequently, hierarchies of things, so that the local things were represented at the thing for a larger area, for a province or land. **At the thing, disputes were solved and political decisions were made.** The place for the thing was often also the place for public religious rites and for commerce.

The thing met at regular intervals, legislated, elected [chieftains](#) and [kings](#), and judged according to the law, which was memorised and recited by the "[law speaker](#)" (the judge).

Later national diets with chambers for different estates developed, e.g. in Sweden and in Finland (which was part of Sweden until 1809), each with a [House of Knights](#) for the nobility. In both these countries, the national parliaments are now called [riksdag](#) (in Finland also *eduskunta*), a word used since the Middle Ages and equivalent of the German word [Reichstag](#)[\[disambiguation needed\]](#).

*In [Sweden](#), this office was the most important one of regional governments, where each lagsaga (usually the same as the [traditional province](#)) was the [jurisdiction](#) of a lawspeaker who was subordinate to the lawspeaker of [Tiundaland](#). The lawspeaker **presided** over the [Things](#), worked as a judge and **formulated the laws that had been decided by the people. The lawspeaker was obliged to memorize the law and to recite it at the Thing.** He was also responsible for the **administration at the thing and for the execution of the decisions**, and it was his duty to **safeguard the rights and liberties of the people and to speak in their behalf to the king or his representative.** It was the lawspeaker who, on the behalf of the people, recognized the elected king when he passed on the [Erikskata](#). However, after the establishment of the province laws, ca 1350, he would participate at the [Stone of Mora](#) with twelve companions from his jurisdiction.*

According to the [Westrogothic law](#), **the lawspeaker was appointed for life by the yeomen (bonder) of the province from among their number;** it was also stipulated that his father should also have been an landowner.[\[1\]](#)(pp411–27 (pp. 414–15)) **The office was not hereditary, but he was usually selected from the more powerful families.**

<https://en.wikipedia.org/wiki/Lawspeaker>

WITAN

Witan, also called Witenagemot, the council of the Anglo-Saxon kings in and of England; its essential duty was to advise the king on all matters on which he chose to ask its opinion. It attested his grants of land to churches or laymen, consented to his issue of new laws or new statements of ancient custom, and helped him deal with rebels and persons suspected of disaffection. Its composition and time of meeting were determined by the king's pleasure.

Usually attended by the greater nobles and bishops, the witan was in no sense a popular assembly. In its composition and duties it closely resembled its successor, the *commune concilium* of the Anglo-Norman kings, the fundamental difference being that, in the latter body, baronial councillors were bound to the king by feudal ties.

<http://www.britannica.com/topic/witan>

What is COMMUNE CONCILIUM REGNI?

The [common council](#) of the realm. One of the names of the English [parliament](#).

<http://thelawdictionary.org/commune-concilium-regni/>

Witenagemot

The **Witenaġemot** (Old English *witena ġemōt* Old English pronunciation: [ˈwɪtɛna.jeˈmoːt] modern English [ˈwɪtənəɡəˈmoʊt/ "meeting of wise men"), also known as the **Witan** (more properly the title of its members) was a political institution in [Anglo-Saxon England](#) which operated from before the 7th century until the 11th century. The witenagemots did not represent the political will of all England: before the unification of England in the 10th century, separate witenagemots were convened by the Kings of [Essex](#), [Kent](#), [Mercia](#), [Northumbria](#), [Sussex](#) and [Wessex](#). The Witenagemot was an assembly of the ruling class whose primary function was to advise the king and whose membership was composed of the most important [noblemen](#) in England, both [ecclesiastic](#) and [secular](#). **The institution is thought to represent an aristocratic development of the ancient Germanic general assemblies, or folkmoots. In England, by the 7th century, these ancient folkmoots had developed into convocations of the land's most powerful and important people, including ealdormen, thegns, and senior clergy, to discuss matters of both national and local importance.**

<https://en.wikipedia.org/wiki/Witenagemot>

PARLEMENT

Parliament

A **parliament** is a [legislature](#) whose power and function are similar to those dictated by the [Westminster system](#) of the United Kingdom. More generally, "parliament" may simply refer to a [democratic](#) government's [legislature](#). The term is derived from the French [parlement](#), the action of *parler* (to speak); a *parlement* is a discussion.

Origins

Various bodies appeared under different names in many medieval European kingdoms to act as advisory councils for the monarchs and to represent barons, commoners and the church. **The use of the term 'parliament' to designate such a body first occurred in England in 1236. Previously, this group of the king's closest advisors had been called the "council". After agreeing to the principle of "common consent" in the Magna Carta, King John had to increase the size of this group of advisors and include more [commoners](#) (false). He then had to submit his requests for increased taxation to this newly expanded group.** Two distinct groups emerged among the commoners: the landed gentry, and the rich merchants and lawyers.

The word "parliament" comes from the French "parler", which means "to talk" or "to discuss". English parliamentary procedure, such as Jefferson's Manual of Parliamentary Procedure, developed not to facilitate talk, but to facilitate decision-making. Although the British model of parliament, known as the Westminster Model, is held up as the "Mother of all Parliaments", it is unique in that it developed over time from tradition, as opposed to being democratically enacted by way of a constitution.^[2]

England

Main article: [Parliament of England](#)

England has long had a tradition of a body of men who would assist and advise the King on important matters. **Under the [Anglo-Saxon Kings](#), there was an advisory council, the [Witenagemot](#) ("meeting of wise men"). As part of the [Norman Conquest of England](#), the new King, [William I](#), did away with the Witenagemot, replacing it with a [Curia Regis](#) ("King's Council").** Membership of the Curia was largely restricted to the tenants in chief, the few nobles who "rented" great estates directly from the King, along with certain senior [ecclesiastics](#).

Most historians date the emergence of a parliament with some degree of power to which the throne had to defer no later than the rule of [Edward I](#). (Kaeuper, Richard W., War Justice and Public Order: England and France in the Later Middle Ages, Oxford U. Press, 1988.) Like previous kings, Edward called leading nobles and church leaders to discuss government matters, especially [finance](#). **A meeting in 1295 became known as the [Model Parliament](#) because it set the pattern for later [Parliaments](#). The significant difference between the Model Parliament and the earlier Curia Regis was the addition of the Commons, that is, elected representatives of rural landowners and of townsmen. In 1307, [Edward I](#) agreed not to collect certain [taxes](#) without consent of the realm.** He also enlarged the court system.

William of Normandy brought to England the feudal system of his native Normandy, and sought the advice of the curia regis, before making laws. This body is the origin from which the Parliament, the higher courts of law, the [Privy Council](#) and Cabinet have sprung. Of these, the legislature is formally the High Court of Parliament; judges sit in the [Supreme Court of Judicature](#); and only the executive government is no longer conducted in a royal court.

The tenants-in-chief often struggled with their spiritual counterparts and with the King for power. In 1215, they secured from [John](#) the [Magna Carta](#), which established that the King may not levy or collect any taxes (except the feudal taxes to which they were hitherto accustomed), save with the consent of a council. It was also established that the most important tenants-in-chief and ecclesiastics be summoned to the council by personal writs from the Sovereign, and that all others be summoned to the council by general writs from the [sheriffs](#) of their counties. **Modern government has its origins in the Curia Regis; parliament descends from the Great Council later known as the *parliamentum* established by Magna Carta.**

The [English Parliaments](#) during the reign of [King Henry III](#) in the 13th century incorporated elected representation from shires and towns, and is considered the forerunner of the modern parliament.^[20] In 1265, [Simon de Montfort, 6th Earl of Leicester](#), who was in rebellion against [Henry III](#), summoned a parliament of his supporters without royal authorisation. The [archbishops](#), [bishops](#), [abbots](#), [earls](#) and [barons](#) were summoned, as were two [knights](#) from each shire and two [burgesses](#) from each [borough](#). **Knights had been summoned to previous councils, but the representation of the boroughs was unprecedented. De Montfort's scheme of representation and election was formally adopted by Edward I in the so-called "Model Parliament" of 1295.** At first, each [estate](#) debated independently; by the reign of [Edward III](#), however, Parliament had been separated into two Houses and was recognisably assuming its modern form.

<http://en.wikipedia.org/wiki/Parliament>

Magna Carta

Magna Carta (Latin for Great Charter),^[1] also called Magna Carta Libertatum or The Great Charter of the Liberties of England, is an [Angevin charter](#) originally issued in [Latin](#) in the year 1215.

Magna Carta was the first document forced onto a King of England by a group of his subjects, the feudal barons, in an attempt to limit his powers by law and protect their privileges.

The charter was an important part of the extensive historical process that led to the rule of [constitutional law](#) in the [English speaking world](#). Magna Carta was important in the [colonization](#) of American colonies as England's legal system was used as a model for many of the colonies as they were developing their own legal systems.

The 1215 charter required King John of England to proclaim certain liberties and accept that his will was not arbitrary—for example by explicitly accepting that no "freeman" (in the sense of non-serf) could be punished except through the law of the land, a right that still exists.

It was preceded and directly influenced by the Charter of Liberties in 1100, in which King Henry I had specified particular areas wherein his powers would be limited.

It was translated into vernacular French as early as 1219,[2] and reissued later in the 13th century in modified versions. The later versions excluded the most direct challenges to the monarch's authority that had been present in the 1215 charter. The charter first passed into law in 1225; the 1297 version, with the long title (originally in Latin) "The Great Charter of the Liberties of England, and of the Liberties of the Forest," still remains on the [statute](#) books of [England and Wales](#).

Despite its recognised importance, by the second half of the 19th century nearly all of its clauses had been repealed in their original form. Three clauses currently remain part of the [law of England and Wales](#), however, and it is generally considered part of the [uncodified constitution](#). Lord Denning described it as "the greatest constitutional document of all times – the foundation of the freedom of the individual against the arbitrary authority of the despot".[3] In a 2005 speech, Lord Woolf described it as "first of a series of instruments that now are recognised as having a special constitutional status",[4] the others being the [Habeas Corpus Act \(1679\)](#), the [Petition of Right \(1628\)](#), the [Bill of Rights \(1689\)](#), and the [Act of Settlement \(1701\)](#).

It was Magna Carta, over other early concessions by the monarch, which survived to become a "sacred text".[5] **In practice, Magna Carta in the medieval period did not generally limit the power of kings, but by the time of the English Civil War it had become an important symbol for those who wished to show that the King was bound by the law.** It influenced the early settlers in [New England](#)[6] and inspired later constitutional documents, including the [United States Constitution](#). [7]

http://en.wikipedia.org/wiki/Magna_Carta

Taxes

Malgré tout, le gouvernement de l'Angleterre ne pouvait fonctionner sans un roi fort. Une fonction publique efficace, établie par le puissant roi Henri II, avait dirigé l'Angleterre au cours du règne de [Richard Ier](#). **Mais le gouvernement du roi Jean avait besoin d'argent pour ses troupes, car pendant cette époque de prospérité le coût des mercenaires était presque deux fois plus élevé qu'avant. La perte des territoires français, surtout la Normandie, avait considérablement réduit le revenu de l'État et il aurait fallu lever des impôts énormes pour essayer de les reconquérir.** Et cependant il était difficile de lever des taxes en raison de la tradition de les maintenir au même niveau.

De nouvelles formes de revenu inclurent une loi sur la forêt, un ensemble de règlements sur la forêt du roi qu'il était difficile de ne pas enfreindre et qui entraînaient des punitions sévères. Au cours de ses dix-sept années de règne Jean augmenta aussi onze fois l'écuage (le paiement d'un vassal à son suzerain pour remplacer le service militaire direct), onze fois à comparer avec les deux fois où il l'avait été au cours des trois règnes qui avaient précédé le sien. Il créa aussi le premier impôt sur le revenu qui s'élevait à ce qui était, à cette époque, la somme inouïe de 60 000 livres.

Contenu

À l'origine, la Grande Charte a été écrite en [latin](#). Une grande partie en a été copiée, presque textuellement, de la [Charte des Libertés](#) de [Henri Ier](#), publiée quand Henry était monté sur le trône en [1100](#), et qui soumettait le roi à certaines lois concernant la façon de traiter les [fonctionnaires ecclésiastiques](#) et les [nobles](#), et accordant de façon réelle certaines [libertés individuelles](#) à l'[Église](#) et à la noblesse anglaise. Sur la Magna Carta, Jean Sans Terre s'engage à **garantir les libertés de l'Eglise et des villes, à se soumettre à la décision du Commun Conseil pour**

établir un impôt et aussi à ne plus arrêter les hommes libres de façon arbitraire.

Le document connu habituellement aujourd'hui comme Grande Charte n'est pas celle de [1215](#), mais une charte plus tardive de [1225](#) et généralement on la présente sous la forme de la Charte de [1297](#) quand elle a été confirmée par [Édouard Ier](#). Au moment de la charte de [1215](#), un grand nombre de dispositions n'avaient pas été faites pour opérer des changements à long terme, mais simplement pour remédier immédiatement à des abus et c'est pour cela que la Charte a été rééditée trois fois pendant le règne de [Henri III](#) ([1216](#), [1217](#) et [1225](#)) pour donner une version actualisée. Ensuite, chacun des rois qui se sont succédé pendant les deux cents années suivantes (jusqu'à [Henri V](#) en [1416](#)) a confirmé personnellement la charte de 1225 dans sa propre charte.

Cette charte a été conservée à [Fort Knox](#) ([Kentucky](#)) pendant la [Seconde Guerre mondiale](#). Elle est exposée au château de [Lincoln](#).

http://fr.wikipedia.org/wiki/Magna_Carta

Charter of Liberties

Henry was immediately faced with three political problems. (1) The earls and barons did not accept him. (2) There was antagonism from the Church, especially Archbishop [Anselm of Canterbury](#). (3) The native Anglo-Saxon population was not receptive to the new king.[\[2\]](#)

http://en.wikipedia.org/wiki/Charter_of_Liberties

Parliament of England

The **Parliament of England** was the [legislature](#) of the [Kingdom of England](#). **In 1066, [William of Normandy](#) introduced a [feudal](#) system, by which he sought the advice of a council of [tenants-in-chief](#) (a person who held land) and [ecclesiastics](#) before making laws.** In 1215, the tenants-in-chief secured [Magna Carta](#) from [King John](#), which established that the king may not levy or collect any taxes (except the feudal taxes to which they were hitherto accustomed), **save with the consent of his royal council, which gradually developed into a parliament.**

Over the centuries, the English Parliament progressively limited the power of the English [monarchy](#) which arguably culminated in the [English Civil War](#) and the trial and execution of [Charles I](#) in 1649.

After the restoration of the monarchy under [Charles II](#), and the subsequent [Glorious Revolution](#) of 1688, the supremacy of parliament was a settled principle and all future English and later British sovereigns were restricted to the role of [constitutional monarchs](#) with limited executive authority. The [Act of Union 1707](#) merged the English Parliament with the [Parliament of Scotland](#) to form the [Parliament of Great Britain](#). When the [Parliament of Ireland](#) was abolished in 1801, its former members were merged into what was now called the [Parliament of the United Kingdom](#).

History

Under a monarchical system of government, the monarch usually must consult and seek a measure of acceptance for his policies if he is to enjoy the broad cooperation of his subjects. Early Kings of England had no [standing army](#) or [police](#), and so depended on the support of powerful subjects. The monarchy had agents in every part of the country. However, **under the [feudal system](#) that evolved in England following the [Norman Conquest](#) of 1066, the laws of the Crown could not have been upheld without the support of the [nobility](#) and the [clergy](#).** The former had economic and military power bases of their own through major ownership of land and the feudal obligations of their tenants (some of whom held lands on condition of military service). The Church was virtually a law unto itself in this period as it had its own system of religious law courts.

In order to seek consultation and consent from the nobility and the senior clergy on major decisions, post-1066 English monarchs called [Great Councils](#). A typical Great Council would consist of [archbishops](#), [bishops](#), [abbots](#), [barons](#) and [earls](#), the pillars of the feudal system.

When this system of consultation and consent broke down, it often became impossible for government to function effectively. The two most notorious examples of this prior to the reign of [Henry III](#) are [Thomas Becket](#) and [King John](#).

Becket, who was [Archbishop of Canterbury](#) between 1162 and 1170, was murdered following a long running dispute with [Henry II](#) over the jurisdiction of the Church. John, who was king from 1199 to 1216, aroused such hostility from many leading nobles that they forced him to agree to [Magna Carta](#) in 1215. John's refusal to adhere to this charter led to civil war (see [First Barons' War](#)).

The Great Council evolved into the Parliament of England. The term itself came into use during the early 13th century, deriving from the Latin and French words for discussion and speaking. The word first appears in official documents in the 1230s. As a result of the work by historians [G. O. Sayles](#) and H. G. Richardson, it is widely believed that the early parliaments had a **judicial as well as a legislative function.**

During the 13th and 14th centuries, the Kings began to call [Knights of the Shire](#) to meet when the monarch saw it as necessary. A notable example of this was in 1254 when [sheriffs](#) of counties were instructed to send Knights of the Shire to parliament to advise the king on [finance](#).^[1]

Initially, parliaments were mostly summoned when the king needed to raise money through taxes. Following Magna Carta this became a convention. This was due in no small part to the fact that King John died in 1216 and was succeeded by his young son Henry III. Leading nobles and clergymen governed on Henry's behalf until he came of age, giving them a taste of power that they were not going to relinquish. Among other things, they ensured that Magna Carta was reissued by the

young king.

http://en.wikipedia.org/wiki/Parliament_of_England

Création

La Grande Charte (Magna Carta) de 1215, après la révolte des nobles contre Jean sans Terre, créait un Grand Conseil, à côté du Conseil privé qui est l'entourage traditionnel du roi. Ce Grand Conseil réunit les grands barons, ainsi que les représentants des bourgeois de Londres. Mais le roi peut réunir aussi, quand et comme il veut, des bourgeois expérimentés en matière économique, ou des marchands étrangers, des Juifs ou encore des chevaliers élus (4 par comté), sur les sujets de son choix. Le Grand Conseil n'est donc qu'un organe parmi d'autres pour aider au gouvernement, mais il est le seul habilité à consentir l'impôt.

Organisation définitive au XIV^e siècle

En 1327, Édouard II, renversé par sa femme Isabelle de France, est déposé devant le Parlement pour être officiellement destitué au profit de son fils. Le Parlement n'ose pas prononcer la déchéance mais fait pression sur le souverain qui cède et abdique en faveur du jeune Édouard. C'est un précédent qui renforce le rôle politique du Parlement.

Dès le début du règne d'Édouard III (1327–1377), le Parlement se scinde en deux chambres distinctes, la Chambre des Lords et la Chambre des Communes, cette dernière composée de chevaliers et de bourgeois élus, le bas clergé disparaît au cours du XIV^e siècle.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Parlement_d%27Angleterre

Chambre des communes (Royaume-Uni)

La Chambre des communes (en anglais *House of Commons*), est la chambre basse du Parlement du Royaume-Uni. Le Parlement comprend également le monarque (le roi ou la reine) et la chambre haute, la Chambre des lords ; la Chambre des communes est la partie dominante du Parlement.

La Chambre des communes est un corps démocratiquement élu, composé de 650 parlementaires portant le titre de « membre du Parlement » (*Members of Parliament, MPs*). Ils sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour (l'électeur doit choisir un candidat parmi plusieurs, celui qui recueille le plus de voix remporte les élections) et sont en place pour une durée maximum de cinq ans, jusqu'à la dissolution du Parlement par le monarque, sur demande du Premier ministre ; le Parlement est fréquemment dissous au bout de quatre ans. Chaque membre élu représente une circonscription électorale (*constituency*). La grande majorité des ministres du Gouvernement sont issus de la Chambre des communes ; tous les Premiers ministres l'ont été depuis 1902 à la brève exception, en 1963, d'Alec Douglas-Home, qui siégeait à la Chambre des lords et ne s'est fait élire aux Communes qu'après être devenu Premier ministre.

La Chambre des communes a été mise en place en 1295 par Édouard I^{er} et n'a cessé d'exister

depuis. À l'origine, la Chambre des communes avait nettement moins de pouvoir que la Chambre des lords, contrairement à aujourd'hui. Depuis 1911, en effet, le [Parliament Act](#) interdit aux lords de rejeter les projets de loi proposés par la Chambre des communes (tout au plus, conservent-ils le pouvoir de ralentir son approbation). En outre, le Gouvernement est responsable devant la Chambre des communes : le Premier ministre ne reste en poste que s'il a le soutien de la Chambre.

La Chambre des Communes et la Chambre des Lords se réunissent au [palais de Westminster](#), bien qu'elles aient le droit de se réunir ailleurs à la condition que la [masse cérémoniale](#) soit présente.

Histoire

Les plus vieux ancêtres de la Chambre des communes furent probablement les conseillers royaux : ce « conseil royal » qui se réunissait régulièrement comprenait des membres du clergé, des nobles et des représentants des différents comtés (appelés « chevaliers des comtés »). Le principal rôle de ce conseil était d'approuver les

nouvelles taxes proposées par la Couronne. Toutefois, dans la plupart des cas, le conseil exigeait la satisfaction des doléances du peuple avant de procéder au vote sur les taxes. C'est ainsi que les premiers pouvoirs législatifs virent le jour.

C'est en [1295](#), dans ce qui fut plus tard appelé le [Parlement modèle](#), que des membres du clergé et de l'aristocratie ainsi que des représentants des divers [comtés traditionnels d'Angleterre](#) furent rassemblés par le roi [Édouard Ier](#) pour la première fois. Sa forme fut le modèle du futur parlement anglais, d'où son nom. Le roi avait simplement besoin de susciter l'adhésion des citoyens du royaume à l'augmentation des taxes pour ses nombreuses guerres, et le parlement modèle ne participa jamais à la création d'aucune loi. D'abord monocaméral, ce parlement fut divisé en deux Chambres au cours du règne d'Édouard III : les chevaliers et les bourgeois formèrent la Chambre des communes ; le clergé et les nobles la Chambre des Lords.

Bien qu'ils restassent subordonnés à la fois à la Couronne et aux Lords, les parlementaires de la Chambre des communes se mirent à agir avec de plus en plus d'insubordination. Au cours de la [session parlementaire](#) du 28 avril au [10 juillet 1376](#) (appelée *Good Parliament*, le Bon Parlement), le [Speaker de la Chambre des communes](#), Sir [Peter de la Mare](#) se plaignit de taxes trop lourdes, exigea une plus grande lisibilité des dépenses royales et remit en cause la gestion des dépenses militaires du roi. Les parlementaires de la Chambre des communes ont même œuvré dans l'objectif de destituer certains des ministres proposés par le Roi (procédure d'[impeachment](#)). Ce *Speaker* un peu trop audacieux fut emprisonné ; il fut toutefois relâché à la mort d'[Édouard III](#). Au cours du règne du monarque suivant, [Richard II](#), les parlementaires de la Chambre des communes recommencèrent à essayer de destituer certains ministres. Ils insistèrent pour ne plus contrôler seulement les taux d'imposition mais aussi les dépenses publiques. Bien qu'elle eût progressivement gagné en pouvoir et en autorité, la Chambre des communes restait moins puissante que la [Chambre des Lords](#) ou que la

Couronne.

De plus, la Couronne acquit un pouvoir supplémentaire après les guerres civiles de la fin du [XVe siècle](#) qui mirent fin au pouvoir des grands nobles. Les deux Chambres du parlement conservèrent peu de pouvoir au cours des années qui suivirent et le pouvoir absolu du Souverain fut restauré. Le pouvoir du monarque ne cessa d'augmenter sous la dynastie des [Tudors](#) au cours du XVIe siècle. Pour s'assurer le contrôle du Parlement, la Couronne multiplie la création de nouveaux sièges aux Communes, dont le nombre passe de 308 en [1558](#) à 372 lors de la cession de [1601](#) (222 au début du [XVIe siècle](#)). Les villes ainsi honorées ont tendance à élire des candidats favorables au gouvernement. Toutefois, cette tendance a connu une inflexion quand la [dynastie des Stuarts](#) prit le trône en 1603. **Les deux premiers monarques Stuarts, Jacques Ier et Charles Ier durent affronter la Chambre des communes sur des thèmes tels que les taxes, la religion ou les pouvoirs royaux.**

Les affrontements avec [Charles Ier](#) furent tels qu'ils finirent en guerre civile : la [Première révolution anglaise](#) (*English Civil War*). En [1649](#), le roi fut décapité, et la monarchie et la Chambre des Lords abolies. Bien que le pouvoir de la Chambre des communes fût en théorie suprême, la nation était en fait sous le contrôle d'une junte militaire sous le joug d'[Oliver Cromwell](#) qui finit par abolir le Parlement en 1653. La monarchie et la [Chambre des Lords](#) furent restaurées en même temps que la Chambre des communes en 1660, peu après la mort de Cromwell. Le pouvoir de la Couronne avait été largement diminué et le fut encore davantage lorsque [Jacques II](#) fut renversé au cours de la [Glorieuse Révolution](#) (également appelée *Seconde Révolution anglaise*).

Le [XVIIIe siècle](#) a été marqué par la création et le développement du poste de Premier ministre. La conception actuelle selon laquelle le gouvernement est censé rester au pouvoir aussi longtemps qu'il est soutenu par le Parlement a très vite connu une certaine réalité : la première fois que la [motion de censure](#) a été utilisée contre un Premier ministre, ce fut à l'occasion de l'échec rencontré par le gouvernement de [Lord North](#) à mettre fin à la [Guerre d'indépendance américaine](#). Cela prit toutefois un certain temps pour que la motion de censure s'institutionnalise véritablement. De même, la tradition selon laquelle le Premier ministre est censé être issu de la Chambre des communes et pas de la Chambre des Lords a mis un certain temps à se mettre en place.

- Voir le rôle de [William Pitt](#)

Au cours du XIXe siècle, la Chambre des communes a connu une importante période de réforme. La Couronne avait fait un usage abusif de sa prérogative d'attribuer des privilèges électoraux à certaines circonscriptions électorales : de nombreuses villes qui avaient perdu de leur importance démographique au cours du siècle conservaient leur pouvoir électoral. Le plus célèbre de ces [bourgs pourris](#) (*rotten boroughs*) était celui de [Old Sarum](#) qui n'avait que 11 électeurs pour 2 parlementaires à la Chambre des communes, alors qu'au même moment, des villes telles que [Manchester](#) n'avaient pas de parlementaires pour les représenter individuellement. La Chambre des communes a tenté de faire remarquer ces anomalies à la Couronne en faisant adopter une loi réformatrice en 1831 : au début, la Chambre des Lords refusa de faire adopter le projet de loi, mais très vite les Lords furent forcés par le Premier ministre [Charles Grey](#) qui, sur les conseils du Roi [Guillaume IV](#), inonda la Chambre des Lords de Lords pro-réforme. Le *Reform Act* de 1832, aussi connu sous le nom de « Loi de la Grande Réforme », abolit les *bourgs pourris*, établit de strictes conditions pour les droits électoraux des bourgs et attribua une représentation équitable aux grandes villes. Dans les années qui suivirent, les parlementaires de la Chambre des communes devinrent de plus en plus exigeants et influents : leur pouvoir ayant été remis en cause par la crise autour du projet de loi contre les *rotten boroughs*, les Lords furent de moins en moins enclins à rejeter les projets de lois adoptés par la Chambre des communes à une grande majorité ; il devint politiquement admis que le soutien seul de la Chambre des communes suffisait à ce que le Premier ministre reste au pouvoir.

Au cours de la seconde partie du [XIXe siècle](#), de nombreuses réformes furent mises en place. Le *Reform Act* de 1867 restreignit le montant des impôts qu'il était nécessaire de payer pour pouvoir élire ses représentants et attribua des sièges parlementaires à plusieurs villes industrielles grandissantes. L'électorat fut encore élargi par la *Loi sur la représentation électorale* (*Representation of the People Act*) de 1884 avec une nouvelle réduction du montant des impôts nécessaires. La *Loi sur la redistribution des sièges* (*Redistribution of Seats Act*) de 1885 instaura le principe : une circonscription, un représentant à la Chambre des communes.

Autre étape importante dans l'histoire de la Chambre des communes : l'adoption, en 1908, sous l'égide du [Parti libéral](#), d'un certain nombre de lois favorisant la mise en place d'un État-providence (ce qui poussa, avec la course aux armements entreprise avec l'[Allemagne](#), le Gouvernement à augmenter les taxes). En 1909, le [ministre des finances et du trésor](#), [David Lloyd George](#) a tenté de mettre en place le *People's Budget* qui imposait une nouvelle taxe sur les riches propriétaires fonciers ; toutefois, la loi ne parvint pas à obtenir l'approbation de la très conservatrice Chambre des Lords. La réduction du pouvoir des Lords ayant été leur cheval de bataille, le [Parti libéral](#) obtint de nouveau la majorité en janvier 1910. [Herbert Henry Asquith](#) proposa donc que les pouvoirs de la Chambre des Lords soient sévèrement réduits. Les négociations autour du projet de loi ont été brièvement interrompues par la mort du roi [Edouard VII](#) mais ont vite repris sous le règne du nouveau monarque, [George V](#) : en [décembre 1910](#), la loi était quasiment adoptée. Le Premier ministre, allié au roi, menaça de diluer le pouvoir de la Chambre des Lords en créant 500 nouveaux postes de Lords favorables aux idées du Parti libéral si les Lords refusaient l'adoption de la loi (la même menace avait été utilisée auparavant pour forcer la Chambre des Lords à accepter le *Reform Act* de 1832). Le *Parliament Act* entra donc en vigueur en 1911, détruisant ainsi l'égalité législative qui régnait entre les deux Chambres. Il fut seulement accordé à la Chambre des Lords de conserver le pouvoir de retarder l'adoption des lois (pour un maximum de trois sessions parlementaires ou de deux années calendaires ; réduit à deux sessions parlementaires ou une année calendaire par le *Parliament Act* de 1949). À compter de l'adoption de ces lois, la Chambre des communes reste la branche dominante du Parlement, en théorie comme en pratique.

Jusqu'au [XXe siècle](#), les parlementaires de la Chambre des communes (*MPs*) n'ont jamais été payés : la plupart des élus avaient des salaires privés, même si quelques uns s'appuyaient sur des aides financières. Les premiers *MPs* travaillistes recevaient un salaire des syndicats, mais la Chambre des Lords illégalisa cette pratique en 1910. En conséquence, une clause fut incluse dans le *Parliament Act* de 1911 qui prévoyait la rémunération des *MPs*. Les ministres, quant à eux, ont toujours été payés.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Chambre_des_communes_%28Royaume-Uni%29

House of Commons

History and naming

The [House of Commons](#) of the [Kingdom of England](#) evolved from an undivided parliament to serve as the voice of the tax-paying subjects of the [counties](#) and of the [boroughs](#). [Knights of the shire](#), elected from each county, were usually landowners, while the borough members were often from the merchant classes. These members represented subjects of the [Crown](#) who were not Lords Temporal or Spiritual, who themselves sat in the [House of Lords](#). **The House of**

Commons gained its name because it represented communities (*communes*).^[2] Members of the Commons

were all elected, while members of the upper house were summoned to parliament by the monarch, usually on the basis of a [title](#) which would be inherited after the holder's death, or because they held a position in the realm that warranted special recognition, such as the [bishops of the English and Welsh dioceses](#). After the [Reformation](#), these bishops were those of the [Church of England](#).

Since the 19th century, the British and Canadian Houses of Commons have become increasingly representative, as [suffrage](#) has been extended. Both bodies are now elected via [universal adult suffrage](#). However, from the [Middle Ages](#) until the 18th century there was a tendency to limit the suffrage in various ways, creating by the 18th century a large number of [rotten boroughs](#). In all countries, the House of Commons now as in the past may be [prorogued](#) for an election or some other purpose only by the Crown, represented outside the [United Kingdom](#) by the [Governor General](#) of each [Commonwealth realm](#).

http://en.wikipedia.org/wiki/House_of_Commons

The Magna Carta and Commoners

Most of us are familiar with the Magna Carta as the first document to limit the authority of kings and declare the rule of law and the rights of the governed. But Peter Linebaugh, an historian at the University of Toledo, offers a more provocative view in an essay, “[The Secret History of the Magna Carta](#)” (*Boston Review*, Summer 2003). As originally declared in 1215, the Magna Carta may have

validated “freedom under law,” as lawyers like to crow. **But several mutations in the Magna Carta, later incorporated into the document we know today, recognize the rights of commoners.**

<http://onthecommons.org/magna-carta-and-commoners>

WHAT DID THE MAGNA DO FOR THE COMMONERS AND SERFS SPECIFICALLY? DID IT LIMIT THE POWER OF THE NOBLES? WHAT DID IT DO TO FEUDALISM?

Magna Carta didn't do anything for the commoners and the serfs. It did protect certain rights, but only for "freemen." The vast majority of people in England in 1215 were not free but were rather serfs or villeins who were not free to leave the land on which they lived.

It did not really limit the powers of the nobles. It restated some of the king's rights, but only as a way of expressing that these were the only rights he had.

Magna Carta did not end feudalism. Instead, it just shifted the balance of power within feudalism in England. It gave more power to the nobles and took some from the king, but it was still a feudal system that remained in place in England for centuries to come.

<http://www.enotes.com/homework-help/what-did-magna-do-commoners-serfs-specefically-did-114655>

The [Magna Carta](#) is one of the most important documents in history. **It guaranteed the people certain rights, and bound the king to certain laws.** At the time, England was mainly operated on a feudal system of land ownership. However, feudal lords and noblemen became angered when King John lost territory to the French. He also increased taxes and oppressed many of his people, arresting them without trials.

In 1215 A.D., these fed-up citizens drafted the Magna Carta (Latin for Great Charter) and forced King John to sign it upon threat of civil war.

While it initially was meant to protect the interests of the noblemen, in time, the rights established by the Magna Carta were also extended to commoners.

<http://www.livescience.com/34289-what-is-the-significance-of-the-magna-carta.html>

Jean sans Terre (1167 - 1216)

Un roi méprisé

https://www.herodote.net/Un_roi_meprise-synthese-505.php

What were the effects of the Magna Carta in England?

The short term effects of Magna Carta in England were little more than a temporary ceasefire in the struggle between King John and the Barons.

The main long-term effect, which was a real advance in English government, was a **clear enunciation of the principle that even the King had to obey the law. in addition the monarchy was forced to respect the rights of the common man, they could not simply kill you by edict anymore.**

Even the King had to obey the law is something that seems to us a fuss about nothing, but it was a huge step forward. This, combined with agreements concerning the establishment of proper courts of law, later enabled King Henry II to set up a legal system now referred to as the Anglo-saxon legal system.

You might perhaps never have heard of this system, but if you live in the UK, Ireland, Canada, the USA, Australia, New Zealand, South Africa, Nigeria, Ghana, Kenya, Tanzania, Gibraltar, Malta, Uganda, Zimbabwe, Sri Lanka or India then you live your life under it.

http://wiki.answers.com/Q/What_were_the_effects_of_the_Magna_Carta_in_England

Causes and effects of the Magna Carta

What was contained in the Magna Carta?

Once signed by the king, the Magna Carta became a list of promises that he was supposed to keep.

They included promises to protect the freedom and rights of the Church, to consult more closely with the barons (especially on matters such as taxes) and to guarantee certain freedoms to all free men. For this reason the document also stated that a council of 25 barons would be created to advise the king.

A number of the promises, or clauses, in the document ensured that the king would not do whatever he felt like but would be constrained by laws and proper processes. For example, he had to guarantee that if someone was accused of a crime they would be given a proper trial and would be judged by their peers (people of the same status, in this case fellow Englishmen). The king was not allowed to seize property or possessions from people but had to pay for them like everyone else. Similar forms of mistreatment by the king were also ruled out by the document.

The Magna Carta was not just intended for the parties involved in its creation but for future parties as well, particularly any future kings or queens.

Why was it important?

John only signed the Magna Carta because he was forced to at the time, not because he believed in any of its

principles. Within months he returned to war against the barons. **But the Magna Carta was re-issued ten years later by John's successor, Henry III, but the document had been changed with parts that the monarchy did not like being left out.** Many kings after Henry, however, also re-issued it.

In later centuries the Magna Carta was almost forgotten. When it was rediscovered around the time of Queen Elizabeth I it was looked upon with pride by the English as evidence of a supposed history of legal principles and people's rights in their country.

Even though this was not really true - the Magna Carta was a solution to a specific situation rather than a grand declaration of rights for all people - it came to be used as a kind of bill of rights. People used it to back up a broad range of arguments about the powers of parliament, the Church and the monarchy and people's rights. It influenced the content of other documents that protect people's rights such as constitutions (including Australia's constitution) and America's Bill of Rights.

What did it contribute to the development of democracy?

Perhaps the Magna Carta's main contribution to democracy was that it was the first document in English history to limit the power of the monarch. Until then, there had been a belief that the monarch was the absolute ruler and therefore could do whatever they pleased. The Magna Carta forced the king to accept that there should be some

laws that even the monarchy had to obey. This established the principle of the rule of law, meaning that law itself should be the absolute ruler, not kings and queens (or, later in history, governments and parliaments). The rule of law established certain rights for all people, such as the right to a fair trial. Over the years these rights have been expanded in ways that are discussed in other chapters in this unit.

In John's time there was no parliament. **Because the Magna Carta established the council of 25 barons whom the king was supposed to consult on matters that were**

important to the country, some people also believe it sowed the seed for parliamentary democracy in England. Even though John was not required to take the barons' advice, this did mark the beginning of the power being shared by more people. The running of the state was now the concern of a group rather than an individual.

http://www.skwirk.com.au/p-c_s-1_u-105_t-279_c-929/causes-and-effects-of-the-magna-carta/nsw/hsie/introduction-to-democracy/democratic-development

Magnum Concilium

In the [Kingdom of England](#), the Magnum Concilium, or Great Council, was an [assembly convened at certain times of the year when church leaders and wealthy landowners were invited to discuss the affairs of the country with the king](#). It was established in [the reign of the Normans](#). In ancient times the king would call the Great Council and the King's Court ([Curia Regis](#)), semi-professional advisors who would stay behind until the work was done. The former grew into the [Parliament](#) (*concilium regis in parlamento*) and, especially as it split into the [House of Lords](#) and [House of Commons](#), thereby assumed the participation of the [nobility](#). In [Plantagenet](#) times the Magnum Concilium was a gathering of these [aristocrats](#), who advised the king when there was no issue that required hearing the commons. After a lapse of generations, in the autumn of 1640 [Charles I](#) summoned a Great Council at York after being defeated by [the Scots](#). He had dissolved the [Short Parliament](#) and hoped to avoid summoning another. They offered a guaranteed loan of £200,000 sterling to pay the army, and attempted to negotiate with the Scots (to no avail),^[1] but would not undertake the powers of a Parliament,^[2] and advised Charles to summon [Parliament](#). Since then the Great Council has never met.

In 2008 Christopher Russell Bailey, 5th [Baron Glanusk](#), suggested that the time had come for a recall of the Magnum Concilium, since [hereditary peers](#) had lost their right to sit in the House of Lords under the [House of Lords Act 1999](#).^[3]

http://en.wikipedia.org/wiki/Magnum_Concilium

Parliament

In modern politics and history, a **parliament** is a **[legislative, elected body of government](#)**. Generally a modern parliament has three functions: [representing](#) the electorate, making laws, and overseeing the government (*i.e.*, hearings, inquiries).

Although some restrict the use of the word *parliament* to [parliamentary systems](#), it is also commonly used to describe the legislature in [presidential systems](#) (*i.e.* the [French parliament](#)), even where it is not in the official name.

Historically, parliaments included various kinds of deliberative, consultative, and judicial assemblies (*i.e.* the mediaeval [parlements](#)).

Etymology

The term is derived from [Anglo-Norman](#) *parlement*, from the verb *parler* 'talk'. The meaning evolved over time: originally any discussion, conversation, or negotiation (attested around 1100), through various kinds of deliberative or judicial groups, often summoned by the monarch. By 1400, it had come to mean in Britain specifically the British supreme legislature.^[1]

Proto-parliamentarian institutions

Since ancient times, when societies were tribal, there were councils or a headman whose decisions were assessed by village elders. This is called [tribalism](#).^[6] Some scholars suggest that in ancient [Mesopotamia](#) there was a primitive democratic government where the kings were assessed by council.^[7] The same has been said about ancient India, where some form of deliberative assemblies existed, and therefore there was some form of [democracy](#).^[8] However, these claims are not accepted by most scholars, who see these forms of government as [oligarchies](#).^{[9][10][11][12][13]}

[Ancient Athens](#) was the cradle of [democracy](#).^[14] The [Athenian assembly](#) (*ἐκκλησία*, *ekklesia*) was the most important institution, and every [citizen](#) could take part in the discussions. However, [Athenian democracy](#) was not representative, but rather direct, and therefore the *ekklesia* was different from the parliamentary system.

The [Roman Republic](#) had [legislative assemblies](#), who had the final say regarding the election of magistrates, the enactment of new [statutes](#), the carrying out of capital punishment, the declaration of war and peace, and the creation (or dissolution) of alliances.^[15] The [Roman Senate](#) controlled money, administration, and the details of foreign policy.^[16]

Some Muslim scholars argue that the Islamic [shura](#) (a method of taking decisions in Islamic societies) is analogous to the parliament.^[17] However, others highlight what they consider fundamental differences between the shura system and the parliamentary system.^{[18][19][20]}

In [Anglo-Saxon](#) England, the [Witenagamot](#) was an important political institution. The name derives from the [Old English](#) *pitena gemōt*, or *witena gemōt*, for "meeting of wise men". The first recorded act of a witenagemot was the law code issued by King Æthelberht of Kent ca. 600, the earliest document which survives in sustained Old English prose; however, the witan was certainly in existence long before this time.^[21] The Witan, along with the folkmoets(local assemblies), is an important ancestor of the modern English parliament.^[22]

England

Main article: [Parliament of England](#)

Early forms of assembly

England has long had a tradition of a body of men who would assist and advise the king on important matters. **Under the [Anglo-Saxon](#) kings, there was an advisory council, the [Witenagemot](#) ("meeting of wise men"). As part of the [Norman Conquest of England](#), the new king, [William I](#), did away with the Witenagemot, replacing it with a [Curia Regis](#) ("King's Council"). Membership of the Curia was largely restricted to the tenants in chief, the few nobles who "rented" great estates directly from the king, along with certain senior [ecclesiastics](#).**

Most historians date the emergence of a parliament with some degree of power to which the throne had to defer no later than the rule of [Edward I](#). (Kaeuper, Richard W., War Justice and Public Order: England and France in the Later Middle Ages, Oxford U. Press, 1988.) **Like previous kings, Edward called leading nobles and church leaders to discuss government matters, especially [finance](#). A meeting in 1295 became known as the [Model Parliament](#) because it set the pattern for later [Parliaments](#). The significant difference between the Model Parliament and the earlier Curia Regis was the addition of the Commons; that is, the inclusion of elected representatives of rural**

landowners and of townsmen. In 1307, [Edward I](#) agreed not to collect certain [taxes](#) without the consent of the realm. He also enlarged the court system.

[William the Conqueror](#) brought to [England](#) the [feudal system](#) of his native [Normandy](#), and sought the advice of the [curia regis](#) before making laws. This is the original body from which the Parliament, the higher courts of law, and the [Privy Council](#) and Cabinet descend. Of these, the legislature is formally the High Court of Parliament; judges sit in the [Supreme Court of Judicature](#). Only the executive government is no longer conducted in a royal court.

Magna Carta and the Model Parliament

A 1215 edition of the Magna Carta, as featured on display at the British Library.

The tenants-in-chief often struggled with their spiritual counterparts and with the king for power. In 1215, they secured from [John](#) the [Magna Carta](#), which established that the king may not levy or collect any taxes (except the feudal taxes to which they were hitherto accustomed), **save with the consent of a council**. It was also established that the most important tenants-in-chief and ecclesiastics be summoned to the council by personal writs from the sovereign, and that all others be summoned to the council by general writs from the [sheriffs](#) of their counties. **Modern government has its origins in the Curia Regis; parliament descends from the Great Council later known as the *parliamentum* established by [Magna Carta](#).**

During the reign of [King Henry III](#), 13th-Century [English Parliaments](#) incorporated elected representatives from shires and towns. These parliaments are, as such, considered forerunners of the modern parliament.^[23]

In 1265, [Simon de Montfort, 6th Earl of Leicester](#), then in rebellion against [Henry III](#), summoned a parliament of his supporters without royal authorization. The [archbishops](#), [bishops](#), [abbots](#), [earls](#), and [barons](#) were summoned, as were two [knights](#) from each shire and two [burgesses](#) from each [borough](#). Knights had been summoned to previous councils, but it was unprecedented for the boroughs to receive any representation. Come 1295, [Edward I](#) later adopted de Montfort's ideas for representation and election in the so-called "[Model Parliament](#)". At first, each [estate](#) debated independently; by the reign of [Edward III](#), however, Parliament recognisably assumed its modern form, with authorities dividing the legislative body into two separate chambers.

Parliament under Henry VIII and Edward VI

The purpose and structure of Parliament in Tudor England underwent a significant transformation under the reign of [Henry VIII](#). Originally its methods were primarily medieval, and the monarch still possessed a form of inarguable dominion over its decisions. According to Elton, it was [Thomas Cromwell](#), 1st Earl of Essex, then chief minister to Henry VIII, who initiated still other changes within parliament.

The [Reformation Acts](#) supplied Parliament with unlimited power over the country. This included authority over virtually every matter, whether social, economic, political, or religious[citation needed]; it legalised the Reformation, officially and indisputably. The king had to rule through the council, not over it, and all sides needed to reach a mutual agreement when creating or passing laws, adjusting or implementing taxes, or changing religious doctrines. This was significant: the monarch no longer had sole control over the country. For instance, during the later

years of [Mary](#), Parliament exercised its authority in originally rejecting Mary's bid to revive Catholicism in the realm. **Later on, the legislative body even denied Elizabeth her request to marry[citation needed].** If Parliament had possessed this power before Cromwell, such as when [Wolsey's](#) served as secretary, the Reformation may never have happened, as the king would have had to gain the consent of all parliament members before so drastically changing the country's religious laws and fundamental identity[[citation needed](#)].

The power of Parliament increased considerably after Cromwell's adjustments. It also provided the country with **unprecedented stability.** More stability, in turn, helped assure **more effective management, organisation, and efficiency. Parliament printed statutes and devised a more coherent parliamentary procedure.**

The rise of Parliament proved especially important in the sense that it limited the repercussions of dynastic complications that had so often plunged England into civil war. Parliament still ran the country even in the absence of suitable heirs to throne, and its legitimacy as a decision-making body reduced the royal prerogatives of kings like Henry VIII and the importance of their whims. For example, Henry VIII could not simply establish supremacy by proclamation; he required Parliament to enforce statutes and add felonies and treasons. **An important liberty for Parliament was its freedom of speech; Henry allowed anything to be spoken openly within Parliament and speakers could not face arrest — a fact which they exploited incessantly.** Nevertheless, Parliament in Henry VIII's time offered up very little objection to the monarch's desires. Under his and [Edward's](#) reign, the legislative body complied willingly with the majority of the kings' decisions.

Much of this compliance stemmed from how the English viewed and traditionally understood authority. As Williams described it, **"King and parliament were not separate entities, but a single body, of which the monarch was the senior partner and the Lords and the Commons the lesser, but still essential, members."**[[citation needed](#)].

The importance of the Commonwealth years

Although its role in government expanded significantly during the reigns of Henry VIII and Edward VI, the Parliament of England saw some of its most important gains in the 17th century. A [series of conflicts](#) between the Crown and Parliament culminated in the execution of [King Charles I](#) in 1649. Afterward, England became a [commonwealth](#), with [Oliver Cromwell](#), its lord protector, the de facto ruler. **Frustrated with its decisions, Cromwell purged and suspended Parliament on several occasions.**

A controversial figure accused of despotism, war crimes, and even genocide, Cromwell is nonetheless regarded as essential to the growth of Parliament in England. **The years of his Commonwealth, coupled with the restoration of the monarchy in 1660 and the subsequent Glorious Revolution of 1688, helped reinforce and strengthen Parliament as an institution separate from the Crown.** The [BBC](#) even went so far as to dub Cromwell the "father of British democracy".[24]

Acts of Union

The Parliament of England met until it merged with the [Parliament of Scotland](#) under the [Acts of Union](#). This union created the new [Parliament of Great Britain](#) in 1707.

France

Main article: [French States-General](#)

Originally, there was only the Parliament of Paris, born out of the Curia Regis in 1307, and located inside the medieval royal palace, now the [Paris Hall of Justice](#). The jurisdiction of the Parliament of Paris covered the entire kingdom. In the thirteenth century, judicial functions were added. In 1443, following the turmoil of the [Hundred Years' War](#), King [Charles VII of France](#) granted [Languedoc](#) its own *parliament* by establishing the *Parliament* of [Toulouse](#), the first *parliament* outside of Paris, whose jurisdiction extended over the most part of southern France. From 1443 until the [French Revolution](#) several other *parliaments* were created in some provinces of France ([Grenoble](#), [Bordeaux](#)).

All the *parliaments* could issue regulatory decrees for the application of royal edicts or of customary practices; they could also refuse to register laws that they judged contrary to fundamental law or simply as being untimely. **Parliamentary power in France was suppressed more so than in England as a result of [absolutism](#), and parliaments were eventually overshadowed by the larger [Estates General](#), up until the [French Revolution](#), when the [National Assembly](#) became the lower house of France's bicameral legislature.**

Development of modern parliaments

The development of the modern concept of parliamentary government dates back to the [Kingdom of Great Britain](#) (1707–1800) and the parliamentary system in Sweden during the [Age of Liberty](#) (1718–1772).

Parliaments of the United Kingdom

Main article: [Parliament of the United Kingdom](#)

The [British Houses of Parliament](#), [London](#).

The British Parliament is often referred to as the *Mother of Parliaments* (in fact a misquotation of [John Bright](#), who remarked in 1865 that "England is the Mother of Parliaments") because the [British Parliament](#) has been the model for most other parliamentary systems, and its [Acts](#) have created many other parliaments. Many nations with parliaments have to some degree emulated the British "three-tier" model. Most countries in Europe and the [Commonwealth](#) have similarly organised parliaments with a largely ceremonial [head of state](#) who formally opens and closes parliament, a large elected lower house and a smaller, upper house.^{[29][30]}

The [Parliament of Great Britain](#) was formed in 1707 by the [Acts of Union](#) that replaced the former parliaments of England and [Scotland](#). A [further union in 1801](#) united the Parliament of Great Britain and the [Parliament of Ireland](#) into a [Parliament of the United Kingdom](#).

In the United Kingdom, Parliament consists of the [House of Commons](#), the [House of Lords](#), and the [Monarch](#). The House of Commons is composed of 650 members who are directly elected by British citizens to represent single-member constituencies. The leader of a Party that wins more than half the seats or less than half but can count on support of smaller parties to achieve enough support to pass law is invited by the Queen to form a government. The House of Lords is a body of long-serving, unelected

members: [Lords Temporal](#) - 92 of whom inherit their titles (and of whom 90 are elected internally by members of the House to lifetime seats), 588 of whom have been appointed to lifetime seats, and [Lords Spiritual](#) - 26 bishops while they remain in office.

Legislation can originate from either the Lords or the Commons. It is voted on in several distinct stages, called [readings](#), in each house. First reading is merely a formality. Second reading is where the bill as a whole is considered. Third reading is detailed consideration of clauses of the bill.

In addition to the three readings a bill also goes through a committee stage where it is considered in great detail. Once the bill has been passed by one house it goes to the other and essentially repeats the process. If after the two sets of readings there are disagreements between the versions that the two houses passed it is returned to the first house for consideration of the amendments made by the second. If it passes through the amendment stage [Royal Assent](#) is granted and the bill becomes law as an [Act of Parliament](#).

The House of Lords is the less powerful of the two houses as a result of the [Parliament Acts 1911 and 1949](#). These Acts removed the veto power of the Lords over a great deal of legislation. If a bill is certified by the [Speaker of the House of Commons](#) as a [money bill](#) (i.e. acts raising taxes and similar) then the Lords can only block it for a month. If an ordinary bill originates in the Commons the Lords can only block it for a maximum of one [session of Parliament](#). The exceptions to this rule are things like bills to prolong the life of a Parliament beyond five years.

In addition to functioning as the second chamber of Parliament, the House of Lords was also the final court of [appeal](#) for much of the law of the United Kingdom—a combination of judicial and legislative function that recalls its origin in the Curia Regis. This changed in October 2009 when the [Supreme Court of the United Kingdom](#) opened and acquired the former jurisdiction of the House of Lords.

Since 1999, there has been a [Scottish Parliament](#) in [Edinburgh](#), which is a national, unicameral [legislature](#) for [Scotland](#). However, the Scottish Parliament does not have complete power over Scottish Politics, as it only holds the powers which were devolved to it by Westminster in 1997. It cannot legislate on defence issues, currency, or national taxation (e.g. VAT, or Income Tax). Additionally, the Scottish Parliament can be dissolved at any given time by the British Parliament without the consent of the devolved government. This applies to all devolved governments within the United Kingdom, a limit on the sovereignty of the devolved governments.

Parliament of Sweden

In [Sweden](#), the half-century period of parliamentary government beginning with [Charles XII](#)'s death in 1718 and ending with [Gustav III](#)'s [self-coup](#) in 1772 is known as the [Age of Liberty](#). During this period, [civil rights](#) were expanded and power shifted from the monarch to parliament.

While [suffrage](#) did not become universal, the taxed peasantry was represented in Parliament, although with little influence and commoners without taxed property had no suffrage at all.

Parliamentary system

Nations with bicameral legislatures.

Nations with unicameral legislatures.

No legislature.

Many parliaments are part of a [parliamentary system](#) of government, in which the **[executive is constitutionally answerable to the parliament](#)**. **Some restrict the use of the word *parliament* to**

parliamentary systems, while others use the word for any elected legislative body. Parliaments usually consist of [chambers](#) or *houses*, and are usually either [bicameral](#) or [unicameral](#) although more complex models exist, or have existed (see [Tricameralism](#)).

In some parliamentary systems, the [prime minister](#) (PM) is a member of parliament ([Britain](#)), whereas in others he is not ([Netherlands](#)). He or she is commonly the leader of the majority party in the lower house of parliament, but he or she only holds his or her office as long as the "confidence of the house" is maintained. If members of the lower house lose faith in the leader for whatever reason, they can call a [vote of no confidence](#) and force the PM to resign.

This can be particularly dangerous to a government when the distribution of seats among different parties is relatively even, in which case a new election is often called shortly thereafter. However, in case of general discontent with the head of government, his replacement can be made very smoothly without all the complications that it represents in the case of a presidential system.

The parliamentary system can be contrasted with a [presidential system](#), such as the [American congressional system](#), which operates under a stricter [separation of powers](#), whereby the executive does not form part of, nor is it appointed by, the parliamentary or legislative body. In such a system, congresses do not select or dismiss [heads of governments](#), and governments cannot request an early dissolution as may be the case for [parliaments](#). Some states have a [semi-presidential system](#) which falls between parliamentary and congressional systems, combining a powerful head of state (president) with a head of government (PM) responsible to parliament.

<https://en.wikipedia.org/wiki/Parliament>

Curia regis is a [Latin](#) term meaning "royal council" or "[king's court](#)". It was the name given to councils of advisers and administrators who served early [kings of France](#) as well as to those serving Norman [kings of England](#).

The [Normans](#), following the [conquest of England](#), used a council called the *curia regis* to conduct much of the business of state in England.[1] It was similar to, but not the same as, the [Witenagemot](#) (or Witan) which advised the [Anglo-Saxon kings of England](#), and the *Curia Ducis* which served the [Dukes of Normandy](#). [2]

This council existed in two forms, one large and one smaller form. The council in its smaller form, which was in continuous session, was made up of the king's officers of state and those [magnates](#) who were at court.[3] This small council was known as the "lesser *curia regis*". The lesser *curia regis* was in essence the king's royal court and as such was an [itinerant](#) court that followed the king in all his travels.[4] The king, when traveling throughout his realm and as an integral part of the court, often heard suitors in person.[4]

On special occasions the king would summons others to the council including [tenants-in-chief](#), the great officers of the king's court, and those [ecclesiastics](#) who held lands belonging to the king. The ecclesiastics included archbishops, bishops and certain abbots.[a] This larger assembly was known as the "great *curia regis*", [Magnum Concilium](#), or simply the Great Council.[3]

The *curia regis* in either the large or small form did the business of state whether legislative, judicial, or diplomatic. These functions were executed seamlessly with no regard to specialized functions.[3] Neither the greater or lesser *curia regis* was subservient to the other, as it was considered the same entity.[3] Under the Norman kings the business of government was handled the same regardless of which curia was meeting at the time.[3]

In judicial matters, the basis for the law remained the Anglo-Saxon laws of [Edward the Confessor](#) which both [William the Conqueror](#) and [Henry I](#) promised to uphold.[4] The powers of the sheriffs were retained as well as those of the communal courts ([hundred courts](#) and [shire courts](#)).[4] The *curia regis* attempted to maintain continuity with its predecessor as the Norman kings wanted to be seen as the lawful successors of Edward the Confessor.[4]

Evolution into specialist institutions

Gradually the *curia regis* began to branch off into entities which formed into other institutions, including the [Cabinet](#), the [Star Chamber](#), [Chancery](#), and others.[5][6] One of the first was the [exchequer](#), which specialized in the financial matters of government.[7]

During the thirteenth century the two forms of the *curia* themselves began to separate.[7] The great *curia regis* after taking on representative elements formed into [Parliament](#). [8] The first mention of a court of the king's bench (*curia regis*) being termed "Parliament" was in 1236 during the [Michaelmas](#) term (of the great *curia regis*). [9] The small *curia regis* became the [Privy Council](#).

Even after a split between the two parts both continued to involve themselves in all three functions of the original *curia* and only slowly began to specialize in one function over the others.[10] Some [judicial functions of the House of Lords](#) persisted until 2009.

France

Main article: [Conseil du Roi](#)

In France [the King's Court](#), called the *Curia Regis* in Latin, functioned as an **advisory body** under the early [Capetian kings](#).^[11] It was composed of a number of the king's trusted advisers but only a few traveled with the king at any time.^[11] By the later twelfth century it had become a judicial body with a few branching off to remain the king's council.^[11]

By the fourteenth century the term *curia regis* was no longer used.^[11] However, it was a predecessor to later sovereign assemblies: the [Parlement](#), which was a judiciary body, the Chamber of Accounts, which was a financial body, and the [King's Council](#).^[12]

https://en.wikipedia.org/wiki/Curia_regis

Curia regis d'[Angleterre](#) (*Curia regis* est une expression [latine](#) signifiant *Conseil royal* ou *Cour du roi*), était un conseil de [nobles](#) et d'[ecclésiastiques](#) qui conseillait le roi en matière législative. **Cette assemblée remplaça son ancêtre anglo-saxon, le Witenagemot, après l'invasion normande de 1066. Elle fut remplacée vers 1215 par le parlement d'Angleterre (devenu 1707 la base principale du parlement de Grande-Bretagne, puis en 1801 celle du parlement du Royaume-Uni).**

Ce Conseil royal se métamorphosa lentement en un véritable [Parlement](#). En [1265](#), [Simon V de Montfort](#), en rébellion contre [Henri III](#), convoqua une assemblée de ses partisans sans autorisation royale préalable : les [archevêques](#), [évêques](#), [abbés](#), [comtes](#) et [barons](#) furent tous convoqués, ainsi que deux [chevaliers](#) pour chaque comté. Les exigences de Montfort furent acceptées par [Édouard I^{er}](#), ce qui se traduisit par la convocation du [Parlement modèle](#) en [1295](#). Dès le règne d'[Édouard III](#), le Parlement se scinda en deux chambres et adopta sa forme moderne.

Les formations de la *Curia regis*

La Cour possède deux formations :

- une formation technique, appelée *king in council* (le roi en son conseil), qui réunissait à la fois le roi et **quelques juges professionnels** ;
- une formation politique, appelée *king in parliament* (le roi en son parlement), qui réunissait les mêmes personnes **plus les lords**.

Le principe se dégagait qu'il fallait la réunion des deux pour pouvoir voter une nouvelle loi sur la levée d'un impôt.

À la suite de [Jean sans Terre](#), qui fut obligé d'accorder la [Magna Carta](#), vinrent s'ajouter également à la seconde formation des délégués des comtés (circonscription rurales) et des bourgs (circonscription urbaines) : ce sont les chevaliers (*knights*) et les bourgeois. Ces délégués forment une chambre qui leur est propre à la fin du Moyen Âge, la chambre basse (par opposition à la chambre haute des *lords*).

C'est à partir de ce modèle que va être théorisée la [balance des pouvoirs](#), prélude de la [séparation des pouvoirs](#), à partir du [XVe siècle](#).

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Curia_regis_\(Angleterre\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Curia_regis_(Angleterre))

The ***Conseil du Roi*** (French pronunciation: [\[kɔ̃ʁʃ dy ʁwa\]](#); [French](#) for "The **King's Council**"), also known as the **Royal Council**, is a general term for the administrative and governmental apparatus around the [King of France](#) during the [Ancien Régime](#) designed to prepare his decisions and give him advice. It

should not be confused with the role and title of a "*Conseil du Roi*", a type of [public prosecutor](#) in the French legal system at the same period.

One of the established principles of the French monarchy was that the king could not act without the advice of his council. Under [Charles V](#), it was put forward that the king made decisions only after "good and careful deliberation" (French: *bonne et mûre délibération*), and this principle was maintained by his successors; the closing formula of royal acts "le roi en son conseil" expressed this deliberative aspect. Even during the period of [French absolutism](#), the expression "*car tel est notre bon plaisir*" ("because such is our pleasure") applied to royal decisions made with consultation.

The administration of the French state in the [early modern period](#) went through a long evolution, as a truly administrative apparatus – relying on old nobility, newer chancellor nobility ("*noblesse de robe*") and administrative professionals – substituted the feudal clientele system. The exact divisions and names of these councils varied over time.

https://en.wikipedia.org/wiki/Conseil_du_Roi

Le **Conseil du roi** était un **ensemble d'organes collégiaux, institutionnalisés et permanents chargés de préparer les décisions du roi de France et de le guider de leurs avis.**

La formule « [Car tel est notre plaisir](#) » n'était pas appliquée arbitrairement, mais après consultation. [Charles V](#) devait poser le principe, respecté par tous ses successeurs, selon lequel le roi ne décide qu'après « bonne et mûre délibération »

Historique

De tous temps, avant de prendre des décisions importantes, les souverains du royaume de France ont consulté leur entourage, ce qu'on appelait la *familia*. Mais ce n'est que vers le XIIe siècle qu'apparaît dans les actes royaux un organe consultatif institutionnalisé, le Conseil.

Le Conseil est la matérialisation organique et permanente de l'institution du conseil, élément capital de la monarchie capétienne. Le conseil est, pour le roi, le droit d'appeler auprès de lui qui bon lui semble, pour le seconder et le guider de ses avis. Symétriquement, le conseil est un devoir pour tous les sujets du roi et, plus particulièrement, pour les premiers d'entre eux, et ce qu'ils soient consultés individuellement ou collectivement (en corps).

Le gouvernement par conseil, principe essentiel du gouvernement monarchique en France, s'appuie sur des institutions intermittentes, comme les [états généraux](#), et sur une institution permanente, le Conseil.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_du_roi_de_France

The **Witenagemot** (Old English: *witena ġemōt*, Old English pronunciation: [\[ˈwɪtənə.jeˈmoːt\]](#), modern English [\[ˈwɪtənəɡəˈmoːt\]](#) "meeting of wise men"), also known as the **Witan** (more properly the title of its members), was a political institution in [Anglo-Saxon England](#) which operated from before the 7th century until the 11th century. The Witenagemot was an assembly of the tribe whose primary function was to **advise the king** and whose membership was composed of the **most important noblemen in England, both ecclesiastic and secular**. The institution is thought to represent an aristocratic development of the ancient Germanic general assemblies, or [folk moots](#). In England, by the 7th century, **these ancient folk moots had developed into convocations of the land's most powerful and important people, including ealdormen, thegns, and senior clergy, to discuss matters of both national and local significance.**

These documents clearly indicate that the witan was composed of the **nation's highest echelon of both ecclesiastical and secular officers**. **Present on the ecclesiastical side were archbishops, bishops, and abbots, and occasionally also abbesses and priests; on the secular side ealdormen (or eorls in the latter centuries) and thegns. Members of the royal family were also present, and the king presided over the entire body.**

From the time of [Ine](#) the Witan was composed of the **aristocratic elite created by monarchy**. The king, generally indeed advised by the existing nobility, conferred [prelatures](#) and [ealdormanries](#), with both of which a seat in the national assembly [i.e., the witenagemot] was legally or practically connected. Members of the royal family, ladies not excepted, were present at many gemots. The king alone raised a man to the position of a [gesith](#), a [thane](#), a provincial or local [reeve](#), a court officer or a royal [chaplain](#), one of which titles seems to have been the indispensable qualification for a vote. ... as no periodicity of the assembly was fixed, the king determined when and where it was to meet, for the most part choosing places under his immediate control; **he presided, spoke first, put his questions, proposed his bills of proposed laws, and finally dismissed the witan.**[\[13\]](#)

<https://en.wikipedia.org/wiki/Witenagemot>

The way to modern direct democracy in Switzerland

<https://houseofswitzerland.org/swissstories/history/way-modern-direct-democracy-switzerland>

But how do Swiss citizens feel about this democratic system, which relies on greater involvement from the electorate? Roughly 65% of Swiss citizens are satisfied with their government, according to Cheryl A. Fain's book *Modern Direct Democracy in Switzerland and the American West*. Nevertheless, according to Idea International, Swiss voter turnout in 2015 amounted to just 48.4% of the eligible electorate.

But Stefan Rey, from the Institute of Political Science at Zurich University, claims that democracy gives people more satisfaction, even if they don't exercise their rights. **Direct democracy has a curious effect on voter turnout – it seems the more of a voice people have, the less often they turn out to vote.**

<https://www.weforum.org/agenda/2017/07/switzerland-direct-democracy-explained/>

Another potential culprit is voter fatigue. People are invited to vote in all kinds of elections and referenda in Switzerland, much more frequently than anywhere else in the world, and it makes sense to believe that a good number of citizens get bored or just feel that this is too much.

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/spsr.12116>

Modern-era citizen-lawmaking occurs in the cantons of [Switzerland](#) from the 13th century. In 1847 the Swiss **added the "statute referendum" to their national constitution.** They soon discovered that merely having the power to veto Parliament's laws was not enough. In 1891 they added the "constitutional amendment initiative". Swiss politics since 1891 have given the world a valuable experience-base with the national-level constitutional amendment initiative.[\[12\]](#) In the past 120 years, more than 240 initiatives have been put to referendums. **The populace has proven itself conservative, approving only about 10% of these initiatives; in addition, they have often opted for a version of the initiative rewritten by government.** (See "[Direct democracy in Switzerland](#)" below.)[\[4\]\[5\]\[6\]\[7\]](#)

Switzerland

The pure form of direct democracy exists only in the [Swiss cantons of Appenzell Innerrhoden and Glarus.](#)[\[16\]](#) The [Swiss Confederation](#) is a semi-direct democracy (representative democracy with strong instruments of direct democracy).[\[16\]](#) The nature of direct democracy in Switzerland

is fundamentally complemented by its federal governmental structures (in [German](#) also called the [Subsidiaritätsprinzip](#)).[4][5][6][7]

Most western countries have representative systems.[16] [Switzerland](#) is a rare example of a country with instruments of direct democracy (at the levels of the municipalities, [cantons](#), and [federal state](#)). Citizens have **more power** than in a representative democracy. On any political level citizens can propose changes to the constitution ([popular initiative](#)), or ask for an [optional referendum](#) to be held on any law voted by the [federal](#), [cantonal](#) parliament and/or [municipal](#) legislative body.[17]

At the federal level, citizens can propose changes to the constitution ([federal popular initiative](#)) or ask for a referendum to be held on any law voted by the [parliament](#). [16] Swiss citizens vote regularly on any kind of issue on every political level, such as financial approvals of a school house or the building of a new street, or the change of the policy regarding sexual work, or on constitutional changes, or on the foreign policy of Switzerland, four times a year.[17] Between January 1995 and June 2005, Swiss citizens voted 31 times, on 103 federal questions besides many more cantonal and municipal questions.[18] During the same period, French citizens participated in only two referendums.[16]

In [Switzerland](#), simple majorities are sufficient at the municipal and [canton](#) level, but at the federal level [double majorities](#) are required on constitutional issues.[12]

The list for [mandatory](#) or optional referendums on each political level are generally much longer in Switzerland than in any other country; for example any amendment to the constitution must automatically be voted on by the Swiss electorate and cantons, on cantonal/communal levels often any financial decision of a certain substantial amount decreed by legislative and/or executive bodies as well.[17]

Swiss citizens vote regularly on any kind of issue on every political level, such as financial approvals of a school house or the building of a new street, or the change of the policy regarding sexual work, or on constitutional changes, or on the foreign policy of Switzerland, four times a year.[18] Between January 1995 and June 2005, Swiss citizens voted 31 times, on 103 federal questions besides many more cantonal and municipal questions.[19] During the same period, French citizens participated in only two referendums.[16]

A double majority requires approval by a majority of individuals voting, and also by a majority of cantons. Thus, in Switzerland a citizen-proposed amendment to the federal constitution (i.e. [popular initiative](#)) cannot be passed at the federal level if a majority of the people approve but a majority of the cantons disapprove.[12] For referendums or propositions in general terms (like the principle of a general revision of the Constitution), a majority of those voting is sufficient (Swiss Constitution, 2005).

In 1890, when the provisions for Swiss national citizen lawmaking were being debated by civil society and government, the Swiss adopted the idea of double majorities from the [United States Congress](#), in which House votes were to represent the people and Senate votes were to represent the [states](#). [12]

According to its supporters, this "legitimacy-rich" approach to national citizen lawmaking has been very successful. Kris Kobach claims that Switzerland has had tandem successes both socially and economically which are matched by only a few other nations. Kobach states at the end of his book, "Too often, observers deem Switzerland an oddity among political systems. It is more appropriate to regard it as a pioneer." Finally, the Swiss political system, including its direct democratic devices in a [multi-level governance](#) context, becomes increasingly interesting for scholars of [European Union](#) integration.^[20]

Paris Commune

Main article: [Paris Commune](#)

In 1871 after the establishment of the Paris Commune, the Parisians established a decentralized direct system of government with appointed organizers to make sense of the largely spontaneous uprising. While it still refused women the right to vote, they were heavily involved in the consensus before votes took place. Everything from the military to when meetings took place was democratized, and such decentralization and aforementioned democratization led many members of the First Internationale to regard the Paris Commune as a stateless society.

Due to the short lifespan of the Commune, only one citywide election was held and the structures necessary to facilitate future organized elections on large scales was largely nonexistent. However, the influence of direct democratization in the Paris Commune is not to be understated.

https://en.wikipedia.org/wiki/Direct_democracy

A **double majority** is a voting system which requires a [majority](#) of votes according to two separate criteria. The mechanism is usually used to require strong support for any measure considered to be of great importance. Typically in legislative bodies, a double majority requirement exists in the form of a [quorum](#) being necessary for legislation to be passed.

https://en.wikipedia.org/wiki/Double_majority

La **double majorité** est un [système de vote](#) :

- Dans l'[Union européenne](#) une décision législative est reconnue adoptée si elle reçoit 55 % des suffrages des membres du [Conseil](#) représentant au moins 15 États et au moins 65 % de la population de l'Union ;
- en [Suisse](#), une [votation](#) à caractère constitutionnel doit rassembler la double majorité des [cantons](#) et du peuple.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Double_majorit%C3%A9

The Landsgemeinde or "cantonal assembly" is one of the oldest forms of [direct democracy](#). Formerly practiced in eight [cantons of Switzerland](#), for practical reasons, the *Landsgemeinde* has been abolished in all but two cantons, where it is still the highest political institution of the canton, in [Appenzell Innerrhoden](#) and in [Glarus](#).

The German term *Landsgemeinde* itself is attested from at least the 16th century, in the 1561 dictionary

of [Pictorius](#). It is a compound from [Land](#) "land, canton; rural canton" and [Gemeinde](#) "community, commune".

Eligible citizens of the [canton](#) meet on a certain day in the open air to decide on laws and expenditures by the

council. **Everyone can debate a question**. Voting is accomplished by those in favour of a motion raising their hands. Historically, or in [Appenzell](#) until the admission of women, the only proof of citizenship necessary for men to enter the voting area was to show their ceremonial sword or Swiss military sidearm (bayonet); this gave proof that you were a freeman allowed to [bear arms](#) and to vote.

The *Landsgemeinde* has been the sovereign institution of the Swiss rural cantons since the later Middle Ages, while in the city-cantons such as [Lucerne](#), [Schaffhausen](#), or [Bern](#), a general assembly of all citizens had never been established.

Similar assemblies in dependent territories were known under terms such as *Talgemeinde* (for [Talschaften](#), used in [Ursern](#), [Hasli](#), [Obersimmental](#)), *Teding* ([Engelberg](#)), *Parlamento* ([Leventina](#)), *Zendgemeinden* (for the *Zenden* or districts of [Valais](#)), but also as *Landsgemeinde* in [Toggenburg](#) and in parts of [Grisons](#).^[1]

The *Landsgemeinde* assembly is a tradition with continuity back to the later Middle Ages, first recorded in the context of the [formation of the Old Swiss Confederacy](#). **The tradition ultimately continues the Germanic *thing*, although not uninterruptedly**, as the [Alamanni](#) had lost their independence to the [Frankish Empire](#) in the 8th century, but re-emerging in territories with [imperial immediacy](#) since the 13th century. ***The first Landsgemeinde proper is attested for [Uri](#) in 1231; however, these early assemblies grew as it were seamlessly out of the older institution of [blood courts](#) (assemblies with the purpose of dispensing judgement on criminal offenses, see [high justice](#)).*** The [Middle Latin](#) texts when recording a *Landsgemeinde* usually express this by making *universitas* "the universality", or *communitas hominum* "the community of men" of a certain canton the subject of a sentence (see, for example, the [Federal Charter of 1291](#)), in order to emphasize that the decision was made by the community ([direct democracy](#)) rather than by a political elite.

In the [Old Swiss Confederacy](#), the existence of a *Landsgemeinde* was the defining feature of the rural cantons (*Länderorte*, as opposed to the city-cantons). These cantons were: [Uri](#), [Schwyz](#), [Unterwalden](#) (the [forest-cantons](#)), [Glarus](#) and [Appenzell](#) and [Zug](#). Zug took an intermediate position, as it was a city-canton which due to the existence of a *Landsgemeinde* was also counted under the rural cantons.

With the formation of [Switzerland as a federal state](#), the formerly sovereign cantonal assemblies became subject to federal law, and the *Landsgemeinden* came to be seen as anachronisms. Critics of the *Landsgemeinde* argued that the democratic fundamental right of anonymous voting was not ensured by this form of democracy. Schwyz and Zug abolished their assemblies in 1848, while the remaining six, those of Uri, Obwalden, Nidwalden, Glarus and both Appenzells were continued into the 20th century. Uri abolished its assembly in 1928,^[2] Obwalden, Nidwalden and Appenzell

Ausserrhoden followed suit in the 1990s, so that **only two *Landsgemeinden* survive to the present day**, those of [Glarus](#) and [Appenzell Innerrhoden](#) (2013 population sizes of 36,000 and 16,000; respectively).^[3] In Appenzell Ausserrhoden, from 1877 until the abolition of the *Landsgemeinde* in 1997, the hymn *Ode an Gott* ("Ode to God")^[4] was traditionally sung at a quarter to eleven, before the beginning of the *Landsgemeinde*. The hymn retains the status of unofficial "national hymn" of Appenzell Ausserrhoden.^[5]

The *Landsgemeinde* remains a symbol of the Swiss tradition of [direct democracy](#). A fresco in the [Federal Palace of Switzerland](#), commissioned in 1907 and completed in 1914 by Albert Welti and Wilhelm Balmer, shows a *Landsgemeinde* (the foreground shows the site of the Nidwalden *Landsgemeinde* near [Stans](#) while the landscape in the background depicts the view from the site of the *Landsgemeinde* of Obwalden in [Sarnen](#)).

<https://en.wikipedia.org/wiki/Landsgemeinde>

Landsgemeinde

La *Landsgemeinde* (littéralement en [allemand](#) : « Communauté rurale » ou « Assemblée du pays ») est une institution de [démocratie directe](#) que l'on trouve dans certains [cantons suisses](#).

Son objectif est de résoudre des problèmes collectifs en réunissant les citoyens de la commune ou du canton. La *Landsgemeinde* s'inscrit dans cette tradition, en disposant toutefois de pouvoirs plus étendus. Une fois par an, généralement un dimanche de [printemps](#), l'assemblée procède, sur la place du chef-lieu, à l'élection à main levée du président de la *Landsgemeinde*, puis du *Landammann* (président du gouvernement), de ses collègues du gouvernement, des représentants du canton au [Conseil des États](#), des juges et de certains fonctionnaires. Les [votations](#) s'y déroulent également. Le résultat du vote est le fruit d'une estimation plutôt que d'un calcul précis.

Si la *Landsgemeinde* est introduite pour la 1^{re} fois dans le canton d'[Uri](#) en [1231](#), elle n'existe désormais plus que dans deux cantons : [Appenzell Rhodes-Intérieures](#) et [Glaris](#).

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Landsgemeinde>

Imperial immediacy ([German](#): *Reichsfreiheit* or *Reichsunmittelbarkeit*) was a privileged constitutional and political status rooted in German feudal law under which the [Imperial estates](#) of the [Holy Roman Empire](#) such as [Imperial cities](#), prince-bishoprics and secular principalities, and individuals such as the [Imperial knights](#), were declared free from the authority of any local lord and placed under the direct ('immediate') authority of the Emperor, and later of the institutions of the Empire such as the [Diet](#) (*Reichstag*), the [Imperial Chamber of Justice](#) and the [Aulic Council](#).

https://en.wikipedia.org/wiki/Imperial_immediacy

"But most of all you see direct democracy in action," Neumann said. "It's an awe-inspiring event for us. You can see that people take it seriously and show respect for their fellow citizens by listening to what

the various speakers in the open-air assembly have to say."

In brief

The Landsgemeinde (open-air assembly) is the highest political decision-making body in the canton.

Its origins are believed to date back some 1,500 years, and such gatherings were known primarily in Alpine regions in what is today Switzerland, northern Italy, Austria, as well in the Pyrenees, central and northern France and in northern Germany.

Only the assemblies in Switzerland survived after the Middle Ages.

<http://www.swissinfo.ch/eng/where-democracy-springs-eternal/245344>

85% of Switzerland's more than 2,700 communes have regular citizen gatherings indoors throughout the year to decide on local matters.

<http://www.swissinfo.ch/eng/young-people-remain-rooted-in-ancient-traditions/245126>

Republic

A **republic** (from [Latin](#): *res publica*) is a [sovereign state](#) or country^[1] which is organised with a [form of government](#) in which **power resides in elected individuals representing the citizen body**^{[2][3]} **and government leaders exercise power according to the rule of law. In modern times, the definition of a republic is commonly limited to a government which excludes a monarch.**^{[3][4]}

Currently, 147 of the world's [206 sovereign states](#) use the word "republic" as part of their official names; not all of these are republics in the sense of having elected governments, nor do all nations with elected governments use the word "republic" in their names.

Both modern and ancient republics vary widely in their ideology and composition. In the classical and [medieval](#) period of Europe, many states were fashioned on the [Roman Republic](#), which referred to the governance of the city of Rome, between it having kings and emperors. The Italian medieval and [Renaissance](#) political tradition, today referred to as "[civic humanism](#)", is sometimes considered to derive directly from Roman republicans such as [Sallust](#) and [Tacitus](#). **However, Greek-influenced Roman authors, such as [Polybius](#)^[5] and [Cicero](#), sometimes also used the term as a translation for the Greek [politeia](#) which could mean regime generally, but could also be applied to certain specific types of regime which did not exactly correspond to that of the Roman Republic.**

Republics were not equated with classical democracies such as [Athens](#), but had a democratic aspect.

Republics became more common in the Western world starting in the late 18th century, eventually displacing [absolute monarchy](#) as the most common form of government in Europe. In modern republics the executive is legitimized both by a [constitution](#) and by popular [suffrage](#). [Montesquieu](#) included in his work "[The Spirit of the Laws](#)" both [democracies](#), where all the people have a share in rule, and [aristocracies](#) or [oligarchies](#), where only some of the people rule, as republican forms of government.^[6]

Most often a republic is a single [sovereign state](#), but there are also sub-sovereign state entities that are referred to as republics, or which have governments that are described as 'republican' in nature. For instance, [Article IV](#) of the [United States Constitution](#) "guarantee[s] to every State in this Union a Republican form of Government".^[7] In contrast, the [Soviet Union](#) was [constitutionally](#) described as a "federal multinational state", composed of 15 [republics](#), two of which – [Ukraine](#) and [Belarus](#) – had their own seats at the United Nations.

<https://en.wikipedia.org/wiki/Republic>

OTHER (PREVIOUS OR SUBSEQUENT!) DEFINITION ON WIKIPEDIA

A republic ([Latin](#): *res publica*) is a [form of government](#) in which the country is considered a “public matter”, not the [private concern or property of the rulers](#). The primary positions of power within a republic are **not inherited, but are attained through democracy, oligarchy or autocracy. It is a form of government under which the [head of state is not a monarch.](#)^{[1][2][3]}**

In [American English](#), the definition of a republic refers specifically to a form of government in which elected individuals represent the citizen body^[2]^{[[better source needed](#)]} and exercise power according to

the [rule of law](#) under a [constitution](#), including [separation of powers](#) with an elected [head of state](#), referred to as a constitutional republic[4][5][6][7] or [representative democracy](#).[8]

The word *republic* comes from the Latin term *res publica*, which literally means “public thing,” “public matter,” or “public affair” and **was used to refer to the state as a whole**. The term developed its modern meaning in reference to the constitution of the ancient [Roman Republic](#), lasting from the [overthrow of the kings](#) in 509 B.C. to the establishment of the [Empire](#) in 27 B.C. This [constitution](#) was characterized by a [Senate composed of wealthy aristocrats and wielding significant influence; several popular assemblies of all free citizens, possessing the power to elect magistrates and pass laws; and a series of magistracies with varying types of civil and political authority.](#)

Most often a republic is a single [sovereign state](#), but there are also sub-sovereign state entities that are referred to as republics, or that have governments that are described as “republican” in nature. For instance, [Article IV](#) of the [United States Constitution](#) “guarantee[s] to every State in this Union a Republican form of Government”.^[10] In contrast, the former [Soviet Union](#), which described itself as being a group of “Republics” and also as a “[federal](#) multinational state composed of [15 republics](#)”, was widely viewed as being a [totalitarian](#) form of government and not a genuine republic, since its electoral system was structured so as to automatically guarantee the election of government-sponsored candidates.^[11]

Etymology

The term originates as the Latin translation of [Greek](#) word *politeia*. [Cicero](#), among other Latin writers, translated *politeia* as *res publica* and it was in turn translated by Renaissance scholars as “republic” (or similar terms in various western European languages).^[citation needed]

The term *politeia* can be translated as form of government, polity, or regime and is therefore not always a word for a specific type of regime as the modern word republic is. One of [Plato](#)'s major works on political science was titled *Politeia* and in English it is thus known as [The Republic](#). However, apart from the title, in modern translations of *The Republic*, alternative translations of *politeia* are also used.^[12]

However, in Book III of his *Politics* (1279) Aristotle was apparently the first classical writer to state that the term *politeia* can be used to refer more specifically to one type of *politeia*: “**When the citizens at large govern for the public good, it is called by the name common to all governments (to koinon onoma pasōn tōn politeiōn), government (politeia)**”. Also amongst classical Latin, the term “republic” can be used in a general way to refer to any regime, or in a specific way to refer to **governments which work for the public good**.^[13]

In medieval [Northern Italy](#), a number of city states had [commune](#) or [signoria](#) based governments. In the late Middle Ages, writers such as [Giovanni Villani](#) began writing about the nature of these states and the differences from other types of regime. They used terms such as *libertas populi*, a free people, to describe the states. The terminology changed in the 15th century as the renewed interest in the writings of [Ancient Rome](#) caused writers to prefer using classical terminology. To describe **non-monarchical states** writers, most importantly [Leonardo Bruni](#), adopted the Latin phrase *res publica*.^[14]

While Bruni and [Machiavelli](#) used the term to describe the states of Northern Italy, which were not monarchies, the term *res publica* has a set of interrelated meanings in the original Latin. The term can quite literally be translated as “public matter”.^[15] It was most often used by Roman writers to refer to the state and government, even during the period of the [Roman Empire](#).^[16]

In subsequent centuries, the English word “[commonwealth](#)” came to be used as a translation of *res publica*, and its use in English was comparable to how the Romans used the term *res publica*.^[17]

Notably, during [The Protectorate of Oliver Cromwell](#) the word **commonwealth** was the most common term to call the new monarchless state, but the word **republic** was also in common use. [18] Likewise, in [Polish](#) the term was translated as *rzeczpospolita*, although the translation is now only used with respect to Poland.

Presently, the term "republic" commonly means a system of government which derives its power from the people rather than from another basis, such as [heredity](#) or [divine right](#). [19]

The modern type of "republic" itself is different from any type of state found in the classical world. [20] [21] Nevertheless, there are a number of states of the [classical era](#) that are today still called republics. This includes ancient [Athens](#) and the [Roman Republic](#). While the structure and governance of these states was very different from that of any modern republic, there is debate about the extent to which classical, medieval, and modern republics form a historical continuum. [J. G. A. Pocock](#) has argued that a distinct republican tradition stretches from the classical world to the present. [15] [22] Other scholars disagree. [15] Paul Rahe, for instance, argues that the classical republics had a form of government with few links to those in any modern country. [23]

The political philosophy of the classical republics has in any case had an influence on republican thought throughout the subsequent centuries. Philosophers and politicians advocating republics, such as [Machiavelli](#), [Montesquieu](#), [Adams](#), and [Madison](#), relied heavily on classical Greek and Roman sources which described various types of regimes.

[Aristotle's *Politics*](#) discusses various forms of government. One form Aristotle named *politeia*, which consisted of a mixture of the other forms. He argued that this was one of the ideal forms of government. [Polybius](#) expanded on many of these ideas, again focusing on the idea of [mixed government](#). The most important Roman work in this tradition is Cicero's [De re publica](#).

<https://en.wikipedia.org/wiki/Republic>

A **republic** (from [Latin](#): *res publica*) is a [sovereign state](#) or country [1] which is organised with a [form of government](#) in which **power resides in elected individuals representing the citizen body** [2] [3] and **government leaders exercise power according to the rule of law**. **In modern times, the definition of a republic is commonly limited to a government which excludes a monarch.** [3] [4] Currently, 147 of the world's 206 [sovereign states](#) use the word "republic" as part of their official names; **not all of these are republics in the sense of having elected governments, nor do all nations with elected governments use the word "republic" in their names.**

Both modern and ancient republics vary widely in their ideology and composition. In the classical and [medieval](#) period of Europe, many states were fashioned on the [Roman Republic](#), which referred to the governance of the city of Rome, between it having kings and emperors. The Italian medieval and [Renaissance](#) political tradition, today referred to as "[civic humanism](#)", is sometimes considered to derive directly from Roman republicans such as [Sallust](#) and [Tacitus](#). **However, Greek-influenced Roman authors, such as [Polybius](#) [5] and [Cicero](#), sometimes also used the term as a translation for the Greek *politeia* which could mean regime generally, but could also be applied to certain specific types of regime which did not exactly correspond to that of the Roman Republic.** **Republics were not equated with classical democracies such as**

Athens, but had a democratic aspect.

Republics became more common in the Western world starting in the late 18th century, eventually displacing [absolute monarchy](#) as the most common form of government in Europe. In modern republics the executive is legitimized both by a [constitution](#) and by popular [suffrage](#). [Montesquieu](#) included in his work "[The Spirit of the Laws](#)" both [democracies](#), where all the people have a share in rule, and [aristocracies](#) or [oligarchies](#), where only some of the people rule, as republican forms of government.^[6]

[COBT : Republic = when people have a say in the government, so to say...](#)

Most often a republic is a single [sovereign state](#), but there are also sub-sovereign state entities that are referred to as republics, or which have governments that are described as 'republican' in nature. For instance, [Article IV](#) of the [United States Constitution](#) "guarantee[s] to every State in this Union a Republican form of Government".^[7] In contrast, the [Soviet Union](#) was [constitutionally](#) described as a "federal multinational state", composed of 15 [republics](#), two of which – [Ukraine](#) and [Belarus](#) – had their own seats at the United Nations.

Classical republics

Main article: [Classical republic](#)

The modern type of "republic" itself is different from any type of state found in the classical world.^{[14][15]} Nevertheless, there are a number of states of the [classical era](#) that are today still called republics. This includes ancient [Athens](#), [Sparta](#) and the [Roman Republic](#). While the structure and governance of these states was very different from that of any modern republic, there is debate about the extent to which classical, medieval, and modern republics form a historical continuum. [J. G. A. Pocock](#) has argued that a distinct republican tradition stretches from the classical world to the present.^{[10][16]} Other scholars disagree.^[10] Paul Rahe, for instance, argues that the classical republics had a form of government with few links to those in any modern country.^[17]

The political philosophy of the classical republics have in any case had an influence on republican thought throughout the subsequent centuries. **Philosophers and politicians advocating for republics, such as [Machiavelli](#), [Montesquieu](#), [Adams](#), and [Madison](#), relied heavily on classical Greek and Roman sources which described various types of regimes.**

[Aristotle's](#) *Politics* discusses various forms of government. One form Aristotle named *politeia*, which consisted of a mixture of the other forms. He argued that this was one of the ideal forms of government. [Polybius](#) expanded on many of these ideas, again focusing on the idea of [mixed government](#). The most important Roman work in this tradition is Cicero's *De re publica*.

Over time, the classical republics were either conquered by empires or became ones themselves. Most of the Greek republics were annexed to the [Macedonian Empire](#) of [Alexander](#). The Roman Republic

expanded dramatically conquering the other states of the Mediterranean that could be considered republics, such as [Carthage](#). The Roman Republic itself then became the Roman Empire.

Head of state

Structure

With no monarch, most modern republics use the title [president](#) for the [head of state](#). Originally used to refer to the presiding officer of a committee or governing body in Great Britain the usage was also applied to political leaders, including the leaders of some of the [Thirteen Colonies](#) (originally Virginia in 1608); in full, the "President of the Council."^[44] **The first republic to adopt the title was the [United States of America](#).** Keeping its usage as the head of a committee the [President of the Continental Congress](#) was the leader of the original congress. When the new constitution was written the title of [President of the United States](#) was conferred on the head of the new [executive branch](#).

If the head of state of a republic is also the [head of government](#), this is called a [presidential system](#). There are a number of forms of presidential government. A full-presidential system has a president with substantial authority and a central political role.

In other states the legislature is dominant and the presidential role is almost purely ceremonial and apolitical, such as in Germany and India. These states are [parliamentary republics](#) and operate similarly to constitutional monarchies with [parliamentary systems](#) where the power of the monarch is also greatly circumscribed. In parliamentary systems the head of government, most often titled [prime minister](#), exercises the most real political power. [Semi-presidential systems](#) have a president as an active head of state, but also have a head of government with important powers.

The rules for appointing the president and the leader of the government, in some republics permit the appointment of a president and a prime minister who have opposing political convictions: in France, when the members of the ruling [cabinet](#) and the president come from opposing political factions, this situation is called [cohabitation](#).

In some countries, like Switzerland and [San Marino](#), the head of state is not a single person but a committee (council) of several persons holding that office. The Roman Republic had two [consuls](#), elected for a one year-term by the [comitia centuriata](#), consisting of all adult, freeborn males who could prove citizenship.

Elections

In [liberal democracies](#) presidents are elected, either directly by the people or indirectly by a parliament or council. Typically in presidential and semi-presidential systems the president is directly elected by the people, or is indirectly elected as done in the United States. In that country the president is officially elected by an [electoral college](#), chosen by the States, all of which do so by direct election of the electors. The indirect election of the president through the electoral college conforms to the concept of republic as one with a system of indirect election. In the opinion of some,

direct election confers [legitimacy](#) upon the president and gives the office much of its political power. [45] However, this concept of legitimacy differs from that expressed in the United States Constitution which established the legitimacy of the United States president as resulting from the signing of the Constitution by nine states.[46] The idea that direct election is required for legitimacy also contradicts the spirit of the [Great Compromise](#), whose actual result was manifest in the clause[47] that provides **voters in smaller states with slightly more representation in presidential selection than those in large states.**

In states with a parliamentary system the president is usually elected by the parliament. This indirect election subordinates the president to the parliament, and also gives the president limited legitimacy and turns most presidential powers into [reserve powers](#) that can only be exercised under rare circumstance. There are exceptions where elected presidents have only ceremonial powers, such as in [Ireland](#).

Ambiguities

The distinction between a republic and a monarchy is not always clear. The [constitutional monarchies](#) of the former British Empire and Western Europe today have almost all real political power vested in the elected representatives, with the monarchs only holding either theoretical powers, no powers or rarely used reserve powers. Real legitimacy for political decisions comes from the elected representatives and is derived from the will of the people. While hereditary monarchies remain in place, political power is derived from the people as in a republic. These states are thus sometimes referred to as [crowned republics](#).[48]

Terms such as *liberal republic* are also used to describe all of the modern liberal democracies.[49]

There are also self-proclaimed republics that act similarly to monarchies with absolute power vested in the leader and passed down from father to son. North Korea and Syria are two notable examples where a son has inherited political control. Neither of these states are officially monarchies. There is no constitutional requirement that power be passed down within one family, but it has occurred in practice.

There are also [elective monarchies](#) where ultimate power is vested in a monarch, but the monarch is chosen by some manner of election. A current example of such a state is [Malaysia](#) where the [Yang di-Pertuan Agong](#) is elected every five years by the [Conference of Rulers](#) composed of the nine hereditary rulers of the [Malay states](#), and the [Vatican City-State](#), where the [pope](#) is selected by cardinal-electors, currently all [cardinals](#) under a specific age. **While rare today, elective monarchs were common in the past. The Holy Roman Empire is an important example, where each new emperor was chosen by a group of electors.** Islamic states also rarely employed [primogeniture](#) instead relying on various forms of election to choose a monarch's successor.

The [Polish–Lithuanian Commonwealth](#) had an elective monarchy, with a wide suffrage of some 500,000 nobles. The system, known as the [Golden Liberty](#), had developed as a method for powerful landowners to control the crown. The proponents of this system looked to classical examples, and the writings of the Italian Renaissance, and called their elective monarchy a [*rzeczpospolita*](#), based on *res publica*.

In a [parliamentary](#) or [semi-presidential](#) system of [government](#), a **reserve power is a power that may be exercised by the head of state without the approval of another branch of the government.** **Unlike in a presidential system of government, the head of state is generally constrained by the cabinet or the legislature in a parliamentary system, and most reserve powers are usable only in certain exceptional circumstances.** In some countries, reserve powers go by another name; for instance, the [reserve powers of the President of Ireland](#) are called **discretionary powers**.

Constitutional monarchies

In monarchies with either an uncoded or partly unwritten constitution (such as the [United Kingdom](#) or [Canada](#)) or a wholly written constitution that consists of a text augmented by additional conventions, traditions, [letters patent](#), etc. (such as [Australia](#)), the monarch generally possesses reserve powers.

Typically these powers are: to grant pardon; to dismiss a prime minister; to refuse to [dissolve parliament](#); and to refuse or delay [royal assent](#) to legislation (to *withhold* royal assent amounts to a [veto](#) of a bill, while to *reserve* royal assent in effect amounts to a decision to neither grant nor refuse assent, but to delay taking a decision for an undetermined period). **There are usually strict constitutional conventions concerning when these powers may be used, and these conventions are enforced by public pressure. Using these powers in contravention of tradition would generally provoke a constitutional crisis.**

Most constitutional monarchies employ a system that includes the principle of [responsible government](#). In such an order, the reserve powers are thought to be the means by which the monarch and his or her viceregal representatives can legitimately exist as "constitutional guardians" or "umpires", tasked with guaranteeing that Cabinet and parliament adhere to the fundamental constitutional principles of the rule of law and responsible government itself.^[1] **Some constitutional scholars, such as [George Winterton](#), have stated that reserve powers are a good thing in that they allow for a head of state to handle an unforeseen crisis**^[2] and that the [use of convention to limit the use of reserve powers](#) allows for more gradual and subtle constitutional evolution than is possible through formal amendment of a written constitution. Others, such as [Herbert Evatt](#), believe or believed that reserve powers are vestigial and potentially open to abuse.^{[2][3]} Evatt felt that the reserve powers could be codified and still serve their intended function in a responsible government system,^[3] as they do in Sweden, Ireland, and Japan.^[2]

Canada

The reserve powers in Canada fall within the [royal prerogative](#) and belong specifically to [the monarch](#), as the [Constitution Act, 1867](#), vests all executive power in the country's sovereign.^[7] King [George VI](#) in 1947 issued [Letters Patent](#) permitting the [governor general](#) "to exercise all powers and authorities lawfully belonging to Us [the monarch] in respect of Canada."^[8]

The reserve power of dismissal has never been used in Canada, although other reserve powers have been employed to force the [prime minister](#) to resign on two occasions: The first took place in 1896, when the Prime Minister, Sir [Charles Tupper](#), refused to step down after his party did not win a majority in the House of Commons during [that year's election](#), leading Governor General [the Earl of Aberdeen](#) to no longer recognize Tupper as prime minister and disapprove of several appointments Tupper had recommended. **On the second occasion, which took place in 1925 and came to be**

known as the [King-Byng Affair](#), Prime Minister [William Lyon Mackenzie King](#), facing a [non-confidence motion](#) in the House of Commons, [advised](#) the Governor General, [the Viscount Byng of Vimy](#), to [dissolve](#) the new parliament, but Byng refused.

No modern governor general has disallowed a bill, though [provincial lieutenant governors](#) have.^[9]

[Peter Hogg](#), a constitutional scholar, has opined that "a system of [responsible government](#) cannot work without a formal head of state who is possessed of certain reserve powers."^[10] Further, [Eugene Forsey](#) stated "[the reserve power is indeed, under our Constitution, an absolutely essential safeguard of democracy. It takes the place of the legal and judicial safeguards provided in the United States by written Constitutions, enforceable in the courts.](#)"^[11]

https://en.wikipedia.org/wiki/Reserve_power

Pouvoir modérateur

Le **pouvoir modérateur** est un des pouvoirs de l'État.

Il a été défini par [Jacques-Henri Bernardin de Saint-Pierre](#), dans le cadre de la monarchie, comme le pouvoir permettant de maintenir l'équilibre entre les trois ordres définis dans la [société d'Ancien Régime](#) qui, sans ce pouvoir, légifèreraient sans cesse l'un contre l'autre. Il incombe aussi à ce pouvoir de réunir les forces de ces pouvoirs pour dépasser leurs oppositions¹. Pour Bernardin de Saint-Pierre, « C'est le pouvoir modérateur qui constitue le monarque ».

[Benjamin Constant](#), dans ses *[Principes de politique](#)*, définit le pouvoir modérateur comme **le pouvoir particulier du roi, chargé de faire régner l'harmonie entre les trois pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire). Le pouvoir modérateur est ainsi, par construction, au-dessus des trois autres pouvoirs.**

Au [Brésil](#), l'application des principes de Benjamin Constant a conduit à la « mise sous tutelle impériale des Trois pouvoirs » par décret de [Pierre 1er du Brésil](#) du [25 mars 1824](#)². Ce pouvoir fut défini dans la [Constitution brésilienne de 1824](#)³. Il s'agissait ainsi d'un pouvoir personnel de l'Empereur, lui donnait entre autres le droit de nommer et démettre les ministres, nommer les sénateurs, dissoudre la chambre. Il utilise son pouvoir modérateur pour affermir l'État et renforcer l'exécutif face au législatif, en faisant alterner gouvernements libéraux et conservateurs. L'installation d'un régime plus parlementaire en 1846 a cependant diminué l'effet de ce pouvoir.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Pouvoir_mod%C3%A9rateur

SYSTÈME PRÉSIDENTIEL

A presidential system is a [system of government](#) where a [head of government](#) is also [head of state](#) and leads an [executive branch](#) that is separate from the [legislative branch](#). The [United States](#), for instance, have a presidential system. **The executive is elected and often titled "president" and is not [responsible](#) to the legislature and cannot, in normal circumstances, [dismiss](#) it. The legislature may have the right, in extreme cases, to dismiss the executive, often through [impeachment](#). However, such dismissals are seen as so rare as not to contradict a central tenet of presidentialism, that in *normal circumstances using normal means* the [legislature](#) cannot dismiss the executive.**

The title *president* has persisted from a time when such person personally presided over the government body, as with the [US President of the Continental Congress](#), before the executive function was split into a separate branch of government and could no longer preside over the legislative body.

https://en.wikipedia.org/wiki/Presidential_system

A **semi-presidential system** is a [system of government](#) in which a [president](#) exists along with a [prime minister](#) and a cabinet, with the latter two being responsible to the legislature of a [state](#). It differs from a [parliamentary republic](#) in that it has a popularly elected [head of state](#), who is more than a purely ceremonial [figurehead](#), and from the [presidential system](#) in that the [cabinet](#), although named by the president, is [responsible](#) to the [legislature](#), which may force the cabinet to resign through a [motion of no confidence](#).

Republics with a semi-presidential system of government

[France](#)

[Russia](#)

https://en.wikipedia.org/wiki/Semi-presidential_system

ÉTAT POLICIER

Un **État policier** est un [gouvernement](#) qui exerce son pouvoir de manière autoritaire et arbitraire, par le biais des [forces policières](#). Les habitants d'un État policier sont limités dans leur [liberté d'expression](#) et leur [liberté de circulation](#), et peuvent faire l'objet de diverses [coercitions](#), de [tortures](#), être soumis à de la [propagande](#), de la [manipulation mentale](#), ou encore une [surveillance de masse](#) par un État, sous la menace de forces policières.

Cette notion est théorisée par le juriste allemand [Robert von Mohl](#), alors sans connotation négative. Pour le juriste français [Raymond Carré de Malberg](#), la notion d'État policier est à considérer par opposition à l'[État de droit](#). Les analyses plus récentes, tant de juristes que de sociologues, proposent de la considérer en termes de gradations, des réformes ou évolutions successives pouvant transformer un État de droit en État policier, d'où la notion d'« État policier émergent » appliquée à des pays à constitution [démocratique](#). Toute réduction des libertés des [citoyens](#), faisant l'objet d'une surveillance et d'une répression par des forces policières fonctionnant comme appareil d'État, est symptomatique d'un État policier.

Brian Chapman distingue trois types d'États policiers : les traditionnels, les modernes, et les totalitaires. La plupart des [totalitarismes](#) sont aussi des États policiers, les exemples historiques les plus souvent cités étant des régimes totalitaires du milieu du [XXe siècle](#), en particulier le [Troisième Reich](#) et le [stalinisme](#). D'autres régimes politiques plus modernes, tels que le [Juche](#) en [Corée du Nord](#), l'[Égypte](#) depuis l'époque d'[Hosni Moubarak](#) jusqu'à nos jours, l'[Ouzbékistan](#) post-soviétique, ou encore la [Chine](#) depuis [Jiang Zemin](#), sont reconnus comme États policiers.

La loi américaine [USA PATRIOT Act](#) votée en 2001, puis les lois et exceptionnalités à l'État de droit adoptées en vertu de la [lutte contre le terrorisme dans l'Union européenne](#) depuis les années 2000, ainsi que la lutte contre la [Pandémie de Covid-19 en Europe](#) en 2019 et 2020, entraînent des questionnements relatifs à l'évolution des [démocraties](#) occidentales vers des formes d'États policiers.

La thématique des États policiers est abondamment traitée par la littérature et le cinéma de [science-fiction](#). L'exemple typique, ayant influencé jusqu'à la définition de ce terme, reste le roman [1984](#) de l'écrivain britannique [George Orwell](#), qui a introduit le célèbre personnage de [Big Brother](#).

Définition et usage

L'État policier est un concept des [sciences politiques](#)¹. À l'origine, un État policier est un [État](#) régi par une administration civile. Dès l'[Empire romain](#), la loi de l'Empereur (*lex regia*) s'applique aux citoyens, et des forces de maintien de l'ordre sont chargées de la faire respecter². Pour le philosophe français [Michel Foucault](#), qui traite abondamment du rôle de la police dans son ouvrage *Sécurité, Territoire, Population* (1978-1979)³, « **l'État de police, c'est un gouvernement qui se confond avec l'administration, un gouvernement qui est entièrement administratif et une administration qui a pour elle, derrière elle, le poids intégral d'une gouvernementalité** »⁴.

Depuis le début du [XXe siècle](#), l'expression a « pris un sens émotionnel et péjoratif » en décrivant un

état de vie indésirable caractérisé par la présence dominante des autorités civiles⁵, avec une nette augmentation de son usage à la suite de l'émergence du [Troisième Reich](#)⁶. L'expression actuelle d'un « État policier » est donc dotée d'une connotation menaçante dans un grand nombre de langues (*Police State* en anglais ; *Polizeistaat* en allemand, etc.)⁷, la signification originelle ayant été perdue⁸. Le problème fondamental posé par l'État policier réside dans l'impossibilité, pour le citoyen d'un pays donné, de protéger ses propres intérêts face à ceux de l'État⁹.

Les habitants d'un État policier peuvent être confrontés à des restrictions de leurs [libertés d'expression](#), de [déplacement](#), de diffusion d'opinions politiques ou autres, qui font l'objet d'une surveillance ou d'une répression policière. Le contrôle politique peut être exercé au moyen d'une force de [police secrète](#) opérant en dehors des limites normalement imposées par un État de droit¹⁰. Le professeur émérite de criminologie Jack R. Greene définit ainsi un État policier comme « une nation dans laquelle les dirigeants maintiennent l'ordre par la [coercition](#), la terreur, la [torture](#), la [propagande](#), le [lavage de cerveau](#), la [surveillance de masse](#), ou un mélange de ces méthodes »¹¹. Il ajoute que, par nature, un État policier est répressif et [anti-démocratique](#), puisqu'il recourt à la suppression des opposants politiques, et la réduction ou l'élimination de libertés civiles¹¹. Michel Levine cite, en 1973, les quatre caractéristiques suivantes comme propres aux États policiers¹² :

- le [policier](#) a toujours raison et jouit de l'impunité ;
- la [police](#) a un pouvoir très grand, qui n'est pas un pouvoir de droit mais un pouvoir de fait ;
- la police tend à servir davantage le pouvoir politique que l'État ;
- tous les citoyens tendent à se transformer eux-mêmes en policiers.

En termes de fonctionnement, un État policier se rapproche d'un État sous [loi martiale](#)¹¹. Une démocratie peut ainsi revêtir le fonctionnement d'un État policier en réaction, par exemple, à une menace terroriste¹¹. D'après le professeur de droit public [Jacques Chevallier](#), un État policier se soucie de l'efficacité de son appareil administratif, et développe par conséquent une « science de la police »¹³.

https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat_policier

TECHNOCRATIE

Dans la [Grèce ancienne](#), [Platon](#) (IV^e siècle) proposait que le gouvernement soit l'affaire de [philosophes](#), rompus aux formes de raisonnement les plus évoluées par une formation mathématique et logique poussée, ce qui peut être considérée comme une certaine forme de technocratie [D 3, M 4, G 1](#), dans le sens étymologique du terme. Pour Platon, les chefs politiques n'ont pas besoin de devoir justifier ce qu'ils font par des textes de loi parce que les lois seront toujours sans rapport avec les cas particuliers dans la réalité : les chefs savent et cela suffit légitimement. Cela a été exprimé par la métaphore du capitaine d'un navire dans *Le Politique* en 289c [4](#). Par ailleurs, dans le *Gorgias*, Platon fait une comparaison entre la médecine et la cuisine, analogie entre une technocratie et une démocratie : pour lui c'est au médecin, autrement dit à l'expert en politique, qu'il faut se fier. En 464d, il a écrit : « Ainsi, la cuisine s'est glissée sous la médecine, elle en a pris le masque. Elle fait donc comme si elle savait quels aliments sont meilleurs pour le corps. Et s'il fallait que, devant des enfants, ou devant des gens qui n'ont pas plus de raison que des enfants, eût lieu la confrontation d'un médecin et d'un cuisinier afin de savoir lequel, du médecin ou du cuisinier, est compétent pour décider quels aliments sont bienfaisants et quels autres sont nocifs, le pauvre médecin n'aurait plus qu'à mourir de faim ! » [5](#). Cette citation met en lumière l'idée de Platon selon laquelle le peuple ne connaît pas son véritable bien, il aurait donc besoin d'être gouverné par un expert en politique qui sait ce qui est bon pour lui.

Cependant, la technique en tant que telle, est relativement peu développée par les Grecs anciens. Elle ne jouait pas de rôle déterminant. Mais, par la suite, la puissance et la rigueur des mathématiques a toujours joué un rôle important dans le concept technocratique.

Francis Bacon (1561-1626).

Au [XVII^e siècle](#), le philosophe [Francis Bacon](#) promeut l'idée que la connaissance des mécanismes de la nature et des moyens techniques de la maîtriser apporte une clarté d'esprit et une pureté d'action bénéfique au gouvernement [D 4](#). Il propose en [1624](#) dans une utopie *La Nouvelle Atlantide*, **un système où un collège de savants (la « maison de Salomon ») est chargée de conseiller le gouvernement, vers une exploitation sage et raisonnée de la nature menant à la richesse et à la puissance de la nation. Dans ce système, la classe de la noblesse est constituée par les savants** [6](#). Ce livre est considéré comme le premier paradigme de l'utopie scientifique [G 2](#), mais dans cette utopie, ce ne sont pas encore les scientifiques et les techniciens qui sont directement responsables du gouvernement.

Saint-Simon (1760-1825).

Beaucoup de caractéristiques du concept technocratique se retrouvent, au début du [XIX^e siècle](#), dans l'œuvre de l'économiste et philosophe français [Claude Henri de Rouvroy de Saint-Simon](#) [G 2, D 5, M 5](#). Saint-Simon décrit, au fil de son œuvre, différents systèmes pour appliquer à la politique les qualités de rigueur et de fiabilité qu'il reconnaît à la science, et assurer la prééminence de l'économie et de l'industriel sur la politique [M 5](#). En [1802](#), il propose dans ses *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains* [7](#) la création d'un comité exécutif européen, composé de douze scientifiques et neuf artistes, chargés de guider la civilisation vers le progrès.

En [1820](#) il publie *L'Organisation* dans lequel il fait apparaître une des premières organisations qui peut

être qualifiée de purement technocratique [G 2](#) : un parlement composé de trois chambres; **une chambre « d'invention » composée d'ingénieurs et d'artistes, une chambre « d'examen » composés de savants, et une chambre « d'exécution » comprenant des représentants de l'industrie.** Ce parlement est pourvu des pouvoirs législatifs et exécutifs, et a aussi pour objectif de résoudre les problèmes sociaux et créer un ordre social rationnel par l'application du savoir technique. Pour Saint-Simon, le gouvernement est une « administration des choses », qui prendrait à tous en fonction de leur capacité, et redistribuerait à tous en fonction de leur performance [G 2](#). Cette prééminence de la technique et de l'industrie sur le politique et le social sera au cœur d'une doctrine : le [saint-simonisme](#) qui aura une influence déterminante au [XIXe siècle](#), et par exemple sur certaines idées développées par [Friedrich Engels](#) et [Lénine](#) dont certaines phrases comme « la société est une vaste usine », ou « une organisation des choses et non des hommes » sont très représentatives du saint-simonisme [D 6](#). L'organisation de la future [Union des républiques socialistes soviétiques](#) présentera d'ailleurs de nombreuses similitudes avec le socialisme centralisé, technocratique et planifié de Saint-Simon [D 6](#).

Auguste Comte (1798-1857).

Le drapeau du Brésil, incorporant une devise positiviste Comtienne « *Ordre et Progrès* ».

[Auguste Comte](#), secrétaire particulier et disciple de Saint-Simon, reprend et développe cette doctrine dans un sens cependant plus orienté vers l'ordre que vers le progrès [M 6](#). Pour Comte, la méthode scientifique doit être étendue au contrôle de la société, et les régimes politiques doivent être supplantés par une autorité sociale constituée d'administrateurs issus des sciences pures et appliquées [G 2](#). **À la différence de Saint-Simon, ces administrateurs incluent des sociologues, des « ingénieurs sociaux », considérés par Comte comme d'authentiques scientifiques et techniciens au même titre que ceux associés à des sciences plus « dures »** [D 7](#). Cette vision s'intègre dans la [loi des trois états](#) énoncée par Comte : si cette loi est surtout connue pour son application à la [théorie de la connaissance](#), Comte la décline aussi en ce qui concerne l'évolution de la société : le premier état « théologique » correspond à une société gouvernée par la force militaire, le second état « métaphysique » à une société de lois et de politique, et le troisième état « positif » à une société industrielle et scientifique [D 8](#).

Afin de faciliter l'acceptation par la population de ce nouvel ordre social rationnel, Comte envisage la création d'une véritable « église » laïque chargée de promouvoir les valeurs de la science et du [positivisme](#), en une sorte de « catéchisme positiviste » [D 8](#). L'[église positiviste](#) n'a jamais rencontré le succès, sauf brièvement au Brésil, où un « temple positiviste » a été construit en 1881, par le philosophe brésilien [Miguel Lemos \(pt\)](#) et le philosophe et mathématicien [Raimundo Teixeira Mendes \(en\)](#). La devise nationale du Brésil, « *Ordre et Progrès* », est issue de ces tentatives d'« évangélisation » comtienne. En France, il subsiste un temple positiviste : le [Temple de l'Humanité](#).

La technocratie au XXe siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale

Aux États-Unis

Article détaillé : [Mouvement technocratique](#).

Le concept de technocratie a connu un essor significatif aux [États-Unis](#), dans les premières décennies du [XXe siècle](#). C'est l'économiste [Thorstein Veblen](#) qui a donné l'élan d'un mouvement technocratique qui allait connaître un développement rapide et une chute non moins brutale. Son œuvre consiste en une étude et critique acerbe de la classe des hommes d'affaires et des mœurs de consommation de son temps, ainsi que de la culture académique [D 7](#). Il est connu pour avoir mis en évidence et dénoncé le concept de [consommation ostentatoire](#), associé à l'[effet Veblen](#), dans son livre *The Theory of the Leisure Class* [8](#) (1899).

Dans *The Engineers and the Price System* [9](#) (1921) et *Abstentee Ownership and business enterprise in recent time* (1923), il pose les fondements d'une société technocratique. Il y oppose l'efficacité des ingénieurs et de leur méthodes, à l'entrepreneur capitaliste préoccupé de spéculation et guidé par le profit, venant ruiner les perspectives prometteuses d'une société fondée sur l'industrie et la machine [M 7](#). **Veblen propose une société où le contrôle de la production est attribué à un corps d'ingénieurs et de scientifiques qui remplaceraient entièrement les entrepreneurs capitalistes.**

L'œuvre de Veblen tombe à point dans une société qui allait bientôt être ruinée par la [Grande Dépression](#) des années 1930, dans laquelle la [spéculation](#) a joué un rôle majeur. C'est au sein de ces bouleversements que [Howard Scott](#), ingénieur auto-proclamé, reprend et développe l'œuvre de Veblen. Après avoir fondé en 1919, inspiré notamment par les idées de Veblen et de [Edward Bellamy](#) [A 1](#), un mouvement nommé « Technical Alliance », Scott se fait connaître en 1932 en organisant une étude - *l'Energy Survey of North America* - visant à quantifier l'évolution et les rendements de l'industrie américaine depuis un siècle, et en extrapoler les tendances, non pas en [unité monétaire](#) de valeur, mais en [unité d'énergie](#) [E 1](#).

De cette étude, Scott tire la conclusion que le système industriel, économique et social existant se dirige inexorablement vers un effondrement total. De plus, les chiffres de cette étude montrent - selon lui - que seules 660 heures de travail par an et par citoyen seraient nécessaires pour fournir un meilleur revenu moyen à tous, si les produits du travail étaient équitablement répartis. Cette étude provoque un intérêt considérable des médias et du grand public. Scott se retrouve bientôt à la tête d'un véritable [mouvement technocratique](#) qui acquiert une notoriété et une audience très importante dans la société américaine en 1932 et 1933. Le plan d'organisation de la société, nommé par Scott lui-même « *Technocracy* », était le suivant [A 1](#) :

- Organisation de toutes les industries en un petit nombre d'unités nationalisées, administrées par des experts techniques sélectionnés dans le rang des unités concernées.
- Les revenus et les biens et services sont échangés par un système « non-monétaire », fondé sur

une unité objective d'[énergie](#)[M 8](#), qui permet de comptabiliser et de gérer la production selon des lois rationnelles et scientifiques. Le « système prix », qui fixe arbitrairement une valeur aux biens et services en fonction de l'offre et de la demande est supprimé[E 2](#).

- Pour lutter contre la sous-consommation, considérée comme une des causes de la Grande Dépression, un [crédit social](#) est distribué à tous les citoyens de la société, chaque adulte recevant une part égale et équitable. Cette part est calculée en divisant les capacités productives de l'État (« Technat », dans la terminologie Technocratique) exprimées en unités d'énergie, desquelles sont soustraites le coût des services publics, par le nombre de citoyens[E 3](#).
- **Pas de gouvernement politique, abolition des partis politiques. Pas d'autres personnages officiels que les dirigeants techniques des unités productives et redistributives.**

Début 1933, en réponse à la notoriété et aux controverses croissantes engendrées par son mouvement, Scott se voit attribuer une tribune à la radio qualifiée comme étant « la plus importante jamais attribuée à un orateur en Amérique »[A 2](#), qui fut - selon tous les comptes rendus - un désastre total[A 2](#). Le [mouvement technocratique](#) se scinde alors en deux organisations concurrentes : Technocracy Inc. menée par Howard Scott, et Continental Committee for Technocracy (CCT), mené par deux dissidents [Harold Loeb \(en\)](#) et Felix Frazer[E 4](#).

Bien que l'intérêt du grand public et des médias pour le mouvement technocratique se soit brusquement effondré à cette date, le CCT connaît un certain succès, comptant jusqu'à 25 000 adhérents[E 5](#), jusqu'en 1936 où il disparaît complètement faute de capacité organisationnelle de ses deux dirigeants[E 6](#). Technocracy Inc. réussit à mieux s'organiser et progresse jusqu'au début des années 1940, comptant probablement jusqu'à 20 000 adhérents, avec au total environ 40 000 personnes ayant adhéré au mouvement à un moment ou à un autre[E 7](#). Après cette date, le mouvement décline irrésistiblement, mais subsiste toujours de nos jours[D 9,10](#).

Cependant, les idées technocratiques s'étaient largement diffusées dans la société américaine, et on retrouve un certain nombre de composantes technocratiques dans la politique de [New Deal](#) menée par [Roosevelt](#) de 1933 à 1938[D 9](#).

En France et en Europe

En [France](#), c'est au sortir de la Première Guerre mondiale que commence à se développer une volonté non seulement d'organiser l'économie par des procédures rationnelles, mais aussi de fonder un nouvel ordre social promouvant la science et la technique, où le contrat social serait fondé sur le partage des richesses produites par l'accroissement de productivité. Tel est le fond du rapport monumental d'[Étienne Clémentel](#), remis à [Georges Clemenceau](#) en 1919, qui est considéré comme un acte fondateur de la technocratie en France[11](#).

Mais c'est davantage dans les années 1930, comme aux États-Unis, que l'on constate l'essor de l'idéologie technocratique, qui fait réellement partie - selon [Jean Touchard](#) - de l'« esprit des années 1930 »[M 9](#). En 1925, on peut noter la fondation du [Redressement français](#) par [Ernest Mercier](#), qualifié de technocratique par [Emmanuel Beau de Loménie](#)[12](#) de par notamment son antiparlementarisme et élitisme[M 9](#).

Mais c'est essentiellement sous une forme [planiste](#) que se manifestent ces idées, avec le « groupe du », auteur en 1934 d'un des plans les plus célèbres de l'époque[13](#), et surtout le [groupe X-Crise](#) fondé en 1931, qui peut être considéré comme l'une des principales expressions de la technocratie en France[FL 1](#). Ses fondateurs - un groupe de [polytechniciens](#) mené notamment par [Jean Coutrot](#) - veulent analyser

les problèmes posés par la Grande Dépression en mettant en valeur les « avantages de rapidité et de précision dans la discussion que procure une formation commune »[M 9](#).

Ces groupes promeuvent l'abandon du [libéralisme économique](#), et le développement de modèles [macroéconomiques](#) et de l'[économétrie](#) pour « substituer une économie consciente à une économie aveugle »[14](#), et permettre à l'État de planifier et organiser ses interventions[13](#). Comme les autres mouvements technocratiques, ils critiquent les idéologies qui sous-tendent les décisions politiques, et veulent une réflexion raisonnée, scientifique et ouverte à tous les courants politiques[FL 2](#). Le groupe X-Crise tente également de réfléchir sur les fondements sociaux de la société et oriente sa réflexion vers une démarche se voulant humaniste, où les aspects techniques sont au service du progrès social[FL 3](#).

Le groupe X-Crise a une influence importante sur l'organisation de l'État, notamment pendant la période du [Front Populaire](#) et du [régime de Vichy](#)[FL 4](#), où des membres de X-Crise ont collaboré avec le gouvernement, ou ont été ministre comme [Charles Spinasse](#) dans le [gouvernement Léon Blum](#). Le développement de la [comptabilité nationale](#) et des normes comptables[15](#), la création du [commissariat au plan](#), ou la conversion des experts de l'État à la [macroéconomie](#) procèdent de leurs actions politiques durant ces périodes[FL 4](#).

Dans l'[Espagne franquiste](#) les *tecnócratas* étaient un groupe d'hommes politiques liés à l'[Opus Dei](#) qui lancèrent une reconversion à l'[économie espagnole](#), à partir de la situation d'[autarcie](#) laissée par les [phalangistes](#). Ils sortirent l'Espagne de son isolement en l'attendant au système capitaliste d'Europe occidentale et en amorçant le « [miracle économique espagnol](#) ».

En URSS

En [URSS](#), à partir de 1928, l'économie du pays présente de fortes composantes technocratiques[D 10](#). En effet, à partir de cette date et jusqu'en 1991, l'économie de l'union va être planifiée et centralisée par des hommes experts dans différents domaines. Le Conseil des ministres définissait des objectifs économiques larges, l'administration donnait des chiffres sur les résultats et la situation économique, et le [Gosplan](#) donnait des objectifs plus précis. On aboutissait ainsi à un [plan quinquennal](#), c'est-à-dire, à la fixation d'objectifs de production minimum, distribués à chacun des secteurs économiques concernés, et ce pendant cinq ans. Cet idéal de planification centralisée présente des similitudes avec les visions de Saint-Simon[D 10](#).

Une idéologie technocratique assez forte peut également être décelée dans la rhétorique staliniste d'« industrialisation forcée »[16](#).

La technocratie dans la société contemporaine

Les modèles de société technocratiques où les experts, guidés par des modèles scientifiques de production et de société, sont directement au pouvoir, n'ont jamais été véritablement appliqués. En revanche, la science et la technologie prenant une place de plus en plus importante dans les sociétés développées, il existe forcément des articulations et des rapports de force - tacites ou non - entre les scientifiques et experts techniques et les hommes politiques au pouvoir.

John G. Gunnell distingue trois composantes à ces rapports de force[G 3](#) :

- Les décisions politiques nécessitent de plus en plus d'expertise technique, et les hommes politiques ont en conséquence tendance à graviter autour d'élites scientifiques et techniques à l'influence notable.
- La [technologie](#) et l'[industrie](#) deviennent des entités autonomes, qui ont tendance à échapper au

pouvoir des hommes politiques (notions de [complexe militaro-industriel](#) ou de [technostructure](#) par exemple).

- La [science](#) et la technologie peuvent constituer une idéologie en soi, qui peut ainsi posséder une action sur la société, sur le plan collectif et sociologique ([scientisme](#), ou [société post-industrielle](#) par exemple).

C'est notamment la forme [post-industrielle](#) des sociétés contemporaines, axées davantage sur [l'économie de l'information](#), des services et de la finance que sur la production matérielle, qui implique l'émergence de ces nouveaux rapports [D 11](#). [Daniel Bell](#), dans son ouvrage *The Coming of Post-industrial society* (1976) insiste sur l'émergence d'une classe professionnelle technique, éduquée, venant peu à peu remplacer la [classe ouvrière](#) et accédant aux postes de décision et de pouvoir par leurs compétences techniques, et pouvant influencer profondément la structure de la société [G 4](#). De même que le stade pré-industriel, fondé sur le travail humain a mené à une société de paysans et une société féodale, que le stade industriel, fondé sur les machines et le travail humain a mené à une classe ouvrière et à une société capitaliste, le stade post-industriel fondé sur l'information et la connaissance, peut mener à une classe d'ingénieurs, de techniciens et de spécialistes, et à une société ayant de fortes composantes technocratiques [D 12](#).

On retrouve des considérations similaires dans l'œuvre de [John Kenneth Galbraith](#), qui met l'accent sur l'émergence d'organisations, au sein des entreprises ou des états, composée de « personnes ayant les compétences techniques, l'expérience ou autres [talents](#) nécessaires aux exigences de planification et de décision dans l'industrie moderne » [17](#), ce qu'il appelle la [technostructure](#). Le schéma d'organisation ci-contre se retrouve aussi bien dans les grandes entreprises, dans l'armée ou dans [l'administration publique](#). L'articulation entre les élites scientifiques et techniques et le pouvoir (ou le management) semble avoir trouvé une structure naturelle et universelle dans les organisations contemporaines. Cependant, une des conséquences politique majeure de la technostructure, selon Galbraith, est que le système industriel et l'État deviennent inextricablement liés et interdépendants et qu'il n'y a plus de frontière nette entre le public et le privé [G 5](#), car dans le cas de l'administration publique, une partie de la technostructure peut provenir de l'industrie et du privé.

La technostructure, même dans les plus grandes organisations, a tendance à être d'une taille assez restreinte, en tout cas pour un domaine déterminé. Cela amène à s'interroger sur le pouvoir ou l'influence réelle que peut avoir un faible nombre de personnes sur des décisions politiques majeures, en éventuelle contradiction avec les grands principes d'une [démocratie](#). [Charles Percy Snow](#) note que « une des caractéristiques les plus singulières de toute société industriellement avancée, est que certains choix cardinaux ne dépendent que d'une poignée d'hommes » [18](#), [G 6](#). [Don Price \(en\)](#) estime qu'il apparaît un « domaine » scientifique qui « remet en cause l'ancienne notion stipulant que, en matière de politique publique, les scientifiques doivent être dirigés par les objectifs définis par les politiques » [19](#), [G 6](#). Cependant, Price estime également que le système fonctionne en définitive correctement par un **consensus sociétal** stipulant que politiques et scientifiques doivent rester dans leurs domaines respectifs, avec la possibilité de s'évaluer et se critiquer mutuellement [19](#). De même, [Daniel Bell](#) ne perçoit pas une réelle menace de domination des politiques par une élite scientifique, arguant du fait que, quel que soit le processus de décision technique mis en place, les ultimes arbitrages prennent toujours une forme politique et que le pouvoir reste aux mains des politiciens [20](#), [G 5](#).

Au milieu du XXe siècle, [Jacques Ellul](#) estime que la technocratie n'est qu'un aspect parmi d'autres d'une idéologie nouvelle, « la technique », qui façonne toutes les autres, en premier lieu le [socialisme](#) et le [capitalisme](#) [21](#). **Il estime que la technique est une idéologie du fait que « la préoccupation de l'immense majorité des hommes de notre temps est de rechercher en toutes choses la méthode absolument la plus efficace »** [22](#). En 1977, il précise toutefois que la majorité des critiques à l'endroit

de la technocratie doivent être nuancées :

« La technique [est un facteur] autonome et déterminant. Or cela ne peut s'effectuer qu'au travers d'une couche sociale qui tend à devenir caste ou classe : les technocrates, qui agissent par voie organisationnelle : donc il faut parler de société technocratique et bureaucratique. Et l'on part aussitôt en guerre contre la technocratie... [Voilà qui] est un peu artificiel ! Dire que la technique ne fonctionne qu'au travers d'une classe, c'est ne pas voir que, précisément, chacun participe à tous les niveaux au système technique. Pour négliger un tel fait, il faut vouloir appliquer à toute force les catégories d'interprétation marxiste [...]. Il faut ne pas voir que la croissance du système technique dissout les classes²³. »

Le [pape François](#), dans son encyclique [Laudato si'](#)²⁴ estime que « la tendance, pas toujours consciente, à faire de la méthodologie et des objectifs de la techno-science un paradigme de compréhension qui conditionne la vie des personnes et le fonctionnement de la société » est à l'origine d'un grand nombre de difficultés du monde actuel. Car d'après lui, l'idée d'une croissance infinie ou illimitée est issue de la vision technicienne de la nature, et elle « suppose le mensonge de la disponibilité infinie des biens de la planète, qui conduit à la « presser » jusqu'aux limites et même au-delà des limites »²⁵. François va même jusqu'à accuser le « paradigme technocratique » de domination tyrannique, paradigme qu'il est presque impossible d'utiliser « sans être dominé par son pouvoir et sa logique ». L'emprise de la technocratie s'étend, d'après François, jusqu'à l'économie et la politique : le développement des technologies n'est guidé que par le profit, et « les finances étouffent l'économie réelle ». Le pape estime que les racines les plus profondes des dérèglements actuels sont liées à l'orientation, la fin et le contexte social de la croissance technologique et économique²⁶.

En Chine post-maoïste

Selon Jungwon Yoon, la Chine post-maoïste est gouvernée, depuis l'évolution majeure des élites chinoises instaurée par [Deng Xiaoping](#) au début des [années 1980](#), par trois générations de gouvernement à forte tendance technocratique^{Y 1}. Ces gouvernements sont de plus en plus constitués de politiciens ayant une formation poussée en ingénierie et en sciences, poussant à une modernisation et une industrialisation rationnelle du pays. Les instances politiques dirigeantes les plus puissantes du pays comme le [politburo](#) ou le [comité central](#) possèdent un fort taux de diplômés supérieur en ingénierie ou en sciences (plus de 50 % pour le comité central, et la quasi-totalité des nouveaux entrants au politburo)^{Y 2}.

Toutefois, la technocratie à la chinoise, à l'orientale presque, doit être selon Yoon distinguée de la technocratie occidentale où la technocratie a trouvé son berceau^{Y 3} : la technocratie occidentale est plus orientée vers des solutions techniques tandis que la technocratie chinoise est orientée vers le développement économique et une rationalisation et une optimisation de celui-ci. De plus, certains commentateurs²⁷ contestent l'existence d'une authentique technocratie en Chine car les instances dirigeantes sont avant tout des politiciens ayant une formation d'ingénieur, et non des experts techniques purs^{Y 4}.

Suites de la crise de la dette dans la zone euro

Avec la [crise de la dette dans la zone euro](#), certains états européens appellent à leur tête des techniciens plus que des hommes politiques pour gérer la crise. Les profils et les politiques engagées par [Mario Monti](#) ou [Loukás Papadimos](#) sont qualifiés de technocratiques par les observateurs²⁸.

Technocratie en entreprise

Dans le monde de l'entreprise, une organisation technocratique est une organisation qui met l'[expertise](#) des [ingénieurs](#) au cœur de son système de décision.

C'est avec une mise en cause de la technocratie [\[souhaitée\]](#) au pouvoir dans la multinationale [General Electric](#) que [Jack Welch](#), nouveau PDG en 1981, amorça une nouvelle ère qui a fait depuis école en matière de [gestion d'entreprise](#) [\[souhaitée\]](#).

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Technocratie>

OCHLOCRATIE

L'**ochlocratie** (du [grec ancien](#) ὀχλοκρατία / *okhlokratía*, formé de *okhlos*, « foule » et *-kratos*, « pouvoir », via le [latin](#) : *ochlocratia*) est un [régime politique](#) dans lequel la foule (*okhlos*) a le pouvoir d'imposer sa volonté¹. Le terme est tombé en désuétude, mais il a été débattu dans les ouvrages de [philosophie politique](#).

Ochlocratie n'est pas un synonyme de démocratie au sens de *gouvernement par le peuple*. Le terme [foule](#), non le terme [peuple](#), est employé : il suggère dans un sens péjoratif la foule en tant que masse manipulable ou passionnelle. On parle alors de [phénomènes de foule](#), souvent provoqués par la [démagogie](#) ou le [populisme](#). Ceci en l'opposant à des formes de gouvernement politique supposées plus [rationnelles](#) ou du moins raisonnables, qu'elles soient démocratiques ou non, et pour cela considérées plus souhaitables par principe.

Longtemps présent dans les dictionnaires français, le mot avait disparu du vocabulaire politique depuis la fin du XIX^e siècle : le [Dictionnaire de l'Académie française](#) ne comporte ainsi plus ce terme depuis sa huitième édition de 1932-1935².

Toutefois, depuis la fin de l'année 2018, à la suite du [mouvement des Gilets jaunes](#), le mot et son concept ont refait surface dans les médias. L'entrée « ochlocratie » a ainsi réintégré plusieurs dictionnaires majeurs, comme [Le Petit Robert](#), en 2019^{3,4}.

Rousseau

Dans le [Contrat social](#), [Jean-Jacques Rousseau](#) définit l'ochlocratie comme la dégénérescence de la [démocratie](#) : « En distinguant, la démocratie dégénère en *Ochlocratie* »⁸ L'origine de cette dégénérescence est une dénaturation de la « volonté générale », qui cesse d'être générale dès qu'elle commence à incarner les intérêts de certains, d'une partie de la population, et non de la population tout entière⁹; il peut s'agir, à la limite, d'une « volonté de tous », non d'une « volonté générale ».

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Ochlocratie>

EXTRAITS DU CONTRAT SOCIAL

ou plus précisément de l'article portant sur celui-ci, dans Wikipedia

Livre II, Chapitre VII – Du Législateur

Qu'en est-il du législateur, qui fait les lois en conformité avec la volonté générale ? Rousseau décrit le législateur comme quelqu'un qui possède des qualités extraordinaires, pour ne pas dire inhumaines. Il dit qu'« il faudrait une intelligence supérieure, qui vît toutes les passions des hommes, & qui n'en

éprouvât aucune, qui n'eût aucun rapport avec notre nature, & qui la connût à fond ». Le philosophe admet qu'une personne aussi parfaite puisse difficilement exister : « Il faudrait des Dieux pour donner des lois aux hommes ».

Livre III, Chapitre V – De l'aristocratie

L'aristocratie ne convient que si ce sont les plus sages qui gouvernent dans l'intérêt du peuple.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Du_contrat_social

COMMENTAIRES ET DISCUSSIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

1) Commentaires ou publications effectuées sur Fb par l'auteur

a) Commentaire fait en 2019 sur l'un des groupes d'opposition à GNL Saguenay, probablement celui de « Contre GNL Saguenay ».

Ce que je trouve le plus pathétique et en fait préoccupant, c'est que globalement parlant, on semble oublier qu'on est dans une démocratie, et que chacun est sensé avoir droit à son opinion... Les menaces de mort sont bien sûr un cas extrême, mais plus généralement, le manque de respect endémique tend en fait à lancer le même message : "Vous n'avez pas le droit de penser de telle ou telle façon, la preuve en étant que si vous le faites, on vous manquera de respect de façon flagrante, en s'en prenant en fait à votre intégrité personnelle, à grand coup d'attaques personnelles"... Le pire, c'est que je constate qu'à part moi (!!), il n'y a pas grand monde pour oser remettre en question la démocratie en tant que telle (!!), d'où un énorme paradoxe : si pratiquement personne n'ose remettre en question ce dogme voulant que ce soit dont le meilleur des régimes, comment se fait-il donc que si peu de gens soient réellement prêts à en suivre les règles de base !?! Et que ce je me vois ainsi forcé, moi qui n'est pourtant même pas un "insider" (!) croyant à ce système, de devoir les rappeler !?! 😊😊😊😊😊😊

D'ailleurs, l'autre implication importante de la démocratie, c'est qu'on est sensés, au bout du compte, accepter le verdict final de la population... Or si elle finit par bel et bien dire oui au projet, j'ai bien hâte de voir comment les autres vont réagir !! Car j'ai bien l'impression que ça ne sera pas exactement du genre : "on respecte le choix du peuple, et ça s'arrête là !"..." ;) 😊😊😊😊😊😊

Je me retrouve ainsi dans un bien étrange paradoxe, puisque c'est donc à moi, qui pourtant ne croit plus réellement en la démocratie, qui me voit forcer d'en rappeler les règles et principes de base, et à ceux-là mêmes qui s'en réclament, et ne jurent que par elle!!!...;)

On vous a appris à penser (ou plus exactement à croire) que la démocratie n'était peut-être pas le meilleur des régimes politiques, mais qu'elle était tout de même le moins pire...

Mais de un, pourquoi ne pas alors opter pour le MEILLEUR régime, plutôt que le moins pire ?...

Et d'abord, est-on vraiment certain qu'il s'agisse du « moins mauvais » des systèmes politiques ? Pas à en croire Platon, en tout cas, qui le considérerait plus exactement comme étant simplement moins pire que celui qui est véritablement le pire de tous, soit bien sûr la tyrannie...

b) Armée vs démocratie

L'armée ce n'est pas une démocratie... Or n'est-il pas pour le moins étrange que, dans un cas comme celui-ci, ou c'est rien de moins que la sécurité nationale qui est en jeu, on trouve subitement préférable, ou plus précisément nécessaire et incontournable, de suspendre la démocratie et d'opter plutôt pour un régime de nature autoritaire?

....

2) Commentaires ou publications effectuées sur Fb par Jacques Ducasse (janvier 2022)

Alors qui est POUR former des conseil de sage avec cette idée et changer la façon de gouverner. . Car pensez y ce genre de Gouvernement ou des conseil de sage existe pour nous conseillé mais ne prend aucune décision c'est le PEUPLE qui les prends est aussi le meilleur moyen d'éviter toute corruption.

...

Quand est que le peuple va allumez.. Tout ce qu'ils nous reste a faire c'est de former dans chaque région du Québec un conseil de SAGE.. Et un conseil de Sage Provincial.. Ont doit remplacer tout le système politique actuel et changer la façon de Gouverner. .Qui va empêcher les Riches d'influencé les politique du PEUPLE.. et de corrompe le système.. Les conseil de sage n'aurons aucun pouvoir de décision ils ne seront qu'exécutif. C'est le PEUPLE qui va décidé de la suite des choses. Et tous les criminels au pouvoir vont perdre leur job.. tous les employés de l'état seront sur le même pied d'égalité avec tout le monde . FINI les hiérarchie, de pouvoir .. personne n'a le droit d'avoir un quelconque pouvoir ou contrôle sur personnes.. Tous égal .. Ont doit tous se considérer comme étant des partenaire.. Tout est dans le changement de point de vue.. Ainsi ont met un terme a la division.. Ont établi de liste de priorité des changement qu'ont veut adopté. .. Pour ce faire ont a pas besoin d'aucune approbation politique ou autre. car c'est nous tous le peuple qui décide.. Ainsi c'est nous qui allons décidé des lois qu'ont garde ou qu'ont élimine ou que l'ont crée. . Si ont décide qu'il y aura une INTERDICTION de vacciné la population avec des injections CRIMINEL ont le fait , Si ont décide de faire démolir le réseau 5G c'est pareil. .Si ont Interdit les chemtrails au dessus de Notre territoire ont le fait etc.. la corruption s'éliminera d'elle même puisque personne ne pourra corrompe un membre des conseil de sage puisque qu'il ne pourrons pas prendre de décision .. Ils ne feront que la VOLONTÉ du PEUPLE.. Reprenons NOTRE POUVOIR.. Ont ne consent plus a leurs laisser le pouvoir..

<https://www.facebook.com/jacques.ducasse.75>

Ce que je trouve le plus pathétique et en fait préoccupant, c'est que globalement parlant, on semble oublier qu'on est dans une démocratie, et que chacun est sensé avoir droit à son opinion... Les menaces de mort sont bien sûr un cas extrême, mais plus généralement, le manque de respect endémique tend en fait à lancer le même message : "Vous n'avez pas le droit de penser de telle ou telle façon, la preuve en étant que si vous le faites, on vous manquera de respect de façon flagrante, en s'en prenant en fait à votre intégrité personnelle, à grand coup d'attaques personnelles"... Le pire, c'est que je constate qu'à part moi (!!), il n'y a pas grand monde pour oser remettre en question la démocratie en tant que telle (!!), d'où un énorme paradoxe : si pratiquement personne n'ose remettre en question ce dogme voulant que ce soit dont le meilleur des régimes, comment se fait-il donc que si peu de gens soient réellement prêts à en suivre les règles de base !?! Et que ce je me vois ainsi forcé, moi qui n'est pourtant même pas un "insider" (!) croyant à ce système, de devoir les rappeler !?! 😊😊😊🙏😊😊

D'ailleurs, l'autre implication importante de la démocratie, c'est qu'on est sensés, au bout du compte, accepter le verdict final de la population... Or si elle finit par bel et bien dire oui au projet, j'ai bien hâte de voir comment les autres vont réagir !! Car j'ai bien l'impression que ça ne sera pas exactement du genre : "on respecte le choix du peuple, et ça s'arrête là !!"... ;) 😊😊😊🙏😊😊

L'armée ce n'est pas une démocratie... Or n'est-il pas pour le moins étrange que, dans un cas comme celui-ci, ou c'est rien de moins que la sécurité nationale qui est en jeu, on trouve subitement préférable, ou plus précisément nécessaire et incontournable, de suspendre la démocratie et d'opter plutôt pour une régime de nature autoritaire?